

UNIVERSITÉ DE PARIS

---

FACULTÉ DE DROIT

---

L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT  
DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS  
ET NATIONAUX  
EN MATIÈRE DE RÉPARATION  
D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

---

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue

*le 14 Mars 1933, à 2 heures*

PAR

MARCEL MAYMAT

DIPLOMÉ DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

---

Membres du Jury

*Président* : M. W. OUALID

*Suffragants* : M. ROUAST

M. NIBOYET







Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41547119\\_0045](https://archive.org/details/IA41547119_0045)

L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT  
DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ET NATIONAUX  
EN MATIÈRE DE RÉPARATION  
D'ACCIDENTS DU TRAVAIL



UNIVERSITÉ DE PARIS

---

FACULTÉ DE DROIT

---

L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT  
DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS  
ET NATIONAUX  
EN MATIÈRE DE RÉPARATION  
D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

---

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue

*le 14 Mars 1933, à 2 heures*

PAR

MARCEL MAYMAT

DIPLOMÉ DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

---

Membres du Jury

*Président* : M. W. OUALID

*Suffragants* : M. ROUAST

M. NIBOYET

UNIVERSITE DE PARIS

FACULTE DE DROIT

ÉCOLE DE TRAVAIL  
DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS  
ET NATIONAUX  
EN MATIÈRE DE RÉPARATION  
D'ACCIDENTS DE TRAVAIL



*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation  
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être  
considérées comme propres à leurs auteurs.*

## INTRODUCTION

---

L'Organisation Internationale du Travail se propose de substituer à l'incoordination des efforts qui résulte obligatoirement de l'isolement des nations, une action cohérente dont le but est d'uniformiser les législations sociales de tous les pays.

Les Corporations entraînaient une sorte d'unité dans le travail ouvrier et la nécessité d'une entente, même nationale, ne se faisait pas sentir. Jusqu'au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, l'inutilité d'une entente internationale en justifie son absence. C'est à partir du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, en effet, que, par étapes successives, s'édifie sur des bases fragiles d'abord, puis sur des données plus solides, l'Organisation Internationale du Travail. L'évolution de la doctrine, les progrès et les perfectionnements des législations internes donnent naissance aux traités bilatéraux et multilatéraux, véritables embryons de la législation internationale. L'influence déterminante d'hommes comme NECKER, Robert OWEN, Daniel LEGRAND, le bon vouloir de certaines nations et, en particulier, de la Suisse, favorisent le mouvement international et l'orientent vers un développement toujours plus grand.

Mais il faut en venir au traité de Versailles pour voir s'élaborer une organisation internationale digne de ce nom. « Il ne peut y avoir de paix durable que celle fondée sur la paix sociale. » Voilà le grand principe qui s'y trouve

affirmé, marquant avec force le lien étroit qui unit la paix et le travail. L'Organisation Internationale du Travail est intimement liée à la Société des Nations ; il existe entre les deux organisations un parallélisme étroit ; les deux sont des Associations d'Etat et chacune d'elles vise à l'universalité. Les rouages de l'organisme nouveau procèdent d'une organisation pyramidale : à la base, la Conférence Internationale du Travail, qui est l'organe délibérant ; le Bureau International du Travail, organe d'administration, et enfin, au sommet, le Conseil d'administration du Bureau International du Travail, sorte de tuteur moral et facteur de modération.

L'Organisation Internationale du Travail se devait à elle-même de répondre à son but. La Conférence Internationale ne tint pas moins de quatorze sessions de 1919 à 1930, au cours desquelles différentes conventions et recommandations furent élaborées. Toutes les questions pouvant intéresser le monde du travail, tel qu'il se présentait après-guerre avec sa fiévreuse activité et son immense développement, furent passées en revue, et donnèrent naissance à des projets de convention ou à des recommandations : la réparation des accidents du travail, l'âge minimum d'admission des enfants aux différents travaux, l'agriculture, l'assurance chômage, l'assurance maladie, les assurances sociales, les droits d'association et de coalition, la durée du travail, la protection des femmes et des enfants, la migration, le repos hebdomadaire, les salaires minima, le travail de nuit, la sécurité, le travail obligatoire, les travailleurs étrangers, etc...

La grande majorité des Etats ont convenu, dans le traité de Versailles, d'instituer une source permanente de droit international d'assurance sociale. C'est là le but de la Conférence, véritable législateur international. Nous allons examiner rapidement le fonctionnement de cet organisme. Tout d'abord, pour que la Conférence puisse se prononcer sur une proposition déterminée, il faut que la question soit inscrite à l'ordre du jour qui est établi par le Conseil d'administration du Bureau International du Travail. Toute-

fois, la Conférence peut elle-même porter une question à l'ordre du jour. « Toute question au sujet de laquelle la Conférence décide, à la majorité des deux tiers, qu'elle doit être examinée, sera portée à l'ordre du jour de la session suivante. » (Art. 402, alinéa 3.) Quant à la forme à donner aux propositions de la Conférence, elle est régie par l'article 405 (alinéas 1 et 2) : « Si la Conférence se prononce pour l'adoption de propositions relatives à un objet à l'ordre du jour, elle aura à déterminer si ces propositions devront prendre la forme soit d'une recommandation à soumettre à l'examen des membres en vue de lui faire porter effet sous forme de loi nationale ou autrement, soit d'un projet de convention internationale à ratifier par les membres. »

Dans les deux cas, pour que la recommandation ou le projet de convention soit adopté au vote final par la Conférence, une majorité des deux tiers des voix des délégués présents est requise. Chacun des membres s'engage à soumettre, dans le délai d'un an à partir de la clôture de la session de la Conférence — (ou dans un délai qui ne saurait dépasser 18 mois, si par suite de circonstances exceptionnelles le délai d'un an ne pouvait être observé) — la recommandation ou le projet de convention à l'autorité ou aux autorités dans la compétence desquelles rentre la matière, en vue de la transformer en loi ou de prendre des mesures d'un autre ordre.

Aucun délai n'est fixé pour la décision à prendre par les autorités nationales compétentes. Si une décision positive est prise au sujet d'un projet de convention, elle devra être suivie d'une ratification de la convention ; par contre, toute décision positive au sujet d'une recommandation entraînera des mesures tendant à mettre en harmonie la législation interne avec le texte de la recommandation. Toutes mesures qui seront prises à cet effet devront être indiquées au Secrétaire général de la Société des Nations.

Si la proposition de la Conférence, tant pour un projet de convention que pour une recommandation, ne rencontre pas l'assentiment des autorités nationales compétentes, l'Etat ne sera soumis à aucune obligation.

Il découle logiquement de ce qui précède qu'il est parfaitement loisible aux autorités compétentes de chaque Etat de ne pas approuver les propositions de la Conférence, dussent-elle avoir été arrêtées avec les voix des représentants de l'Etat à la Conférence, comme elles peuvent, d'ailleurs, donner leur assentiment aux propositions émises sans la participation ou même contre les voix de ses représentants.

D'autre part, l'Etat consentant peut modifier son droit interne d'après la recommandation et, dans ce cas, il doit informer le Secrétaire général de la Société des Nations. Mais l'Etat garde toute sa liberté : il peut, en effet, à n'importe quel moment et sans préavis, modifier et même abroger les règles relatives à la matière visée par la recommandation. Cette matière, au surplus, reste dans le cadre de ses attributions et de ses pouvoirs comme conséquence du principe de la souveraineté nationale. La recommandation n'a pas ainsi pour effet d'opérer un transfert de compétence de l'Etat à une communauté juridique supérieure qui reste simplement un organe juridique préparant les voies conduisant à une réglementation internationale.

Par contre, l'assentiment donné à un projet de convention implique l'obligation de communiquer la ratification de la convention. Il s'opère un transfert de compétence de la sphère nationale à la communauté des Etats parties à la convention. L'Etat perd ici les conséquences de sa souveraineté nationale au bénéfice de l'organisme international et cela dans la mesure prévue par la convention.

L'application des conventions ne va pas sans difficulté. La convention se contente, en effet, de poser les bases fondamentales, les principes directeurs, laissant aux organismes nationaux la mise en œuvre de ces données. On aurait pu concevoir un organe spécial s'occupant de l'application de la convention en toute indépendance des Etats. Mais le traité de Versailles n'a pas prévu cela, et il s'en tient à l'application des conventions par les Etats eux-mêmes. « La compétence, dit O. STEIN, transférée de l'Etat ayant ratifié à

la communauté des Etats parties à la convention, est tout aussitôt rétrocédée à chaque Etat. » En effet, la compétence transférée doit être déterminée dans l'espace (limites territoriales des Etats parties à la convention), dans le temps (durée de l'engagement international) et quant aux personnes visées.

S'il en était autrement, on arriverait, en poussant à l'extrême l'étendue de la compétence transférée et en généralisant ses dispositions à toutes les matières, à la négation du principe de la souveraineté nationale et, du même coup, à la négation de l'Etat lui-même privé de la base de son existence. Mais, dans cet échange, la compétence s'est modifiée, elle a changé de caractère. Par sa nature, ce n'est plus une compétence libre, souveraine, exercée par l'Etat dans la plénitude de son pouvoir, c'est en réalité une compétence dépendante attachée à chacun des Etats individuellement considéré par ordre de la communauté. C'est, en quelque sorte, une compétence amoindrie, une compétence visant simplement la mise en pratique de la convention et réglant les détails de son application.

Le contrôle international s'exerce par le rapport que doivent présenter annuellement les Etats qui ont adhéré à la convention. D'après l'article 408, « Chacun des membres s'engage à présenter au Bureau International du Travail un rapport annuel sur les mesures prises par lui pour mettre en exécution les conventions auxquelles il a adhéré. Ces rapports seront rédigés sous la forme indiquée par le Conseil d'administration et devront contenir les précisions demandées par ce dernier. Le Directeur présentera un résumé de ces rapports à la plus prochaine session de la conférence. » Par là, se vérifie le caractère particulier de la compétence attribuée à chaque Etat. Ce droit de regard, confié à l'Organisation Internationale du Travail, prouve, de la façon la plus certaine, que l'application des conventions est, pour ainsi dire, imposée à l'Etat puisque le contrôle lui a été enlevé pour être attribué à l'organisme international.

L'Etat doit rendre compte, dans son rapport annuel,

des mesures d'exécution prises en conformité des principes de la convention à laquelle il a adhéré. C'est à l'organisation internationale du travail, représentée par la Conférence, que le Directeur du Bureau international doit présenter un résumé des rapports annuels.

Mais il n'y a de contrôle véritable et efficace qu'autant qu'il existe une sanction. C'est là, assurément, la pierre de base de la juridiction internationale. Il faut distinguer, toutefois, en cette matière, la réclamation de la plainte.

D'après l'article 409, « Toute réclamation adressée au Bureau International du Travail par une organisation professionnelle ouvrière ou patronale et aux termes de laquelle l'un quelconque des membres n'aurait pas assuré d'une manière satisfaisante l'exécution d'une convention à laquelle il a adhéré, pourra être transmise par le Conseil d'administration au Gouvernement mis en cause, et ce Gouvernement être invité à faire sur la matière telle déclaration qu'il jugera convenable. »

L'article 410 complète : « Si aucune déclaration n'est reçue du Gouvernement mis en cause dans un délai raisonnable, ou si la déclaration reçue ne paraît pas satisfaisante au Conseil d'administration, ce dernier aura le droit de rendre publique la réclamation reçue, et, le cas échéant, la réponse faite. »

On voit, à la lecture de ces textes, que la sanction prévue est d'un caractère uniquement moral. Selon les rédacteurs du Traité de Versailles, le simple appel à l'opinion publique doit suffire à déterminer les négligents à modifier leur ligne de conduite et à appliquer, d'une façon plus stricte, la convention à laquelle ils ont adhéré.

Une plainte peut être formulée par deux intéressés : En premier lieu, elle peut émaner d'un Etat ayant ratifié une convention contre un autre Etat l'ayant également ratifiée ; en second lieu, elle peut provenir du Conseil d'administration, soit d'office, soit à la demande d'un délégué de la Conférence. Elle porte (art. 411, alinéas 1 et 4) sur l'exécution non satisfaisante d'une convention ratifiée. Le Conseil d'administration peut alors communiquer la plainte au

Gouvernement mis en cause et lui demander une déclaration. Si cette déclaration paraît satisfaisante, le Conseil d'administration peut s'en tenir là. Si, au contraire, l'Etat interrogé ne répond pas, ou si le Conseil d'administration ne juge pas utile de réclamer une justification à l'Etat intéressé, il pourra (art. 411, alinéa 2) « provoquer la formation d'une commission d'enquête ». La commission se compose, dans ce cas, de trois membres désignés par le Secrétaire général de la Société des Nations, sur une liste comprenant, pour chaque Etat membre, un représentant des patrons, un représentant des ouvriers et une personne indépendante des uns et des autres.

La commission d'enquête, après avoir examiné avec soin la plainte, rédigera un rapport dans lequel il sera fait mention de toutes observations sur les points de fait permettant de préciser la portée de la contestation. En outre, elle indiquera les recommandations qu'elle jugera bon de formuler sur les mesures à prendre pour donner satisfaction au Gouvernement plaignant. Le rapport pourra, le cas échéant, signaler, à l'encontre du Gouvernement mis en cause, telles sanctions d'ordre économique que la commission jugerait utiles et dont l'application aurait l'agrément des autres Gouvernements.

Chaque Etat intéressé prend alors communication du rapport et doit faire connaître sa décision. Il s'agit d'accepter les recommandations de la Convention ou de soumettre le différend à la Cour permanente de Justice internationale. Dans ce dernier cas, les pouvoirs de la Cour sont très étendus. Elle a, en effet, la possibilité de confirmer, amender ou annuler les conclusions ou recommandations de la commission d'enquête et d'indiquer les sanctions d'ordre économique qu'elle croirait convenable de prendre vis-à-vis d'un Gouvernement en faute et dont l'application par les autres Gouvernements lui paraîtrait justifiée.

L'article 416 prévoit un autre recours à la Cour permanente de Justice internationale, — Ernest MAHAÏM l'appelle dénonciation, — ouvert à tout membre contre un autre

membre qui ne prendrait pas, relativement à un projet de convention ou à une recommandation, les mesures prescrites à l'article 405, par exemple la présentation à l'autorité compétente des décisions de la Conférence dans le délai déterminé.

Il y a là un ensemble de moyens de contrôle qui ne sont pas dépourvus d'efficacité et qui contribuent à assurer, par la crainte des sanctions, l'exécution parfaite des conventions.

Il était bon d'indiquer le « mécanisme » des conventions avant de commencer notre étude consacrée à l'une des questions qui revêt, aux yeux de tous les Etats, une importance particulière en raison du développement actuel du machinisme, cause — bien involontaire, certes — de nombreux accidents : c'est la réparation des accidents du travail.

C'est au cours de la 21<sup>e</sup> session, tenue à Genève, en janvier 1924, que cette question a été inscrite à l'ordre du jour de la Conférence Internationale du Travail de 1925. Cette initiative est due au Conseil d'administration du Bureau International du Travail.

Cette décision répond à l'une des préoccupations formulées dans la partie treize du Traité de Versailles, qui prévoit que l'organisation internationale du travail doit améliorer les conditions de travail « par exemple, en ce qui concerne la protection des travailleurs contre les maladies générales ou professionnelles et les accidents résultant du travail ».

La Conférence Internationale du Travail, fidèle au but qui lui était assigné par le traité de paix, a, dans sa session de 1921, élaboré un projet de convention concernant la réparation des accidents dans l'agriculture. L'article premier de ce projet contient cette disposition :

« Tout membre de l'organisation internationale du travail ratifiant la présente convention s'engage à étendre à tous les salariés le bénéfice des lois et règlements ayant pour objet d'indemniser les victimes d'accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail. »

D'autre part, le Conseil d'administration du Bureau International du Travail a décidé, au cours de sa dix-septième session, tenue à Genève, en janvier et février 1923, d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence Internationale du Travail de 1924 la question suivante : *Egalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail*.

Le Conseil d'administration, ainsi qu'il est indiqué dans le questionnaire relatif à la deuxième question inscrite à l'ordre du jour de 1924, « n'a pas eu alors le dessein de faire discuter par la Conférence le problème tout entier de la réparation des accidents du travail en vue de proposer à l'adoption de tous les pays une réglementation uniforme de cette matière. La seule question qu'il a entendu lui soumettre est celle de l'application, par chaque pays, aux ouvriers étrangers, dans les mêmes conditions qu'aux nationaux, des mesures prévues par les lois qui réglementent l'attribution d'indemnités aux victimes d'accidents du travail ».

L'inscription du problème général des accidents à l'ordre du jour de la Conférence peut se justifier, semble-t-il, par deux considérations essentielles :

D'une part, la presque unanimité des Etats industriels possèdent actuellement des législations sur les accidents du travail. Il n'est pas permis, en effet, à un Etat, quel qu'il soit, de se désintéresser de la question vitale pour lui que représente le *modus vivendi* de l'élément le plus productif au point de vue économique de sa population : les travailleurs. Mais si la législation sociale jouit dans l'après-guerre d'une période florissante qui se marque par une abondance de textes législatifs et une multitude de règlements administratifs pris en exécution des lois, les modalités d'application varient suivant les Etats : chez certains, il existe un régime général pour les travailleurs des différentes catégories professionnelles ; chez d'autres, en plus du régime général, certaines professions (mineurs, marins) bénéficient, en outre, de régimes spéciaux.

D'autre part, les législations, depuis une quarantaine

d'années, ont, dans les divers pays, évolué d'une manière convergente, et présentent, à l'heure actuelle, des ressemblances assez étroites pour qu'il puisse paraître possible, dès maintenant, de dégager les principes généraux et les dispositions fondamentales susceptibles de faire l'objet d'un projet de convention internationale.

Les conceptions juridiques qui ont présidé à la détermination des droits des travailleurs et des obligations des employeurs en matière d'accidents du travail ont subi une évolution qui peut se résumer en trois étapes.

La première étape est celle du droit commun ou de la responsabilité délictuelle. Un accident survenu à un ouvrier n'oblige le patron au paiement d'une indemnité de réparation que si la victime ou ses ayants droit démontrent que la faute en est imputable au patron. Cette conception, déduite des dispositions des Codes civils, ne permettait pas d'assurer une protection suffisante du travailleur, parce qu'elle laissait à la charge de celui-ci les accidents dus à sa propre faute, même légère, ceux qui étaient la conséquence de cas fortuits et de cas de force majeure, et ceux dont la cause était inconnue. De plus, elle laissait à l'ouvrier la charge de la preuve de la faute du patron, preuve généralement difficile et impossible à établir, notamment lorsque l'accident avait été suivi de mort, et qu'ainsi la reconstitution des conditions dans lesquelles l'accident s'était produit prêtait à toutes sortes de contestations.

La deuxième étape voit s'affirmer le principe de la responsabilité contractuelle. Ici, le droit de l'ouvrier à la réparation résulte, non d'une faute du patron, mais du contrat de louage d'ouvrage. Le contrat de louage impose au chef d'entreprise l'obligation de veiller à la sécurité de ses ouvriers, et, par suite, celle de les rendre sains et saufs à la sortie de son entreprise. Tout accident survenu au cours du travail est présumé être imputable aux conditions du travail et ouvrir droit à la réparation pour le travailleur. Si l'employeur peut se dégager de l'obligation de réparer, il doit détruire la présomption qui pèse sur lui, en four-

nissant la preuve que l'accident est dû à un cas fortuit ou à un cas de force majeure, ou à la faute de l'ouvrier. En définitive, le fardeau de la preuve est renversé. En droit commun, c'était l'accidenté qui devait justifier le motif de sa plainte. Ici, au contraire, le patron, étant présumé être responsable par le contrat de travail qui le lie à l'ouvrier, doit prouver lui-même la faute de ce dernier.

C'est le principe du risque professionnel qui est maintenant à la base de notre législation française. Voici comment on en justifie l'application : l'employeur qui groupe autour de lui nombre d'activités, qui s'entoure d'ouvriers et de machines, crée un organisme dont le fonctionnement peut causer des dommages, abstraction faite de toute idée de faute à la charge de celui qui en est le propriétaire. Ces accidents inévitables constituent les dangers inhérents à l'entreprise qui n'ont d'autre cause que le développement de l'activité humaine. Leur ensemble détermine le risque professionnel. Les charges pécuniaires résultant des accidents du travail sont un des éléments du passif de l'entreprise, comme la réparation de l'outillage, la rémunération du travail et de la direction, l'amortissement des locaux et de l'outillage, etc. La réparation de tous les accidents dont les travailleurs sont victimes au cours de leur travail doit donc rentrer dans les frais généraux de l'entreprise, et incombe, par conséquent, au chef d'industrie.

Le principe du risque professionnel a été admis dans presque toutes les législations modernes sur les accidents du travail, avec, d'ailleurs, une survivance, à un degré plus ou moins grand, du droit commun et de la notion de faute, en ce qui concerne les fautes intentionnelles de l'employeur et du travailleur et, dans un nombre plus restreint de législations, le cas de faute lourde de l'employeur ou du travailleur.

L'acceptation du principe du risque professionnel implique, comme complément logique et indispensable, l'attribution d'une indemnité de caractère forfaitaire.

Les accidents du travail peuvent avoir pour causes, abstraction faite de la faute intentionnelle de l'ouvrier, la

faute de l'employeur, la faute de l'ouvrier, la faute commune de l'employeur et du travailleur, la faute d'un compagnon de travail de la victime ou d'un tiers, un cas fortuit, un cas de force majeure, ou un fait inconnu.

D'après le droit commun, la victime d'un accident ne peut obtenir une indemnité qu'à la condition de démontrer la faute du patron. Il en résulte logiquement qu'un très grand nombre d'accidents ne sont pas indemnisés et qu'au contraire, pour le petit nombre d'accidents indemnisés, la réparation doit être intégrale et donner lieu à des indemnisations très élevées.

Le principe de la responsabilité contractuelle renverse la charge de la preuve et la place sur l'employeur, mais il laisse à la charge de l'ouvrier les accidents dus à sa propre faute, même non intentionnelle.

Avec l'admission du principe du risque professionnel, les travailleurs sont indemnisés, non seulement pour les accidents dus à la faute du patron, mais aussi pour ceux qui sont dus aux risques généraux de l'entreprise, sans résulter de la faute de qui que ce soit, et même pour ceux qui sont dus à des fautes légères et non intentionnelles des travailleurs. Mais pour cette indemnisation, les législateurs ont établi un forfait. Ils ont décidé que les accidents donneraient droit à une réparation non intégrale, mais partielle, dont le taux sera fixé d'avance par la législation, suivant un tarif déterminé et proportionnellement au montant du salaire, de façon à prévenir toute contestation. En d'autres termes, les dommages-intérêts auxquels l'ouvrier a droit en cas d'accident dû à la faute du patron sont limités et, en échange, l'ouvrier obtient le droit à une indemnité pour les accidents dus à sa propre faute, ainsi que pour ceux dont la cause reste indéterminée.

Le risque professionnel et le forfait aboutissent donc à une assurance de l'ouvrier par l'employeur ou par la collectivité des employeurs qui, au lieu d'être conventionnelle, est légale et détermine d'une manière précise les obligations de l'employeur et de l'assureur, ainsi que les droits du salarié. L'indemnisation des ouvriers en cas d'ac-

cident du travail paraît être, parmi les nombreuses questions auxquelles s'applique le principe de l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux, celle dont l'examen pourrait conduire le plus facilement à un accord immédiat.

La principale raison en est que les législations des divers pays industriels sur la matière présentent entre elles de très grandes ressemblances. Presque toutes, en effet, ont consacré depuis longtemps déjà le principe de la responsabilité du chef d'entreprise pour les dommages résultant d'accidents du travail et établi, pour l'ouvrier accidenté, le droit à l'indemnité.

Sans doute, les modalités d'application de ce principe varient d'un pays à l'autre.

D'abord, les catégories de travailleurs appelés à bénéficier de la législation sont plus ou moins nombreuses. Tantôt elle s'applique seulement aux ouvriers de l'industrie et laisse en dehors de son domaine les salariés du commerce et de l'agriculture, tantôt elle s'étend à tous les travailleurs, sans distinction. Parfois, la loi générale sur la réparation des accidents se trouve complétée par des dispositions particulières pour certaines catégories de travailleurs : marins du commerce, mineurs, ouvriers agricoles, etc...

Il y a, d'autre part, dans la législation, des différences considérables en ce qui concerne les obligations de l'employeur vis-à-vis de l'ouvrier victime d'un accident. Tantôt il est tenu d'assurer ses ouvriers contre les risques d'accident, tantôt il est tenu de verser directement les indemnités aux victimes et à leurs ayants droit, sauf à s'assurer lui-même contre les risques financiers qui résultent pour lui de cette obligation.

On trouverait de même des différences importantes dans le taux et le calcul des indemnités, dans le mode de paiement, dans les procédures d'enquête, de fixation de l'indemnité, de révision, etc... Mais l'existence de ces divergences n'infirme pas la valeur de la constatation que nous avons faite plus haut, à savoir que la plupart des pays

industriels ont adopté une législation spéciale pour l'indemnisation des accidents du travail et que l'établissement d'un accord international sur la matière s'en trouve considérablement facilité.

Il y a, il est vrai, un certain nombre de pays qui ne possèdent pas encore de législation spéciale sur les accidents du travail et appliquent encore à ces accidents le droit commun en matière de réparation des accidents, qui réclament généralement, pour l'octroi d'une indemnité, la démonstration d'une faute de la part de l'employeur. Il convient de noter que le nombre de ces pays décroît d'année en année, en même temps que, dans les autres nations, le nombre des accidents du travail dont l'indemnisation reste soumise au droit commun, se restreint incontestablement.

On voit donc que le projet de convention concernant la réparation des accidents du travail était placé sous les plus heureux auspices. Il fut adopté par la Conférence générale de l'Organisation Internationale du Travail, lors de sa septième session (Genève, 19 mai-10 juin 1925).

Nous croyons utile, dans une étude comme celle-ci, de rappeler le texte de ce projet de convention pour montrer ensuite le lien étroit qui unit ces deux questions si voisines : la réparation des accidents du travail et l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail.

Voici le texte du projet de convention :

« La Conférence générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

» Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau International du Travail, et s'y étant réunie le 19 mai 1925, en sa septième session,

» Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la réparation des accidents du travail, question comprise dans le premier point de l'ordre du jour de la session, et,

» Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'un projet de convention internationale,

» Adopte, ce dixième jour de juin mil neuf cent vingt-cinq, le projet de convention ci-après à ratifier par les membres de l'Organisation Internationale du Travail, conformément aux dispositions de la partie treize du Traité de Versailles et des parties correspondantes des autres traités de paix :

#### ARTICLE PREMIER

» Tout membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à assurer aux victimes d'accidents du travail, ou à leurs ayants droit, des conditions de réparation au moins égales à celles prévues par la présente convention.

#### ARTICLE 2

» Les législations et réglementations sur la réparation des accidents du travail devront s'appliquer aux ouvriers, employés ou apprentis occupés par les entreprises, exploitations ou établissements de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés.

» Toutefois, il appartiendra à chaque membre de prévoir dans sa législation nationale telles exceptions qu'il estimera nécessaire en ce qui concerne :

» a) Les personnes exécutant les travaux occasionnels étrangers à l'entreprise de l'employeur ;

» b) Les travailleurs à domicile ;

» c) Les membres de la famille de l'employeur qui travaillent exclusivement pour le compte de celui-ci et qui vivent sous son toit ;

» d) Les travailleurs non manuels dont le gain dépasse une limite qui peut être fixée par la législation nationale.

#### ARTICLE 3

» Ne sont pas visés par la présente convention :

» 1° Les marins et pêcheurs, pour lesquels disposera une convention ultérieure ;

» 2° Les personnes bénéficiant d'un régime spécial au moins équivalent à celui prévu dans la présente convention.

#### ARTICLE 4

» La présente convention ne s'appliquera pas à l'agriculture pour laquelle reste en vigueur la convention sur la réparation des accidents du travail dans l'agriculture, adoptée par la Conférence Internationale du Travail à sa troisième session.

#### ARTICLE 5

» Les indemnités dues en cas d'accidents suivis de décès ou en cas d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente seront payées à la victime ou à ses ayants droit sous forme de rente.

» Toutefois, ces indemnités pourront être payées, en totalité ou en partie, sous forme de capital, lorsque la garantie d'un emploi judicieux sera fournie aux autorités compétentes.

#### ARTICLE 6

» En cas d'incapacité, l'indemnité sera allouée, au plus tard, à partir du cinquième jour après l'accident, qu'elle soit due par l'employeur, par une institution d'assurance contre les accidents, ou par une institution d'assurance contre la maladie.

#### ARTICLE 7

» Un supplément d'indemnisation sera alloué aux victimes d'accidents atteints d'incapacité nécessitant l'assistance constante d'une autre personne.

#### ARTICLE 8

» Les législations nationales prévoiront les mesures de contrôle, ainsi que les méthodes, pour la révision des indemnités qui seront jugées nécessaires.

ARTICLE 9

» Les victimes d'accidents du travail auront droit à l'assistance médicale et à telle assistance chirurgicale et pharmaceutique qui sera reconnue nécessaire par suite de ces accidents. Cette assistance médicale sera à la charge soit de l'employeur, soit des institutions d'assurance contre les accidents, soit des institutions d'assurance contre la maladie ou l'invalidité.

ARTICLE 10

» Les victimes d'accidents du travail auront droit à la fourniture et au renouvellement normal, par l'employeur ou l'assureur, des appareils de prothèse et d'orthopédie, dont l'usage sera reconnu nécessaire. Toutefois, les législations nationales pourront admettre, à titre exceptionnel, le remplacement de la fourniture et le renouvellement des appareils par l'attribution à la victime de l'accident d'une indemnité supplémentaire déterminée au moment de la fixation ou de la révision du montant de la réparation et représentant le coût probable de la fourniture et du renouvellement de ces appareils.

» Les législations nationales prévoiront, en ce qui concerne le renouvellement des appareils, les mesures de contrôle nécessaires, soit pour éviter les abus, soit pour garantir l'affectation des indemnités supplémentaires.

ARTICLE 11

» Les législations nationales contiendront des dispositions qui, tenant compte des conditions particulières de chaque pays, seront le mieux appropriées pour assurer, en tout état de cause, le paiement de la réparation aux victimes des accidents et à leurs ayants droit et pour les garantir contre l'insolvabilité de l'employeur ou de l'assureur.

ARTICLE 12

» Les ratifications officielles de la présente convention dans les conditions prévues à la partie treize du Traité

de Versailles et aux parties correspondantes des autres traités de paix seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

#### ARTICLE 13

» La présente convention entrera en vigueur dès que les ratifications de deux membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées par le Secrétaire général.

» Elle ne liera que les membres dont la ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

» Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque membre à la date où sa ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

#### ARTICLE 14

» Aussitôt que les ratifications de deux membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les membres de l'Organisation Internationale du Travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres membres de l'organisation.

#### ARTICLE 15

» Sous réserve des dispositions de l'article 13, tout membre qui ratifie la présente convention s'engage à appliquer les dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11, au plus tard, le 1<sup>er</sup> janvier 1927, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

#### ARTICLE 16

» Tout membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à l'appliquer à ses colonies, possessions ou protectorats, conformément aux dispositions de l'article 421 du Traité de

Versailles et des articles correspondants des autres traités de paix.

#### ARTICLE 17

» Tout membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer, à l'expiration d'une période de cinq années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

#### ARTICLE 18

» Le Conseil d'administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois tous les dix ans, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera, s'il y a lieu, d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la révision ou de la modification de ladite convention.

#### ARTICLE 19

» Les textes français et anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre. »

On voit, par les textes qui précèdent, que le Conseil d'administration du Bureau International du Travail a fort bien saisi le lien étroit qui unissait l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail et la réparation elle-même. Il a estimé, à juste raison, que l'application du principe de l'égalité de traitement aurait une valeur pratique singulièrement accrue si les différents Etats étaient amenés à adopter un régime d'indemnisation des accidents du travail sensiblement uniforme.

Il a semblé, à la sixième Conférence, qu'une Convention sur l'égalité de traitement entre ouvriers étrangers et nationaux dans un même Etat devait aboutir à supprimer, en même temps, l'inégalité de traitement d'un Etat à l'autre,

en faisant progresser les législations sur la réparation des accidents dans les pays qui ont un régime d'indemnisation peu favorable. Elle a inséré, à cet effet, dans l'avant-projet de convention sur l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail, un article 3 aux termes duquel « les membres qui ratifient la convention et chez lesquels n'existe pas un régime d'indemnisation ou d'assurance forfaitaire des accidents du travail, acceptent d'instituer une législation sur la matière dans un délai de trois ans, à dater de la ratification ». Il a donc paru opportun de faciliter à ces Etats l'institution d'une telle législation, en fixant les règles fondamentales du régime de réparation des accidents du travail.

Les avantages de l'égalité de traitement, tant au point de vue économique que moral, sont de la plus haute importance. Il est, en effet, de toute équité qu'un ouvrier étranger puisse bénéficier, comme un national, des dispositions de la législation des accidents du travail. Tous les deux contribuent, pour une part égale, à la grandeur économique du pays où leur travail s'exerce ; chacun, par ses efforts, fournit à la nation un essor nouveau en lui conférant une prospérité toujours plus forte.

Au point de vue moral, l'égalité de traitement apparaît comme la consécration de la règle humaine de l'égalité pour tous. Ce grand principe de l'égalité, base de notre République moderne, doit, à notre sens, trouver ici une application entière et sans réserve. Il s'ensuit qu'un ouvrier peut quitter son pays pour aller travailler dans un autre sans avoir à redouter, de la part de ce dernier, un désavantage quelconque au point de vue de la législation sociale. L'égalité de traitement est, en quelque sorte, une condition fondamentale de l'émigration. Ce n'est qu'autant que ce principe sera adopté universellement que les ouvriers n'hésiteront pas à quitter le pays où leur travail risque d'être inutile, pour aller l'offrir aux contrées où le manque de main-d'œuvre réclame un supplément de bras.

C'est ainsi que, sous l'égide de l'égalité, les travailleurs pourront jouir d'un bonheur réel, fruit de leur travail, et

les nations se développer sans cesse pour le plus grand bien de l'économie générale du monde entier.

Le plan de cette modeste étude est placé sous le signe de l'évolution. La méthode historique présente des avantages certains. Pour saisir le sens d'une règle de droit, il faut la voir naître et se développer. Ce n'est qu'en suivant l'évolution progressive qui harmonise notre droit avec les conditions générales de la vie économique et en étudiant les différentes phases du développement juridique, pour arriver finalement à la règle qui régit notre législation actuelle, que l'on parvient à comprendre la valeur d'une institution.

Aussi bien, nous proposons-nous d'étudier la question de l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en examinant successivement les législations des différents pays avant la conclusion des traités, ces traités eux-mêmes avec les modifications qui ont suivi dans les législations internes, enfin la convention elle-même et les résultats qu'elle a donnés.

Pour chacun de ces points particuliers, nous examinerons toutes les législations en vigueur, mais plus spécialement la législation française.

---



## CHAPITRE PREMIER

---

### TRAITEMENT DES OUVRIERS AVANT LA CONVENTION <sup>(1)</sup>

---

Le principe de la réparation des accidents du travail est indépendant de la nationalité de l'accidenté. En cette matière, un principe commun semble être adopté par la majorité des Etats : l'étendue du préjudice paraît devoir être appréciée suivant l'âge, le sexe et le degré de parenté avec la victime. Il en est tout différemment de la nationalité. Il est difficile, en effet, de justifier, en droit, une différence de traitement qui s'inspirerait de la nationalité. La responsabilité civile, qui est le critérium sur lequel s'appuie la théorie du risque professionnel en matière de réparation des accidents du travail, n'admet aucune distinction pour cette cause ; elle place l'étranger dans une situation de complète égalité vis-à-vis du national.

La situation s'est modifiée du jour où le droit commun a disparu pour voir naître une législation vraiment protectrice des ouvriers. Nous avons vu, cependant, dans notre

---

(1) *La Réparation des accidents du travail*. — Analyse comparative de législations nationales. Série M, N° 2.

introduction, qu'un tel régime assignait aux employeurs des charges considérables. Ces derniers se décidèrent alors à faire appel au concours de l'Etat. En Allemagne, fut déposé, au Bureau du Reichstad, en mars 1881, un projet de loi qui étendait aux ouvriers étrangers les bénéfices de la législation nouvelle. Une question se posa : N'était-il pas logique de subordonner ce traitement égal des étrangers à sa condition de réciprocité ? En d'autres termes, n'était-il pas préférable de restreindre la faveur accordée aux seuls ressortissants de pays manifestant vis-à-vis des Allemands une semblable libéralité ?

C'est alors qu'une difficulté juridique apparut comme conséquence directe de l'intervention de l'Etat. L'ingérence de celui-ci dans les rapports privés fait changer le caractère propre de ces derniers et en transforme les règles en dispositions d'ordre public. On ne pouvait, en raison de ce caractère substitué à l'ancien, restreindre l'application territoriale des règles nouvelles, d'autant qu'à cette difficulté purement juridique s'ajoutent d'importantes considérations au point de vue économique et moral.

Est-il possible, à ce double point de vue, de traiter d'une façon différente les étrangers qui concourent, eux aussi, à la production nationale ? Une telle façon de procéder entraînerait une main-d'œuvre moins onéreuse par suite de leur exclusion de la protection légale. Il s'ensuivrait une diminution des frais généraux avec la disparition du droit à une indemnité en cas de réparation des accidents du travail. En effet, à moins de mettre l'étranger hors la loi, il est difficile de lui refuser toute réparation sans lui conserver les règles générales au droit concernant cette question.

En étudiant dans notre introduction générale les différentes phases du critérium sur lequel s'appuyait la réparation des accidents, nous avons constaté que le droit commun constituait une faible sauvegarde pour les intéressés, et que la procédure édictée, laissant à l'intéressé la charge de la preuve, réduisait notablement les chances de l'accidenté d'obtenir satisfaction. Certes, la réparation

est intégrale quand la responsabilité est reconnue, mais c'est là, sans doute, une éventualité assez rare.

De l'application du droit commun à cette matière, découle cette conséquence bizarre qu'un étranger ayant réussi à prouver la faute du patron peut ainsi obtenir une indemnisation supérieure à celle que lui conférerait sa législation nationale dans un cas rigoureusement semblable. Il s'ensuivait de l'adoption du droit commun une menace pour la cohésion des solutions, une jurisprudence hétéroclite, et, de plus, une incertitude de situation qui pesait lourdement sur l'ouvrier ignorant son statut.

Les législateurs comprirent alors qu'une formule nouvelle devait remplacer l'ancien droit civil. Il fallait substituer à l'ancien ordre de choses un système qui tiendrait mieux compte des faits et assurerait une certaine unité à cette partie de la législation sociale. Le maintien de la responsabilité contractuelle apparut contraire à la base même du risque professionnel. Les législations ont adopté ce dernier principe de façon différente : les unes explicitement, les autres tacitement. Toutes, cependant, ont inséré, dans leurs dispositions législatives, des limitations qui s'appuient sur la résidence de l'étranger suivant qu'elle est antérieure ou postérieure à l'accident et sur la qualité du bénéficiaire qui peut être l'accidenté ou son représentant.

D'autre part, un certain nombre de législations prévoient que les ouvriers étrangers et leurs ayants droit, qui auraient normalement droit à une indemnité à la suite d'un accident du travail, perdent tout ou partie de leurs droits s'ils ne résident pas ou cessent de résider sur le territoire de l'Etat.

En dehors de considérations d'ordre théorique qui ont pu être avancées en faveur de ces restrictions, on a fait surtout valoir, pour les justifier, les difficultés pratiques qu'entraîne le paiement, à échéances régulières, de pensions dues à des personnes de nationalité étrangère résidant à l'étranger, et celles, plus grandes encore, que rencontre le contrôle nécessaire des conditions prévues par

la loi, notamment pour la révision du montant de l'indemnité et pour la constatation de l'âge des descendants.

Ces difficultés sont à la fois d'ordre économique et administratif et s'appuient sur l'inégalité du coût de la vie et l'instabilité monétaire.

Prenons un exemple qui précisera notre pensée : Un ouvrier français est employé en Suisse, où il est victime d'un accident du travail ; il obtient une indemnité en raison de ce fait, cesse de résider en Suisse et retourne vivre dans son pays d'origine. En ce cas, l'indemnité qui était fonction du coût de la vie en Suisse, n'est plus en accord avec les conditions de la vie économique en France et il se trouve que l'ouvrier tire un bénéfice de son changement de résidence, alors qu'au contraire, la Compagnie d'assurance suisse, ou le patron lui-même s'il n'avait pris la sage précaution de se prémunir contre les accidents du travail en s'assurant, fournit à l'ouvrier français une somme supérieure, par suite du change favorable à la Suisse, à ce qu'il serait en droit d'espérer comme conséquence de l'importance de l'accident. En d'autres termes, la somme touchée, dans ce cas, par l'ouvrier français, excède, en raison du pouvoir d'acquisition supérieur de la monnaie suisse, l'importance du dommage.

A la vérité, ces considérations semblent ne pas tenir peut-être suffisamment compte des intérêts de l'ouvrier étranger et des droits qu'il a acquis du fait de l'accident. Puisque la législation de la plupart des pays industriels consacre le principe du risque professionnel et fait ainsi dépendre l'indemnité du fait matériel de l'accident, indépendamment de toute considération d'ordre personnel, il semblerait logique que, lorsqu'un ouvrier étranger a été admis légalement à travailler dans un Etat et est exposé aux mêmes risques que l'ouvrier national, il puisse jouir sans réserve des mêmes droits que lui.

Le développement de la vie internationale a modifié le caractère de la résidence d'un ouvrier. Ce dernier n'est pas absolument libre d'en fixer le lieu ; il doit se conformer aux exigences de la loi humaine, il doit se plier aux cir-

constances économiques et son choix cesse par là d'être un acte de pure volition.

Le développement du crédit international supprime en grande partie les difficultés administratives. On peut, à ce sujet, citer la loi anglaise du 16 décembre 1911 qui organise un système très perfectionné du transfert à l'étranger.

Quant aux différences du coût de la vie, elles subsisteront tant que le marché ne sera pas véritablement international. Mais ne peut-on pas soutenir, non sans raison, que l'indemnité est moins fonction des conditions d'existence que de la quotité du salaire ? — Certes, en théorie, il paraît tout à fait souhaitable que l'indemnité allouée aux bénéficiaires étrangers puisse être fixée en raison inverse des pouvoirs acquisitifs qu'elle représente dans le pays où elle est appliquée. En Colombie britannique, par exemple, les représentants de la victime subissent une réduction d'indemnité lorsque le coût de la vie est moins élevé dans le pays étranger.

Toutefois, cette règle a son inévitable contre-partie. C'est ainsi qu'en cas de résidence sur un territoire où la vie serait plus chère, l'ouvrier peut justement craindre une diminution de son indemnité en cas de cessation de résidence. La conséquence de cette situation peut être pour lui des plus fâcheuses. En effet, l'ouvrier d'un pays où le coût de la vie est particulièrement élevé, est dans l'impossibilité pratique de s'employer ailleurs par suite de la diminution d'indemnité qui en résulterait.

Dans certains pays, la résidence se substitue de plus en plus à la nationalité pour déterminer le principe et la quotité de l'indemnité en cas d'accident du travail. Ces dispositions ont pour but de rendre plus sévères les sanctions dont les intéressés sont déjà passibles en raison de leur non résidence. La limitation ainsi imposée aux bénéficiaires présente un caractère tout particulier : elle laisse intact le principe de protection, mais elle le prive des garanties résultant de la législation civile. (Loi française de 1898, art. 2.)

Il en est de même, sauf certaines réserves, lorsqu'un

élément intentionnel est survenu dans l'accident, de la plupart des législations consacrant l'abrogation du droit commun. Il faut, toutefois, mentionner la législation particulière de la province de Québec où le recours au droit commun est réservé expressément aux personnes non fondées à se prévaloir de la législation spéciale des accidents.

Certaines dispositions législatives ont pour but de soustraire les étrangers aux lois nationales. Ces mesures ont pour effet de placer l'ouvrier étranger dans une situation moins favorisée que l'ouvrier national. C'est la conséquence du caractère, par trop national, des lois sociales, défaut qui tend, il est vrai, à disparaître avec l'internationalisation toujours croissante de la législation du travail. Souvent, les législations accordent aux étrangers les mêmes droits qu'aux nationaux, mais les conditions d'exercice, notamment sur la question du domicile, en restreignent singulièrement l'étendue. C'est une fausse libéralité puisque le principe s'efface devant les modalités d'application.

On peut indiquer que les avantages dont sont privés les *extranei* peuvent trouver une juste compensation dans la faveur que manifesterà à leur égard leur législation nationale.

Les législations donnent aux *extranei* de justes sujets de plainte, non quand elles les ignorent, mais quand elles les couvrent d'une protection incomplète. Il est préférable, pour eux, de passer inaperçus que d'être soi-disant protégés par des dispositions trompeuses.

Toutefois, toutes ces difficultés tendent à devenir moins fréquentes. Les conventions diplomatiques, qui feront l'objet d'un prochain chapitre, donnent une préférence à la loi du lieu de l'accident. Cependant, il convient de noter quelques exceptions à cette règle générale en matière d'entreprises de transport, et pour le personnel détaché par des maisons ayant leur siège dans d'autres pays. Tant il est vrai que ces dérogations ne font qu'affirmer, avec plus de vigueur, le progrès de la compétence territoriale.

En définitive, aucune législation ne conteste formellement à l'étranger le droit à la réparation : il existe seulement des différences sur l'étendue du droit et les conditions d'exercice.

Il semble qu'on puisse grouper en quatre catégories les différents régimes appliqués aux ouvriers étrangers, savoir : le traitement équitable, l'égalité partielle, la réciprocité et, enfin, l'égalité absolue.

Le régime du traitement équitable diffère des trois autres en ce qu'il comporte, pour l'ouvrier étranger, un traitement spécial généralement moins favorable que celui dont bénéficient les ouvriers nationaux. En fait, il s'applique toujours à la main-d'œuvre étrangère qui n'appartient pas à la race blanche, et il peut coexister avec un régime plus favorable pour d'autres ouvriers étrangers.

Les autres régimes, tout en différant sur beaucoup de points de détail, ne font généralement pas de différence entre les ouvriers étrangers ou leurs ayants droit tant qu'ils continuent à résider dans le pays où leur est payée l'indemnité. Mais leurs mesures révèlent des changements quand les ouvriers étrangers ou leurs ayants droit cessent d'y résider ou n'y ont jamais résidé. A ce point de vue, on peut, semble-t-il, répartir en trois groupes les dispositions sur l'indemnisation des ouvriers en cas d'accidents :

1° Celles qui contiennent des clauses restrictives en ce qui concerne les ouvriers étrangers ou leurs ayants droit (égalité limitée) ;

2° Celles qui, tout en contenant des clauses restrictives de cette nature, en prévoient la suspension en faveur des ressortissants d'un autre Etat lorsque celui-ci garantit le même traitement aux nationaux du pays travaillant sur son territoire (réciprocité) ;

3° Celles qui instituent une égalité complète entre les ouvriers nationaux et étrangers (égalité absolue).

Des législations de ce dernier groupe ne prévoient aucune restriction au droit à l'indemnisation pour cause de nationalité étrangère, et appliquent le principe de l'égalité de traitement, sans poser aucune condition de réciprocité.

Ce régime constitue évidemment l'idéal pour l'étranger. D'autre part, il assure une protection des plus efficaces à la main-d'œuvre nationale en n'instituant aucune prime à l'importation de main-d'œuvre étrangère.

Les législations les plus libérales ont tendance à admettre certaines dérogations éventuelles en faveur des nationaux. Il en est ainsi en Pologne, dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, en Finlande.

Nous verrons plus loin, en détail, la réponse du Gouvernement finlandais au questionnaire du Bureau International du Travail, où il est indiqué que des mesures restrictives sont prises contre les ressortissants des pays n'accordant pas aux nationaux l'équivalence de traitement.

Les législations de la Hongrie et de la Lithuanie subordonnent la protection de l'ouvrier à l'existence, dans son pays d'origine, des dispositions assurant aux travailleurs des avantages équivalents. Comme il n'est prévu aucun mode de réparation pour les intéressés qui ne peuvent s'en prévaloir, leur situation est régie par le droit commun dont on connaît les incertitudes tant pour l'employeur que pour le bénéficiaire.

#### CONDITIONS D'INDEMNISATION EN CAS D'ACCIDENT SUIVI D'INCAPACITE

Aucune législation ne prévoit des restrictions spéciales pour les dépenses que l'on peut qualifier d'exceptionnelles, tels sont les frais médicaux et pharmaceutiques. Des considérations d'humanité condamnent toute mesure qui pourrait avoir pour effet de causer une gêne considérable à l'accidenté. Il est donc de toute justice que ces frais bénéficient universellement d'un régime de faveur propre à assurer le maximum de soins compatibles avec l'état de la victime d'un accident du travail. Une jurisprudence constante n'hésite pas à reconnaître que les dépenses exceptionnelles sont payables à la victime, même si elle s'est transportée à l'étranger après l'accident.

Cependant, en Grèce, le décret du 24 juillet 1920 con-

fère le droit à l'indemnisation aux victimes, en cas d'incapacité temporaire, partielle ou totale, qu'autant qu'ils résident dans cette nation. Cette mesure impose à l'ouvrier étranger un régime d'inégalité bien que visant plus spécialement les travailleurs ayant résidé jusque-là en Grèce, et qui sont désireux de terminer à l'étranger leur convalescence, plutôt que les travailleurs établis hors de Grèce au moment de l'accident.

A ce même point de vue, la province de Québec mentionne dans sa législation sociale que, seuls, les étrangers résidant au Canada et continuant à y résider pendant le service de la rente pourront toucher leurs indemnités. Elle place les autres étrangers, qui ne peuvent bénéficier de ces avantages, sous le régime du droit commun, mais l'on sait combien il est difficile pour l'ouvrier d'obtenir satisfaction de cette façon. A noter que, pendant l'instance, l'ouvrier doit supporter les charges résultant des frais médicaux et pharmaceutiques.

Ce sont là les seuls cas d'inégalité de traitement en matière d'incapacité temporaire. Toutefois, l'éloignement du bénéficiaire peut le mettre, en fait, dans l'impossibilité de se soumettre aux formalités.

Voici, à ce sujet, la réponse du Gouvernement brésilien à la première question posée par le Bureau International du Travail : « Légalement, l'incapacité temporaire ne peut durer plus d'un an ; passé ce délai, elle est considérée comme définitive et les indemnités périodiques sont remplacées par une indemnité globale payée en une fois. Il est évident que la constatation de ce fait, de même que la constatation de la cessation de toute incapacité, exige la *présence de la victime dans le pays*, et l'indemnité prévue ne peut lui être versée si elle vient à le quitter. »

Nous allons examiner les trois situations qui peuvent se présenter :

1° L'accidenté réside dans le pays et y résidait lors de l'accident ;

2° L'accidenté cesse de résider dans le pays ;

3° L'accidenté ne résidait pas dans le pays au moment de l'accident.

Par résidence, on entend l'habitation de fait.

I. — L'ACCIDENTÉ RÉSIDE DANS LE PAYS ET Y RÉSIDAIT  
LORS DE L'ACCIDENT

C'est la question qui revêt, à nos yeux, l'intérêt le plus grand. Dans ce cas spécial, on ne voit nulle raison, tant économique que d'ordre administratif, qui pourrait justifier l'établissement d'une indemnité moindre pour l'étranger que pour le national. L'accidenté qui continue à vivre sur la terre étrangère fait preuve de loyauté économique. C'est en vertu de cette considération que, dans aucun pays du monde, le législateur n'a pris des mesures catégoriques de déchéance à son sujet. Certains pays, et notamment la Hongrie et la Lithuanie, par les conditions générales de réciprocité insérées dans leur législation, aboutissent en fait à ce résultat.

En dehors de ces pays, on trouve les Etats, comme la Suisse et l'Autriche, dont les lois dénotent un caractère d'inégalité marqué.

En Suisse, en cas de défaut de réciprocité, le montant de la pension est réduit aux  $\frac{3}{4}$  du taux commun et le versement de la différence reste à l'actif de la Confédération (Loi fédérale du 11 juin 1911, art. 90). Dans aucun cas, il n'est tenu compte de la résidence de l'intéressé.

L'Autriche, dans sa loi du 16 avril 1920 (articles 2 et 3), refuse le bénéfice de l'indemnité de vie chère aux étrangers victimes d'accidents survenus dans une entreprise dont le siège se trouve désormais à l'étranger. Cette mesure, d'ailleurs, ne procède nullement d'un esprit d'hostilité vis-à-vis des étrangers. L'article 4 supprime l'indemnité de vie chère, en totalité ou en partie, à ceux dont la nation n'accorde pas aux ressortissants l'égalité de traitement.

## II. — L'ACCIDENTÉ CESSE DE RÉSIDER DANS LE PAYS

Tout d'abord, il apparaît que la sanction est impossible si l'indemnité attribuée à la victime est donnée sous forme de capital. Il est, en effet, de toute évidence que ce dernier ne consentira pas à rétrocéder une somme qui lui a été ainsi attribuée.

La plupart des pays ne font, dans leur législation, aucune différence de traitement pour cette question de cessation de résidence (Grande-Bretagne et Empire Britannique). Leurs lois contiennent des conditions de résidence concernant le paiement d'une rente en cas d'incapacité temporaire. Les accidentés se transportant hors de l'Etat perdent leur droit à la rente s'ils ne peuvent établir que l'incapacité sera sans doute permanente, auquel cas les allocations hebdomadaires sont transformées en pension trimestrielle. Il est dérogé à cette règle pour les Etats faisant partie de l'Empire et accordant, en outre, l'égalité de traitement aux accidentés soumis à leur législation et résidant sur le territoire de l'autre Etat.

La loi néerlandaise du 28 juin 1921 trouve sa base, non dans l'idée de nationalité, mais dans celle de domicile. Elle édicte des mesures spéciales à l'égard des accidentés nationaux ou étrangers ayant résidé plus d'un an sans interruption hors du pays et ayant droit à une rente s'élevant au maximum à 21 % du salaire journalier.

Dans son article 80, la loi autorise la Banque d'Assurance à procéder au rachat des rentes moyennant le paiement d'une somme globale fixée au triple du montant de la pension annuelle. L'ouvrier doit, en plus, avoir au moins 50 ans le jour de l'accident. Il s'ensuit une importante diminution de ses droits pour l'ouvrier étranger bénéficiaire d'une indemnité.

Dans certains Etats, des sanctions ne sont attachées au changement de pays que si l'accidenté est de nationalité étrangère. La déchéance trouve ici, dans la nationalité, sa base juridique. Les sanctions varient suivant la place qui leur est assignée dans le temps : les unes sont temporaires, les autres définitives.

L'état des législations n'est pas non plus uniforme : les unes réclament la suppression totale de l'indemnité ; d'autres, plus clémentes, suspendent le paiement de tout ou partie de l'allocation sans priver le titulaire de recouvrer la jouissance de sa pension le jour où il se déciderait à réintégrer le pays. Enfin, certaines prévoient la conversion de la rente en capital.

Nous allons examiner successivement ces diverses modalités :

1<sup>er</sup> cas. — *Suppression de l'indemnité.* — C'est certainement dans cette hypothèse que les législations ont montré le plus de sévérité à l'égard des ressortissants étrangers.

N'est-ce pas un sentiment bien naturel qui incite l'ouvrier à réintégrer sa patrie après avoir été victime à l'étranger d'un accident du travail ? N'est-il pas, en revanche, inhumain de le priver, dans ce cas, de toute indemnité ? Une telle mesure est, d'ailleurs, parfaitement inutile : l'ouvrier accidenté préférera rester à l'étranger que renoncer au bénéfice de sa pension et le seul résultat acquis sera l'obligation pour la victime de continuer à y résider. Il faut noter, d'ailleurs, que l'ouvrier ne sera plus, dans ce cas-là, un élément producteur. Il participera seulement à la consommation et non à la production, et l'avantage qu'en tirera l'Etat sera, au point de vue économique, strictement nul. C'est donc là une disposition qui se condamne comme étant contraire à la règle humaine et ne se justifie par aucun bénéfice pour l'Etat qui l'édicte.

En Norvège, la loi du 19 juillet 1928, dans son article 25, prescrit une déchéance totale de tout droit à indemnité s'il y a transfert de résidence. Il en est ainsi pour les étrangers et les nationaux : toutefois, ces derniers recouvrent leur indemnité si leur retour s'effectue dans un délai de 20 ans. Cette règle trouve une exception en cas de réciprocité diplomatique. C'est ainsi qu'un accord avec le Danemark et la Suède substitue, à la suppression de l'indemnité, une simple suspension de jouissance. En d'autres termes, ce traité aboutit à l'assimilation complète des

étrangers aux nationaux. Les premiers bénéficient ainsi du régime de faveur qui régit les seconds.

La loi bulgare du 6 mars 1922 présente une certaine analogie avec la loi norvégienne. Elle prévoit, en effet, une suppression totale de toute indemnité en cas de cessation de résidence du sujet étranger victime d'un accident du travail. La même réserve est faite en cas de traités de réciprocité. Mais la loi bulgare est encore plus rigoureuse que la loi norvégienne par certaines de ses dispositions : la suppression de l'indemnité se produit même en cas de départ involontaire de l'étranger. On voit par là combien est sévère une telle mesure. Le Gouvernement peut, en prenant des sanctions d'un caractère politique, procéder à l'expulsion des étrangers et, ainsi, leur supprimer tout droit à indemnité.

En Grèce, les ouvriers étrangers, atteints d'incapacité, perdent tout droit à leur indemnité lorsqu'ils n'y résident pas. La législation grecque diffère cependant de la législation bulgare. Celle-ci limite sa sanction sur la pension proprement dite ; celle-là, au contraire, l'étend aux différents éléments d'indemnisation, mais alors la déchéance ne s'applique qu'aux ouvriers passagèrement atteints.

La province de Québec édicte un régime analogue, tempéré, il est vrai, par une disposition qui en atténue la portée : si la responsabilité patronale peut être mise en jeu, la réparation n'est plus forfaitaire, mais intégrale.

2° cas. — *Suspension du paiement de la pension.* — Cette mesure est, de toute évidence, moins sévère, car elle remplace la suppression de l'indemnité par la simple suspension durant la cessation de résidence. Elle procède bien, comme la suppression de paiement, d'une idée répressive, mais ce n'est pas là son caractère particulier. Elle est, en effet, basée avant tout sur les difficultés qui pourraient être, éventuellement, suscitées par le service des pensions à l'étranger. Elle présente, d'autre part, un inconvénient certain en laissant dans une grande incertitude les paiements à venir, mais, en revanche, elle a le

mérite de ne pas compromettre définitivement l'avenir de l'ouvrier.

Les législations d'Allemagne, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ont adopté ces dispositions avec certaines modalités que nous allons étudier et qui en rendent l'application moins rigoureuse, tout au moins dans le premier de ces pays.

En Allemagne, la matière est régie par l'article 615 du Code des Assurances, qui prescrit la suspension de la rente pendant la résidence à l'étranger, que cette dernière soit volontaire ou habituelle. La même mesure s'applique à l'étranger passible d'une condamnation criminelle, qui entraînerait une interdiction de séjour. Par contre, contrairement à ce qui se passe en Bulgarie, l'interdiction de séjour, qui est la conséquence de simples mesures administratives, n'empêche pas le paiement de l'indemnité. L'intéressé est seulement, dans cette éventualité, tenu de fournir au Consulat certaines justifications. Cette dernière prescription montre d'une façon évidente que la loi allemande n'a pas pris un malin plaisir à accumuler les difficultés en cette matière. De plus, le Conseil Fédéral jouit de certains pouvoirs : il peut épargner la simple suspension aux étrangers des régions frontières étrangères et aux ressortissants d'Etats dont la législation garantit aux Allemands et à leurs survivants l'égalité de traitement. Enfin, faut-il ajouter que la suspension peut toujours faire place à un règlement définitif sur l'initiative de la Corporation d'Assurances ?

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes prévoit la suspension du paiement de toute indemnité si le ressortissant étranger retourne dans sa patrie pour y établir son domicile permanent. L'article 111 de la loi du 14 mai 1922 se contente d'appliquer aux étrangers le régime prévu par les nationaux en cas de résidence de plus de trois mois hors du pays. Bien plus, pour l'étranger, il faut l'établissement d'un domicile permanent, alors que pour le national, une simple résidence suffit. D'autre part, la pension sera payée aux ressortissants d'un territoire étranger

en cas de réciprocité, et c'est là une disposition particulièrement généreuse, puisqu'elle met les bénéficiaires à l'abri des déchéances prescrites par la loi commune.

La Hongrie ne présente pas, dans sa loi du 5 avril 1907, un caractère d'aussi grande libéralité. Comme les deux autres législations que nous venons d'examiner succinctement, elle n'impose pas aux étrangers d'autres règles que celles prévues à l'égard des nationaux eux-mêmes. Mais elle se singularise par une différence vis-à-vis des législations d'Allemagne et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Elle abandonne complètement l'intéressé qui, parti sans esprit de retour, souhaiterait obtenir un règlement définitif de sa situation. Sauf dans le cas spécial d'une incapacité partielle, ne dépassant pas 20 %, où le capital peut être versé à la victime par la Caisse Régionale, elle ne lui laisse, de même il est vrai qu'aux nationaux, aucun des moyens que les articles 76 et 77 de la loi ont réservés aux ayants droit et que nous examinerons plus loin.

Toutefois, la rente continue à être payée en cas de réciprocité diplomatique. Il s'ensuit, par conséquent, que, dans cette éventualité, les étrangers bénéficient d'un régime plus favorable que les nationaux eux-mêmes. A la vérité, cet avantage est beaucoup plus apparent que réel, car le simple fait d'être revenu sur le territoire étranger sous peine d'encourir une déchéance est pénible pour l'étranger, dont il méconnaît à la fois les sentiments et les intérêts.

En dehors de cette privation de jouissance, on peut se demander s'il n'existe pas, pour les ouvriers étrangers quittant le territoire, où une indemnité leur est assurée, une inégalité liée à la suppression du supplément alloué dans un certain nombre de pays à titre de compensation, soit du renchérissement de la vie, soit des charges de famille. Le simple fait pour un pays de réserver à ses seuls nationaux le bénéfice des indemnités de vie chère, payées en territoire étranger, aboutirait fatalement à soumettre l'étranger à un régime de défaveur. Mais de tels avantages

sont strictement limités aux intéressés résidant dans le pays : c'est, en quelque sorte, une prime de séjour qui leur est accordée.

La législation belge ordonne que les indemnités et, le cas échéant, les allocations correspondant à l'ascension du coût de la vie, soient suspendues si le bénéficiaire quitte le pays. Elle ne distingue pas suivant qu'il s'agit d'un étranger ou d'un national, et ainsi les deux catégories se trouvent placées sur un pied d'égalité absolue.

La loi tchécoslovaque du 21 décembre 1927 prescrit que l'allocation de vie chère ne revient « de droit » qu'aux seuls domiciliés sur la territoire de la République Tchécoslovaque. Ce texte laisse entrevoir que des prestations supplémentaires sont possibles, et on peut penser qu'il en fera de préférence bénéficier ses ressortissants.

En Pologne, une loi du 6 juillet 1923 fait preuve d'un caractère d'extrême générosité. Ce texte est inspiré par une assimilation totale de l'étranger au national. L'égalité ne se trouve pas limitée au principal des indemnités. Les étrangers et leur famille profitent de toute majoration prévue dans le système d'Assurances sociales.

3° cas. — *Conversion de la rente en capital.* — Des raisons, à la fois administratives et de sentiment, empêchent de favoriser le paiement à l'étranger des arrérages de la pension. Nous avons vu plus haut combien grandes étaient les difficultés pratiques qui s'attachaient à un tel système, et nous ne jugeons pas utile de revenir sur ce point. Les Gouvernements, en outre, hésitent à gratifier d'une pension un individu qui, victime d'un accident du travail, quitte le pays. Ils estiment que c'est là une preuve de non-attachement et qu'une semblable attitude ne doit pas former un titre justificatif au paiement de la rente.

Cette conversion présente deux modalités essentielles dans son application. Le capital attribué peut correspondre, en effet, soit à la valeur actuelle de la rente, soit, au contraire, à une simple partie de la rente. Au surplus, l'opération peut présenter, pour son bénéficiaire, un caractère de liberté ou d'obligation.

Nous allons successivement examiner les quatre situations suivantes :

- a) Conversion obligatoire de plein droit ;
- b) Conversion facultative pour le débiteur ;
- c) Conversion facultative pour le créancier ;
- d) Conversion subordonnée à l'accord du débiteur et du créancier.

*A) Conversion obligatoire de plein droit.* — C'est là la condition la plus défavorable pour l'ouvrier.

La loi française du 9 avril 1898, dans son article 3, dispose que toute cessation de résidence entraîne la déchéance du droit à la rente. Les victimes d'accident du travail reçoivent, dans cette hypothèse, « pour toute indemnité », un capital égal à trois fois la rente. Ce texte substitue un faible capital à la rente, et il présente l'inconvénient de rompre tout lien juridique entre la victime et l'employeur.

Cette mesure entraîne deux conséquences importantes : En premier lieu, l'amputation des droits est définitive et le retour dans le pays ne fait pas rouvrir le droit au paiement de la rente ; en deuxième lieu, s'il s'est écoulé au moins 3 ans depuis l'accident, la victime perd toute faculté de révision qui lui est éventuellement reconnue par la loi dans son article 19.

Ces dispositions n'ont pas un caractère de rigidité absolue. Il peut y être dérogé par la voie de traités diplomatiques conclus sur la base de la réciprocité. A cet égard, on peut signaler les accords conclus par la France avec la Belgique, l'Italie, la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Les mêmes prescriptions se retrouvent dans les législations d'Esthonie, de Lettonie et de Lithuanie.

La loi russe du 23 juin 1912, qui régit la matière en Esthonie et Lettonie, et la loi du 2 juin 1903 de la Lithuanie sont conclues en termes moins impératifs que la loi française de 1898. Aux termes de leurs dispositions, la pension est convertie en indemnité unique, dont la quotité est égale à trois fois la pension annuelle.

Ces législations ne contiennent en termes exprès aucune mention du caractère définitif de la conversion : cette mesure résulte d'une jurisprudence constante.

L'Esthonie et la Lettonie ont signé des traités dont la réciprocité permet de dispenser les accidentés étrangers du régime d'exception.

b) *Conversion facultative pour le débiteur.* — Cette mesure tient compte, pour une grande part, des difficultés du paiement de la rente dans le pays considéré. En fait, la Caisse débitrice se déterminera surtout d'après le profit qui résultera pour elle des conditions de l'opération.

La législation allemande prévoit la suspension de la rente et permet à la Corporation d'Assurances d'indemniser l'intéressé qui transporte sa résidence en territoire étranger par le versement unique d'une somme triple du montant annuel de la pension. L'accidenté est libre de ne pas accepter l'opération sur cette base et dans ce cas-là, il reçoit un capital correspondant à la valeur de sa rente annuelle, suivant un mode de calcul arrêté par le Conseil Fédéral. Il peut être dérogé à ces dispositions pour les habitants étrangers des Régions frontières, mais, au contraire, la réciprocité n'a aucun effet et ne peut suspendre l'exécution des dispositions que nous venons d'exposer.

En Autriche (loi de 1887), l'assurance est autorisée à convertir le droit à la rente du bénéficiaire étranger qui séjourne dans un autre pays, d'une façon permanente, en une indemnité dont le montant est approprié au cas visé. Le règlement qui se produit dans ce cas est une liquidation définitive, mais, en fait, les institutions d'Assurances usent peu du droit qu'elles tiennent de la loi.

Voici, à ce sujet, la réponse du Gouvernement Tchécoslovaque à la deuxième question du Bureau International du Travail :

« En ce qui concerne les rentes des ayants droit, à savoir la rente de la veuve, la rente des orphelins, et, éventuellement, la rente des ascendants, rentes indépendantes de ces modifications éventuelles, elles doivent être payées

même à l'étranger sans aucune réduction. En même temps, nous ajoutons que les assureurs dans la République Tchécoslovaque, bien qu'ils soient autorisés à donner aux étrangers résidant à l'étranger, d'une façon durable, une somme globale, au lieu de leur payer la rente, ne se servent presque jamais de ce droit, et qu'ils continuent à payer les rentes à l'étranger. »

En Suède, le système de conversion est moins favorable (Loi du 15 juin 1922). Si l'accidenté étranger n'est pas domicilié dans le pays, l'indemnité peut être convertie en une indemnité de rachat de 20 à 50 % de la valeur en capital. Pour cela, il faut que la victime de l'accident donne son consentement. A défaut de cet assentiment, l'indemnité de rachat pourra lui être imposée à raison de 50 %. Ce texte ajoute qu'avec la conversion cesse tout droit à l'indemnité, exception faite, toutefois, en cas de réciprocité diplomatique. Différents traités lient à ce sujet la Suède avec la Grande-Bretagne, le Danemark, la Norvège et la Finlande.

c) *Conversion facultative pour le créancier.* — Il résulterait loiquement d'une telle mesure un avantage considérable pour l'étranger si le montant de la somme globale qui lui est attribuée ne consacrait invariablement pour lui l'abandon d'une part de ses droits.

L'article 18 de la loi Cubaine du 12 juin 1916 dispose que « l'ouvrier étranger atteint d'incapacité permanente, absolue ou partielle et quittant le pays, reçoit une indemnité globale ».

On serait tenté de voir dans ces termes le caractère de la conversion obligatoire. Mais dans un autre passage du même texte législatif, il est dit expressément que l'ouvrier « choisit » son indemnité globale. C'est donc là une faculté reconnue par la loi à l'ouvrier, faculté que ce dernier est libre ou non d'exercer. L'indemnité varie suivant qu'il s'agit d'incapacité absolue ou partielle. Dans le premier cas, elle est égale à trois ans de salaire et, dans la deuxième hypothèse, à une quotité correspondant à la

somme totale du salaire quotidien perçu au cours des trois dernières années. En cas d'incapacité temporaire, aucune mesure spéciale n'est prévue.

Au Portugal, le décret du 10 mai 1915 prescrit que tout étranger, en quittant le pays, a le droit de recevoir une somme triple de la pension annuelle qui lui a été fixée. Le texte ne spécifie pas que la conversion est irrévocable, mais cela ne fait guère de doute.

D) *Conversion subordonnée à l'accord du débiteur et du créancier.* — Dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, cette entente est la condition même de l'opération à laquelle peut aboutir la suspension de plein droit prévue en cas de transfert à l'étranger. Dans la même hypothèse, le national obtient une allocation égale à une annuité de sa rente, encore faut-il fournir nombreuses justifications. L'étranger, lui, est fondé à demander la conversion de la pension en une somme globale théoriquement égale à la valeur de sa pension, mais ne pouvant dépasser le triple du montant de son salaire annuel.

En cas de retour au pays, la reviviscence de la rente demeure limitée au ressortissant national. Le législateur a ainsi institué, pour les nationaux, un régime de faveur. Désespérant ou indifférent du retour des étrangers, il a réglé leur situation une fois pour toutes. La faculté qui leur est reconnue se réduit d'ailleurs à faire valoir leurs titres auprès de l'Institution Centrale d'Assurances ouvrières à qui il appartient de se prononcer sur leur cas.

### III. — L'ACCIDENTÉ NE RÉSIDAIT PAS DANS LE PAYS AU MOMENT DE L'ACCIDENT

C'est une hypothèse qui est peu à envisager. Il semble, en effet, paradoxal que la victime puisse avoir une résidence hors du pays où elle travaille au moment de l'accident. Cependant, le cas se produit quelquefois, notamment lorsque la résidence est séparée du lieu de travail par la ligne frontière.

A ce sujet, les législations hésitent à insérer des différences de traitement entre deux ouvriers travaillant ensemble, aux mêmes heures et à la même besogne. L'activité du travailleur étranger qui n'a pas sa résidence dans le pays au moment de l'accident sert la prospérité du pays autant que le travail de l'individu qui y réside et les avantages prévus par la législation sociale ne devraient être grevés, en contre-partie, d'aucune condition. Aussi bien, semblerait-il logique, — si l'on peut subordonner le paiement de l'indemnité au fait matériel de l'habitation dans le pays — d'accorder à l'accidenté une faculté d'option entre cette indemnité et la continuation de sa résidence à l'étranger.

Cependant, aucune législation n'a penché en faveur de cette solution. Bien plus, Auvillain, dans son traité « L'ouvrier étranger en France et les accidents du travail », a soutenu dans le silence ou l'obscurité des textes que la victime résidant à l'étranger au jour de l'accident pouvait se voir refuser toute indemnité.

La jurisprudence a remédié à la négligence des textes sur cette matière. En cas d'absence formelle de prescription législative, elle assimile le défaut de résidence à la cessation de résidence. La conséquence qui découle de ce principe est que l'accidenté voit s'ouvrir en sa faveur le droit à la conversion de l'indemnité en une somme globale sur les bases propres à chaque législation.

Cette thèse est admise par la jurisprudence française. Elle l'est, à plus forte raison, en Allemagne, Suède, Tchécoslovaquie et dans la province de Québec, où la législation considère simplement le fait de résidence à l'étranger, sans préciser si cette dernière doit être postérieure à l'accident. Elle est également admise en Grèce, mais, dans ce pays, elle voit son application limitée au seul cas d'incapacité temporaire.

Elle est écartée, par contre, dans les pays où les lois ont prévu des sanctions spéciales en cas de transfert de résidence hors du territoire (Bulgarie, Cuba, Norvège et Portugal).

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, dans l'article 8 de sa loi, assimile aux nationaux les ressortissants étrangers « occupés dans les limites du territoire du Royaume ». L'ouvrier étranger ayant son foyer de l'autre côté de la frontière jouit d'un droit absolu. Il ne peut être privé de celui-ci qu'à la suite de représailles laissées à l'appréciation du Ministre de la Prévoyance Sociale.

La loi polonaise du 6 juillet 1923 assure aux ouvriers étrangers ne résidant pas dans le pays où ils travaillent, outre l'indemnité, le bénéfice des allocations et des majorations exceptionnelles telles que celles prévues en cas de cherté de la vie ou charges de famille. De plus, ce régime ne peut être suspendu pour cause de représailles.

#### CONDITIONS D'INDEMNISATION DES AYANTS DROIT EN CAS D'ACCIDENT SUIVI DE DECES

La nationalité jouit ici d'une importance capitale. Elle influe grandement, en effet, sur la réparation du préjudice économique causé par le décès d'un ouvrier, aux personnes intéressées à ses gains.

L'allocation de frais funéraires semble devoir être indépendante de l'idée de nationalité. Toutefois, en Suède, l'allocation n'est payée que « si l'accident a entraîné la mort dans les trois mois ». C'est là une disposition restrictive à l'égard des étrangers, en même temps qu'une précaution d'ordre purement administratif.

Nous avons vu que l'idée de nationalité avait une réelle importance sur le paiement de l'indemnité à la victime, mais cette notion produit des effets plus considérables encore lorsqu'il s'agit d'attribuer l'indemnité aux ayants droit de cette dernière.

Une question se pose alors : quelle nationalité va-t-on considérer ? Celle de la victime ou celle de ses représentants ? Si l'on applique à la législation du travail le grand principe du droit civil : « *Nemo plus juris in alium transfere potest quam ipse habet* », c'est à la nationalité seule

de la victime que l'on doit se référer, sans se soucier nullement des ayants droit.

Certes, de nombreuses législations ne reconnaissent pas ce principe et en repoussent du même coup les conséquences, telles sont, par exemple, celles de l'Autriche, du Brésil, du Canada, de la Colombie Britannique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grèce, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, de la Suède et de la Tchécoslovaquie. Aux termes des textes en vigueur dans ces différents pays, les bénéficiaires indirects de l'indemnité, c'est-à-dire les ayants droit, se trouvent avoir plus de droit que la victime elle-même, encore que ces règles ne s'appliquent nullement aux ayants droits nationaux d'ouvriers étrangers. C'est là, avouons-le, un régime essentiellement favorable aux représentants des ouvriers étrangers, qui sont ainsi mieux traités que leurs camarades français.

Il existe d'autres pays où, au contraire, le nombre et la qualité des ayants droit n'est nullement fonction de la nationalité. Les règles présentent dans ces nations peu de caractère de divergence. La méthode qui préside à la fixation du dommage économique causé à la famille est appréciée d'une façon peu variable. La loi, dans ses évaluations ou ses présomptions, se borne aux données de l'état civil de l'intéressé.

En Suisse, l'assurance ne produit qu'un effet partiel à l'égard des étrangers dont les législations n'accordent pas aux Suisses des avantages équivalents. Par contre, pour les nationaux et ressortissants des pays admettant la réciprocité, la qualité d'ayant droit s'étend aux ascendants en ligne directe pendant toute leur vie et aux frères et sœurs jusqu'à 16 ans révolus (article 86 de la Loi fédérale du 13 juin 1911).

Pour les autres pays, elle se limite aux conjoints et aux enfants. Cette disposition restrictive dénote un caractère d'extrême sévérité. C'est, en quelque sorte, une mesure de représailles posthumes.

La législation de Cuba, dans sa loi du 12 juin 1916

(art. 18), étend la catégorie des ayants droit suivant la nationalité de l'accidenté. A propos des ouvriers étrangers, elle désigne les représentants de la victime sous le nom général d'« héritiers » que l'on cherche en vain dans l'article 11 relatif aux ayants droit des ouvriers nationaux. L'indemnisation des survivants de l'ouvrier national étant prévue pour le conjoint, les enfants, et, subsidiairement, les ascendants et les frères et sœurs, faut-il conclure de là que le législateur ait entendu se montrer plus libéral pour les ouvriers étrangers ? L'article 18 nous incite à répondre par la négative. Il ordonne, en effet, que les indemnités soient conférées aux héritiers dans les mêmes conditions dont peuvent se prévaloir les ayants droit d'un ouvrier national. La conséquence logique de cet état de choses est que les ayants droit d'un ouvrier étranger n'ont droit à l'indemnité qu'autant que leur degré de parenté les fait rentrer dans la catégorie énumérée par la loi comme ayant qualité d'ayant droit en cas d'accident survenu à un ouvrier national.

Dans tous les autres pays, la loi assimile entièrement l'ouvrier étranger à l'ouvrier national.

Nous allons maintenant examiner les effets de la résidence sur la situation de l'étranger. Divers cas peuvent se produire et modifier le statut de l'ouvrier, savoir :

- 1° L'ayant droit réside dans le pays et y résidait au moment de l'accident ;
- 2° L'ayant droit cesse de résider dans le pays ;
- 3° L'ayant droit ne résidait pas dans le pays au moment de l'accident.

### *Première hypothèse*

L'AYANT DROIT RÉSIDE DANS LE PAYS ET Y RÉSIDAIT  
AU MOMENT DE L'ACCIDENT

C'est là le régime le plus favorable à l'accidenté. On trouve, toutefois, quelques restrictions, au paiement de la prime, imposées par le système de la réciprocité en

Hongrie et Lithuanie et des inégalités spéciales. En Suisse, la pension est réduite aux  $\frac{3}{4}$  en cas de non-réciprocité. En Autriche, l'indemnité de vie chère peut être supprimée à titre de représailles.

Les mesures d'exception à l'égard des ayants droit sont excessivement rares. La législation cubaine assimile le décès de leurs auteurs à une incapacité permanente et absolue. Elle leur a imposé d'office, et sans se préoccuper du lieu de leur résidence, la conversion obligatoire pour le bénéficiaire direct, en cas de départ du pays, suivant un pourcentage égal à celui qui est prévu pour le paiement de la rente aux ayants droit d'un ouvrier national.

Partout ailleurs, le fait de résider dans le pays a pour effet de soustraire l'ayant droit, comme son auteur lui-même, aux sanctions qui découlent habituellement de la nationalité étrangère.

### *Deuxième hypothèse*

#### L'AYANT DROIT CESSE DE RÉSIDER DANS LE PAYS

La loi néo-zélandaise fait de la résidence une condition du paiement de l'indemnité, quelle que soit la nationalité de l'ayant droit ou de son auteur. Nous avons étudié plus haut cette législation particulière qui subit une dérogation à sa lettre en cas de réciprocité.

Le Queensland prévoit la déchéance des ayants droit qui transportent leur résidence hors de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande, à l'exception, toutefois, des ressortissants des territoires compris dans l'Empire Britannique.

Dans d'autres pays, les législations imposent la déchéance des ayants droit qui transportent leur établissement hors du pays.

Les législations se différencient les unes des autres. Certaines ne font que transposer aux représentants les mesures imposées aux bénéficiaires directs. D'autres ajoutent aux ayants droit des inégalités qui leur sont propres. En Hongrie, le régime des ayants droit peut devenir plus

favorable que celui de leurs auteurs. Nous sommes ainsi amenés à étudier en détail le régime propre à chacune de ces trois catégories.

A) *Application aux ayants droit des règles établies par l'accidenté en cas de cessation de résidence.* — Cette façon de procéder est admise par un grand nombre de pays : Allemagne, Australie, Bulgarie, province de Québec, Esthonie, France, Lettonie, Norvège, Portugal, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et Tchécoslovaquie.

En Bulgarie et en Norvège, suppression de la rente est faite de plein droit au détriment des ayants droit.

En Allemagne et en Autriche, la suspension est substituée au régime de la suppression.

Sauf la province de Québec, les autres Etats prévoient la conversion de l'indemnité en une somme globale. Cette conversion, selon les pays, revêt le caractère de faculté ou d'obligation. Différentes modalités d'application séparent les législations sur cette question.

Dans certaines législations, une addition importante est faite, d'après laquelle l'indemnité des intéressés ne doit plus courir que pendant une époque inférieure à 3 ans. Le législateur français n'a pas prévu ce cas en 1898. La loi du 31 mars 1905 impose la conversion en cas de transfert à l'étranger et pour les ayants droit le capital versé ne peut dépasser, en aucun cas, la valeur actuelle de la rente d'après le tarif prévu.

Il en est de même en Esthonie, Lettonie et Portugal. Dans ce dernier Etat, le chiffre de l'indemnité accordée aux mineurs se trouve limité à la somme à laquelle ils auraient droit s'ils continuaient de résider au Portugal jusqu'à 14 ans.

B) *Restriction spéciale aux ayants droit.* — Cette disposition ne peut être considérée comme une mesure administrative, du moment que les difficultés matérielles liées au paiement de l'étranger n'ont pas paru insurmontables en ce qui concerne la victime.

Au Danemark et au Pérou, ces restrictions sont basées sur la non-réciprocité diplomatique. Les législations de ces deux nations limitent le droit des survivants résidant sur le territoire, sans s'attacher plus particulièrement au déplacement postérieur à l'accident. Il est juste d'admettre que le paiement d'une indemnité peut être suspendu lorsque l'ayant droit se fixe d'une manière durable à l'étranger.

Au Danemark, la loi du 16 juillet 1916, dans son article 37, accorde le bénéfice de l'assurance aux seuls survivants danois habitant le Royaume ou le Groënland.

Au Pérou, l'article 3 du règlement du 3 mai 1924 n'attribue aucune indemnité aux héritiers ne résidant pas sur le territoire péruvien.

Ces deux textes subissent des dérogations à leurs dispositions au cas de réciprocité diplomatique.

La Colombie Britannique, dans une loi d'après-guerre, décide que le « Board » peut abaisser l'indemnité en fonction du coût de la vie du pays où les ayants droit résident ; le « Board » doit, en outre, constituer une réserve égale à celle qui résulterait de l'application du tarif commun. Cette disposition a le mérite de tenir compte des inégalités du coût de la vie, mais elle n'a, en fait, qu'une portée restreinte, car elle joue seulement pour diminuer l'indemnité, et non pour l'augmenter.

c) *Régime particulier de la Hongrie.* — Les dispositions hongroises font l'objet de la loi du 9 janvier 1907. Elle se rapproche de la législation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, avec cette différence qu'au lieu d'être commune aux deux bénéficiaires, la préférence accordée aux étrangers sur les nationaux se trouve limitée aux ayants droit de la victime. Il faut convenir que ce n'est pas un régime qui fait montre d'une grande libéralité, car il faut ou la réciprocité ou une décision ministérielle.

La loi prévoit des mesures de suspension à l'égard des bénéficiaires, tant étrangers que nationaux, en cas de transfert à l'étranger. Elle restreint aux étrangers la pos-

sibilité d'obtenir dans la même hypothèse la conversion de la rente en une somme globale. Elle favorise la liquidation des droits des ayants droit en leur reconnaissant non plus la simple faculté, mais le droit de toucher, à titre transactionnel, un capital égal à trois fois la rente lorsqu'ils vont se fixer à l'étranger.

En cas de retour dans le pays, ils n'ont plus droit à la pension. On voit donc, par là, la situation curieuse dans laquelle se trouvent les ayants droit. Moins bien traités que leurs auteurs, s'ils doivent revenir dans un temps plus ou moins long, ils bénéficient, par contre, d'un régime plus favorable s'ils se fixent définitivement dans leur pays d'origine.

Cette règle tombe en cas de réciprocité diplomatique.

### *Troisième hypothèse*

#### L'AYANT DROIT NE RÉSIDAIT PAS DANS LE PAYS AU MOMENT DE L'ACCIDENT

C'est là, croyons-nous, le cas qui est traité avec le moins de bienveillance. La distinction entre la cessation de résidence postérieure à l'accident et la non-résidence au moment de l'accident aboutit ici, pour les ayants droit, à une situation entièrement opposée à celle de l'accidenté lui-même. Ce dernier n'est frappé qu'exceptionnellement, en raison du fait de sa résidence familiale à l'étranger, et s'il l'est, ce n'est que dans la mesure où la même sanction atteindrait un accidenté quittant le pays après l'accident.

Si l'idée d'une pénalité plus sévère a pu être envisagée dans l'esprit de certains auteurs, elle ne s'est jamais matérialisée dans aucune législation.

Pour les ayants droit, la déchéance de leurs droits constitue la règle, alors qu'elle était l'exception pour l'accidenté lui-même. Dans l'hypothèse de l'accidenté — et c'est là un caractère distinctif de la législation sociale — le lieu de travail fait prime sur celui de l'habitation. La situation de l'ayant droit est bien différente ; il subit, du

fait de son extranéité, un discrédit qu'est impuissant à effacer un travail journalier. S'il réside à l'étranger, la suspicion qui l'entoure est encore plus grande. Dans la préparation des lois françaises et allemandes, on trouve fréquemment la trace d'hésitations et de tâtonnements du législateur, que justifient, d'ailleurs, la difficulté et la complexité de la matière.

Les législations admettent certaines distinctions.

A) *Suppression de l'indemnité.* — Dans nombreux pays : Bulgarie, Québec, Danemark, Norvège, Pérou, cette sanction est liée à la cessation de résidence. Cette mesure — sauf pour la province de Québec — est tempérée par le correctif de la réciprocité législative.

La République Argentine, le Brésil, l'Espagne, la Grèce, refusent toute indemnité aux ayants droit ne résidant pas dans le pays au moment de l'accident, alors que, sauf pour la Grèce, ils ne sont frappés d'aucune déchéance si leur droit à l'indemnité étant reconnu, ils transportent ailleurs leur établissement.

Là, aussi, ces mesures tombent en cas de réciprocité diplomatique.

Différentes conventions intervenues entre la République Argentine, l'Espagne et l'Italie, d'une part, le Brésil et l'Italie, d'autre part, assurent une pleine égalité aux nationaux respectifs de ces Etats.

Au Brésil, la charge de faire la preuve de leur résidence dans le pays au jour de l'accident incombe aux ayants droit. Un projet de loi tendant à la suppression de cette mesure a, toutefois, été voté par la Chambre des Députés.

Dans certains pays, la conversion a le caractère d'une véritable faveur laissée à l'appréciation de l'institution chargée de l'indemnisation.

En Allemagne, la somme globale n'est pas limitée, comme ailleurs, à un chiffre inférieur à la valeur de la rente en capital. La suppression de l'indemnité en cas de défaut de résidence peut être levée par le Conseil fédéral

pour les étrangers des régions frontières et en cas de réciprocité législative.

La même déchéance, *a fortiori*, s'impose dans les pays où la cessation de résidence entraîne pour le bénéficiaire une réduction considérable de ses droits en raison du caractère transactionnel imposé par la loi à la conversion et sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant le caractère facultatif ou obligatoire qu'elle comporte pour le créancier.

Les législations de France, d'Esthonie, de Hongrie, de Lettonie, de Lithuanie, du Portugal et de la Suède, sont rédigées en ce sens. Pour ce dernier pays, la déchéance prévue est moins sévère en ce qu'elle se trouve limitée à l'hypothèse où le défunt lui-même n'était pas domicilié dans le pays. On serait tenté de voir là la marque d'une suspicion attachée par le législateur au cas de défaut de résidence commun à la victime et à ses représentants.

En Esthonie et en Lettonie, les conditions de résidence sont aggravées. Seuls, seront considérés comme ayants droit, ceux qui sont censés vivre avec le chef de famille au moment de l'accident. Cette condition reste tout à fait particulière aux étrangers et ne s'applique en rien aux accidentés nationaux.

La Lithuanie n'admet pas de dérogation en cas de réciprocité diplomatique. Par là, elle se différencie des autres pays. Certains Etats ont assimilé à leurs nationaux les ressortissants d'un certain nombre de pays.

B) *Autres sanctions.* — Les mesures susceptibles d'être classées dans cette catégorie se rapportent à l'extension des règles de cessation de résidence au cas de défaut de celle-ci.

Dans trois pays, l'Autriche, la Tchécoslovaquie et Cuba, la loi prévoit la conversion de l'indemnité en une somme globale. Dans les deux premiers, la conversion est facultative pour l'assurance et non limitée à un chiffre forfaitaire. Dans le troisième, l'opération est facultative pour l'ayant droit, à concurrence d'un maximum variable suivant que l'incapacité est permanente ou seulement tem-

poraire, mais toujours sensiblement inférieur à la valeur de la rente en capital.

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes présente cette originalité que l'ayant droit fixé à l'étranger se voit mieux traité que celui qui y transporte son établissement postérieurement à l'acquisition du droit à l'indemnité. La loi, en effet, mentionne que la suspension de l'indemnité et, par conséquent, la faculté éventuelle de conversion n'existe qu'autant que le bénéficiaire retourne dans son pays, aucune condition de résidence n'étant imposée aux ayants droit étrangers pour entrer en jouissance de l'indemnité.

Nous allons, dans les tableaux ci-après (1), résumer les principales dispositions des lois que nous avons étudiées :

---

(1) *La Réparation des accidents du travail*. — Analyse comparative des législations nationales. — Série M, N° 2.

| PAYS           | Caractère général de la protection assurée aux étrangers                                                                 | EN CAS D'ACCIDENT NON MORTEL                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                |                                                                                                                          | L'accidenté réside dans le pays et y résidait le jour de l'accident | L'accidenté cesse d'y résider                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | L'accidenté n'y résidait au jour de l'accident                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| AFRIQUE DU SUD | Egalité de plein droit.                                                                                                  | —                                                                   | —                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | —                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| ALLEMAGNE      | Protection de plein droit susceptible d'extension au cas de réciprocité législative mais n'allant pas jusqu'à l'égalité. | Pas de restriction                                                  | Suspension de la rente (sauf décision contraire du Conseil fédéral en cas de réciprocité ou de résidence dans un district frontière) ou conversion facultative en une somme globale qui peut être égale à 3 fois le montant de la rente annuelle en cas de consentement de l'intéressé ou la valeur en capital à défaut de ce consentement. Il n'est admis de dérogation que pour les étrangers des districts frontières, en vertu d'une décision du Conseil fédéral. (Si la résidence à l'étranger résulte d'une expulsion non motivée par une condamnation à une peine criminelle, la rente est payée moyennant l'accomplissement de certaines formalités.) | Suspension de la rente (sauf décision contraire du Conseil fédéral en cas de réciprocité ou de résidence dans un district frontière) ou conversion facultative en une somme globale qui peut être égale à 3 fois le montant de la rente annuelle en cas de consentement de l'intéressé, ou la valeur en capital à défaut de ce consentement. |
| ARGENTINE      | Protection de plein droit. Egalité subordonnée à la réciprocité diplomatique.                                            | —                                                                   | Pas de restriction.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

| Différence<br>ntuelle dans<br>e mode de<br>termination<br>ayants droit | EN CAS DE DECES                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                          |                                                                           |
|------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|
|                                                                        | L'ayant droit<br>réside<br>dans le pays | L'ayant droit cesse<br>d'y résider                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | L'ayant droit<br>n'y résidait pas<br>au jour<br>de l'accident                                                                                                            | Traitement<br>des ayants droit<br>nationaux d'un<br>ouvrier étranger      |
| —                                                                      | —                                       | —                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | —                                                                                                                                                                        | —                                                                         |
| Aucune<br>différence                                                   | Pas de<br>restriction                   | Suspension de la ren-<br>te (sauf décision con-<br>traire du Conseil fédé-<br>ral en cas de réciproci-<br>té ou de résidence dans<br>un district frontière) ou<br>conversion facultative<br>en une somme globale<br>qui peut être égale à 3<br>fois le montant de la<br>rente annuelle en cas de<br>consentement de l'inté-<br>ressé ou la valeur en<br>capital à défaut de ce<br>consentement. Il n'est<br>admis de dérogation<br>que pour les étrangers<br>des districts frontières<br>en vertu d'une décision<br>du Conseil fédéral. (Si<br>la résidence à l'étranger<br>résulte d'une expulsion<br>non motivée par une<br>condamnation à une<br>peine criminelle, la ren-<br>te est payée moyennant<br>l'accomplissement de<br>certaines formalités.) | Pas d'indem-<br>nité, sauf déci-<br>sion du Con-<br>seil fédéral en<br>cas de résiden-<br>ce dans un<br>district fron-<br>tière ou de ré-<br>ciprocité légis-<br>lative. | Même traite-<br>ment que les<br>ayants droit<br>d'un ouvrier<br>national. |
| Aucune<br>différence                                                   | Pas de restriction.                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Pas d'indem-<br>nité, sauf en<br>cas de récipro-<br>cité diploma-<br>tique.                                                                                              | Même traite-<br>ment que les<br>ayants droit<br>étrangers.                |
|                                                                        |                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                          |                                                                           |

| PAYS                          | Caractère général<br>de la protection<br>assurée<br>aux étrangers | EN CAS D'ACCIDENT NON MORTEL                                                    |                                                                                                                                                                                                                          |                                                         |
|-------------------------------|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|
|                               |                                                                   | L'accidenté<br>réside dans le<br>pays et y résidait<br>le jour<br>de l'accident | L'accidenté cesse<br>d'y résider                                                                                                                                                                                         | L'accidenté<br>n'y résidait<br>au jour<br>de l'accident |
| AUSTRALIE                     | Egalité de<br>plein droit.                                        | —                                                                               | En cas de résidence<br>hors d'Australie, main-<br>tien de la rente subor-<br>donnée à la justifica-<br>tion du caractère de<br>permanence probable de<br>l'incapacité (règle qui<br>s'étend également aux<br>nationaux). | —                                                       |
| AUSTRALIE<br>MERIDIONALE      | d°                                                                | —                                                                               | d°                                                                                                                                                                                                                       | —                                                       |
| AUSTRALIE<br>OCCIDENTALE      | d°                                                                | —                                                                               | d°                                                                                                                                                                                                                       | —                                                       |
| NOUVELLES<br>GALLES<br>DU SUD | d°                                                                | —                                                                               | d°                                                                                                                                                                                                                       | —                                                       |
| QUEENSLAND                    | d°                                                                | —                                                                               | d°                                                                                                                                                                                                                       | —                                                       |
| TASMANIE                      | d°                                                                | —                                                                               | d°                                                                                                                                                                                                                       | —                                                       |

| Différence<br>entuelle dans<br>e mode de<br>termination<br>ayants droit | EN CAS DE DECES                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                               |                                                                      |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
|                                                                         | L'ayant droit<br>réside<br>dans le pays | L'ayant droit cesse<br>d'y résider                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | L'ayant droit<br>n'y résidait pas<br>au jour<br>de l'accident | Traitement<br>des ayants droit<br>nationaux d'un<br>ouvrier étranger |
| —                                                                       | —                                       | —                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | —                                                             | —                                                                    |
| —                                                                       | —                                       | —                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | —                                                             | —                                                                    |
| —                                                                       | —                                       | —                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | —                                                             | —                                                                    |
| —                                                                       | —                                       | —                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | —                                                             | —                                                                    |
| —                                                                       | —                                       | Pas de restriction spé-<br>ciale à la nationalité,<br>mais déchéance com-<br>mune à tous les ayants<br>droit en cas de trans-<br>fert de résidence hors<br>de l'Australie et de la<br>Nouvelle - Zélande, sauf<br>maintien facultatif de<br>l'indemnité en cas de<br>réciprocité accordée par<br>la législation du lieu de<br>résidence, s'il est com-<br>pris dans l'Empire Bri-<br>tannique. | —                                                             | —                                                                    |
| —                                                                       | —                                       | —                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | —                                                             | —                                                                    |
|                                                                         |                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                               |                                                                      |

| PAYS     | Caractère général de la protection assurée aux étrangers                     | EN CAS D'ACCIDENT NON MORTEL                                                                                                                                                         |                                                                                                                                                                                            |                                                    |
|----------|------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|          |                                                                              | L'accidenté réside dans le pays et y résidait le jour de l'accident                                                                                                                  | L'accidenté cesse d'y résider                                                                                                                                                              | L'accidenté n'y résidait pas au jour de l'accident |
| VICTORIA | Egalité de plein droit.                                                      | —                                                                                                                                                                                    | En cas de résidence hors de Victoria, maintien de la rente subordonnée à la justification du caractère de permanence probable de l'incapacité (règle qui s'étend également aux nationaux). | —                                                  |
| AUTRICHE | Protection de plein droit. Egalité subordonnée à la réciprocité législative. | Suppression possible du supplément de vie chère, soit à titre de représailles, soit du fait de l'entreprise où l'accident s'est produit, se trouve désormais en territoire étranger. | En cas d'établissement permanent, faculté pour l'institution d'assurance de convertir la rente en une somme globale appropriée au cas, à moins qu'il n'y ait réciprocité législative.      | —                                                  |
| BELGIQUE | Egalité de plein droit.                                                      | —                                                                                                                                                                                    | —                                                                                                                                                                                          | —                                                  |
| BOLIVIE  | d°                                                                           | —                                                                                                                                                                                    | —                                                                                                                                                                                          | —                                                  |
| BRESIL   | Protection de plein droit. Egalité subordonnée à la réciprocité dipl.        | Pas de restriction.                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                            |                                                    |
|          |                                                                              |                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                            |                                                    |

| Différence<br>éventuelle dans<br>le mode de<br>détermination<br>des ayants droit | EN CAS DE DECES                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                        |                                                                             |                                                                           |
|----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                  | L'ayant droit<br>réside<br>dans le pays                                                                                                                                                                                                                                         | L'ayant droit cesse<br>d'y résider                                                                                                                                                                                     | L'ayant droit<br>n'y résidait pas<br>au jour<br>de l'accident               | Traitement<br>des ayants droit<br>nationaux d'un<br>ouvrier étranger      |
| —                                                                                | —                                                                                                                                                                                                                                                                               | —                                                                                                                                                                                                                      | —                                                                           | —                                                                         |
| Aucune<br>différence                                                             | Pas de res-<br>triction spé-<br>ciale, mais<br>suppression<br>possible du<br>supplément de<br>vie chère, soit<br>à titre de re-<br>présailles, soit<br>du fait de l'en-<br>treprise où<br>l'accident s'est<br>produit, se<br>trouve désor-<br>mais en terri-<br>toire étranger. | En cas d'établis-<br>sement permanent, facul-<br>té pour l'institution<br>d'assurance de conver-<br>tir la rente en une som-<br>me globale appropriée<br>au cas, à moins qu'il<br>n'y ait réciprocité lé-<br>gislativ. | —                                                                           | Même traite-<br>ment que les<br>ayants droit<br>d'un ouvrier<br>national. |
| —                                                                                | —                                                                                                                                                                                                                                                                               | —                                                                                                                                                                                                                      | —                                                                           | —                                                                         |
| —                                                                                | —                                                                                                                                                                                                                                                                               | —                                                                                                                                                                                                                      | —                                                                           | —                                                                         |
| Aucune<br>différence                                                             | Pas de restriction.                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                        | Pas d'indem-<br>nité, sauf en<br>cas de récipro-<br>cité diploma-<br>tique. | Même traite-<br>ment que les<br>ayants droit<br>d'un ouvrier<br>national. |
|                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                        |                                                                             |                                                                           |

| PAYS                    | Caractère général de la protection assurée aux étrangers                                                                                                                                                                                        | EN CAS D'ACCIDENT NON MORTEL                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                             |                                                    |
|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|                         |                                                                                                                                                                                                                                                 | L'accidenté réside dans le pays et y résidait le jour de l'accident                                                                                      | L'accidenté cesse d'y résider                                                                                                                                                                               | L'accidenté n'y résidait pas au jour de l'accident |
| BULGARIE                | Protection de plein droit susceptible d'extension en cas de réciprocité législative, mais n'allant pas jusqu'à l'égalité (pas d'assurance obligatoire pour les étrangers travaillant d'une manière indépendante ou comme fonctionnaire public). | Pas de restriction                                                                                                                                       | Pas d'indemnité, sauf au cas de réciprocité diplomatique.                                                                                                                                                   |                                                    |
| CANADA<br>Alberta       | Egalité de plein droit.                                                                                                                                                                                                                         | —                                                                                                                                                        | En cas de résidence hors de la province, le maintien de la rente est subordonné à la justification du caractère permanent probable de l'incapacité (règle applicable également aux ayants droit nationaux). |                                                    |
| COLOMBIE<br>BRITANNIQUE | Protection de plein droit, mais partielle.                                                                                                                                                                                                      | Pas de restriction.                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                             |                                                    |
| MANITOBA                | Egalité de plein droit.                                                                                                                                                                                                                         | Protection subordonnée pour les non-résidents (nationalité). En cas de non-réciprocité, indemnisation facultative et dis obligation imposée à l'ouvrier. |                                                                                                                                                                                                             |                                                    |

| Différence<br>éventuelle dans<br>le mode de<br>détermination<br>des ayants droit                                                                        | EN CAS DE DECES                         |                                                                                                                                                                                   |                                                               |                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                         | L'ayant droit<br>réside<br>dans le pays | L'ayant droit cesse<br>d'y résider                                                                                                                                                | L'ayant droit<br>n'y résidait pas<br>au jour<br>de l'accident | Traitement<br>des ayants droit<br>nationaux d'un<br>ouvrier étranger      |
| Aucune<br>différence                                                                                                                                    | Pas<br>de restriction                   | Pas d'indemnité, sauf au cas de réci-<br>procité diplomatique.                                                                                                                    |                                                               | Même traite-<br>ment que les<br>ayants droit<br>d'un ouvrier<br>national. |
| —                                                                                                                                                       | —                                       | —                                                                                                                                                                                 | —                                                             | —                                                                         |
| Aucune<br>différence                                                                                                                                    | Pas<br>de restriction                   | En cas de résidence hors du Canada,<br>faculté pour le Board de réduire l'in-<br>demnité prévue par le tarif, en tenant<br>compte du coût de la vie dans le pays<br>de résidence. |                                                               | Même traite-<br>ment que les<br>ayants droit<br>d'un ouvrier<br>national. |
| naux ou étrangers) à la réciprocité législative dans le pays de la résidence.<br>crétionnaire pour le Board par le prélèvement sur le fonds accident ou |                                         |                                                                                                                                                                                   |                                                               | —                                                                         |
|                                                                                                                                                         |                                         |                                                                                                                                                                                   |                                                               |                                                                           |

| PAYS              | Caractère général de la protection assurée aux étrangers | EN CAS D'ACCIDENT NON MORTEL                                                                             |                                                                                                                                                                                                                            |                                                    |
|-------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|                   |                                                          | L'accidenté réside dans le pays et y résidait le jour de l'accident                                      | L'accidenté cesse d'y résider                                                                                                                                                                                              | L'accidenté n'y résidait pas au jour de l'accident |
| NOUVEAU-BRUNSWICK | Egalité de plein droit.                                  | —                                                                                                        | En cas de non-résidence, indemnité subordonnée à la réciprocité de la législation du lieu de la résidence et limitée au montant dû, en vertu de cette dernière législation (règle commune aux nationaux et aux étrangers). |                                                    |
| NOUVELLE-ECOSSE   | d°                                                       | —                                                                                                        | d°                                                                                                                                                                                                                         | —                                                  |
| ONTARIO           | d°                                                       | Protection subordonnée pour les non-résidents (nationalité spéciale à l'égard des résidents des pays ex- |                                                                                                                                                                                                                            |                                                    |
| QUEBEC            | Protection de plein droit, mais partielle.               | Pas de restriction                                                                                       | Pas d'indemnité, mais faculté de recourir au droit commun.                                                                                                                                                                 |                                                    |
| SESKATCHEWAN      | Egalité de plein droit.                                  | —                                                                                                        | —                                                                                                                                                                                                                          | —                                                  |
| YUKON             | d°                                                       | —                                                                                                        | En cas de non-résidence indemnité subordonnée à la réciprocité de la législation du lieu de résidence et limitée au montant dû, en vertu de cette dernière législation (règle commune aux étrangers et aux nationaux).     |                                                    |
| CHILI             | d°                                                       | —                                                                                                        | —                                                                                                                                                                                                                          | —                                                  |

| EN CAS DE DECES                                                                        |                                   |                                                                                                                                                                                                                            |                                                      |                                                             |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| Différence éventuelle dans le mode de détermination des ayants droit                   | L'ayant droit réside dans le pays | L'ayant droit cesse d'y résider                                                                                                                                                                                            | L'ayant droit n'y résidait pas au jour de l'accident | Traitement des ayants droit nationaux d'un ouvrier étranger |
| —                                                                                      | —                                 | En cas de non-résidence indemnité subordonnée à la réciprocité de la législation du lieu de la résidence et limitée au montant dû, en vertu de cette dernière législation (règle commune aux étrangers et aux nationaux.   |                                                      | —                                                           |
| —                                                                                      | —                                 | d°                                                                                                                                                                                                                         | d°                                                   | —                                                           |
| naux ou étrangers) à la réciprocité législative dans le pays de la résidence ennemis). |                                   |                                                                                                                                                                                                                            |                                                      | —                                                           |
| Aucune différence                                                                      | Pas de restriction                | Pas d'indemnité, mais faculté de recours au droit commun.                                                                                                                                                                  |                                                      | Même traitement que les ayants droit étrangers.             |
| —                                                                                      | —                                 | —                                                                                                                                                                                                                          | —                                                    | —                                                           |
| —                                                                                      | —                                 | En cas de non-résidence, indemnité subordonnée à la réciprocité de la législation du lieu de la résidence et limitée au montant dû, en vertu de cette dernière législation (règle commune aux nationaux et aux étrangers). |                                                      | —                                                           |
| —                                                                                      | —                                 | —                                                                                                                                                                                                                          | —                                                    | —                                                           |
|                                                                                        |                                   |                                                                                                                                                                                                                            |                                                      |                                                             |

| PAYS     | Caractère général de la protection assurée aux étrangers                      | EN CAS D'ACCIDENT NON MORTEL                                        |                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                    |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|          |                                                                               | L'accidenté réside dans le pays et y résidait le jour de l'accident | L'accidenté cesse d'y résider                                                                                                                                                                                                                             | L'accidenté n'y résidait pas au jour de l'accident |
| CUBA     | Protection de plein droit, mais partielle.                                    | Pas de restriction                                                  | Conversion de la rente en une indemnité globale égale à 3 années de salaire en cas d'incapacité absolue et permanente ou à une quotité correspondant à la somme totale perçue pendant les 3 dernières années en cas d'incapacité partielle et permanente. | Pas de restriction                                 |
| DANEMARK | Protection de plein droit. Egalité subordonnée à la réciprocité diplomatique. | Pas de restriction.                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                    |
| EQUATEUR | Egalité de plein droit.                                                       | —                                                                   | —                                                                                                                                                                                                                                                         | —                                                  |
| ESPAGNE  | Protection de plein droit. Egalité subordonnée à la réciprocité diplomatique. | Pas de restriction.                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                    |
| ESTHONIE | d°                                                                            | Pas de restriction                                                  | Conversion de la rente en une indemnité unique égale à trois fois la pension annuelle (sauf dérogation possible au cas de réciprocité).                                                                                                                   | Pas de restriction                                 |

| Différence éventuelle dans le mode de détermination des ayants droit | EN CAS DE DECES                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                              |                                                           |                                                             |
|----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
|                                                                      | L'ayant droit réside dans le pays                                                                                    | L'ayant droit cesse d'y résider                                                                                                                                                                                              | L'ayant droit n'y résidait pas au jour de l'accident      | Traitement des ayants droit nationaux d'un ouvrier étranger |
| Aucune différence                                                    | Conversion en une somme globale basée sur l'indemnité payable à l'ouvrier en cas d'incapacité permanente et absolue. |                                                                                                                                                                                                                              |                                                           | Même traitement que les ayants droit étrangers.             |
| d°                                                                   | Pas de restriction                                                                                                   | Pas d'indemnité, sauf au cas de réciprocité diplomatique.                                                                                                                                                                    |                                                           | Même traitement que les ayants droit d'un ouvrier national. |
| —                                                                    | —                                                                                                                    | —                                                                                                                                                                                                                            | —                                                         | —                                                           |
| Aucune différence                                                    | Pas de restriction                                                                                                   | Pas d'indemnité, sauf en cas de réciprocité diplomatique.                                                                                                                                                                    |                                                           | Même traitement que les ayants droit d'un ouvrier national. |
| d°                                                                   | Pas de restriction                                                                                                   | Conversion de la rente en une indemnité unique égale à 3 fois la pension annuelle (sauf dérogation possible en cas de réciprocité).<br>La somme globale ne peut excéder le montant restant dû à titre d'indemnité partielle. | Pas d'indemnité, sauf en cas de réciprocité diplomatique. | Même traitement que les ayants droit étrangers.             |

| PAYS            | Caractère général de la protection assurée aux étrangers                                     | EN CAS D'ACCIDENT NON MORTEL                                        |                                                                                                                           |                                                    |
|-----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|                 |                                                                                              | L'accidenté réside dans le pays et y résidait au jour de l'accident | L'accidenté cesse d'y résider                                                                                             | L'accidenté n'y résidait pas au jour de l'accident |
| FINLANDE        | Egalité de plein droit.                                                                      | —                                                                   | —                                                                                                                         | —                                                  |
| FRANCE          | Protection de plein droit. Egalité subordonnée à la réciprocité diplomatique.                | Pas de restriction                                                  | Conversion définitive en un capital égal à trois fois la rente, sauf dérogation possible par traité.                      |                                                    |
| GRANDE-BRETAGNE | Egalité de plein droit.                                                                      | —                                                                   | —                                                                                                                         | —                                                  |
| GRECE           | Protection de plein droit. Egalité subordonnée à la réciprocité diplomatique ou législative. | Pas de restriction                                                  | Indemnité limitée au cas d'incapacité absolue (sauf dérogation subordonnée à la réciprocité diplomatique ou législative). |                                                    |
| GUATEMALA       | Egalité de plein droit aux bénéficiaires nationaux.                                          | —                                                                   | —                                                                                                                         | —                                                  |
|                 |                                                                                              |                                                                     |                                                                                                                           |                                                    |

EN CAS DE DECES

| Différence<br>éventuelle dans<br>le mode de<br>détermination<br>des ayants droit | L'ayant droit<br>réside<br>dans le pays | L'ayant droit cesse<br>d'y résider                                                                                                                                                       | L'ayant droit<br>n'y résidait pas<br>au jour<br>de l'accident                                                   | Traitement<br>des ayants droit<br>nationaux d'un<br>ouvrier étranger      |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|
| —                                                                                | —                                       | —                                                                                                                                                                                        | —                                                                                                               | —                                                                         |
| Aucune<br>différence                                                             | Pas<br>de restriction                   | Conversion définitive<br>en une somme égale à<br>3 fois la rente (sauf dé-<br>rogation possible par<br>traité ; la somme versée<br>ne peut dépasser la va-<br>leur actuelle en capital). | Pas d'indem-<br>nité, sauf dé-<br>rogation pos-<br>sible par trai-<br>té.                                       | Même traite-<br>ment que les<br>ayants droit<br>d'un ouvrier<br>national. |
| —                                                                                | —                                       | —                                                                                                                                                                                        | —                                                                                                               | —                                                                         |
| Aucune<br>différence                                                             | Pas de restriction.                     |                                                                                                                                                                                          | Pas d'indem-<br>nité, sauf dé-<br>rogation en<br>cas de récipro-<br>cité diploma-<br>tique ou légis-<br>lative. | Même traite-<br>ment que les<br>ayants droit<br>d'un ouvrier<br>national. |
| —                                                                                | —                                       | —                                                                                                                                                                                        | —                                                                                                               | —                                                                         |
| —                                                                                | —                                       | —                                                                                                                                                                                        | —                                                                                                               | —                                                                         |

| PAYS                       | Caractère général de la protection assurée aux étrangers                                                                                         | EN CAS D'ACCIDENT NON MORTEL                                        |                                                                                                                                                 |                                                    |
|----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|                            |                                                                                                                                                  | L'accidenté réside dans le pays et y résidait au jour de l'accident | L'accidenté cesse d'y résider                                                                                                                   | L'accidenté n'y résidait pas au jour de l'accident |
| HONGRIE                    | Assujétissement à l'assurance et égalité subordonnée à la réciprocité législative.<br>(L'assurance peut être imposée par mesure administrative.) | Pas de restriction en cas d'assurance.                              | Suspension avec faculté pour la Caisse régionale d'attribuer une allocation égale à une annuité.                                                | Pas de restriction en cas d'assurance.             |
| INDE                       | Egalité de plein droit.                                                                                                                          | —                                                                   | —                                                                                                                                               | —                                                  |
| IRLANDE<br>(Etat libre d') | d°                                                                                                                                               | —                                                                   | —                                                                                                                                               | —                                                  |
| ITALIE                     | —                                                                                                                                                | —                                                                   | —                                                                                                                                               | —                                                  |
| JAPON                      | —                                                                                                                                                | —                                                                   | —                                                                                                                                               | —                                                  |
| LETTONIE                   | Protection de plein droit. Egalité subordonnée à la réciprocité législative.                                                                     | Pas de restriction                                                  | Conversion de la rente en une indemnité unique égale à 3 fois la pension annuelle (sauf dérogation possible en cas de réciprocité législative). | Pas de restriction                                 |
|                            |                                                                                                                                                  |                                                                     |                                                                                                                                                 |                                                    |

| Différence<br>éventuelle dans<br>le mode de<br>détermination<br>des ayants droit | EN CAS DE DECES                                |                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                       |                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
|                                                                                  | L'ayant droit<br>réside<br>dans le pays        | L'ayant droit cesse<br>d'y résider                                                                                                                                                                                                                                      | L'ayant droit<br>n'y résidait pas<br>au jour<br>de l'accident         | Traitement<br>des ayants droit<br>nationaux d'un<br>ouvrier étranger |
| Aucune<br>différence                                                             | Pas de res-<br>triction en cas<br>d'assurance. | Conversion définitive<br>de la rente en une som-<br>me globale, au triple du<br>montant annuel, sauf<br>en cas de réciprocité lé-<br>gislativ.                                                                                                                          | Pas d'indem-<br>nité, sauf réci-<br>procité législa-<br>tive.         | Même traite-<br>ment que les<br>ayants droit<br>étrangers.           |
| —                                                                                | —                                              | —                                                                                                                                                                                                                                                                       | —                                                                     | —                                                                    |
| —                                                                                | —                                              | —                                                                                                                                                                                                                                                                       | —                                                                     | —                                                                    |
| —                                                                                | —                                              | —                                                                                                                                                                                                                                                                       | —                                                                     | —                                                                    |
| —                                                                                | —                                              | —                                                                                                                                                                                                                                                                       | —                                                                     | —                                                                    |
| Aucune<br>différence.                                                            | Pas<br>de restriction                          | Conversion de la ren-<br>te en une indemnité<br>unique égale à 3 fois la<br>pension annuelle (sauf<br>dérogation possible en<br>cas de réciprocité légis-<br>lative). La somme glo-<br>bale ne peut excéder le<br>montant restant dû à ti-<br>tre d'indemnité annuelle. | Pas d'indem-<br>nité, sauf en<br>cas de récipro-<br>cité législative. | Même traite-<br>ment que les<br>ayants droit<br>étrangers.           |
|                                                                                  |                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                       |                                                                      |

| PAYS             | Caractère général de la protection assurée aux étrangers                                                 | EN CAS D'ACCIDENT NON MORTEL                                                                      |                                                                           |                                                    |
|------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|                  |                                                                                                          | L'accidenté réside dans le pays et y résidait le jour de l'accident                               | L'accidenté cesse d'y résider                                             | L'accidenté n'y résidait pas au jour de l'accident |
| LITHUANIE        | Protection subordonnée à la réciprocité législative, mais même en ce cas partiel.                        | Indemnité subordonnée à la réciprocité. Dans le cas contraire, faculté de retour au droit commun. | Conversion de la rente en une somme égale au triple de la rente annuelle. | Pas de restriction                                 |
| LUXEMBOURG       | Egalité pouvant être subordonnée à la réciprocité législative. En fait, égalité complète de plein droit. | —                                                                                                 | —                                                                         | —                                                  |
| NORVEGE          | Protection de plein droit. Egalité subordonnée à la réciprocité législative.                             | Pas de restriction.                                                                               |                                                                           |                                                    |
| NOUVELLE-ZELANDE | Egalité de plein droit.                                                                                  | —                                                                                                 | —                                                                         | —                                                  |
| PANAMA           | d°                                                                                                       | —                                                                                                 | —                                                                         | —                                                  |
|                  |                                                                                                          |                                                                                                   |                                                                           |                                                    |

| Différence<br>éventuelle dans<br>le mode de<br>détermination<br>des ayants droit | EN CAS DE DECES                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                 |                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
|                                                                                  | L'ayant droit<br>réside<br>dans le pays | L'ayant droit cesse<br>d'y résider                                                                                                                                                                                                                                                                                      | L'ayant droit<br>n'y résidait pas<br>au jour<br>de l'accident   | Traitement<br>des ayants droit<br>nationaux d'un<br>ouvrier étranger |
| Aucune<br>différence                                                             | Pas<br>de restriction                   | Conversion de la ren-<br>te en une somme égale<br>au triple de la rente<br>annuelle.                                                                                                                                                                                                                                    | Pas d'indem-<br>nité.                                           | Même traite-<br>ment que les<br>ayants droit<br>étrangers.           |
| —                                                                                | —                                       | —                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | —                                                               | —                                                                    |
| Aucune<br>différence                                                             | Pas<br>de restriction                   | Pas d'indemnité, sauf<br>en cas de réciprocité lé-<br>gislativ.                                                                                                                                                                                                                                                         | Pas d'indem-<br>nité, en cas de<br>réciprocité lé-<br>gislativ. | Même traite-<br>ment que les<br>ayants droit<br>étrangers.           |
| —                                                                                | —                                       | L'indemnisation n'a lieu au profit des<br>ayants droit nationaux ou étrangers d'un<br>ouvrier national ou étranger que si le<br>pays de résidence est compris dans l'Em-<br>pire Britannique, et si, en outre, il ac-<br>corde la réciprocité aux bénéficiaires de<br>sa législation résidant en Nouvelle-Zé-<br>lande. |                                                                 | —                                                                    |
| —                                                                                | —                                       | —                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | —                                                               | —                                                                    |
|                                                                                  |                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                 |                                                                      |

| PAYS     | Caractère général de la protection assurée aux étrangers                                                  | EN CAS D'ACCIDENT NON MORTEL                                        |                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                    |
|----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|          |                                                                                                           | L'accidenté réside dans le pays et y résidait au jour de l'accident | L'accidenté cesse d'y résider                                                                                                                                                                                                                          | L'accidenté n'y résidait pas au jour de l'accident |
| PAYS-BAS | Législation n'admettant d'autre distinction que celle du domicile.                                        | —                                                                   | En cas d'absence de plus d'une année et d'incapacité partielle, faculté pour la Banque d'Assurances de convertir la rente sous certaines conditions en une somme globale égale au triple du montant annuel (règle commune aux étrangers et nationaux). | —                                                  |
| PEROU    | Protection de plein droit. Egalité subordonnée à la réciprocité diplomatique.                             | Pas de restriction.                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                        | —                                                  |
| POLOGNE  | Egalité de plein droit, sauf faculté par le Conseil des Ministres de prendre des mesures de représailles. | —                                                                   | —                                                                                                                                                                                                                                                      | —                                                  |
| PORTUGAL | Protection de plein droit subordonnée à la réciprocité législative.                                       | Pas de restriction                                                  | Conversion facultative pour l'ouvrier en une somme globale égale au triple du montant de la rente annuelle.                                                                                                                                            | Pas de restriction                                 |
|          |                                                                                                           |                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                    |

| Différence<br>éventuelle dans<br>le mode de<br>détermination<br>des ayants droit | EN CAS DE DECES                         |                                                                                                                                                                                             |                                                                       |                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
|                                                                                  | L'ayant droit<br>réside<br>dans le pays | L'ayant droit cesse<br>d'y résider                                                                                                                                                          | L'ayant droit<br>n'y résidait pas<br>au jour<br>de l'accident         | Traitement<br>des ayants droit<br>nationaux d'un<br>ouvrier étranger |
| —                                                                                | —                                       | —                                                                                                                                                                                           | —                                                                     | —                                                                    |
| Aucune<br>différence                                                             | Pas<br>de restriction                   | Pas d'indemnité, sauf<br>dérogation possible en<br>cas de réciprocité diplo-<br>matique.                                                                                                    |                                                                       | —                                                                    |
| —                                                                                | —                                       | —                                                                                                                                                                                           | —                                                                     | —                                                                    |
| Aucune<br>différence                                                             | Pas<br>de restriction                   | Conversion facultative<br>pour l'ouvrier en une<br>somme globale égale au<br>triple du montant de la<br>rente annuelle, mais ne<br>pouvant dépasser le<br>montant restant à per-<br>cevoir. | Pas d'indem-<br>nité, sauf au<br>cas de récipro-<br>cité législative. | Même traite-<br>ment que les<br>ayants droit<br>étrangers.           |
|                                                                                  |                                         |                                                                                                                                                                                             |                                                                       |                                                                      |

| PAYS                                  | Caractère général de la protection assurée aux étrangers                                                                                                                 | EN CAS D'ACCIDENT NON MORTEL                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                    |
|---------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|                                       |                                                                                                                                                                          | L'accidenté réside dans le pays et y résidait le jour de l'accident | L'accidenté cesse d'y résider                                                                                                                                                                                                                                                              | L'accidenté n'y résidait pas au jour de l'accident |
| ROUMANIE                              | Egalité de plein droit.                                                                                                                                                  | —                                                                   | —                                                                                                                                                                                                                                                                                          | —                                                  |
| RUSSIE                                | d°                                                                                                                                                                       | —                                                                   | —                                                                                                                                                                                                                                                                                          | —                                                  |
| SALVADOR                              | d°                                                                                                                                                                       | —                                                                   | —                                                                                                                                                                                                                                                                                          | —                                                  |
| SERBES<br>CROATES<br>(et ROYAUME des) | Protection de plein droit, sauf mesures de représailles laissées à l'appréciation du Ministre de la politique sociale. Egalité subordonnée à la réciprocité législative. | Pas de restriction                                                  | Suspension ou conversion de la rente par accord entre le créancier et le débiteur en une somme globale n'excédant pas le triple du montant de la rente ; en cas de réciprocité législative, paiement de la rente en pays étrangers (régime de faveur par rapport aux nationaux eux-mêmes). | Pas de restriction                                 |
|                                       |                                                                                                                                                                          |                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                    |

| Différence<br>éventuelle dans<br>le mode de<br>détermination<br>des ayants droit | EN CAS DE DECES                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                               |                                                                           |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                  | L'ayant droit<br>réside<br>dans le pays | L'ayant droit cesse<br>d'y résider                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | L'ayant droit<br>n'y résidait pas<br>au jour<br>de l'accident | Traitement<br>des ayants droit<br>nationaux d'un<br>ouvrier étranger      |
| —                                                                                | —                                       | —                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | —                                                             | —                                                                         |
| —                                                                                | —                                       | —                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | —                                                             | —                                                                         |
| —                                                                                | —                                       | —                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | —                                                             | —                                                                         |
| Aucune<br>différence                                                             | Pas<br>de restriction                   | Suspension ou conver-<br>sion de la rente par ac-<br>cord entre le créancier<br>et le débiteur en une<br>somme globale n'excé-<br>dant pas le triple du<br>montant de la rente ;<br>en cas de réciprocité lé-<br>gislatiue, paiement de la<br>rente en pays étran-<br>gers (régime de faveur<br>par rapport aux natio-<br>naux eux-mêmes). | Pas<br>de restriction                                         | Même traite-<br>ment que les<br>ayants droit<br>d'un ouvrier<br>national. |
|                                                                                  |                                         |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                               |                                                                           |

| PAYS             | Caractère général de la protection assurée aux étrangers                                          | EN CAS D'ACCIDENT NON MORTEL                                        |                                                                                                                                                                      |                                                    |
|------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|                  |                                                                                                   | L'accidenté réside dans le pays et y résidait le jour de l'accident | L'accidenté cesse d'y résider                                                                                                                                        | L'accidenté n'y résidait pas au jour de l'accident |
| SUEDE            | Protection de plein droit. Egalité subordonnée à la réciprocité législative.                      | Pas de restriction                                                  | Faculté pour l'institution d'Assurance d'attribuer une indemnité de rachat définitive de 20 à 50 % avec l'assentiment de l'ouvrier, ou de 50 % sans son assentiment. |                                                    |
| SUISSE           | Protection de plein droit. Egalité subordonnée à la réciprocité constatée par le Conseil fédéral. | Indemnité réduite aux 3/4, sauf réciprocité.                        | —                                                                                                                                                                    | —                                                  |
| TCHECO-SLOVAQUIE | Protection de plein droit. Egalité subordonnée à la réciprocité diplomatique.                     | Pas de restriction                                                  | Conversion facultative pour l'assurance en une indemnité globale appropriée (sauf dérogation possible au cas de réciprocité).                                        |                                                    |
| TERRE-NEUVE      | Egalité le plein droit.                                                                           | —                                                                   | —                                                                                                                                                                    | —                                                  |
| URUGUAY          | d°                                                                                                | —                                                                   | —                                                                                                                                                                    | —                                                  |
|                  |                                                                                                   |                                                                     |                                                                                                                                                                      |                                                    |

| Différence éventuelle dans le mode de détermination des ayants droit        | EN CAS DE DECES                             |                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
|                                                                             | L'ayant droit réside dans le pays           | L'ayant droit cesse d'y résider                                                                                                                                      | L'ayant droit n'y résidait pas au jour de l'accident                                                                                                                                                                                                                                | Traitement des ayants droit nationaux d'un ouvrier étranger |
| Aucune différence                                                           | Pas de restriction                          | Faculté pour l'institution d'Assurance d'attribuer une indemnité de rachat définitive de 20 à 50 %, avec l'assentiment de l'ouvrier ou de 50 % sans son assentiment. | Pas d'indemnité si le défunt n'était pas lui-même domicilié au moment de l'accident.<br>Dans le cas contraire, faculté pour l'institution d'Assurance d'attribuer une indemnité de rachat définitive de 20 à 50 %, avec l'assentiment de l'ouvrier ou de 50 % sans son assentiment. | Même traitement que les ayants droit d'un ouvrier national. |
| Indemnité réservée aux ascendants et aux frères et sœurs, sauf réciprocité. | Indemnité réduite aux 3/4 sauf réciprocité. |                                                                                                                                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Même traitement que les ayants droit étrangers.             |
| Aucune différence                                                           | Pas de restriction                          | Conversion facultative pour l'assurance en une indemnité globale appropriée (sauf dérogation possible au cas de réciprocité).                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Même traitement que les ayants droit d'un ouvrier national. |
| —                                                                           | —                                           | —                                                                                                                                                                    | —                                                                                                                                                                                                                                                                                   | —                                                           |
| —                                                                           | —                                           | —                                                                                                                                                                    | —                                                                                                                                                                                                                                                                                   | —                                                           |
| —                                                                           | —                                           | —                                                                                                                                                                    | —                                                                                                                                                                                                                                                                                   | —                                                           |



## CHAPITRE II

---

### LES TRAITÉS SPÉCIAUX <sup>(1)</sup>

---

Les traités spéciaux n'envisagent pas toute la vie de l'émigrant. Ils visent, au contraire, un acte déterminé, un cas d'assurance, d'épargne, ou d'assistance, ou encore un besoin spécial de protection auquel ils s'efforcent de pourvoir.

Pour résoudre ces cas spéciaux, de nombreux traités ont été conclus. Ces conventions particulières présentent un grand intérêt pour l'émigrant qui reçoit ainsi l'appui de sa patrie au milieu des difficultés de sa vie à l'étranger. Pour assurer cette protection, c'est généralement la voie de la réciprocité qui est adoptée de commun accord, quand les Gouvernements hésitent à admettre le principe de l'égalité pour tous, nationaux et étrangers. Mais, souvent aussi, des considérations de justice et de solidarité sociales président à la rédaction de ces traités rédigés dans l'esprit le plus large.

Les traités spéciaux se subdivisent en deux catégories :

- a) Les traités bilatéraux ;
- b) Les traités multilatéraux.

---

(1) Emigration et immigration. Législations et traités.

Les premiers ont surtout été conclus entre des pays voisins, à courants migratoires, saisonniers et temporaires, entre lesquels il existe des relations continues et fréquentes et pour lesquels il est, partant, plus facile et plus urgent de traiter.

Les traités bilatéraux, qu'on s'efforce d'adapter aux besoins particuliers des deux pays intéressés, organisent, pour les pays contractants, un régime spécial de responsabilité contractuelle. Ils ont trouvé, dans la question de l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail, un terrain propice à leur développement.

L'Allemagne fut, en quelque sorte, l'instigatrice de ce mouvement. En insérant dans sa législation protectrice une disposition promettant la réciprocité aux Etats qui donneraient aux ouvriers allemands travaillant chez eux des avantages équivalents à ceux des lois allemandes, elle avait préparé le terrain à des arrangements conclus de nation à nation.

Toutefois, l'initiative véritable du premier accord de ce genre vint de la France et de l'Italie, qui conclurent la convention du 15 avril 1904, dont le but était « d'assurer à la personne du travailleur des garanties de réciprocité analogues à celles que les traités de commerce ont prévues pour les produits du travail, et particulièrement de : 1° Faciliter aux nationaux de chaque partie contractante travaillant à l'étranger la jouissance de leurs épargnes et leur ménager le bénéfice des Assurances sociales ; 2° Garantir aux travailleurs le maintien des mesures de protection déjà édictées en leur faveur et concourir au progrès de la législation ouvrière ». A la suite de ce traité, la réciprocité en matière d'indemnité d'assurance fut demandée par un grand nombre d'autres pays.

#### I. — DÉTERMINATIONS DANS LE TEMPS ET DANS L'ESPACE DES CONVENTIONS BILATÉRALES

Il n'est pas intervenu moins de 30 conventions depuis

1904 se proposant de résoudre les deux principaux problèmes qui se posent entre deux Etats, en matière de réparation des accidents du travail : les limites dans l'espace des lois de réparation ou d'assurance et l'extension de la protection aux ressortissants de l'autre partie contractante.

La détermination dans l'espace a été, pour la première fois, résolue par la convention Allemagne-Luxembourg (1905), alors que la convention France-Italie (1904-1906) établit, la première, l'égalité de traitement des ressortissants des parties contractantes.

La plupart des conventions conclues depuis 1906 confondent les deux problèmes de la détermination dans l'espace et quant aux personnes visées, en subordonnant, par une erreur de raisonnement, la première à la seconde. Les conventions plus récentes arrivent à des solutions plus satisfaisantes par la discrimination des deux notions.

A) *La détermination dans l'espace.* — Elle fait l'objet d'une série de conventions : Allemagne-Luxembourg, Allemagne-Pays-Bas, Allemagne-Belgique, Belgique-Pays-Bas, qui établissent, pour le cas d'un conflit positif de lois, la compétence de la loi du lieu du travail, mais étendent la compétence de la loi du siège de l'entreprise au personnel de la partie ambulante des entreprises de transport, et, en général, au personnel passagèrement occupé dans le pays autre que celui où son entreprise a son siège. Une dérogation analogue est contenue dans les conventions Belgique - Luxembourg, France - Belgique, France-Luxembourg, France-Grande-Bretagne.

Voici quelques exemples de ces traités :

*Allemagne-Luxembourg* (2 septembre 1905) §

#### ARTICLE PREMIER

« A défaut d'autres accords intervenus entre les assurances compétentes des deux Etats, les exploitations assu-

rées obligatoirement d'après les lois d'assurance-accidents des deux Etats, sont soumises, en ce qui concerne les personnes employées dans la partie de l'exploitation qui étend passagèrement son activité sur le territoire de l'autre Etat et pour la durée de leur emploi, à l'assurance-accidents de l'Etat dans lequel se trouve le siège de la principale entreprise ou de l'entreprise totale.

» N'est considérée, au sens de l'arrangement, comme « partie d'exploitation étendant passagèrement son activité » que celle dont la durée probable ne dépasse pas six mois. Pour chaque partie de l'exploitation, ce laps de temps est compté séparément.

» Doivent être aussi considérés comme passagèrement occupés : le personnel des chemins de fer qui franchit la frontière avec les trains qui la traversent, et les personnes qui, sans changer le siège de leurs fonctions, sont, en cas d'urgence, envoyées moins de six mois dans le territoire de l'autre Etat, pour les besoins du service des chemins de fer. »

*Allemagne-Belgique (6. juillet 1912)*

#### ARTICLE PREMIER

« Lorsque les entreprises, ayant leur siège sur le territoire de l'une des parties contractantes et étendant leur activité sur le territoire de l'autre partie, sont assujetties de part et d'autre aux lois de réparation obligatoire des suites dommageables des accidents du travail (assurance contre les accidents du travail), il y a lieu d'appliquer, exclusivement, en ce qui concerne la dite activité, la législation du pays où elle s'est exercée.

» Cette règle s'applique, abstraction faite du lieu où le personnel a été engagé, pourvu qu'il s'agisse des travaux à effectuer soit en Allemagne, soit en Belgique.

#### ARTICLE 3

» Dans les entreprises de transport, en ce qui concerne les parties mobiles (ambulantes) de l'exploitation qui s'é-

tendent d'un territoire à l'autre, quelle que soit, d'ailleurs, l'importance de l'activité exercée, de part et d'autre, il est fait application exclusive de la législation en vigueur dans le pays où l'entreprise a son siège. Le personnel de la partie ambulante reste soumis à cette législation, même s'il est occupé à des travaux se rattachant à d'autres sections de l'entreprise et qui s'effectuent sur le territoire de l'autre pays.

#### ARTICLE 4

» Sans préjudice des dispositions des articles 2 et 3, dans les entreprises de toute espèce, la législation du pays où l'entreprise a son siège reste exclusivement applicable au cours des six premiers mois pendant lesquels l'exploitation s'exerce sur le territoire de l'autre pays en ce qui concerne les personnes qui, jusqu'à ce qu'elles fussent occupées dans ce dernier pays, étaient attachées à une partie de l'entreprise soumise à la dite législation. »

B) *La détermination quant aux personnes visées.* — Elle fait l'objet de toute une série de conventions qui établissent l'égalité de traitement des ressortissants des Etats contractants, en matière de réparation des accidents du travail. L'engagement ne comporte, en général, que la renonciation à un traitement différentiel entre les ressortissants de l'autre Etat contractant et les nationaux, mais n'affecte, au reste, en rien la liberté de chaque contractant de régler la matière comme il l'entend. Toutes les limitations et conditions, et notamment la condition de résidence, s'appliquent — à moins d'une clause expresse contraire — aux ressortissants de l'autre partie contractante comme aux nationaux.

Voici, à titre d'exemple, les dispositions du traité conclu entre la France et la Belgique le 21 février 1906, complété le 21 mai 1927 :

#### ARTICLE PREMIER

« Les sujets belges, victimes d'accidents du travail en

France, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux citoyens français par la législation en vigueur sur la responsabilité des accidents du travail.

» Par réciprocité, les citoyens français, victimes d'accidents du travail en Belgique, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets belges par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

## ARTICLE 2

» Il sera, toutefois, fait exception à cette règle lorsqu'il s'agira de personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de 6 mois sur le territoire de celui des deux Etats contractants où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat. Dans ce cas, les intéressés n'auront droit qu'aux indemnités et garanties prévues par la législation de ce dernier Etat.

» Il en sera de même pour les personnes attachées à des entreprises de transport ou occupées de façon intermittente, même habituelle, dans les pays autres que celui où les entreprises ont leur siège.

## ARTICLE 3

(21 mai 1927)

» Les sujets belges ou leurs ayants droit, victimes en France d'accidents du travail, tombant sous l'application de la loi du 15 décembre 1922, étendant aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux citoyens français par la dite loi, et la déchéance prévue à l'article 10 de cette loi ne pourra leur être opposée.

» Par réciprocité, les citoyens français, victimes d'accidents du travail en Belgique, ainsi que leurs ayants droit, continueront d'être admis au bénéfice des indemnités et

des garanties attribuées aux Belges par la législation sur la réparation des accidents du travail. »

Le 9 juin 1906, un accord fut conclu entre la France et l'Italie. En voici les dispositions essentielles :

#### ARTICLE PREMIER

« Les ouvriers et employés de nationalité italienne, victimes d'accident par le fait ou à l'occasion du travail sur le territoire français, ou leurs représentants, auront droit aux mêmes indemnités que celles qui sont accordées aux ouvriers ou employés de nationalité française ou à leurs représentants, et réciproquement.

#### ARTICLE 2

» Ces dispositions sont également applicables, dans les conditions prévues aux articles ci-après, aux ayants droit qui ne résidaient pas sur le territoire du pays où s'est produit l'accident lorsqu'il est survenu ou qui ont, postérieurement, cessé d'y résider. »

### II. — LES TRAITÉS CONCLUS PAR LA FRANCE

Les conditions mêmes de la vie internationale moderne ont préparé les voies pour la réalisation de l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière d'accidents du travail, et les résultats obtenus au cours des 20 années qui ont précédé la guerre sont mis en relief par les arrangements et traités conclus à ce sujet entre divers Etats.

De nombreux traités furent signés. Les uns sont des traités spéciaux, les autres sont des traités généraux sur les Assurances sociales, contenant des dispositions sur les accidents du travail.

Voici un tableau résumant les différents traités liant entre eux les Etats :

*Traités spéciaux*

Allemagne et Belgique, Espagne, Luxembourg, Pays-Bas.

Argentine et Espagne, Italie.

Belgique et Allemagne, France, Luxembourg, Pays-Bas.

Danemark et Norvège, Suède.

Espagne et Allemagne, Argentine.

France et Belgique, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Saint-Marin.

Grande-Bretagne et France, Suède.

Hongrie et Italie.

Italie et Argentine, France, Hongrie, Luxembourg.

Luxembourg et Allemagne, Belgique, France, Italie.

Norvège et Danemark, Suède.

Pays-Bas et Allemagne, Belgique.

Saint-Marin et France.

Suède et Grande-Bretagne, Norvège et Danemark.

*Traités généraux*

Allemagne et Italie.

France et Italie, Pologne.

Italie et France, Allemagne.

Pologne et France.

En outre, la question de l'indemnisation des accidents est également réglée par un certain nombre de traités de travail de portée générale conclus entre les Etats suivants :

Autriche et Pologne ;

Brésil et Italie, Portugal ;

France et Italie, Pologne, Tchécoslovaquie ;

Italie et Brésil, France, Luxembourg ;

Luxembourg et Italie ;

Pologne et Autriche, France ;

Portugal et Brésil ;

Tchécoslovaquie et France.

Il serait fastidieux de vouloir examiner en détail ces différents traités. Toutefois, il est intéressant de passer en revue les plus typiques d'entre eux.

1° *Traités portant sur les assurances en général.* — Le traité franco-italien du 15 avril 1904, le premier en date, demeure le prototype du genre. Il est très complet puisqu'il passe en revue toutes les formes usuelles de prévoyance ou d'assurance (épargne, accidents du travail, retraite, chômage, etc...), ainsi que la réglementation du travail des enfants et des femmes, et le fonctionnement de l'inspection, en vue de faire bénéficier, dans la mesure du possible, les ressortissants des deux pays d'un même régime de protection. Ce traité donna lieu à une série d'accords spéciaux entre la France et l'Italie ; mais ces arrangements eux-mêmes ne suffirent pas à l'achèvement du programme initial et, en 1916, un échange de vues prépara le traité général du travail signé à Rome, le 30 septembre 1919.

Par cet accord, entré en vigueur le 31 mai 1921, simultanément en France et en Italie, les deux parties contractantes ont pour but de régler l'émigration des travailleurs entre les deux nations, de faciliter dans leurs pays respectifs le séjour et l'établissement des immigrés ressortissants de l'autre Etat, et d'établir, dans la plus large mesure possible, l'égalité de traitement entre leurs ressortissants et ceux de l'autre Etat.

En effet, le traité franco-italien ne contient pas seulement les dispositions relatives à l'entrée et à la sortie des ouvriers, mais encore une série de dispositions de prévoyance, d'assistance et de protection des travailleurs, toutes établies d'après le principe de l'égalité absolue, dans les deux pays, des ouvriers français et italiens, en regard des dispositions légales.

Pour les accidents du travail, le traité rappelle la convention franco-italienne de 1906, proclamant l'égalité absolue et la réciprocité complète. Il prévoit, en outre, que toute extension des lois sur la matière bénéficiera *ipso facto* aux nationaux italiens et français, et que toute législation d'assurance sociale ultérieure (maladie, invalidité, chômage, etc...) leur sera étendue dans des conditions à préciser par des arrangements spéciaux.

Voici quelques extraits des principales dispositions de ce traité :

« Les travailleurs immigrés jouiront de la même protection que celle accordée aux nationaux par la législation et par les usages du pays pour ce qui a trait aux conditions de travail et d'existence. Les immigrés qui ont besoin de secours, de soins médicaux ou d'autre assistance quelconque, sont traités sur un pied d'égalité avec les nationaux, soit à domicile, soit dans les établissements hospitaliers. Ils ont droit aux allocations pour charges de famille, ayant un simple caractère de secours, si leurs familles résident avec eux. »

L'accord franco-italien, signé à Paris, le 16 février 1920, et ratifié le 18 du même mois, établit « qu'en égard de la législation spéciale en vigueur dans les territoires d'Alsace et de Lorraine, réintégrés à la France, les conditions d'application du traité du 30 septembre 1919, notamment en ce qui concerne les institutions d'assurance contre les accidents du travail, la maladie, l'invalidité, la vieillesse, feront l'objet d'arrangements spéciaux entre les deux pays. Il est, au surplus, entendu que le bénéfice du régime institué par l'accord franco-allemand du 31 juillet 1912-25 mars 1913, restera assuré aux ouvriers italiens et à leurs ayants droit, pour les droits nés depuis le 11 novembre 1918, jusqu'à la conclusion de ces arrangements ».

La Pologne et la France signèrent, le 14 octobre 1920, une convention concernant les Assurances sociales. Celle-ci est, en effet, prévue par la convention du 3 septembre 1919. Son but est de régler, en faveur des ressortissants de France et de Pologne, les questions de prévoyance sociale, d'assistance et de protection des travailleurs.

Les articles de cette convention sont la reproduction presque textuelle des dispositions figurant dans le traité de travail franco-italien du 30 septembre 1919, sauf une différence qu'il y a lieu de signaler. Aux termes de l'article 13 du traité avec l'Italie, l'Etat de résidence a le droit de réclamer à l'Etat d'origine le remboursement des frais de traitement en cas de maladie pour la période qui suit les

premiers quarante-cinq jours. Il peut également procéder au rapatriement de l'assisté, à l'expiration de ces premiers quarante-cinq jours, si celui-ci est transportable.

Les articles 7 et 9 de la convention franco-polonaise portent ce délai de quarante-cinq à soixante jours. Il y a lieu de tenir compte, à ce sujet, du fait que tous les ouvriers polonais introduits en France sont soumis à une double visite médicale, l'une en Pologne, l'autre en France, qui n'existe pas pour les ouvriers originaires d'Italie.

Le Gouvernement français a déposé à la Chambre des Députés, au cours de la première séance du 16 février 1921, un projet de loi tendant à l'approbation de cette convention. Il a été voté et est entré en vigueur le 16 mai 1922. D'autre part, un projet de loi tendant à la ratification de la même convention a été déposé le 30 juillet 1921, à la Diète Polonaise, par le Ministre du Travail et de l'Assistance sociale. Ce projet a également été voté.

2° *Les conventions sur l'assurance-accident.* — L'accord entre la Belgique et la France du 21 février 1906 est un traité-type. Il est reproduit mot pour mot dans l'accord entre la France et le Luxembourg conclu le 27 juin de la même année. L'article 1<sup>er</sup> pose, en principe, l'assimilation complète des ressortissants des parties contractantes aux nationaux. En conséquence, les ouvriers étrangers victimes d'accidents ont droit aux indemnités et aux garanties accordées par la loi de l'autre Etat ; ce n'est pas une faculté d'option qui leur est donnée. Cette assimilation, qui s'étend à tous les bénéfices accordés par les lois sur les accidents, comprend l'assistance judiciaire gratuite et toutes les exemptions fiscales qui se trouvent inscrites dans ces lois.

En ce qui concerne le conflit des lois, l'article 1<sup>er</sup> pose implicitement le principe de l'application de la loi du lieu de l'accident, auquel l'article 2 apporte les deux exceptions coutumières relatives aux ouvriers détachés à titre temporaire, et au personnel ambulant des entreprises de transport. L'article 3 garantit la réciprocité des exemptions

fiscales, et l'article 4 impose aux autorités respectives l'obligation de se prêter mutuellement leurs bons offices.

L'accord franco-italien signé le 9 juin 1906, au sujet de la réparation des accidents du travail, stipule que les ouvriers ou employés de nationalité italienne, victimes d'accident par le fait ou à l'occasion du travail sur le territoire français, ou leurs représentants, auront droit aux mêmes indemnités que celles qui seront accordées aux ouvriers ou employés de nationalité française ou à leurs représentants, et réciproquement. Ces dispositions sont également applicables, dans les conditions prévues aux autres articles de l'arrangement, aux ayants droit qui ne résideraient pas dans le pays où s'est produit l'accident à la date de celui-ci, ou qui ont, postérieurement à l'accident, cessé d'y résider.

L'accord franco-italien consacre donc le principe de l'assimilation comme l'avait fait, peu de temps auparavant, le traité franco-belge du 21 février 1906.

L'accord règle les questions relatives aux enquêtes à faire au moment de l'accident, permet aux chefs d'entreprise et aux assureurs, ayant des arrérages à verser aux pensionnés, de se libérer entre les mains de l'autorité consulaire, et arrête une série de mesures destinées à faciliter les versements par l'intermédiaire des Caisses nationales compétentes.

A cette convention, se rattache de très près une convention conclue entre la France et la République de Saint-Marin, qui a été signée à Paris, le 9 août 1917, et approuvée par décret le 27 juillet 1918.

Cette convention est surtout intéressante par la coopération qu'elle implique de la part du Gouvernement italien. Elle étend, en effet, aux nationaux des deux pays les effets de l'arrangement franco-italien du 9 juin 1906.

Pour faciliter cette assimilation, l'Etat de Saint-Marin s'engage à adopter la législation italienne concernant les accidents du travail, et il est convenu que les mouvements de fonds nécessaires seront opérés par les Caisses nationales italiennes. Les formalités nécessaires seront remplies

par les autorités consulaires de Saint-Marin, et, à leur défaut, par les autorités consulaires italiennes.

Cet arrangement est conclu pour 5 ans et peut être prorogé d'année en année, par tacite reconduction.

Ces deux conventions, bien qu'ayant beaucoup de points de contact, sont cependant indépendantes et celle conclue avec Saint-Marin pourrait subsister en dehors de la convention de 1906 avec l'Italie, qui serait ainsi tenue de faciliter accessoirement le fonctionnement de la convention avec Saint-Marin sur les accidents du travail, alors que la convention principale aurait disparu.

Une convention a aussi été signée, le 27 juin 1906, par la France et le Luxembourg. Son texte coïncide point par point avec l'accord franco-belge du 21 février 1906, cité plus haut.

La convention anglo-française du 3 juillet 1909, concernant les accidents du travail, est analogue aux autres conventions conclues par la France, en ce qu'elle consacre le principe de l'assimilation et l'application de la loi du lieu de l'accident, sous réserve des deux dérogations habituelles pour les ouvriers des entreprises de transport et les ouvriers détachés temporairement, c'est-à-dire pour une période inférieure à 6 mois. Toutefois, la ratification du traité était subordonnée à des modifications de la législation anglaise, portant sur 5 points énumérés à l'article 5.

Le premier exige que les indemnités dues à des Français en Angleterre soient obligatoirement fixées par la Cour de Comté, alors que la loi anglaise permet la fixation des indemnités par voie d'accord entre les parties, ou d'arbitrage. Les autres points prévoient également l'intervention de la Cour de Comté et de la Caisse Nationale Française des Retraites, en vue de faciliter le paiement des pensions.

Une loi du 20 octobre 1909 a autorisé le Gouvernement anglais à apporter à la loi de 1906 sur la réparation des accidents du travail, en vue de son application aux citoyens français, toutes les modifications jugées nécessaires.

La France, en conséquence de l'article 3 de la conven-

tion franco-polonaise du 7 septembre 1919, a abrogé, en faveur des travailleurs polonais, les clauses restrictives de sa législation sur les accidents du travail. Elle est aussi entrée en pourparlers avec la République Tchèqueoslovaque, comme suite à la convention du 20 mars 1920, en vue de conclure des accords spéciaux de réciprocité en matière d'assurance contre les accidents.

### III. — LES TRAITÉS CONCLUS ENTRE PAYS ÉTRANGERS

*Allemagne.* — A la suite de la mise en vigueur de la loi belge du 24 décembre 1903, et sur la demande du Gouvernement belge, le Conseil Fédéral de l'Empire Allemand, par ordonnance du 22 février 1906, décréta, en faveur des sujets belges, l'abrogation des dispositions restrictives de la législation allemande concernant les ouvriers étrangers victimes d'accidents et leurs ayants droit. Cette ordonnance n'est pas un accord diplomatique, mais elle en joue pour ainsi dire le rôle, et il convient de la signaler.

D'après l'ordonnance en question, ces dispositions restrictives ne s'appliquent pas aux ressortissants du Royaume de Belgique, même lorsque les titulaires de pensions n'ont pas leur résidence habituelle dans les districts de ce royaume qui, en vertu de la résolution du Conseil fédéral, en date du 13 octobre 1900, sont considérés comme « Région-frontière ». Le droit de toucher la pension est, toutefois, subordonné à la condition que le titulaire, aussi longtemps qu'il ne réside pas en territoire allemand ou dans un arrondissement étranger classé comme région-frontière par une résolution du Conseil fédéral, se conforme aux prescriptions actuelles et futures, décrétées pour les personnes de sa nationalité par l'Office Impérial des Assurances, en vertu de la loi d'assurance contre les accidents dans l'industrie. A l'égard de ces titulaires de pension, le jour de l'entrée en vigueur de la résolution qui nous occupe est considéré comme étant le jour de l'entrée en vigueur des prescriptions de l'Office Impérial des Assurances, en date du 5 juillet 1901.

Les dispositions du paragraphe 21 de la loi d'assurance contre les accidents dans l'industrie et du paragraphe de la loi d'assurance contre les accidents dans les entreprises de construction, relatives à l'exclusion du droit à la pension des survivants (ayants droit), ne s'appliquent pas aux ressortissants du Royaume de Belgique, classé comme région-frontière par la résolution du Conseil fédéral ci-dessus rappelée.

Un régime analogue avait été établi, en ce qui concerne le Luxembourg, qu'une ordonnance du Conseil fédéral allemand avait déclaré tout entier district-frontière, et qui, comme tel, avait été soustrait au régime restrictif institué par les lois d'assurances-accident. Le régime de défaveur qui existait pour les étrangers au Luxembourg, en matière d'accidents du travail, avait également été suspendu en faveur des sujets de l'Empire Allemand depuis le 12 mai 1905.

Un traité fut encore conclu entre l'Allemagne et le Luxembourg le 2 septembre 1905. Il porte surtout sur le conflit des lois ; il consacre l'application de la loi du lieu de l'accident et règle spécialement le cas des entreprises ayant des exploitations dans les territoires des deux pays.

Le traité du 27 août entre l'Allemagne et les Pays-Bas se rapproche beaucoup du traité sus-visé entre l'Allemagne et le Luxembourg. Il s'occupe d'abord des entreprises ayant des établissements dans les deux pays et pose le principe de la territorialité de la loi d'assurance-accident.

La convention du 6 juillet 1912, entre l'Allemagne et la Belgique, prescrit que, lorsque les entreprises ayant leur siège sur le territoire de l'une des parties contractantes et étendant leur action sur le territoire de l'autre partie, sont assujetties aux lois sur l'indemnisation des accidents du travail, la législation du pays où s'exerce la dite activité est seule applicable. Toutefois, la législation du pays où l'entreprise a son siège subsiste au cours des six premiers mois de l'activité de cette entreprise.

Lorsque, dans l'un des deux pays, des allocations ont été accordées à titre d'indemnité égale, relativement à un

accident dont les suites doivent être réparées selon la législation de l'autre pays, le débiteur est tenu de rembourser les dites allocations.

La convention additionnelle du 30 mai 1914 entre l'Allemagne et les Pays-Bas insère, dans la Convention du 27 août 1907, un article 111 *a*) portant que le lieu du domicile des personnes assurées est désormais indifférent, et que, si une entreprise visée par la dite convention est assujettie à l'assurance-accident de l'un des deux Etats contractants, toute personne occupée dans la dite entreprise est, par là même, assujettie à l'assurance, qu'elle réside ou non sur le territoire du dit Etat.

*Argentine.* — Une convention, établissant la réciprocité en matière d'indemnités relatives aux accidents du travail dont pourront être victimes les ouvriers domiciliés sur les territoires des deux parties contractantes, a été signée, le 27 novembre 1919, par l'Argentine et l'Espagne.

D'après cet accord, les citoyens de l'un des Etats signataires, victimes d'accidents du travail dans l'autre Etat, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et avantages prévus par la loi en vigueur pour les citoyens du dit Etat.

Nonobstant toute disposition contraire de la loi locale, ce droit de compensation, visé par le précédent article, subsiste si l'ouvrier ou l'employé victime de l'accident, ou ses ayants droit, a ou ont quitté le territoire de l'Etat où s'est produit l'accident et habitent dans un autre pays.

Si un ouvrier espagnol vient à décéder en République Argentine des suites d'un accident du travail, ou si un ouvrier argentin vient à décéder en Espagne par la même cause, les ayants droits du défunt ont droit à la compensation légale légitime, quel que soit le pays où ils habitent.

Lorsqu'un ouvrier vient à décéder des suites d'un accident du travail dans un des deux pays signataires, ses ayants droit résidant dans l'autre pays contractant ont droit à la compensation légale légitime, quelle que soit la nationalité de la victime.

Il est stipulé que la Caisse des Retraites et des Pensions ou le Bureau qui assure ses fonctions en ce qui concerne le versement des indemnités relatives aux accidents du travail en République Argentine, et le Bureau analogue du Royaume d'Espagne, doivent prévenir les Consuls respectifs des hautes parties contractantes, pour que le fait de la naissance des droits soit communiqué aux ayants droit.

Peu après la signature de cette convention, un accord du même genre était conclu entre l'Argentine et l'Italie.

*Belgique.* — Il faut constater tout d'abord que la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, et la loi du 27 août 1919 modifiant la loi susdite en raison des événements de guerre, s'appliquent à tous les ouvriers belges ou étrangers travaillant en Belgique, dans une entreprise assujettie à ces lois. De même, ces lois étant d'ordre public et de statut réel, toutes les exploitations situées en Belgique, lors même qu'elles appartiendraient à des étrangers et n'emploieraient que des ouvriers étrangers, sont soumises à la loi si elles rentrent dans la catégorie des entreprises assujetties. Toutefois, l'application de cette règle pouvant donner lieu à des conflits de lois, certains traités ont été conclus entre la Belgique et les pays étrangers.

La Belgique conclut, à partir de 1905, une série d'accords qui s'inspirèrent du traité franco-italien de 1904. Le premier en date fut l'accord du 15 avril 1905, avec le Grand-Duché de Luxembourg, d'après lequel « les ouvriers belges, victimes d'accidents du travail dans le Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des mêmes indemnités et des mêmes garanties que les sujets luxembourgeois, et réciproquement. Cette règle ne s'appliquera pas aux ouvriers occupés passagèrement, c'est-à-dire pendant 6 mois au plus, et qui demeurent attachés à une entreprise située sur le territoire de l'autre Etat, auquel cas la législation de ce dernier Etat sera seule applicable ».

D'après la convention relative à l'assurance contre les accidents du travail conclue à La Haye, le 9 février 1921, par la Belgique et les Pays-Bas, les entreprises assujetties, en vertu de la législation de l'une et l'autre des parties contractantes, aux lois de réparation obligatoire des suites dommageables des accidents, et qui, ayant leur siège sur le territoire de l'une de ces parties contractantes, exercent ainsi leur activité sur le territoire de l'autre, sont, en ce qui concerne les travaux exécutés dans l'un des pays, exclusivement soumises à la législation de ce pays.

L'application de ce principe de la territorialité souffre cependant quelques exceptions, notamment lorsque les travaux sont exécutés par des personnes ayant leur domicile sur le territoire du pays où l'entreprise a son siège. Dans ce cas, il est fait application de la législation de ce dernier Etat.

La convention s'écarte ici considérablement des principes établis par les conventions internationales antérieures. Celles-ci, en effet, prenaient en considération le fait du détachement de l'ouvrier et non son lieu de domicile.

D'autre part, il n'est plus tenu compte de la durée des travaux exécutés à l'étranger par le travailleur détaché, en sorte que la dérogation qui se trouve apportée au principe de la territorialité est beaucoup plus étendue à tous égards que dans les conventions précédentes. Cela tient à une particularité de la législation néerlandaise, qui accorde le bénéfice de sa loi à toutes les personnes domiciliées aux Pays-Bas, tant qu'elles sont au service d'un entrepreneur néerlandais (article 9). Or, le Gouvernement des Pays-Bas ne pouvait pas, en renonçant à ce principe, soumettre des ressortissants néerlandais à la législation belge qui, dans certains cas, est peut-être moins favorable. Au contraire, la législation belge étant purement territoriale et ne prévoyant aucune hypothèse de détachement à l'étranger, rien n'empêchait son Gouvernement de sanctionner cette opération qui assure, en tous cas, une réparation légale à ses propres ressortissants.

*Grande-Bretagne.* — Suivant l'échange de notes des 3 février et 2 avril 1909, entre la Grande-Bretagne et la Suède, les veuves et les enfants de sujets britanniques ont droit aux rentes viagères prévues par la loi suédoise du 5 juillet 1901, même dans le cas où ils ne sont pas domiciliés en Suède lors de l'accident, et les ayants droit britanniques domiciliés en Grande-Bretagne sont autorisés, sous réserve des dispositions de l'article 6 de la loi précitée, à toucher les rentes viagères qui leur reviennent d'après cette loi ; le tout, bien entendu, sous réserve de réciprocité.

*Hongrie.* — D'après la convention conclue entre l'Italie et la Hongrie, le 19 septembre 1909, chacun des deux Etats assure aux ressortissants de l'autre Etat vivant sur son territoire les mêmes droits qu'à ses propres ressortissants. Les ayants droit des victimes sont traités exactement de la même façon que s'ils habitaient dans le pays où s'est produit l'accident. Le concours des autorités locales est entièrement assuré aux autorités consulaires des deux pays en vue des constatations relatives à l'exercice des droits dont il s'agit.

Les Caisses auxquelles incombe la réparation des dommages causés par les accidents peuvent se décharger de leurs obligations à cet égard en remettant à la Caisse compétente de l'autre pays le capital constitutif de la pension. En outre, les Caisses de l'un des pays peuvent avoir recours aux Caisses de l'autre pays comme intermédiaires pour le paiement des pensions. La convention règle également les exemptions de taxes et droits sur les documents, ainsi que l'arbitrage des différends qui peuvent s'élever au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions convenues.

*Suisse.* — La Suisse n'a conclu avec les Etats étrangers aucun traité particulier concernant soit les indemnités pour accidents du travail, soit les autres assurances sociales. On doit, cependant, faire mention d'une mesure prise par la Belgique qui, par décret royal du 20 février 1901, a classé

le canton de Neuchâtel parmi les Etats étrangers dont les ressortissants bénéficient des mêmes subsides que les nationaux belges. Cette mesure de faveur envers le canton de Neuchâtel est due au fait que celui-ci, par sa loi du 20 mars 1898, établit des prestations équivalentes à celles que prévoit la loi belge du 10 mai 1900.

*Tchécoslovaquie.* — D'après l'article 3 de la convention du 20 mars 1920, entre la France et la République Tchécoslovaque, en ce qui concerne les accidents et conformément au dernier paragraphe de la loi française du 8 avril 1898, et dans les conditions indiquées par ce paragraphe, les restrictions prévues vis-à-vis des travailleurs tchécoslovaques victimes d'accidents, ainsi que leurs ayants droit ou leurs représentants ne résidant pas ou ayant cessé de résider sur le territoire français, sont levées de plein droit, en raison de la réciprocité assurée aux ouvriers français par la législation tchécoslovaque reconnue équivalente.

Un accord conclu sous forme d'entente entre les Administrations française et tchécoslovaque compétentes précisera les dispositions nécessaires au paiement des rentes et pensions en France et en Tchécoslovaquie.

## CHAPITRE III

---

### LES ORIGINES DE LA CONVENTION INTERNATIONALE <sup>(1)</sup>

---

Il serait injuste de ne pas reconnaître les progrès tout à fait appréciables que la conclusion de ces divers traités a permis de réaliser en matière de protection des travailleurs étrangers, victimes d'accidents du travail. Si l'application de certains de ces accords n'avait été troublée par la guerre, sans doute la majorité des pays industriels de l'Europe se trouverait maintenant englobée dans un réseau de traités assurant réciproquement à leurs travailleurs une égalité de traitement à peu près complète pour la réparation des accidents du travail.

Dès avant la guerre, le problème s'était posé. Il figurait, depuis longtemps, parmi ceux qui préoccupaient les organisations ouvrières et il fut l'un des premiers dont l'Association Internationale pour la Protection légale des Travailleurs aborda l'étude.

Déjà, en 1904, à son Assemblée générale de Bâle, cette

---

(1) Egalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail (Genève - B. I. T. 1923).

Association avait adopté, à l'unanimité, une résolution demandant qu'on ne fit entre les ouvriers nationaux et étrangers, en matière d'assurances sociales, aucune distinction fondée sur la nationalité, le domicile ou la résidence des intéressés.

L'Assemblée générale de l'Association, tenue à Genève, en 1906, alla plus loin en reconnaissant, à l'unanimité, qu'il était possible, par une convention internationale, d'appliquer le principe de l'égalité de traitement des ouvriers nationaux et étrangers dans le domaine des assurances sociales. La résolution adoptée invitait les différentes sections de l'Association à préparer un projet de convention sur l'assurance-accidents et préconisait, en attendant, la suppression des restrictions présentes dans certaines législations nationales et la conclusion de traités bilatéraux.

En conséquence, un certain nombre de projets de convention internationale furent soumis à l'Assemblée générale de l'Association, à Lucerne, en 1908. Ces projets avaient été établis par des experts pour les sections nationales belge, française, allemande et luxembourgeoise de l'Association. Cette dernière recommanda à nouveau la conclusion de traités bilatéraux ou d'une convention générale internationale sur la base des principes déjà consacrés à cette époque par certains traités. Une résolution adoptée à l'unanimité par les délégués contient un exposé de ces principes. Nous croyons bon de les reproduire ci-dessous :

« L'Assemblée préconise l'adoption généralisée des principes suivants consacrés déjà par les traités bilatéraux actuellement signés :

» a) Les victimes d'accidents du travail survenus sur le territoire d'un Etat autre que l'Etat dont elles ressortissent, ainsi que les ayants droit de ces victimes, seront, en ce qui concerne la réparation des dommages résultant de ces accidents, admis au bénéfice des mêmes indemnités et des mêmes garanties qui sont attribuées aux nationaux par la législation de l'Etat où l'accident s'est produit ;

» b) Dans les entreprises de transport qui s'étendent d'un pays à l'autre, la législation du siège de l'entreprise

est seule applicable au personnel roulant, sans égard à l'étendue de son occupation dans l'un et l'autre pays.

» Ce personnel roulant demeure sous l'empire de la même règle lorsqu'il est occupé exceptionnellement à des travaux qui se rattachent à une autre branche de l'entreprise ;

» c) Il sera, de même, fait exception à la règle posée sous a) lorsqu'il s'agira de personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de l'Etat où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire d'un autre Etat. Dans ce cas, la réparation des dommages résultant de l'accident sera réglée d'après la législation de ce dernier Etat ;

» d) Lorsqu'il s'agit d'un accident du travail qui donne incontestablement droit au paiement d'une indemnité, mais qu'il y a des doutes sur la question de savoir si les dommages doivent être réglés par la législation sur les accidents de tel Etat ou de tel autre, le débiteur éventuel saisi en premier lieu de la demande d'indemnité aura la charge provisoire des soins et indemnités dus à l'ayant droit jusqu'à ce que la question de la responsabilité ait été définitivement tranchée.

» Les sommes versées conformément aux dispositions ci-dessus comme secours provisoires devront être remboursées par le débiteur définitif tenu de payer l'indemnité et seront déduites par lui, le cas échéant, de cette dernière ;

» e) Les autorités compétentes des Etats se prêteront mutuellement leurs bons offices pour l'application de la législation relative aux accidents du travail.

» Elles seront tenues de faire les enquêtes pour constater les circonstances de fait.

» La procédure spéciale aux accidents intéressant des ressortissants des divers pays devra être rendue aussi simple et aussi rapide que possible ;

» f) Les actes, certificats et documents passés ou délivrés par un Etat aux fins d'exécution des lois d'un autre Etat en matière d'accidents du travail jouiront, le cas échéant, des exemptions de droits fiscaux et de la déli-

vrance gratuite stipulée par la législation de l'Etat où se fait la passation ou la délivrance. »

Les Assemblées générales de l'Association, tenues à Lugano en 1910 et à Zurich en 1912, adoptèrent des recommandations dans le même sens, demandant l'extension du principe de l'égalité de traitement à toute la législation des assurances.

Ces recommandations contribuèrent probablement, dans une certaine mesure, à la conclusion de plusieurs traités de nation à nation et, à chacune de ces Assemblées, l'Association put constater de nouvelles extensions du principe de l'égalité de traitement. Mais, à plusieurs reprises, des délégués exprimèrent l'opinion que le régime des traités bilatéraux ne pouvait constituer en lui-même une solution complète du problème et qu'il était essentiel de conclure une convention internationale générale pour obtenir un résultat satisfaisant.

Cette dernière mesure était considérée, d'ailleurs, par l'Association comme le but à atteindre finalement. Ainsi que le rapporteur de la Commission chargée d'étudier cette question le faisait remarquer déjà à l'Assemblée de Bâle, en 1904, si les Etats civilisés n'éprouvaient pas de difficultés à adopter, en donnant leur adhésion à la Convention de Genève, une réglementation assurant la protection des soldats blessés sur le champ de bataille, ce serait une véritable anomalie de la part de ces mêmes Etats que de se refuser à adopter une convention internationale uniforme pour assurer la protection des ouvriers frappés à leur poste dans le domaine de l'industrie.

Depuis la fin de la guerre, le problème a suscité un intérêt encore plus vif et plus pressant qu'auparavant. Il faut en voir les causes dans certains phénomènes particulièrement significatifs de la vie internationale depuis la cessation des hostilités : on peut citer, entre autres, l'importance prise par l'émigration des ouvriers ainsi que le mouvement général qui se développe, tant en faveur d'une élévation du niveau de la vie des travailleurs que d'une plus grande uniformité dans la législation ouvrière et so-

ciale. Les anciens arguments en faveur de l'égalité de traitement semblent avoir encore plus de force aujourd'hui que jamais.

La situation qui résulte de la guerre a fait naître un nouvel argument. A une époque où de jeunes nations, revenues à la vie ou atteignant l'indépendance complète par suite de la guerre, sont en train de reconstruire ou de rénover leur constitution sociale, le moment semble opportun de les encourager à adopter un principe de progrès qui est déjà appliqué, en partie ou en totalité, par des pays plus anciens.

---



## CHAPITRE IV

---

### PRINCIPES GÉNÉRAUX DEVANT SERVIR DE BASE A LA CONVENTION <sup>(1)</sup>

---

Lorsqu'il a inscrit à l'ordre du jour de la Conférence la question de l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail, le Conseil d'administration n'a pas eu le dessein — il convient, à notre avis, de bien le préciser — de faire discuter par la Conférence le problème tout entier de la réparation des accidents du travail en vue de proposer à l'adoption de tous les pays une réglementation uniforme de cette matière.

Il s'agit donc uniquement, pour la Conférence, de rechercher le moyen le plus approprié pour introduire, dans les divers pays, cette égalité de traitement entre travailleurs étrangers et nationaux. Le Conseil d'administration, tout en indiquant qu'à son avis la décision de la Conférence, sur ce point, pourrait prendre la forme d'un projet de convention, a intentionnellement rédigé la question dans les termes les plus compréhensifs et laissé ainsi

---

(1) Egalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail (Genève - B. I. T. 1923).

à la Conférence le libre choix entre les divers systèmes possibles.

Quelles sont les solutions qui peuvent être envisagées pour résoudre la question dans le sens le plus conforme au droit ?

Il est possible, tout d'abord, de concevoir la solution du problème sous la forme d'une convention générale par laquelle les Etats, membres de l'Organisation Internationale du Travail, s'engageraient à faire bénéficier, sans condition de réciprocité et sans restriction, les ouvriers étrangers travaillant sur leur territoire, des règles applicables aux ouvriers nationaux en matière d'indemnisation des accidents du travail. Ce système paraît le plus simple et le plus conforme aux intérêts des émigrants. Il semble également être le plus équitable, car l'ouvrier national et l'ouvrier étranger sont exposés également l'un et l'autre aux risques de leur profession et il paraît juste qu'ils aient droit aux mêmes réparations en cas d'accidents.

Cette égalité paraît, d'ailleurs, d'autant plus facile à réaliser que, dans la pratique, le personnel ouvrier d'un établissement est généralement assuré dans son ensemble. L'exclusion des ouvriers étrangers du bénéfice du régime général d'indemnisation en cas d'accident semble être, en outre, contraire à l'intérêt de l'ouvrier national, car elle constituerait une sorte de prime à l'emploi de l'ouvrier étranger.

On a objecté cependant que, si cette solution a bien pour effet d'assurer l'égalité de traitement entre ouvriers étrangers et nationaux dans un même Etat, elle ne permet pas de faire progresser la législation sur les accidents du travail dans les pays qui ont conservé un régime d'indemnisation peu favorable aux ouvriers. La ratification d'une telle convention par un Etat qui ne possède pas à cet égard une législation libérale ne constituera pas un réel progrès.

L'égalité de traitement à l'intérieur d'un même Etat ne supprimera pas l'inégalité de traitement d'un Etat à l'autre. On a pensé que, dans ces conditions, les pays d'immi-

gration, qui ont une législation généreuse en matière d'accidents du travail, et pour lesquels la ratification pourrait signifier quelque chose, n'accepteront pas facilement de se lier par une convention qui les obligerait à accorder les avantages de leur législation à tous les travailleurs étrangers occupés sur leur territoire, sans qu'ils puissent obtenir en retour la moindre garantie d'un traitement convenable, sinon semblable, pour leurs propres nationaux occupés dans certains pays étrangers.

Sans doute, cette objection reste-t-elle un peu théorique, car les pays qui sont contraints de recruter de la main-d'œuvre étrangère se préoccupent bien plus de favoriser l'immigration, en accordant aux ouvriers étrangers les mêmes avantages qu'aux ouvriers du pays, que de faire accorder le même traitement à leurs propres travailleurs dans le pays étranger. Ils ont, en effet, d'une part, intérêt à conserver chez eux leurs nationaux et, d'autre part, leurs émigrants ne constituent, en fait, qu'une infime partie de leur population.

L'argument paraît néanmoins avoir une certaine force lorsqu'il s'agit de pays qui sont, à la fois, des pays d'émigration et d'immigration. N'est-il pas possible de trouver un système qui permettrait, dans ce cas, de concilier les deux ordres de préoccupation : favoriser le recrutement de la main-d'œuvre étrangère et protéger les nationaux travaillant à l'étranger ? Il suffirait peut-être, pour cela, que les effets de la convention fussent limités aux seuls pays qui ont ratifié.

Il convient, cependant, de faire observer qu'en limitant ainsi l'effet de la convention, on ne résoudrait pas complètement le problème, car un Etat qui ratifierait la convention s'engagerait, automatiquement, envers tous les autres Etats possédant des législations de valeur inférieure, qui adhèreraient également.

Une deuxième solution peut être envisagée. On peut concevoir, en effet, qu'au lieu d'adopter un projet de convention affirmant d'une manière générale le principe de l'égalité absolue de traitement, la Conférence préfère adop-

ter un texte invitant les Etats à assurer l'égalité de traitement sur la base de la réciprocité. Cette méthode donnerait, à notre avis, à chaque Etat les moyens d'obtenir des autres Etats, avant de s'engager, les garanties qu'il estimerait nécessaires au sujet de la législation de ces derniers et elle aurait ainsi pour effet de favoriser d'une manière générale le progrès des législations nationales.

On a pu objecter que le régime de la réciprocité ne pouvait être assuré par une convention internationale, mais plutôt par voie de conventions particulières d'Etat à Etat et que tout ce que la Conférence pourrait faire serait de recommander aux Etats de reconnaître, par le moyen de traités avec d'autres Etats, l'égalité de traitement aux travailleurs étrangers et nationaux sous réserve de réciprocité. Or, a-t-on dit, la Conférence ne ferait que consacrer la pratique déjà existante.

Peut-être, cependant, cette observation n'est-elle pas tout à fait exacte. Ce que la Conférence sera appelée à discuter, c'est moins le principe, dont l'adoption généralisée est déjà consacrée par les traités bilatéraux actuellement en vigueur, que les conditions de cette réciprocité, c'est-à-dire les règles dont devraient s'inspirer les Etats dans la conclusion des conventions particulières de réciprocité.

La Conférence, en adoptant une décision dans ce sens, ne se bornerait pas à renouveler le geste accompli à Washington, puisque la recommandation sur la réciprocité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux qui y a été adoptée n'a fait que proclamer le principe de la réciprocité, sans en fixer les modalités.

Quant à la forme à donner à une telle décision, il ne semble pas impossible, pour la Conférence, d'établir un régime général de réciprocité par voie de convention internationale. On peut parfaitement concevoir, en effet, un texte de convention par lequel les Etats qui ratifieraient s'engageraient à mentionner dans les conventions particulières qu'ils pourraient être appelés à conclure avec d'autres Etats telles ou telles clauses générales.

Il est possible que la forme d'une recommandation appa-

raisse à la Conférence mieux appropriée pour cet objet et la suggestion faite par le Conseil d'administration ne constitue pas, pour la Conférence, un obstacle à l'adoption d'une recommandation. Aussi est-il logique, avant de prendre une décision sur ce point, de demander aux Gouvernements leur avis à la fois sur le système des conventions de réciprocité et sur la forme (projet de convention ou recommandation) à donner à la décision de la Conférence, si elle se prononce en faveur de ce système.

Mais, que l'on adopte le système de l'égalité absolue ou le système de la réciprocité, qu'il s'agisse d'un projet de convention ou d'une recommandation, il y a un certain nombre de questions qui se posent.

Peut-être conviendrait-il de préciser dans le projet de convention ou dans la recommandation qu'il ne doit être fait aucune différence à l'égard des travailleurs étrangers en raison du fait qu'eux-mêmes, ou leurs ayants droit, ne résident pas ou ont cessé de résider sur le territoire du pays où s'est produit l'accident. Nous avons vu que, dans beaucoup de législations, c'était sur ce point que les travailleurs étrangers étaient soumis à un régime plus défavorable que les travailleurs nationaux. Sur ce point encore, il apparaissait nécessaire de réclamer leur opinion aux différents Gouvernements.

Il va, d'ailleurs, de soi que rien, dans une telle disposition, ne saurait empêcher un Gouvernement de prendre les mesures utiles pour exercer un contrôle sérieux sur tous les bénéficiaires de rentes qui vivent à l'étranger, s'il est bien établi que ces mesures n'ont aucun caractère vexatoire et s'appliquent également aux bénéficiaires nationaux et étrangers.

Une autre question intéressante est celle qui concerne les limites à apporter éventuellement à l'égalité de traitement. Celle-ci doit-elle être absolue et s'appliquer aux étrangers et aux nationaux dans des conditions identiques ? Ou bien peut-on admettre que le projet de convention ou la recommandation permette certaines mesures d'adaptation pour les étrangers, qu'il subventionne, par exemple, l'octroi

de l'égalité absolue à une certaine durée de séjour dans le pays, à un emploi plus ou moins prolongé dans une industrie, à une déclaration préalable de séjour, ou, question plus délicate encore, à certaines conditions de race, de religion ou de nationalité ?

Actuellement, la plupart des pays ne font, dans leur législation sur l'indemnisation en cas d'accidents du travail, aucune distinction de ce genre et il semble que la convention, pour être ratifiée par la plus grande partie des Etats, doive être conforme aux principes admis par la généralité des législations existantes. Le Bureau International du Travail a tenu, toutefois, à demander, à ce sujet, l'avis des Gouvernements pour qu'il puisse être tenu compte, éventuellement, des suggestions de ceux qui feraient de l'insertion d'une clause de ce genre une condition de leur adhésion.

Nous avons traité jusqu'ici les données les plus importantes sur lesquelles devait s'édifier la convention. Mais il existe un certain nombre de points de détail qu'il nous paraît également intéressant d'examiner. Il s'agit, en premier lieu, de la faculté de capitalisation des rentes à servir aux ouvriers étrangers victimes d'accident ou à leurs ayants droit. La législation de plusieurs pays prévoit, en effet, la possibilité, dans le cas où les ayants droit quittent le pays, de s'acquitter envers eux en leur versant une somme forfaitaire généralement très inférieure au capital constitutif des rentes. Nous avons déjà étudié, en détail, cette question.

Si le texte adopté reconnaît le principe de l'égalité de traitement, s'il contient, en outre, la clause particulière, mentionnée plus haut, concernant le changement de domicile ou de résidence, il n'est pas nécessaire d'insérer une clause spéciale pour écarter les versements forfaitaires auxquels nous venons de faire allusion. Il va de soi, qu'avec ce système, il n'y aura lieu à paiement forfaitaire pour les ouvriers étrangers ou leurs ayants droit que dans les cas prévus pour les nationaux.

Il y a une question qui touche d'assez près à cette dernière, c'est celle de savoir si, dans certains cas, il ne serait

pas plus commode, pour le pays qui doit servir une rente à des personnes ayant quitté son territoire, de faire passer en une fois le capital nécessaire pour le paiement de cette rente dans le pays où sont allées s'installer ces personnes.

La remise effective des indemnités aux étrangers présente des difficultés sérieuses quand ces derniers quittent le pays où la rente est due. Tout contact cesse entre eux et le pays qui effectue le paiement et l'Administration débitrice ne sait plus exactement où, comment et à qui faire parvenir la rente ou les annuités.

N'est-il pas indiqué que, dans ce cas, une procédure soit organisée pour faciliter le transfert du capital de la rente dans le pays d'origine de la victime ou de ses ayants droit ? Ce dernier peut mieux suivre les déplacements de son ressortissant et veiller à la remise effective de la rente. Les obligations d'assistance du pays d'origine peuvent, d'ailleurs, se trouver allégées par là.

Les lois nationales ou les arrangements particuliers entre Etats pourront préciser les modalités de ce transfert comme elles l'entendront, soumettre ou non la prolongation du paiement de la rente à la transmission régulière de certificats établissant la continuation de l'invalidité, indiquer dans quelle caisse le versement doit se faire et sous quelles conditions, et stipuler toutes les mesures destinées à éviter des abus. Mais il paraît bien qu'il y aurait avantage à ce que ce transfert pût s'opérer. L'inscription du principe de ce transfert paraît donc recommandable.

Ne peut-on pas, alors, se demander si une disposition en ce sens ne surchargerait pas trop considérablement le texte à établir, qui aura d'autant plus de chances de réunir les suffrages des membres qu'il sera plus simple et plus clair ?

On a pu se demander également s'il ne conviendrait pas de prévoir, dans le projet de convention ou la recommandation, que les Etats qui feraient des remises de ce genre seraient autorisés à réclamer des garanties en ce qui concerne le transfert des fonds et les diverses opérations financières nécessitées par le paiement des rentes à l'étran-

ger. Ces garanties financières pourraient, semble-t-il, être déterminées par entente directe entre les Etats intéressés.

Cette considération n'est pas sans importance. Lorsqu'un Gouvernement, une Compagnie d'assurances, un Groupement patronal ou ouvrier transfèrent à un Gouvernement ou à une Caisse d'un pays étranger le capital de la rente accordée à une victime d'accident du travail, il importe que cet argent soit bien affecté au but auquel il doit servir, qu'il ne puisse faire l'objet de saisies ou être frappé de séquestre ou de confiscation. Il faut que la rente ne puisse être annihilée par des pertes de change ou des erreurs de placement, et que, d'autre part, la victime soit effectivement indemnisée et ne puisse, plus tard, invoquer une deuxième fois contre le débiteur son droit à une indemnité.

D'un autre côté, des mesures de contrôle sur les finances des Etats et la solvabilité réelle des Caisses privées et institutions officielles d'un pays étranger sont d'une application délicate et peuvent être de nature à gêner ou empêcher les ratifications. Serait-il possible de trouver à cet égard une formule admissible tenant suffisamment compte à la fois des droits des intéressés et du souci de sauvegarder pleinement la souveraineté de chaque nation ?

Le Bureau International du Travail a demandé aux différents Gouvernements de lui dire s'ils seraient disposés à admettre que le projet de convention ou la recommandation stipulât certaines garanties au sujet de l'emploi à faire des capitaux ainsi transférés. Il semble difficile d'entrer dans beaucoup de détails à ce sujet dans le texte même du projet de convention ou la recommandation à formuler, et ce serait probablement par la voie d'accords particuliers entre Etats que ces garanties pourraient également être cherchées. Une réserve de cette nature pourrait être prévue dans le texte à élaborer.

Le Bureau International du Travail a également jugé utile de demander aux Gouvernements leur avis sur l'utilité qu'il y aurait à insérer, dans le texte de convention ou de recommandation, d'une part, des dispositions concer-

nant les bons offices que les Etats ayant ratifié pourraient se prêter mutuellement pour l'application de la législation et, d'autre part, des dispositions relatives à l'exemption des droits fiscaux sur les documents, certificats, etc..., nécessités par cette législation.

Sur le premier point, on peut se demander s'il est préférable de se borner à insérer une clause générale prévoyant que les autorités chargées, dans chaque pays, de l'exécution des lois concernant la réparation des accidents, se prêteront mutuellement assistance, ou bien s'il vaut mieux donner, dans le texte, le détail des mesures d'application. Les deux méthodes ont été suivies dans les traités de réciprocité déjà intervenus d'Etat à Etat, ainsi que dans les projets soumis à l'Association pour la Protection légale des Travailleurs dont nous avons parlé plus haut. Il nous semble que la première méthode conviendrait mieux pour un texte de portée internationale, qui peut difficilement traiter des questions de détail.

La même observation s'applique au point relatif à l'exemption des droits fiscaux, à l'égard des actes délivrés par un Etat pour l'exécution des lois d'un autre Etat. Cette disposition se trouve mentionnée dans presque tous les traités de réciprocité conclus d'Etat à Etat et elle a été reproduite dans tous les projets soumis à l'Association pour la Protection légale des Travailleurs.

Il existe, en outre, un problème d'un caractère tout différent. Il concerne le cas, qui s'est produit fréquemment depuis la guerre, où, par suite de circonstances diverses (augmentation du coût de la vie, dépréciation de la monnaie, etc...), des majorations ou compléments ont été attribués aux bénéficiaires d'indemnités. C'est un point qui est évidemment assez compliqué et dont la solution est difficile dans l'état de déséquilibre économique actuel.

Il semble cependant que, si l'on admet le principe général de l'égalité de traitement entre travailleurs étrangers et nationaux, il serait peu logique de ne pas en faire application dans ces cas qui sont précisément les plus dignes d'intérêt.

Le Bureau International du Travail demanda, sur cette matière, l'avis des Gouvernements, afin de savoir si une disposition de ce genre devait être insérée dans le texte à adopter.

Enfin, une question importante est celle qui concerne les cas qui ont été prévus dans un certain nombre de traités bilatéraux et qui sont envisagés dans les recommandations de l'Association pour la Protection légale des Travailleurs. Il s'agit de dérogations au principe de l'égalité de traitement pour certaines catégories de travailleurs étrangers : le personnel roulant employé dans les entreprises de transport s'étendant à plusieurs pays, ainsi que les ouvriers envoyés temporairement par leur établissement dans une entreprise établie sur le territoire d'un autre pays.

Tous ces principes généraux, toutes ces solutions possibles aux différents points firent l'objet d'un questionnaire adressé par le Bureau International du Travail aux Etats membres de l'Organisation Internationale du Travail.

En voici le texte :

« *Première question.* — Etes-vous d'avis qu'il y a lieu, pour la Conférence, d'adopter un projet de convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail ? Estimez-vous que cette égalité doive être établie sans conditions de réciprocité ? Ou bien estimez-vous qu'il y ait lieu de limiter aux Etats qui ratifient la convention et qui s'engagent ainsi mutuellement à accorder aux ressortissants des autres Etats ayant ratifié, le même traitement qu'à leurs propres nationaux ?

» Ou bien estimez-vous préférable que chaque Etat soit invité à reconnaître, par le moyen de conventions particulières avec d'autres Etats, l'égalité de traitement aux ressortissants de ces Etats, sous réserve de réciprocité et au besoin d'adaptation des législations nationales ? Etes-vous d'avis, dans ce cas, que la décision de la Conférence doive prendre la forme d'un projet de convention ou d'une recommandation ?

» *Deuxième question.* — Estimez-vous nécessaire de stipuler dans le projet de convention ou la recommandation qu'il ne devra être fait aucune différence de traitement envers les ouvriers étrangers ou leurs ayants droit à raison du lieu de domicile ou de leur résidence ?

» *Troisième question.* — Estimez-vous nécessaire d'inscrire, dans le projet de convention ou la recommandation, une stipulation autorisant certaines différences de traitement envers les ouvriers étrangers ou leurs ayants droit à raison de circonstances spéciales ? Dans l'affirmative, pour quelles circonstances estimez-vous que de telles différences de traitement puissent être autorisées ?

» *Quatrième question.* — Estimez-vous qu'il convienne d'insérer, dans le projet de convention ou la recommandation, une clause prévoyant la possibilité du transfert des fonds servant au paiement des rentes pour les ouvriers ou leurs ayants droit ayant cessé de résider dans le pays débiteur de la rente ? Dans quelles conditions et sous quelles réserves estimez-vous qu'un tel transfert puisse être effectué ?

» *Cinquième question.* — Estimez-vous qu'il y a lieu d'insérer, dans le projet de convention ou la recommandation, une stipulation invitant les autorités intéressées à se prêter mutuellement assistance pour assurer l'application de la législation concernant la réparation des accidents du travail ? Ou bien croyez-vous nécessaire de définir, d'une manière plus détaillée, dans le projet de convention ou la recommandation, les modalités de cette assistance ? Dans ce dernier cas, quelles sont les dispositions particulières que vous suggérez ?

» *Sixième question.* — Estimez-vous utile d'insérer, dans le projet de convention ou la recommandation, une clause exemptant les actes, documents, certificats, etc... des droits fiscaux qui ne seraient pas perçus dans le pays d'origine ?

» *Septième question.* — Estimez-vous nécessaire de stipuler, dans le projet de convention ou la recommandation, que les modifications apportées à la législation ou réglementation en matière de réparation des accidents du travail, en particulier lorsqu'elles portent sur le montant des indemnités prévues, doivent s'appliquer aux ouvriers étrangers ou à leurs ayants droit aux mêmes conditions qu'aux ouvriers nationaux ?

» *Huitième question.* — Estimez-vous que le projet de convention ou la recommandation doive prévoir des mesures spéciales à l'égard de certaines catégories de travailleurs étrangers, tels que le personnel roulant travaillant dans des entreprises établies sur le territoire de deux Etats ?

» *Neuvième question.* — Existe-t-il d'autres stipulations que vous estimez utile d'insérer dans le projet de convention ou la recommandation ? »

---

## CHAPITRE V

---

### ANALYSE DES RÉPONSES DES GOUVERNEMENTS <sup>(1)</sup> <sup>(2)</sup>

---

Nous nous proposons d'examiner, dans ce chapitre, les réponses des Gouvernements au questionnaire qui leur a été adressé par le Bureau International du Travail. Il est indispensable de connaître les avis des différents Etats sur chaque point du questionnaire pour comprendre comment se sont édifiés le projet de convention et la recommandation résultantes de ces opinions.

Il nous est apparu que la façon la plus logique de procéder à cette étude était d'examiner successivement chaque question et, pour chacune d'elles, les réponses les plus typiques qui nous ont été adressées au Bureau International du Travail. Nous nous proposons de classer ces réponses suivant l'analogie des solutions qu'elles suggèrent et de faire une analyse serrée de leurs dispositions. Conformément au plan que nous nous sommes fixé, nous nous éten-

---

(1) Rapport sur l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail (Genève - B. I. T. 1924).

(2) Rapports fournis par les différents Etats.

drons toujours plus en détail sur les réponses faites par le Gouvernement français.

*Première question.* — « Etes-vous d'avis qu'il y a lieu, pour la Conférence, d'adopter un projet de convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents de travail ? Estimez-vous que cette égalité doive être établie sans condition de réciprocité ? Ou bien estimez-vous qu'il y ait lieu de la limiter aux Etats qui ratifient la convention et qui s'engagent ainsi mutuellement à accorder aux ressortissants des autres Etats ayant ratifié, le même traitement qu'à leurs propres nationaux ? »

» Ou bien estimez-vous préférable que chaque Etat soit invité à reconnaître, par le moyen de conventions particulières avec d'autres Etats, l'égalité de traitement aux ressortissants de ces Etats, sous réserve de réciprocité et, au besoin, d'adaptation des législations nationales ? Etes-vous d'avis, dans ce cas, que la décision de la Conférence doive prendre la forme d'un projet de convention ou d'une recommandation ? »

Il est inutile d'analyser cette question ; elle est, en effet, très explicite : La Conférence devait-elle adopter un projet de convention posant le principe de l'égalité de traitement avec ou sans réciprocité ? Devait-elle, au contraire, inviter les membres de l'Organisation du Travail à consacrer l'égalité de traitement dans des accords séparés sous réserve de réciprocité ?

La première méthode proposée, que l'on pourrait appeler la méthode directe par opposition à la seconde, consiste à donner à la décision de la Conférence la forme d'un projet de convention proclamant le principe de l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux, victimes d'accidents de travail. Ce projet de convention pourrait avoir une portée générale, ou prévoir que son application serait limitée aux Etats ayant ratifié la convention.

La seconde méthode proposait une procédure plus indirecte pour la mise en vigueur du principe de l'égalité de

traitement. On a suggéré l'adoption par la Conférence d'un projet de convention ou d'une recommandation invitant les Etats à reconnaître, par le moyen d'accords particuliers avec d'autres Etats, l'égalité de traitement à leurs ressortissants, sous réserve de réciprocité et, au besoin, d'adaptation des législations existantes. Ce projet de convention ou cette recommandation indiquerait les principales méthodes permettant d'appliquer ce principe au moyen d'accords particuliers.

Les réponses des Gouvernements sont, à quelques exceptions ou réserves près, formellement favorables à l'une des deux solutions proposées.

Le tableau ci-dessous indique l'attitude des divers Gouvernements sur cette question :

#### SOLUTION DIRECTE

A) *Projet de convention avec application générale.* — Brésil (avec réserves), Allemagne (avec réserves), Inde, Japon, Pays-Bas, Afrique du Sud ;

B) *Projet de convention avec application limitée.* — Belgique, Bulgarie, Esthonie (avec réserves), Finlande, Grande-Bretagne, Hongrie (avec réserves), Etat libre d'Irlande, Pologne, Espagne.

#### SOLUTION INDIRECTE

A) *Projet de convention.* — Autriche ;

B) *Recommandation.* — Tchécoslovaquie, Danemark, France, Norvège, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Suisse.

*Ne rentrant pas dans ces catégories.* — Nouvelle-Zélande, Gouvernements provinciaux du Canada.

On voit, par ce tableau succinct, que la majorité des Gouvernements s'est prononcée en faveur de la première méthode.

Nous allons examiner, tout d'abord, les réponses des Gouvernements favorables à la solution directe. Nous nous

proposons de subdiviser notre étude en deux paragraphes. Dans le premier, nous étudierons la solution directe avec application générale ; dans le deuxième, le projet de convention avec application limitée :

A. — LE PROJET DE CONVENTION AVEC APPLICATION GÉNÉRALE

Les Gouvernements de l'Inde, des Pays-Bas, de l'Afrique du Sud, déclarent que le régime de l'égalité de traitement est accordé par leur législation à tous les étrangers, sans aucune condition de réciprocité. De plus, le Gouvernement des Pays-Bas estime utile de ne pas insérer, dans les législations nationales, de restrictions en ce qui concerne les étrangers. Il souligne que les conventions spéciales conclues entre les Pays-Bas, d'une part, la Belgique et l'Allemagne, d'autre part, n'avaient pas pour but d'assurer aux Néerlandais employés dans ces derniers pays un traitement de réciprocité, mais simplement d'empêcher les ouvriers soit de bénéficier d'une double assurance, soit, au contraire, de ne pas être assurés du tout.

De même, le Gouvernement brésilien déclare qu'en principe, la loi brésilienne ne fait aucune distinction entre les travailleurs nationaux et étrangers. Tout en suggérant l'adoption d'un projet de convention d'une application générale, le Gouvernement brésilien estime que le projet de convention devrait prendre en considération un certain nombre de restrictions contenues dans la loi brésilienne actuelle en ce qui concerne la résidence au Brésil des représentants de l'ouvrier décédé. Il signale, en même temps, que le projet de loi tendant à amender cette disposition, qui est actuellement soumis à la Chambre des Députés, propose de supprimer cette restriction.

D'un autre côté, le Gouvernement allemand présume que la question ne vise que l'identité de traitement pendant le séjour des ouvriers étrangers dans le pays où survient l'accident. Aussi, fait-il remarquer que les mesures adoptées en Allemagne prévoient l'identité de traitement dans ces limites, et il se déclare, par conséquent, favorable

à l'adoption d'un projet de convention dans ce sens sans aucune restriction à son application. Toutefois, il semble qu'un projet de convention, conçu d'après ces directives, ne serait pas susceptible de donner une solution au problème, car, en fait, dans presque tous les pays, l'égalité de traitement est accordée aux ouvriers nationaux et étrangers dans ces conditions.

b) *Le projet de convention avec application limitée.* —

Un certain nombre de Gouvernements se sont prononcés en faveur d'un projet de convention restreint dans son application aux Etats ayant ratifié la convention. Il semble, qu'à leur avis, cette méthode soit plus susceptible que les autres de donner des résultats précis et pratiques, et il est plus probable qu'un accord se fasse à son sujet que sur un projet d'application générale.

Telle est, par exemple, l'opinion exprimée par le Gouvernement britannique. « Il estime également qu'il est important que toute convention de ce genre soit autant que possible limitée à l'établissement de principes généraux et ne traite pas de questions connexes, telles que le transfert des fonds, le traitement spécial des travailleurs des transports, l'exonération des droits, etc... »

Le Gouvernement belge pense, de son côté, que la solution équitable du problème doit tendre à instituer internationalement le régime de l'égalité de traitement, car, en tous cas, l'ouvrier étranger rend des services au pays dans lequel il est employé. C'est pourquoi, à son avis, la meilleure méthode permettant de progresser vers ce but est l'adoption, par la Conférence, d'un projet de convention d'application limitée. En effet, l'adoption d'une simple recommandation est peu susceptible, en pratique, d'améliorer l'état de choses actuel. Dans le même sens, le Gouvernement hongrois est favorable à un projet de convention restreint, parce qu'il estime qu'une recommandation ne ferait qu'ajourner la solution du problème.

De même, les Gouvernements finlandais et polonais font observer que les pays d'immigration n'auraient pas

intérêt à signer le projet de convention si son application n'était pas restreinte aux Etats ayant ratifié la convention. Le Gouvernement bulgare pense que l'adoption de cette méthode, par la Conférence, est favorisée par le développement de l'assurance-accidents dans les divers pays et par le grand nombre de conventions spéciales conclues à ce sujet entre Etats.

Cependant, deux Gouvernements, l'Esthonie et la Hongrie, proposent d'adopter encore d'autres réserves qui limiteraient davantage l'application du projet de convention. Le Gouvernement esthonien pense que l'adhésion d'un pays au projet de convention doit être subordonnée, en premier lieu, à l'existence d'une législation nationale sur la réparation des accidents du travail. De même, le Gouvernement hongrois pense qu'il faut éviter d'accorder un traitement privilégié aux ressortissants des Etats dont la législation sociale est en retard. Dans ce but, il convient de limiter l'application du projet de convention aux Etats ayant ratifié la convention et à ceux qui possèdent une législation prévoyant un barème minimum d'indemnité qui devrait être défini clairement dans le texte.

A l'égard des suggestions qui précèdent, il est peut-être permis de faire la remarque suivante : dans les circonstances actuelles, il serait difficile, et peut-être imprudent, de définir dans un projet de convention un barème déterminant le taux des indemnités minimum ; de plus, on peut se demander s'il y aurait vraiment avantage, en fait, à écarter les Etats n'ayant pas de législation particulière sur la réparation des accidents du travail.

Ces différences de valeur réelle entre les législations sur la réparation des accidents du travail dans les différents pays ont précisément amené un certain nombre de gouvernements à proposer l'adoption, par la Conférence, de la seconde méthode ou méthode indirecte.

Le Gouvernement français, par exemple, est, en principe, favorable à l'égalité de traitement qu'il a appliquée dans un grand nombre de conventions particulières conclues avec d'autres Etats. Toutefois, il estime, qu'en raison

des différences entre les législations nationales, surtout pour le montant des indemnités versées, il serait prématuré, à l'heure actuelle, d'adopter un projet de convention prévoyant l'égalité de traitement. A son avis, il conviendrait d'abord de s'efforcer d'élever au même niveau les différentes législations.

L'institution d'un régime uniforme faciliterait, à l'avenir, l'adoption d'un projet de convention de portée générale. En conséquence, le Gouvernement français considère que la Conférence devrait adopter une recommandation.

Voici, dans son intégralité, la réponse du Gouvernement français :

« Le Gouvernement français est entièrement favorable, en principe, à l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accident du travail. Il a appliqué ces principes depuis longtemps dans des conventions qu'il a passées avec un grand nombre d'Etats : Italie, Belgique, Luxembourg, Grande-Bretagne, Pologne, Tchécoslovaquie et la République de Saint-Marin. Néanmoins, il estime que, dans le domaine de la réparation des accidents, où les législations nationales sont loin d'être équivalentes, l'intervention d'une convention internationale imposant, d'une manière générale, l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux, apparaît prématurée. A son avis, il y aurait lieu, tout d'abord, de poursuivre l'équivalence des diverses législations, notamment en ce qui concerne les prestations dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit. Cette équivalence faciliterait l'adoption éventuelle d'une convention visant l'égalité du traitement entre les Etats pour lesquels aurait été réalisée cette équivalence.

» Il semble préférable que la décision de la Conférence prenne la forme d'une recommandation invitant chaque Etat à reconnaître, par le moyen de conventions particulières avec d'autres Etats, l'égalité de traitement aux ressortissants de ceux-ci, sous réserve de réciprocité et, au besoin, d'adaptation des législations nationales en cause. »

Des observations semblables en faveur de la même solution ont été faites par les Gouvernements de la Suisse et de la Tchécoslovaquie. En fait, le Gouvernement suisse préférerait que l'on attendît, pour prendre une décision, le rétablissement d'une situation internationale normale pour les cours des changes et la liberté d'immigration. Les deux Gouvernements estiment que l'égalité de traitement dépend de la garantie d'un traitement plus ou moins équivalent ; par conséquent, ce régime ne peut être institué qu'au moyen d'accords de réciprocité. Ces Gouvernements estiment, en outre, que le moment est peu opportun pour l'adoption d'un projet de convention de portée générale.

De plus, le Gouvernement tchécoslovaque, qui apprécie les raisons morales pour lesquelles il ne convient pas de faire une distinction défavorable aux étrangers, croit cependant nécessaire de conserver le droit de le faire, à titre de représailles, contre les Etats qui prendraient des mesures de cette nature à l'égard de ses propres ressortissants.

D'autre part, le Gouvernement autrichien, tout en étant favorable à la solution indirecte, suggère que la Conférence adopte un projet de convention. « Le Gouvernement autrichien est d'avis que l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux, victimes d'accidents du travail, ne doit être réglementée que par des conventions particulières conclues avec les Etats qui entrent en ligne de compte, et sous réserve de réciprocité. Il estime que la décision de la Conférence doit prendre la forme d'un projet de convention par lequel les Etats qui le ratifient s'engagent à s'efforcer de conclure de pareils traités avec les Etats qui entrent en ligne de compte, étant bien entendu qu'il ne doit être anticipé d'aucune manière sur le contenu des traités devant ainsi être conclus ».

On peut apprécier, par cet aperçu rapide, la complexité du problème devant lequel se trouva la Conférence Internationale du Travail. Elle se devait à elle-même d'étudier les moyens d'amener les diverses législations sur la répa-

ration des accidents du travail à un niveau plus ou moins uniforme et ses décisions devaient aboutir à supprimer, dans une mesure appréciable, les différences fondamentales que les Gouvernements considéraient comme le principal obstacle à un projet de convention sur l'égalité de traitement.

Quelle solution la Conférence préféra-t-elle adopter ? A la lumière des réponses des Gouvernements, elle semble avoir à choisir entre un projet de convention de portée limitée et une recommandation. Bien que, comme le signale le Gouvernement belge, la solution finale et équitable soit l'établissement général de l'égalité de traitement dans les différents pays ; bien que, comme l'indique le Gouvernement tchécoslovaque, il n'existe pas de raisons morales pour faire une distinction défavorable aux ouvriers étrangers, qui, en tout état de cause, rendent des services aux pays dans lesquels ils sont employés et sont exposés aux mêmes risques que les ouvriers nationaux ; et bien que les réponses des Gouvernements, dans leur ensemble, montrent que l'égalité de traitement est déjà assurée, en fait, dans une très large mesure, avec ou sans réciprocité, il semble difficile, ainsi que le signalent plusieurs Gouvernements, de laisser hors de la question toute idée de réciprocité.

D'autre part, une simple recommandation ne semble guère propre à amener une amélioration dans la situation actuelle.

De toute façon, il paraît, selon les réponses d'un Gouvernement, qu'un projet de convention, dont l'application serait limitée aux Etats qui ont ratifié, serait plus généralement acceptable que toute autre solution.

*Deuxième question.* — « Estimez-vous nécessaire de stipuler, dans le projet de convention ou la recommandation, qu'il ne devra être fait aucune différence de traitement envers les ouvriers étrangers ou leurs ayants droit, à raison du lieu de leur domicile ou de leur résidence ? »

Quelle que soit la forme de la décision adoptée par

la Conférence, il reste un certain nombre de points sur lesquels elle pourra se prononcer. En premier lieu, viennent les différences de traitement prévues par la législation sur les accidents du travail dans certains pays envers les ouvriers étrangers ou leurs ayants droit ne résidant pas ou cessant de résider dans le pays où se produit l'accident.

Si la Conférence proposait de poser, en principe, l'égalité de traitement au sens strict du mot, cette décision impliquerait, naturellement, la disparition, entre autres, de cette inégalité de traitement. Toutefois, en raison de l'importance de cet aspect de la question, on pourrait croire nécessaire que la Conférence se prononce explicitement sur ce point. Il a donc été demandé aux Gouvernements s'ils estimaient nécessaire d'ajouter une clause prévoyant qu'il ne devra être fait aucune différence de traitement envers les ouvriers étrangers ou leurs ayants droit, à raison du lieu de leur domicile ou de leur résidence.

Les Gouvernements finlandais et néerlandais, sans faire d'objection de principe, estiment qu'une disposition de cette nature serait inutile si la Conférence, conformément à leurs suggestions, adoptait un projet de convention. « Si, prétend le Gouvernement finlandais, l'on accorde exclusivement aux ressortissants des pays qui ont ratifié la convention les mêmes droits qu'aux nationaux, il semble superflu de tenir compte, dans la convention, du pays dans lequel l'ouvrier victime d'un accident ou son ayant droit est domicilié. »

En dehors de ces réponses, quatre Gouvernements seulement ont fait quelques réserves : ce sont les Gouvernements d'Autriche, du Brésil, de la Tchécoslovaquie et de l'Allemagne.

Les objections du Gouvernement autrichien sont dues moins au principe même de la mesure qu'aux dépenses supplémentaires que son application pourrait entraîner dans certains cas spéciaux, par exemple lorsque les moyens de communication sont peu développés.

Voici le texte de sa réponse : « Le Gouvernement au-

trichien ne saurait approuver que les Etats assument une obligation en ce sens que les charges provenant du versement des rentes incombent dans tous les cas à l'Etat pour lequel la rente-accidents est payée ; une telle disposition pourrait avoir pour résultat des charges exagérées, particulièrement lorsque les moyens de communication et les dispositions concernant la déclaration sont peu développés dans d'autres Etats. Il y aurait lieu, par contre, de prévoir que des rentes ne pourront être versées aux personnes résidant à l'étranger que sous certaines conditions par lesquelles on éviterait un travail inutile à l'institution qui paie la rente. »

Le Gouvernement tchécoslovaque ne répond pas explicitement à la question, mais il fait une distinction entre les ouvriers étrangers qui cessent de résider sur le territoire et leurs ayants droit. En ce qui concerne l'ouvrier, ce Gouvernement fait observer qu'il est difficile d'exercer un contrôle sur lui lorsqu'il réside à l'étranger ; le pays qui doit verser l'indemnité devrait donc pouvoir, à son choix, convertir la pension en une somme globale qui, en Tchécoslovaquie, est déterminée selon les circonstances. Au contraire, le Gouvernement tchécoslovaque pense que les raisons favorisant cette conversion dans le cas de l'ouvrier ne sont pas valables à l'égard de ses ayants droit, et que ces derniers devraient, dans tous les cas, bénéficier de l'indemnité. D'ailleurs, la réponse indique, qu'en fait, on procède rarement, en Tchécoslovaquie, à une conversion des pensions versées aux ouvriers.

De plus, l'application de ces stipulations légales est, de toute façon, suspendue en faveur des ressortissants des Etats qui accordent un traitement identique aux citoyens tchécoslovaques.

Les Gouvernements allemand et brésilien préféreraient que les dispositions réglant cette question ne fussent pas obligatoires.

Le Gouvernement allemand ne ferait pas d'objection à l'adoption d'une recommandation sur ce point, mais il estime que l'on obtient de bons résultats avec les méthodes

employées en Allemagne envers les étrangers. Le paiement des rentes aux ouvriers étrangers victimes d'accidents du travail et à leurs ayants droit résidant à l'étranger est réglementé, en Allemagne, soit par des décrets, soit par des traités avec les autres Etats. Le Gouvernement allemand estime que ces deux méthodes sont efficaces pour garantir les droits intéressés et qu'il n'est pas nécessaire d'aboutir à une convention. Par contre, une recommandation ne soulèverait aucune objection.

De son côté, le Gouvernement brésilien s'appuie sur les restrictions prévues actuellement par sa législation. Toutefois, il importe de remarquer que ces restrictions disparaîtront si la Chambre des Députés approuve les dispositions du projet de loi amendant la législation brésilienne sur les accidents du travail.

Tous les autres Gouvernements se sont prononcés expressément dans l'affirmative.

La réponse du Gouvernement polonais est la suivante : « Le projet de convention devrait stipuler que le même traitement sera appliqué aux étrangers et à leurs ayants droit ne résidant pas ou ayant cessé de résider sur le territoire du pays où s'est produit l'accident. Il y a lieu de souligner spécialement ce postulat. Les familles des émigrants, résidant, pour la plupart, dans leurs pays d'origine, sont privées des prestations dont bénéficient les familles des travailleurs du pays. »

Le Gouvernement français fait remarquer, de plus, que ce principe a été appliqué dans toutes les conventions conclues entre la France et d'autres Etats sur les accidents du travail.

Voici, dans son intégralité, la réponse du Gouvernement français : « Toutes les conventions relatives à la réparation des accidents du travail conclues entre la France et les Etats étrangers ont supprimé, au profit des sujets des dits Etats, les déchéances prévues par la législation française (loi du 9 avril 1898, art. 3, par. 16, 17, 18) qui visent le cas de résidence hors du territoire français. »

Les sujets de ces Etats sont placés, au point de vue

de l'application de la législation française sur les accidents du travail, sur un pied d'égalité parfaite avec les nationaux français, lesquels ont droit à l'attribution et au service de rentes d'accident, quel que soit le lieu où ils résident.

Le Gouvernement français estime, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu de stipuler, dans la recommandation, des différences de traitement envers les ouvriers étrangers ou leurs ayants droit à raison du lieu de leur domicile ou de leur résidence.

Le Gouvernement esthonien pense que si le projet de convention ou la recommandation ne stipule pas qu'il ne doit être fait aucune différence à l'égard des travailleurs étrangers, en raison du fait qu'eux-mêmes ou leurs ayants droit ne résident pas ou ont cessé de résider sur le territoire du pays où s'est produit l'accident, le problème ne sera résolu que très incomplètement.

Le Gouvernement belge estime qu'un projet de convention sur la question doit, en premier lieu, s'efforcer de supprimer ces inégalités : « Une convention de pure réciprocité, dit-il dans sa réponse, doit être de nature à effacer les inégalités, et il ne saurait donc être question de subordonner à l'existence de conditions quelconques l'établissement de l'égalité de traitement recherché. »

En conséquence, il semble bien qu'à peu près tous les Gouvernements soient d'accord sur ce sujet. Le projet de texte soumis à la Conférence doit donc comprendre une clause prévoyant qu'il ne devra être fait aucune différence de traitement envers les étrangers à raison du lieu de leur domicile ou de leur résidence.

*Troisième question.* — « Estimez-vous nécessaire d'inscrire dans le projet de convention ou la recommandation une stipulation autorisant certaines différences de traitement envers les ouvriers étrangers ou leurs ayants droit, à raison de circonstances spéciales ? Dans l'affirmative, pour quelles circonstances estimez-vous que de telles différences de traitement puissent être autorisées ? »

La troisième question posée aux Gouvernements leur demandait si, à leur avis, la Conférence devait adopter une résolution autorisant les Gouvernements à imposer aux étrangers certaines restrictions ; par exemple, en exigeant qu'ils remplissent des conditions définies de résidence dans le pays, d'emploi dans des industries déterminées pendant une certaine période, de race, de religion, etc...

Le questionnaire faisait, d'ailleurs, observer que, d'une manière habituelle, il n'est pas imposé de conditions de cette nature. Les réponses des Gouvernements ont confirmé cette observation.

En effet, toutes leurs réponses sont négatives, soit explicitement, soit implicitement.

Bien qu'un grand nombre de réponses ne soient pas accompagnées de commentaires, l'unanimité des Gouvernements à ce sujet semble due aux considérations exposées par les Gouvernements belge et hongrois.

La réponse du Gouvernement belge à la troisième question est la suivante : « Il importe de n'inscrire dans le projet de convention aucune stipulation autorisant certaines différences de traitement envers les ouvriers étrangers ou leurs ayants droit à raison de circonstances spéciales. »

D'après le Gouvernement hongrois, « inscrire de pareilles stipulations dans la convention serait contraire au principe fondamental de l'égalité de traitement ».

Bien plus, dans l'opinion du Gouvernement britannique, de telles mesures risqueraient grandement d'amoinrir le prestige de la Conférence. Les lois britanniques sur la réparation des accidents du travail ne font aucune différence de traitement envers les ouvriers étrangers ou leurs ayants droit à raison de circonstances spéciales ; l'effet de différences de ce genre, à moins que les conditions dans lesquelles elles seraient effectuées ne soient très nettement définies et limitées, pourrait nuire grandement à la valeur de la convention. Le Gouvernement britannique, se fondant sur les informations actuelles, est opposé, par conséquent, à l'autorisation de ces différences de traitement.

Le Gouvernement allemand, de son côté, donne un ar-

gument de plus contre cette condition subordonnant le régime de l'égalité de traitement à une résidence d'une certaine durée dans le pays, ou une période donnée de travail dans la profession que l'ouvrier exerce au moment de l'accident. Le Gouvernement allemand fait, en effet, remarquer qu'une restriction de ce genre ne serait pas conforme au principe de l'assurance-accident qui prévoit une réparation en cas d'accident soudain, dont la victime n'est pas responsable.

Le Gouvernement français estime que « les conventions relatives à la réparation des accidents du travail, conclues entre la France et les Etats étrangers, ne prévoient aucune différence de traitement envers les ouvriers étrangers ou leurs ayants droit, à raison de circonstances spéciales. Rien ne paraît justifier l'introduction dans la recommandation d'une stipulation autorisant de telles différences de traitement ».

Le Gouvernement suisse considère qu'il serait utile de préciser que l'égalité de traitement s'applique seulement aux accidents professionnels, à l'exclusion des accidents non professionnels. Toutefois, cette distinction semble suffisamment définie par le texte même de la question inscrite à l'ordre du jour de la Conférence : « Travailleurs victimes d'accidents du travail ».

*Quatrième question.* — « Estimez-vous qu'il convienne d'insérer, dans le projet de convention ou la recommandation, une clause prévoyant la possibilité du transfert des fonds servant au paiement des rentes pour les ouvriers ou leurs ayants droit ayant cessé de résider dans le pays débiteur de la rente ? Dans quelles conditions et sous quelles réserves estimez-vous qu'un tel transfert puisse être effectué ? »

Si la Conférence adopte un projet de convention ou une recommandation prévoyant l'égalité de traitement et insère dans ce texte une clause indiquant qu'aucune distinction ne devrait être faite au préjudice d'ouvriers étrangers ou de leurs ayants droit, en raison du lieu de leur résidence

ou de leur domicile, il en résultera que les étrangers ou leurs ayants droit, qui ne résident pas, ou ont cessé de résider dans le pays où l'accident est survenu, devraient avoir les mêmes droits au versement de leur pension que ceux accordés aux nationaux dans les mêmes conditions.

Dans ces circonstances, la question se pose de savoir s'il y a lieu de suggérer l'adoption d'une procédure spéciale tendant à faciliter le paiement, à l'étranger, des pensions aux ouvriers résidant hors du pays. Les Gouvernements ont été invités, en conséquence, à examiner s'ils considéraient comme désirable une disposition rendant possible le transfert hors du pays débiteur des fonds devant servir au paiement des pensions échues en vue de les verser aux bénéficiaires dans les pays où ils résident.

L'opinion générale des Gouvernements qui sont en faveur d'un projet de convention est qu'il ne devrait être fait aucune mention de cette question dans le projet de convention.

Un seul de ces Gouvernements (celui de l'Espagne) considère « qu'une telle clause est de grande importance et qu'il serait désirable de l'insérer dans la décision de la Conférence ».

De l'avis des Gouvernements finlandais et hongrois, « le principe du transfert des fonds pourrait, tout au plus, faire l'objet de propositions dont l'application serait facultative ». Le Gouvernement finlandais estime que « le transfert forcé des caisses de pensions d'un pays à l'autre n'est pas désirable, parce que, en raison de certaines questions de change et de fluctuations financières, une telle prescription pourrait empêcher quelques pays de ratifier la convention. Cette éventualité ne serait cependant guère redoutable si la convention se bornait à permettre le transfert des Caisses de pensions, mais ne l'exigeait pas. Les pays qui trouveraient avantage à un transfert pourraient toujours conclure à ce sujet des accords particuliers ».

De son côté, le Gouvernement hongrois juge « que la clause en question devrait avoir un caractère purement facultatif, puisque, dans les Etats ayant créé l'assurance

contre les accidents de travail, par application de la méthode des répartitions, le versement de la valeur capitalisée des rentes n'est pas exigé et les dépenses occasionnées par l'assurance contre les accidents sont réparties d'année en année entre les établissements industriels intéressés, sans qu'il soit constitué un fonds spécial.

» Sans doute, certains Etats peuvent, en appliquant la méthode des répartitions, estimer juste le transfert du fonds servant au paiement de la rente lorsque le travailleur, ressortissant étranger, quitte le pays débiteur de la rente. Il faut donc que le transfert soit autorisé à titre facultatif. »

Le Gouvernement esthonien insiste sur la complexité du problème. Après avoir mentionné les avantages du transfert, il insiste sur les difficultés qui s'y attachent. On peut citer à ce sujet les divers systèmes de capitalisation des rentes ; la valeur monétaire ; les institutions qui doivent transférer le capital et celles auxquelles le capital doit être transféré, que ce soit le Gouvernement même ou les Compagnies d'assurances ou d'autres institutions ; les mesures de contrôle sur les finances des Etats et la solvabilité réelle des institutions d'un pays étranger ; les garanties au sujet de l'emploi à faire des capitaux transférés ; les cas où les victimes ou leurs ayants droit quittent ultérieurement le territoire du pays où le capital est transféré.

« Si l'on envisage toutes ces considérations, il serait peut-être préférable, continue le Gouvernement esthonien, de se borner à recommander le principe du transfert du capital des rentes en mentionnant que les modalités de ce transfert et toutes les autres questions qui en résultent doivent être précisées par entente directe entre les Etats intéressés. En même temps, il y aurait lieu d'insérer, dans le texte, une clause prévoyant que, le transfert des fonds effectué, la victime ne peut, plus tard, invoquer une deuxième fois contre le débiteur son droit à une indemnité, et qu'elle est tenue de s'adresser à l'institution qui dispose des fonds transférés. »

Les autres Gouvernements, compris dans cette caté-

gorie, semblent, toutefois, considérer que la question est d'une nature trop particulière pour être traitée dans un projet général de convention. Telle est l'opinion exprimée notamment par la Belgique, l'Inde et la Pologne, et la réponse du Gouvernement britannique paraît tendre au même résultat.

Les Gouvernements belge et polonais estiment qu'il n'est pas nécessaire de procéder à des transferts de fonds, les pensions pouvant être remises aux bénéficiaires à l'étranger soit directement, soit par l'entremise des autorités consulaires, méthode que le premier de ces Gouvernements déclare avoir donné de très bons résultats en Belgique.

En outre, un certain nombre de Gouvernements, y compris ceux de Bulgarie, d'Esthonie, de Finlande et de Hongrie, ont attiré l'attention sur les difficultés pratiques que soulève l'exécution de ces transferts, difficultés que le Gouvernement allemand estime avoir été considérablement accrues par suite des fluctuations de changes survenues depuis la guerre.

On peut signaler la procédure suggérée par le Gouvernement allemand en matière de transfert de fonds : « Le paiement des rentes aux étrangers résidant dans un autre pays peut se concilier avec le versement d'une somme forfaitaire aux intéressés à la place de la rente, le montant de cette somme représentant le capital nécessaire au service des rentes qui restent dues. Il n'y a pas d'objection de principe à une proposition d'après laquelle, au lieu d'être versé au travailleur lui-même, le capital correspondant au service de la rente serait transféré aux autorités compétentes du pays d'origine de ce travailleur ; une telle réglementation impliquerait, toutefois un accord dans la législation des deux Etats et serait, par conséquent, réalisée plus facilement au moyen de traités.

» Dans ce cas, il y aurait lieu, évidemment, de poser en principe, qu'en transférant le capital, l'institution d'assurance, jusque-là responsable du paiement de la rente, serait libérée de ses obligations et que la responsabilité entière du

service de cette rente, soumise, à partir de ce moment, à la législation du pays d'origine, passerait aux institutions d'assurance de ce pays ; il serait entendu, en surplus, que le capital transféré ferait partie de l'actif de ces dernières institutions et que celles-ci deviendraient responsables sur l'ensemble de leur capital du service des rentes. Le capital transféré serait soumis à la législation du pays responsable du paiement de la rente. Le pays chargé du paiement de cette rente aurait la responsabilité de toute perte du capital transféré, causée, par exemple, par des placements malheureux, etc... »

Au nombre des Gouvernements qui se sont prononcés en faveur de l'adoption d'une recommandation, trois d'entre eux, ceux du Danemark, de la Norvège et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, estiment qu'il y aura lieu de faire mention du principe du transfert des fonds.

Voici la réponse du Gouvernement danois, réponse qui a été reproduite en substance par les deux autres Etats : « Les accords de réciprocité particuliers doivent, dans la mesure du possible, renfermer des clauses assurant aux ouvriers étrangers victimes d'accidents du travail, ou à leurs ayants droit, les mêmes avantages quant au droit de toucher l'indemnité que ceux dont jouissent les propres nationaux du pays débiteur de l'indemnité. »

Au contraire, les Gouvernements français, suisse et tchécoslovaque considèrent que, en dehors des difficultés inhérentes au système lui-même, les différences qui existent dans l'organisation de l'assurance-accident dans les différents pays (Tchécoslovaquie), la dissemblance de leurs situations financières (France), la disparité et la fluctuation des cours des changes (Tchécoslovaquie, Suisse), ainsi que l'expérience acquise antérieurement par l'application de ce système (Suisse), font qu'il serait difficilement possible de recommander l'adoption générale du système du transfert des fonds.

Le Gouvernement français estime, dans sa réponse, « qu'il n'y a pas lieu de prévoir la possibilité du transfert des fonds servant au paiement des rentes pour les ouvriers

ou leurs ayants droit ayant cessé de résider dans le pays débiteur de la rente. La situation financière des divers pays est trop dissemblable pour que les difficultés ne soient pas à redouter ».

Le Gouvernement autrichien présente des observations semblables : « En raison de la crise actuelle, dans les conditions économiques, une telle clause ne peut pas être approuvée. La question de savoir si un règlement de comptes réciproque doit intervenir tous les 6 mois ou si la rente doit être versée aux personnes résidant à l'étranger directement par l'institution tenue de faire le versement, doit être réglée par des traités particuliers. Cependant, il faut proposer que le traitement de faveur accordé dans ce domaine aux institutions nationales (franchise de port, subventions par les autorités, etc.) doit être accordé également aux institutions étrangères. »

Bien que, dans leur grande majorité, les Gouvernements soient opposés à toute mention du sujet tel qu'il était présenté dans le questionnaire, quelques-uns d'entre eux ont formulé d'autres suggestions ayant pour but de faciliter les paiements à des bénéficiaires résidant à l'étranger.

Le Gouvernement suisse, par exemple, a pensé que la seule solution pratique, dans les circonstances présentes, serait de faire effectuer les paiements dans le pays de résidence par l'Etat ou son institution d'assurance et de compenser périodiquement les sommes dues à ce titre par les Etats intéressés.

Cette méthode paraît rencontrer l'adhésion du Gouvernement bulgare. Elle est également mentionnée dans la réponse du Gouvernement autrichien comme étant une des méthodes facilitant les paiements à des bénéficiaires résidant à l'étranger que les Etats devraient être libres d'adopter par la voie des accords bilatéraux.

D'autre part, le Gouvernement britannique a indiqué, en se fondant sur les dispositions de sa propre loi, qu'il ne verrait aucune objection à l'adoption d'une recommandation prévoyant que, lorsqu'en application de la loi de

l'Etat dans lequel l'accident est survenu, une somme globale a été versée à titre de réparation et placée sous le contrôle d'une Cour de justice, d'un département ou d'une institution d'Etat, au profit d'un ouvrier étranger ou de ses ayants droit. Bien entendu, l'autorité en question aurait le droit, dans le cas où l'ouvrier, ou ses ayants droit, regagnerait son pays d'origine, ou y résiderait, d'autoriser le transfert de cette somme dans le pays d'origine, en vue d'être utilisée par les autorités compétentes de ce pays, au profit de l'ouvrier accidenté, ou de ses représentants.

Le Gouvernement, en outre, est d'avis que les arrangements relatifs au transfert de fonds, y compris la procédure d'emploi de l'indemnité dans le pays d'origine, sont des questions qui doivent être réglées par accords spéciaux entre les Etats intéressés et qu'il n'y a pas lieu d'envisager leur insertion dans le projet de convention.

D'après l'Etat libre d'Irlande, la convention devrait prévoir le transfert des fonds sous le contrôle des tribunaux ou des départements d'Etat, mais le détail des accords devrait pouvoir être réglé par les Gouvernements intéressés. La question ne se pose pas au sujet de l'invalidité, puisque, d'après la législation actuelle de ce pays, les paiements sont effectués chaque semaine.

Il est à noter, toutefois, que le système du paiement, à titre de préparation, de sommes globales et du placement de celles-ci, sous le contrôle d'une autorité d'Etat, en vue de leur gestion au profit du bénéficiaire, ne se rencontrant que dans un petit nombre de pays, ce système semblerait pouvoir facilement faire l'objet d'une recommandation d'un caractère général.

En résumé, la question du transfert des fonds doit, de toute évidence, être laissée à l'initiative des Gouvernements. Les Gouvernements, dans leur ensemble, ne sont pas disposés à proposer l'adoption générale de ce système, surtout dans les conditions présentes. Ils estiment que la façon la plus logique de procéder est de laisser le soin de régler la question à des accords particuliers. Il serait préférable, selon eux, d'indiquer simplement que des

facilités devraient être accordées pour le versement des indemnités aux bénéficiaires résidant à l'étranger et pour s'assurer qu'ils remplissent les conditions prévues par la loi.

*Cinquième question.*— « Estimez-vous qu'il y a lieu d'insérer dans le projet de convention ou la recommandation une stipulation invitant les autorités intéressées à se prêter mutuellement assistance, pour assurer l'application de la législation concernant la réparation des accidents du travail ? Ou bien croyez-vous nécessaire de définir, d'une manière plus détaillée, dans le projet de convention ou la recommandation, les modalités de cette assistance ? Dans ce dernier cas, quelles sont les dispositions particulières que vous suggérez ? »

Toute convention, générale ou bilatérale, sur la réparation des accidents du travail conclue entre Etats, dépend évidemment, dans une très large mesure, pour l'application pratique des lois qu'elle met en jeu, des bons effets réciproques des autorités compétentes des pays intéressés.

Presque toutes les conventions bilatérales conclues jusqu'à maintenant contiennent des dispositions de cette nature : soit une disposition générale invitant les autorités intéressées à se prêter une assistance mutuelle, soit des dispositions détaillées indiquant les modalités de cette assistance. On a donc demandé aux Gouvernements quelle était, à leur avis, celle des deux méthodes qui pourrait le plus utilement être adoptée par la Conférence.

Une forte majorité de Gouvernements s'est prononcée en faveur d'une disposition générale, laissant à des accords particuliers, entre les Etats intéressés, le soin d'en fixer les détails.

L'opinion générale de la plupart des Gouvernements est que, d'une part, il serait sans doute difficile de préciser les modalités de l'assistance mutuelle et que, d'autre part, ce serait surcharger inutilement un projet de convention ou de recommandation que d'y faire entrer trop de détails.

La réponse du Gouvernement belge est caractéristique à ce sujet :

« La stipulation invitant les autorités intéressées à se prêter mutuellement assistance pour assurer l'application de la législation concernant la réparation des accidents du travail ne s'indique que si la convention prévoit dans certains cas — dont il est fait mention dans la huitième question — l'application dans le pays de l'accident de la législation du pays de la victime. Il va de soi, en effet, que si la victime étrangère est mise sur le même pied, quant à la réparation, que la victime indigène, les autorités administratives intéressées devront agir en faveur de l'étranger de la même façon qu'à l'égard d'un compatriote, sans qu'il soit nécessaire d'en énoncer l'obligation.

» Au contraire, s'il s'agissait de l'application à un cas spécial d'une législation étrangère à celle du pays de l'accident, on pourrait concevoir que les autorités éprouvent quelque scrupule à intervenir, et il conviendrait, pour ces cas, de prévoir la stipulation en question. Quoi qu'il en soit, une convention générale semble ne devoir comporter qu'un énoncé général, mais très précis, de la stipulation, les définitions détaillées devant être réservées à des traités particuliers. »

La réponse du Gouvernement français est très catégorique : « Une clause invitant les autorités compétentes des pays contractants à se prêter mutuellement assistance pour assurer l'application des législations respectives concernant la réparation des accidents du travail figure dans la plupart des conventions entre Etats actuellement en vigueur. Le Gouvernement français ne peut qu'émettre un avis favorable à l'insertion dans la recommandation d'une stipulation en ce sens. »

Un ou deux Gouvernements maintiennent certains points de détail.

Le Gouvernement finlandais, par exemple, bien que préférant, en principe, une disposition générale, estime qu'il serait cependant opportun d'insérer une clause prescrivant l'assistance aux institutions privées pour l'assurance des ouvriers contre les accidents, là où il en existe.

Le Gouvernement espagnol serait favorable à l'introduc-

tion de dispositions détaillées relatives à la compétence, à l'indépendance politique et à la composition paritaire des autorités intéressées, en vue d'assurer la création d'institutions officielles appropriées dans les pays où il n'en existe pas encore.

Le Gouvernement danois cite un certain nombre de questions de détail qui devraient, d'après lui, être traitées par des conventions bilatérales, et qui auraient pour but d'accorder aux ouvriers étrangers les plus grandes facilités possibles pour suivre la procédure fixée par la loi : « Le Gouvernement danois jugerait utile de faire insérer, dans la recommandation, une clause invitant les autorités intéressées à se prêter mutuellement assistance gratuite, pour laquelle il serait prévu le détail des mesures d'application. Il désire attirer l'attention sur l'utilité qu'il y aurait à préciser, dans le texte des traités de réciprocité qui seraient intervenus d'Etat à Etat, quelles sont les autorités chargées de l'exécution des lois concernant la réparation des accidents des pays respectifs, ainsi que celles auxquelles il faut s'adresser directement. De même, il y aurait lieu d'indiquer : si, pour s'y adresser, il faut suivre une procédure spécialement prescrite, si, par exemple, il faut intenter un procès par les tribunaux ordinaires, et, dans ce cas, quelles sont les conditions qu'il faut remplir pour pouvoir intenter cette action, et si, notamment, il faut être domicilié dans le pays débiteur de l'indemnité ; si la législation du pays débiteur permet un appel de l'arrêt fixant l'indemnité, et, dans l'affirmative, les autorités auxquelles il faut en appeler, ainsi que la procédure à suivre à cet égard ; enfin, si, pour pouvoir toucher l'indemnité, il faut faire des démarches spéciales et, dans l'affirmative, quelles sont ces démarches. Il convient, d'ailleurs, de faciliter, autant que possible, pour les ouvriers étrangers et leurs ayants droit, la procédure formelle qui serait prévue par le pays débiteur pour ses propres ressortissants. »

Enfin, le Gouvernement autrichien indique un certain nombre de modalités détaillées d'assistance mutuelle qui devraient être prévues dans des conventions particulières :

disposition relative à l'application et à l'exécution dans un pays des décisions prises et des règlements édictés dans l'autre pays ; disposition relative à la communication rapide au pays intéressé de toutes informations sur ces questions ; disposition relative au remboursement des dépenses occasionnées par l'assistance légale et la communication d'office de toutes modifications apportées aux lois et règlements.

Quelques-uns des points mentionnés ci-dessus, notamment ceux qui ont été indiqués par les Gouvernements espagnol et danois, ne semblent guère être compris dans la question qui a été posée aux Gouvernements.

D'autres, par contre, tels que les points visés par le Gouvernement autrichien, semblent avoir été suggérés plutôt comme étant susceptibles de faire l'objet d'accords séparés. De toute façon, il semble difficile, en raison de l'opinion presque unanime des Gouvernements, de tenir compte de la plupart de ces suggestions particulières dans un projet de convention ou une recommandation. On pourrait, cependant, faire une exception en ce qui concerne la communication des modifications apportées aux lois et règlements sur la réparation des accidents du travail. Avec cette adjonction, une clause générale relative à l'assistance mutuelle pourrait être insérée dans les propositions qui seront soumises à la Conférence.

*Sixième question.* — « Estimez-vous utile d'insérer dans le projet de convention ou la recommandation une clause exemptant les actes, documents, certificats, etc., des droits fiscaux qui ne seraient pas perçus dans le pays d'origine ? »

Dans cette sixième question, le Bureau International du Travail demande aux Gouvernements si la Conférence doit adopter une clause permettant d'accorder aux étrangers, dans les mêmes conditions qu'aux nationaux, l'exemption des droits et taxes sur les actes, documents, certificats, etc., que nécessite l'application des lois et règlements sur la réparation des accidents du travail.

La grande majorité des Gouvernements s'est prononcée en faveur de l'insertion d'une clause de ce genre.

Les Gouvernements français et belge signalent que la question ne se pose guère lorsque c'est la loi du lieu où l'accident s'est produit qui est applicable. Le Gouvernement français estime, en ce qui concerne les droits fiscaux frappant les actes, documents, certificats, etc., qu'il y a lieu d'appliquer la législation en vigueur dans le pays où s'est produit l'accident, conformément aux principes généraux du droit international privé.

Le Gouvernement belge ajoute, toutefois, qu'une clause de ce genre serait certainement utile dans les cas où l'ouvrier étranger reste soumis à la loi de son pays d'origine.

Le Gouvernement suisse estime qu'il serait préférable de laisser à chaque Etat le soin de régler les questions de détail de ce genre dans les accords que la recommandation pourrait l'inviter à conclure.

Les Gouvernements britannique, irlandais et sud-africain sont opposés à ce que le projet de convention traite de cette question. Il semble, cependant, que les Gouvernements britannique et sud-africain n'aient pas très bien compris la question posée. Il paraît donc utile d'expliquer ici sa signification exacte.

Ainsi que l'ont indiqué les Gouvernements français et belge, une clause exemptant les travailleurs étrangers des droits et des taxes sur les actes, certificats, etc., établis au cours de la procédure, n'est guère nécessaire lorsque la loi du lieu de l'accident est applicable. Dans ce cas, l'ouvrier étranger peut recourir au tribunal compétent et bénéficier des exemptions fiscales accordées par la loi du pays aux ouvriers nationaux dans des circonstances semblables.

Il peut, cependant, y avoir d'autres cas où ce n'est pas la loi du lieu de l'accident qui est appliquée, mais bien, par exemple, la loi du pays dans lequel l'entreprise a son siège, la loi du lieu d'origine, ou la loi d'après laquelle le contrat a été conclu, etc...

Il peut en résulter toutes sortes de complications dans la procédure nécessitant des démarches dans plusieurs pays, la présentation de documents provenant de l'étranger, etc. La question dont il s'agit tendait à suggérer qu'au

cours de toutes ces formalités, l'ouvrier étranger pût jouir des mêmes exemptions fiscales, pour se procurer un document déterminé, qu'un ressortissant du pays.

Une disposition de ce genre ne serait pas inutile non plus pour les pays qui appliquent la loi du lieu de l'accident. Il peut arriver, par exemple, qu'un ouvrier ait besoin, en vue d'une procédure ouverte au lieu de l'accident, de documents tels qu'un certificat de mariage, ou un acte de naissance établi à l'étranger. Il se peut encore, qu'après avoir obtenu une rente, l'ouvrier étranger victime d'un accident quitte le pays où l'accident est survenu et ait, par la suite, à produire des documents à l'appui pour établir son droit au service de la rente. Dans tous ces cas, l'ouvrier étranger devrait bénéficier des exemptions fiscales accordées aux ressortissants du pays qui auraient à présenter des documents semblables, en vertu de la législation nationale.

C'est dans ce sens que la sixième question a été posée. Elle ne devait nullement suggérer, comme a cru le comprendre le Gouvernement de l'Afrique du Sud, que les actes, certificats et autres documents à produire au cours de la procédure devaient être délivrés gratuitement aux étrangers, ou même, comme il a pu le paraître au Gouvernement britannique, que ces documents ne devaient pas être taxés deux fois.

A la lumière de ces explications et sur la base des réponses données par les Gouvernements, le Bureau International du Travail put proposer à la Conférence une clause contenant les dispositions suggérées ci-dessus.

*Septième question.* — « Estimez-vous nécessaire de stipuler dans le projet de convention ou la recommandation que les modifications apportées à la législation ou réglementation en matière de réparation des accidents du travail, en particulier lorsqu'elles portent sur le montant des indemnités prévues, doivent s'appliquer aux ouvriers étrangers ou à leurs ayants droit aux mêmes conditions qu'aux ouvriers nationaux ? »

La question posée est de savoir s'il devrait être prévu que les modifications apportées aux législations et aux réglementations relatives à la réparation des accidents du travail, notamment en ce qui concerne le montant des indemnités, s'appliqueront aux ouvriers étrangers dans les mêmes conditions qu'aux ouvriers nationaux. Comme il l'a été signalé dans le questionnaire, cette question vise le cas qui s'est produit fréquemment depuis la guerre dans de nombreux pays où des majorations ou compléments ont été attribués aux ouvriers bénéficiaires d'indemnités en raison du coût de la vie ou de la dépréciation de la monnaie.

Sauf une ou deux exceptions ou réserves, les Gouvernements sont unanimement d'avis qu'une disposition de cette nature devrait être insérée dans le texte des décisions qui seront adoptées par la Conférence.

Toutefois, les Gouvernements qui sont favorables à l'adoption d'un projet de convention, à l'exception des Gouvernements allemand, belge et britannique, n'ont apporté aucune réserve à leur réponse à cette question. La plupart de ces Gouvernements se sont simplement exprimés affirmativement, sans ajouter de commentaire spécial.

Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande estime que, si l'égalité de traitement existe, il en résultera logiquement que les modifications apportées aux lois et règlements s'appliqueront aux ouvriers étrangers comme aux ouvriers nationaux.

Le Gouvernement polonais a développé sa réponse en indiquant, qu'étant donné le caractère complexe et anormal des conditions de vie, à l'heure actuelle, dans les différents pays — conditions qui nécessitent une révision fréquente des règlements relatifs aux méthodes d'évaluation dans la fixation des indemnités, — il est indispensable que les indemnités pour cherté de vie, les majorations ou autres compléments soient attribués aux ouvriers étrangers dans les mêmes conditions qu'aux ouvriers nationaux.

De même, tous les Gouvernements qui se sont pro-

noncés en faveur d'une recommandation ont répondu affirmativement sans aucune réserve.

Le Gouvernement français a rappelé qu'un des principes de son droit positif relatif à l'indemnisation des ouvriers est précisément que les modifications apportées aux lois, en particulier celles qui visent le montant des indemnités, s'appliquent aux ouvriers étrangers ou à leurs ayants droit dans les mêmes conditions qu'aux nationaux, et a exprimé l'opinion qu'il serait souhaitable de consacrer ce principe dans la recommandation.

Le Gouvernement tchécoslovaque fait une distinction entre les modifications, en quelque sorte, permanentes et les modifications temporaires, par exemple, des indemnités de cherté de vie. Il indique, d'ailleurs, que la législation tchécoslovaque soumet également les étrangers et les nationaux aux mesures restreignant l'application des modifications temporaires.

Toutefois, un ou deux Gouvernements mentionnés ont exprimé certaines réserves dans leur réponse. Ces réserves sont généralement basées sur une distinction à faire entre les bénéficiaires qui restent dans le pays d'immigration et ceux qui quittent le pays. Le Gouvernement allemand, par exemple, admet que les bénéficiaires de la première catégorie, qu'ils soient nationaux ou étrangers, continuent à recevoir les indemnités supplémentaires, etc., parce que la hausse du coût de la vie dans un pays en frappe tous les habitants sans distinction. D'autre part, il lui semble que l'extension du même traitement à des bénéficiaires résidant à l'étranger est un problème qu'on ne peut résoudre qu'en tenant compte des conditions de vie dans le pays de résidence.

Le Gouvernement belge insiste également sur le caractère particulier du problème, en ce qui concerne l'accroissement du montant des indemnités ou l'octroi d'indemnités supplémentaires qui sont fixées uniquement selon la situation intérieure d'un pays. Or, ces circonstances sont soumises à de telles variations entre divers pays qu'un ouvrier étranger, rentrant dans son pays, après avoir reçu

une indemnité normale, ainsi que les indemnités de cherté de vie qui y sont ajoutées, pourrait se trouver dans une situation bien plus favorable qu'un ouvrier national recevant une indemnité de même ordre et résidant dans son propre pays.

De même, le Gouvernement britannique fait remarquer qu'il n'a pas été prévu de différences de traitement envers les étrangers dans les modifications apportées à sa loi en 1917 et 1919 et accordant des indemnités supplémentaires pendant la période des hostilités. Toutefois, il estime que, lorsqu'une indemnité spéciale est accordée dans un pays pour des raisons particulières — telle que l'élévation du coût de la vie — un ouvrier étranger venant d'un pays où le coût de la vie est très inférieur ne devrait pas recevoir l'indemnité de cherté de vie s'il retourne dans son pays.

Les observations faites par ces Gouvernements permettent de conclure qu'il ne s'agit pas tant de différences de traitement envers des étrangers, mais bien plutôt de différences de traitement envers les bénéficiaires nationaux ou étrangers, qui quittent le pays où est accordée une indemnité supplémentaire de cherté de vie. En tous cas, si certains arguments militent en faveur du retrait de l'indemnité supplémentaire accordée à un étranger qui retourne dans son propre pays où le coût de la vie est moindre, il semble que ces raisons s'appliqueraient également à un ressortissant du pays qui en quitterait le territoire pour aller résider dans un autre pays où les conditions de vie sont plus favorables.

Le Gouvernement britannique déclare que, dans la loi anglaise, il n'est pas prévu, à ce point de vue, de différence de traitement envers les étrangers.

De même, le Gouvernement belge indique que les restrictions apportées dans son pays aux conditions d'octroi des indemnités de cherté de vie, et les mesures de suspension de leur paiement si le bénéficiaire quitte le territoire, s'appliquent également aux nationaux et aux étrangers.

Dans tous les cas, la question est soulevée par la situation anormale causée par la guerre.

Aussi bien la Conférence a-t-elle pu estimer inutile, à la lumière des réponses des Gouvernements, d'insérer une disposition qui semblerait sanctionner de manière formelle des mesures prévoyant des différences de traitement envers les étrangers, et qui n'auront sans doute plus de raison d'être lorsqu'on sera revenu à des conditions plus normales.

*Huitième question.* — « Estimez-vous que le projet de convention ou la recommandation doive prévoir des mesures spéciales à l'égard de certaines catégories de travailleurs étrangers, tels que le personnel roulant des chemins de fer internationaux ou le personnel temporaire travaillant dans des entreprises établies sur le territoire de deux Etats ? »

La Conférence devra-t-elle prévoir des dispositions spéciales pour le traitement à accorder à certaines catégories d'ouvriers étrangers ? Il peut s'agir, par exemple, des agents d'une entreprise, dont le siège est situé dans un pays, qui sont employés sur le territoire d'un autre Etat, soit temporairement, en raison de leurs travaux ou de leur emploi (par exemple quand ils sont détachés pour exécuter des travaux spéciaux), soit de manière intermittente (dans le cas du personnel roulant des trains internationaux). Ces ouvriers peuvent être victimes d'accidents au cours de leur emploi temporaire à l'étranger. Dans ce cas, doivent-ils être traités comme les autres étrangers victimes d'accidents dans le même pays, conformément aux lois et règlements qui y sont en vigueur, ou bien, au contraire, doivent-ils être soumis aux lois d'un autre Etat, par exemple de celui où est situé le siège de leur entreprise ?

Treize Gouvernements estiment que la Conférence doit prendre une décision sur cette question : ce sont la Belgique, le Brésil, le Danemark, l'Espagne, l'Esthonie, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Inde, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, la Suisse.

Ces Gouvernements, et notamment l'Esthonie et le Brésil, jugent que, d'une manière générale, la Conférence de-

vrait se rallier au principe dont l'adoption a été recommandée par l'Association Internationale pour la Protection légale des Travailleurs dès 1908. Il a été, depuis, inséré dans un certain nombre de traités bilatéraux, comme le font observer les Gouvernements français et néerlandais. Ce principe prévoit que les lois et règlements du pays où est situé le siège de l'entreprise continuent à s'appliquer aux ouvriers rentrant dans les catégories spéciales qui ont été mentionnées.

La réponse du Gouvernement français est la suivante : « Il paraît utile que la recommandation maintienne les dérogations au principe de l'égalité de traitement, déjà prévues dans un certain nombre de traités bilatéraux pour certaines catégories de travailleurs étrangers : le personnel roulant employé dans les entreprises de transport s'étendant à plusieurs pays, ainsi que les ouvriers envoyés temporairement par leur établissement dans une entreprise établie sur le territoire d'un autre pays. »

Le Gouvernement belge croit qu'il ne serait pas seulement illogique d'appliquer à ces ouvriers le principe de la territorialité de la législation, mais que cette application rendrait impossible le fonctionnement de l'assurance et n'irait pas sans entraîner de graves inconvénients.

De son côté, le Gouvernement hongrois est d'avis qu'il convient d'appliquer le principe de l'exterritorialité au personnel de toutes les entreprises de transport (chemins de fer, transports maritimes et aériens), ainsi qu'au personnel permanent employé aux stations-frontières et dans les ports fluviaux situés sur les voies de navigation internationales.

Les Gouvernements danois, finlandais, norvégien, espagnol, pensent qu'il serait utile d'adopter des dispositions spéciales pour les raisons suivantes : On éviterait les conflits de procédure et, selon le Gouvernement espagnol, les refus de reconnaître les responsabilités encourues.

D'après la réponse finlandaise, on pourrait ainsi faire une distinction nette entre les cas soumis à la législation territoriale et ceux qui sont soumis à la législation extra-

territoriale ; enfin, cette méthode permettrait, d'après le Gouvernement danois, de résoudre de manière équitable les cas-frontières pour lesquels, en effet, il est, sans cela, possible soit de refuser toute réparation, soit, au contraire, d'en accorder une double.

D'un autre côté, neuf Gouvernements (Autriche, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Allemagne, Grande-Bretagne, Etat libre d'Irlande, Pologne, Afrique du Sud, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) ont fait à la présente question des réponses négatives ou bien des réponses contenant des réserves. Sept d'entre eux se sont montrés favorables à l'adoption d'un projet de convention.

Le Gouvernement autrichien prétend que le traitement à accorder à ces catégories spéciales d'ouvriers doit être réglé par des accords bilatéraux. C'est également l'avis du Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande et du Gouvernement allemand. Ce dernier fait observer que les entreprises fonctionnant dans deux pays voisins travaillent toujours dans des circonstances particulières qui ne peuvent être réglées de manière satisfaisante que par des accords bilatéraux.

Toutefois, les Gouvernements tchèque et serbe-croate-slovène acceptent l'application des lois et règlements du pays où est situé le siège de l'entreprise. Mais, d'après le Gouvernement tchèque, il serait difficile de comprendre dans une même clause générale tous les différents cas particuliers qui peuvent se présenter.

Cependant, le Gouvernement britannique (et la même observation peut s'appliquer aux réponses des Gouvernements de l'Etat libre d'Irlande et de l'Afrique du Sud) se montre surtout, d'après sa réponse, défavorable à l'insertion de dispositions formelles à ce sujet bien plus qu'il n'est opposé à l'adoption d'une décision de la Conférence sur la question. En effet, le Gouvernement britannique fait connaître qu'à son avis les arrangements spéciaux dont il a été question doivent être réglés par accords réciproques entre les Etats intéressés. De plus, la mention, dans le projet de convention de conditions générales conformes aux directives des principes recommandés par l'Association

Internationale pour la Protection légale des Travailleurs, donnerait, dans certaines circonstances particulières, un argument sérieux contre l'adoption d'un projet de convention.

D'autre part, le Gouvernement britannique signale, dans sa réponse au neuvième point, qu'il serait nécessaire d'insérer dans la convention des dispositions autorisant les Etats qui ratifient, à conclure entre eux des arrangements spéciaux permettant de modifier ou d'adopter le principe défini par la convention en ce qui concerne le traitement à accorder aux catégories spéciales d'ouvriers mentionnées plus haut.

C'est peut-être dans ce sens qu'il convient de rechercher une solution du problème. S'il y a des objections contre la définition, dans un projet de convention, des principes qui devraient régler le traitement à accorder aux catégories spéciales d'ouvriers dont il s'agit, la Conférence pourra préférer y insérer une clause dans le genre de celle qu'a suggérée le Gouvernement britannique et laisser ainsi les Gouvernements libres de conclure entre eux des accords spéciaux sur ce point.

*Neuvième question.* — « Existe-t-il d'autres stipulations que vous estimez utile d'insérer dans le projet de convention ou la recommandation ? »

La plupart des Gouvernements ont répondu négativement sur ce point. Cependant, un certain nombre ont énuméré quelques points sur lesquels ils pensent qu'il y aurait lieu d'attirer l'attention de la Conférence.

La suggestion faite par le Gouvernement britannique, dans sa réponse à la neuvième question, a déjà été étudiée à l'occasion de l'examen de la précédente question.

Le Gouvernement espagnol suggère que la convention s'applique aussi largement que possible aux colonies des Etats qui l'auront ratifiée. Il convient de faire remarquer que ce vœu se trouve déjà rempli par les dispositions de l'article 421 du Traité de Versailles, relatif à la mise en

vigueur des conventions dans les colonies et protectorats, et que ces dispositions ont été constamment rappelées dans tous les projets de convention adoptés jusqu'ici par la Conférence.

Quelques autres suggestions paraissent concerner plutôt certains points de détail dans l'application du principe de l'égalité de traitement.

C'est ainsi, par exemple, que le Gouvernement hongrois suggère que le projet de convention contienne une clause invitant l'autorité chargée d'enquêter sur l'accident, à envoyer d'urgence, si l'accidenté est un étranger, une copie du rapport d'enquête au représentant diplomatique ou à l'autorité consulaire du pays auquel appartient l'accidenté.

Le Gouvernement des Pays-Bas estime que le projet de convention devrait contenir des clauses similaires à celles des articles 6 et 9 de la convention qu'il a conclue, en 1921, avec la Belgique. (L'article 6 définit certaines des méthodes particulières par lesquelles les autorités administratives et judiciaires des deux pays doivent s'assister mutuellement et l'article 9 détermine la méthode de conversion des salaires payés dans un pays dans la monnaie de l'autre pays.)

Le Gouvernement polonais suggère l'insertion, dans le projet de convention, d'une disposition autorisant les travailleurs étrangers occupés dans un pays d'immigration à choisir parmi eux un représentant connaissant bien la langue du pays pour assister les autorités locales dans toutes questions concernant les circonstances de l'accident, la fixation de l'indemnité, etc...

Le Gouvernement suisse propose que, dans la recommandation, on demande aux Etats de déclarer que les décisions ou jugements définitifs, rendus en matière de réparation d'accidents du travail par les autorités compétentes dans les pays avec lesquels ont été conclus des accords, soient exécutés sur leur territoire.

La plupart de ces suggestions se réfèrent à des méthodes spéciales d'assistance mutuelle. Ces méthodes pourraient, semble-t-il, être définies par accords particuliers entre les Etats. En tous cas, il semble préférable, si l'on tient compte

des réponses des Gouvernements à la cinquième question, de ne pas insérer de propositions générales sur ces sujets spéciaux lorsqu'un projet de convention est adopté. A cet égard, il y a lieu de noter que, prises dans leur ensemble, les réponses des Gouvernements ne sont pas favorables à un texte détaillé et qu'un certain nombre de Gouvernements, qui sont en faveur d'un projet de convention, ont exprimé clairement l'avis (Afrique du Sud, Belgique et Grande-Bretagne) que le projet de convention devrait, autant que possible, être restreint à la fixation du principe de l'égalité de traitement.

La Conférence peut, toutefois, juger opportun d'insérer dans le projet de convention une clause englobant l'intéressante suggestion présentée par le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande qui propose que, dans certains cas, comme, par exemple, lorsque le travailleur ou ses ayants droit quittent le pays sur le territoire duquel s'est produit l'accident, certaines dispositions soient prises pour permettre l'institution d'une procédure légale en cas de non paiement de l'indemnité, de manière à éviter que le travailleur ou ses ayants droit soient obligés de revenir dans le pays pour entamer eux-mêmes la procédure.

Enfin, les observations faites par les Gouvernements autrichien et hongrois concernent la portée même de la décision de la Conférence. C'est ainsi, par exemple, que le Gouvernement autrichien estime que le projet de convention qui serait adopté par la Conférence devrait s'appliquer seulement aux personnes employées dans les établissements industriels tels qu'ils ont été définis dans la convention adoptée à la première session de la Conférence Internationale du Travail, à Washington, et ne devrait pas s'appliquer aux travailleurs employés dans l'agriculture et dans la navigation maritime dont les conditions spéciales exigent, à son avis, un traitement distinct.

De même, le Gouvernement hongrois signale que, si le projet de convention devait s'appliquer aux travailleurs agricoles, il aurait à faire certaines propositions spéciales pour permettre de tenir compte du caractère particulier de ce travail.

La Conférence est naturellement libre de limiter l'application des propositions qu'elle adoptera dans le sens proposé.

La question à l'ordre du jour vise cependant toutes les classes de travailleurs, malgré les différences des systèmes de réparation des accidents du travail qui peuvent leur être applicables, soit dans le droit commun, soit par des dispositions spéciales.

Il semble bien, d'ailleurs, que c'est dans ce sens que les Gouvernements ont répondu au questionnaire.

---



## CHAPITRE VI

---

### TEXTE D'UN AVANT-PROJET DE CONVENTION <sup>(1)</sup>

---

En tenant compte des réponses des Gouvernements qui ont été examinées dans les chapitres précédents, le Bureau International du Travail a établi le texte d'un projet de convention sur l'égalité de traitement.

Ce projet prévoit l'égalité de traitement en faveur des nationaux des Etats membres qui ratifient la convention. En le rédigeant, le Bureau a jugé désirable d'insister sur les grands principes généraux et de ne pas entrer dans le détail. Cette procédure, qui a été recommandée par un certain nombre de Gouvernements dans leurs réponses et qui avait déjà été proposée pour l'élaboration d'autres projets de convention, semble tout à fait nécessaire pour un projet de convention sur un sujet d'une nature aussi complexe que celui-ci.

La première idée avait été d'accompagner le projet de convention proposé d'un projet de recommandation défi-

---

(1) Rapport sur l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail (Genève B. I. T. 1924).

nissant quelques-unes des méthodes détaillées d'application de la convention suggérées dans les réponses des Gouvernements ou contenues dans les conventions bilatérales sur la réparation des accidents du travail. Ce plan présentait des avantages indéniables, étant donné surtout que les résultats pratiques de l'adoption d'un accord sur la base de grands principes dépendent, dans une très large mesure, des arrangements particuliers conclus entre Etats pour en faciliter l'application.

Après un examen plus approfondi, le Bureau a jugé qu'il était préférable de laisser aux Gouvernements toute liberté pour adopter les méthodes qu'ils estimeraient les plus appropriées aux circonstances particulières dans lesquelles ils se trouvent.

A cet égard, il y a lieu de signaler une proposition du Gouvernement britannique, d'après laquelle, en dehors des pays qui la ratifient, la convention pourrait également s'appliquer à d'autres pays, qui, n'ayant pas ratifié, accordent, en fait, l'égalité de traitement aux ouvriers nationaux et étrangers. Chaque membre ayant adhéré resterait libre de s'assurer lui-même que chaque pays n'ayant pas ratifié et qui réclame le bénéfice de la convention accorde, en fait, cette égalité de traitement.

Au point de vue juridique, il semblerait difficile d'introduire dans la convention une disposition de cette nature. Cela ne semble pas, d'ailleurs, nécessaire pour atteindre les buts que le Gouvernement britannique a en vue. Il n'y a rien, en effet, dans la convention qui empêche un membre d'accorder l'égalité de traitement aux nationaux de tout autre Etat qui n'a pas ratifié la convention ou de conclure des conventions de réciprocité avec cet Etat, ou même de prendre des mesures particulières à l'égard de ses ressortissants.

Le texte de l'avant-projet de convention que le Bureau soumet à l'examen de la Conférence est ainsi conçu :

## PROJET DE CONVENTION SUR L'EGALITE DE TRAITEMENT DES TRAVAILLEURS ETRANGERS ET NATIONAUX VICTIMES D'ACCIDENTS DU TRAVAIL.

### ARTICLE PREMIER

« Tout membre de l'Organisation Internationale du Travail, ratifiant la présente convention, s'engage à accorder aux nationaux de tout autre membre ayant ratifié la dite Convention, qui seront victimes d'accidents du travail survenus sur son territoire, le même traitement qu'il assure à ses propres nationaux. Il s'engage également à accorder aux ayants droit de ces travailleurs le même traitement qu'aux ayants droit de ses nationaux. Aucune restriction ne pourra être apportée au bénéfice de ce traitement par la raison que ces travailleurs, ou leurs ayants droit, ne résideraient pas ou ne résideraient plus sur son territoire.

### ARTICLE 2

» Pour la réparation des accidents survenus à des travailleurs occupés d'une manière temporaire ou intermittente sur le territoire d'un membre pour le compte d'une entreprise située sur le territoire d'un autre membre, il peut être prévu, par accord spécial, qu'il sera fait application de la législation de ce dernier.

### ARTICLE 3

» Les membres qui ratifient la présente convention s'engagent, en outre, à se prêter mutuellement assistance en vue de faciliter son application ainsi que l'exécution de leurs lois et règlements respectifs en matière de réparation des accidents du travail.

» Et, en particulier, ils prendront les mesures nécessaires :

» a) Pour faciliter aux bénéficiaires d'indemnité, qui ne résident pas dans le pays où cette indemnité leur est payable, le versement des sommes qui leur sont dues et

pour assurer l'observation des conditions posées dans les lois et règlements pour le paiement de ces sommes ;

» b) Pour que, dans le cas des contestations sur le non-paiement, la suspension du paiement ou la réduction du montant de l'indemnité due à une personne qui ne réside pas dans le pays où son droit à indemnité a pris naissance, une action puisse être introduite devant les tribunaux compétents de ce pays sans que l'intéressé soit tenu d'être présent en personne ;

» c) Pour que le bénéfice des exemptions de droits fiscaux, de la délivrance gratuite de pièces officielles et des autres avantages accordés par la législation d'un membre aux victimes d'accidents du travail soit étendu à tous ressortissants de membres ayant ratifié la présente convention ;

» d) Pour que toute modification dans les lois et règlements en vigueur en matière d'indemnisation des accidents du travail soit portée à la connaissance du Bureau International du Travail qui en informera les autres membres intéressés. »

Ce texte fut soumis à la Conférence lors de sa sixième session. Il fut légèrement modifié.

Voici, en effet, quel fut le projet de convention adopté par un vote provisoire :

#### ARTICLE PREMIER

« Tout membre de l'Organisation Internationale du Travail ratifiant la présente convention s'engage à accorder aux nationaux de tout autre Etat membre ayant ratifié la dite convention, qui seront victimes d'accidents du travail survenus sur son territoire, le même traitement qu'il assure à ses propres nationaux. Il s'engage également à accorder aux ayants droit de ces travailleurs le même traitement qu'aux ayants droit de ses nationaux.

» Cette égalité de traitement sera assurée aux travailleurs étrangers et à leurs ayants droit sans aucune condition de résidence ; toutefois, en ce qui concerne les paie-

ments qu'un membre aurait à faire en dehors de son territoire, en vertu de ce principe, des arrangements particuliers pris avec les membres intéressés régleront les dispositions à prendre.

#### ARTICLE 2

» Pour la réparation des accidents survenus à des travailleurs occupés d'une manière temporaire ou intermittente sur le territoire d'un autre membre, il peut être prévu, par accord spécial, qu'il sera fait application de la législation de ce dernier.

#### ARTICLE 3

» Les membres qui ratifient la présente convention et chez lesquels n'existe pas un régime d'indemnisation ou d'assurance forfaitaires des accidents du travail acceptent d'instituer une législation sur la matière dans un délai de trois ans à dater de la ratification.

#### ARTICLE 4

» Les membres qui ratifient la présente convention s'engagent à se prêter mutuellement assistance en vue de faciliter son application, ainsi que l'exécution de leurs lois et règlements respectifs en matière de réparation des accidents du travail, et à porter à la connaissance du Bureau International du Travail, qui en informera les autres membres intéressés, toute modification dans les lois et règlements en vigueur en matière d'indemnisation des accidents. »

Voici le texte du projet de recommandation concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail, adopté par un vote provisoire de la Conférence à sa sixième session :

#### I

« La Conférence recommande qu'en vue de l'application

de la convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail, chaque membre de l'Organisation Internationale du Travail prenne des mesures nécessaires :

» a) Pour faciliter aux bénéficiaires d'indemnités, qui ne résident pas dans le pays où cette indemnité leur est payable, le versement des sommes qui leur sont dues et pour assurer l'observation des conditions posées dans les lois et règlements pour le paiement de ces sommes ;

» b) Pour que, dans le cas de contestations sur le non-paiement, la suspension du paiement ou la réduction du montant de l'indemnité due à une personne qui ne réside pas dans le pays où son droit à indemnité a pris naissance, une action puisse être introduite devant les tribunaux compétents de ce pays, sans que l'intéressé soit tenu d'être présent en personne ;

» c) Pour que le bénéfice des exemptions de droits fiscaux, de la délivrance gratuite de pièces officielles et des autres avantages accordés par la législation d'un membre aux victimes d'accidents du travail soit étendu à tous ressortissants de membres ayant ratifié la présente convention.

## II

» La Conférence recommande que, dans les pays où n'existe pas d'indemnisation ou d'assurance forfaitaires des accidents du travail, les Gouvernements, jusqu'à sa prochaine institution, facilitent aux ouvriers étrangers le bénéfice de leur législation nationale sur les accidents du travail. »

---

## CHAPITRE VII

---

### COMMUNICATIONS DES GOUVERNEMENTS ET AMENDEMENTS PROPOSÉS <sup>(1)</sup>

---

Conformément au règlement provisoire adopté par la Conférence International du Travail à sa sixième session, le Bureau International du Travail a transmis, le 4 août 1924, aux Gouvernements des membres de l'Organisation Internationale du Travail les textes adoptés par un premier vote de la Conférence d'un avant-projet de convention et d'un projet de recommandation sur l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail. Il leur a fait connaître, en même temps, qu'aux termes de ce règlement provisoire, ils avaient la faculté de présenter, au plus tard quatre mois avant l'ouverture de la septième session de la Conférence, les amendements qu'ils estimeraient nécessaires pour faciliter leur ratification de la convention projetée.

En réponse à cette communication, un certain nombre de Gouvernements ont soumis au Bureau International

---

(1) Egalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail (Genève - B. I. T. 1925).

du Travail le texte d'amendements qu'ils proposaient. D'autres, sans faire des propositions précises, lui ont soumis des observations sur certaines dispositions de l'avant-projet de convention et du projet de recommandation. Il était du devoir du Bureau de soumettre aux membres de l'Organisation Internationale du Travail le texte même de ces différentes communications.

Le 19 janvier 1925, date à laquelle commençait à courir le délai de quatre mois avant l'ouverture de la septième session de la Conférence, le Bureau International du Travail avait reçu des Gouvernements des pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Grande-Bretagne, Hongrie, Inde, Norvège, des communications contenant des amendements aux textes de l'avant-projet de convention et du projet de recommandation ou des observations sur ces textes.

Nous croyons utile, pour faire comprendre parfaitement l'élaboration du texte définitif du projet de convention, de donner en partie les fragments les plus typiques des réponses de quelques Gouvernements :

*Afrique du Sud.* — (Extrait d'une lettre au Secrétaire d'Etat du Travail en date du 10 décembre 1924.)

« En ce qui concerne le premier point (égalité de traitement pour les travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail), le Gouvernement d'Afrique du Sud estime que l'on devrait laisser à chaque pays le soin de définir le terme « accidents » qui se trouve à l'article 2 de l'avant-projet. »

Le projet de recommandation ne soulève, pour le moment, aucun commentaire de la part de l'Union sud-africaine.

*Allemagne.* — (Observations du Gouvernement allemand transmises par le Dr NEITZEL, conseiller ministériel au Ministère du Travail, à la date du 16 janvier 1925.)

« L'égalité de traitement des travailleurs étrangers et

nationaux sans condition de résidence, qui est posée en principe par l'article premier de l'avant-projet de convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail, répond sans doute à l'équité. Cette égalité de traitement, chaque membre peut l'obtenir pour ses ressortissants en ratifiant la convention, pourvu qu'il ait déjà édicté une loi sur l'indemnisation des accidents du travail ou qu'il promulgue une telle loi dans un délai de trois ans après sa ratification. Le Gouvernement allemand croit devoir signaler comme une lacune le fait que le projet de convention ne tient pas le moindre compte des dispositions des différentes législations et en particulier de l'étendue du champ d'application de l'assurance, ainsi que de la nature et de l'importance des prestations. Est-ce que, par exemple, une loi tout à fait primitive d'un pays donné — qui ne prévoit la réparation des accidents du travail que dans une seule industrie — suffira pour assurer aux ressortissants de ce pays le droit de réclamer le bénéfice complet de l'assurance-accidents dans un autre pays où, peut-être, toutes les industries sont soumises à l'assurance ? Ou bien encore un blessé, dans le pays d'origine duquel seuls les accidents survenus dans les établissements industriels sont indemnisés, doit-il pouvoir prétendre, dans un autre pays, au bénéfice de l'assurance dans le cas d'un accident agricole. De même, un secours aux membres de la famille de la victime, qui peut consister dans le versement unique d'un faible capital, doit-il avoir la même valeur que le paiement d'une rente pouvant, dans certains cas, s'échelonner sur de nombreuses années ? Ces exemples, que l'on pourrait multiplier, montrent que l'article 3 de l'avant-projet rend difficile, pour les Etats qui ont une assurance-accidents déjà perfectionnée, l'adhésion de la convention. Et cela d'autant plus que l'article 3 peut même inciter les Etats qui ont une législation très peu développée, mais qui ont une forte émigration, à écarter l'idée d'une amélioration de leur propre législation. »

Le principe de l'égalité de traitement ne sera pas atteint, dans l'opinion du Gouvernement allemand, si on liquide la situation vis-à-vis des travailleurs étrangers quittant le pays en leur attribuant un capital correspondant à la rente, lorsque la même mesure sera prise pour les travailleurs nationaux qui quittent également le pays.

L'expérience a montré qu'il est infiniment difficile de contrôler les titulaires de rente qui rentrent dans leur pays. Du point de vue même de l'intérêt des assurés, il n'est pas douteux que l'indemnisation sous forme de capital est préférable. Ce mode d'indemnisation correspond souvent, d'ailleurs, aussi au désir du bénéficiaire d'une rente qui, par la remise d'une somme d'argent assez considérable, se trouvera mis en mesure d'acquérir un domaine agricole ou une exploitation industrielle et de se créer une vie économique indépendante.

Le Gouvernement allemand est enfin d'avis que les dispositions de l'article premier de l'avant-projet ne peuvent s'appliquer qu'aux accidents qui se produiront après la ratification de la convention. Pour autant qu'il ait été possible de le constater, cette question n'a pas été abordée dans les délibérations antérieures. D'après la pratique généralement suivie pour la conclusion d'accords internationaux, on devrait admettre que la convention ne doit pas s'appliquer à l'état de choses ayant existé dans le passé. Toutefois, pour écarter toute incertitude, le Gouvernement allemand propose d'ajouter à l'article premier, alinéa premier, après les mots « sur son territoire », les mots « après la ratification ».

*Grande-Bretagne.* — (Extrait d'une lettre du Ministère du Travail britannique, datée du 12 janvier 1925.)

« En ce qui concerne la convention relative à l'égalité de traitement des travailleurs nationaux et étrangers victimes d'accidents du travail, il y a lieu de remarquer que l'amendement proposé ne comporte que des modifications de rédaction dont l'adoption aura pour effet, semble-t-il,

de faire correspondre plus étroitement le texte anglais avec le texte français.

» ARTICLE PREMIER (alinéa 2). — Rédiger comme suit la deuxième partie de l'alinéa :

« Toutefois, en ce qui concerne les paiements qu'un  
» membre aurait à faire en dehors de son territoire en  
» vertu de ce principe, les mesures à adopter seront ré-  
» glées par des arrangements particuliers pris avec les  
» membres intéressés. »

*Hongrie.* — (Extrait d'une lettre du Directeur du Secrétariat royal hongrois auprès de la Société des Nations, en date du 13 janvier 1925.)

En ce qui concerne l'avant-projet de convention et le projet de recommandation concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail, M. le Ministre royal hongrois de la Prévoyance sociale et du Travail ne propose pas d'amendements, étant d'accord avec le texte.

M. le Ministre royal hongrois de l'Agriculture, également intéressé, déclare qu'il n'a pas d'objection à faire contre le principe de l'égalité de traitement, mais, au cas où le principe de la réparation des accidents du travail devrait englober les exploitations agricoles également, le projet de convention devrait contenir des stipulations spéciales relatives aux exploitations agricoles (principales et accessoires), étant donné que le caractère de ces dernières est différent de celui des exploitations plus spécifiquement industrielles.

*Inde.* — (Communication de l'India Office, datée de Londres du 30 décembre 1924.)

Le seul avant-projet au sujet duquel le Gouvernement de l'Inde désire, à l'heure actuelle, proposer des amendements est l'avant-projet de convention sur l'égalité de trai-

tement des travailleurs nationaux et étrangers, victimes d'accidents du travail. Pour cet avant-projet, comme pour les autres, le Gouvernement de l'Inde attendra les réponses des Gouvernements locaux pour arrêter son opinion définitive. A titre provisoire, toutefois, il est disposé à approuver le projet de convention en général, sous réserve d'une modification à la deuxième partie de l'article premier, dont le texte actuel est le suivant :

« Cette égalité de traitement sera assurée aux travailleurs étrangers et à leurs ayants droit sans aucune condition de résidence ; toutefois, en ce qui concerne les paiements qu'un membre aurait à faire en dehors de son territoire, en vertu de ce principe, des arrangements particuliers, pris avec les membres intéressés, régleront les dispositions à prendre. »

Le Gouvernement de l'Inde ne suggère pas de faire une distinction quant à la résidence des travailleurs victimes d'accidents du travail, mais il craint que des difficultés ne se produisent pour l'interprétation et l'application de la disposition relative aux « arrangements particuliers ». Il est évident, tout d'abord, que si les Gouvernements des membres qui ratifient la convention ont le pouvoir d'assurer l'application des autres clauses de la convention, l'exécution de l'obligation de conclure des arrangements particuliers dépend d'accords ultérieurs entre Etats, et qu'il n'y a aucune garantie que des accords seront nécessairement conclus sur des questions litigieuses.

De plus, il pourra arriver que les accords particuliers soient inutiles dans certains cas, lorsque, comme c'est le cas pour l'Inde, un Etat est situé à une très grande distance de tout autre Etat possédant un système d'indemnisation des accidents du travail. Des arrangements de ce genre pourront être superflus. Enfin, une question presque identique est visée dans la recommandation sur l'égalité de traitement qui sera examinée à nouveau par la Conférence et qui pourra paraître suffisante à ce sujet.

Le Gouvernement de l'Inde désire, en conséquence,

déposer l'amendement suivant à l'avant-projet de convention :

« Supprimer à l'article premier, alinéa 2, tout ce qui suit les mots « sans aucune condition de résidence ».

Il désire, en outre, présenter l'amendement suivant à titre subsidiaire :

« Article premier, alinéa 2, insérer les mots « en cas » de nécessité » après les mots « arrangements particuliers ».

*Norvège.* — (Communication du Ministère des Affaires sociales de Norvège, en date du 5 janvier 1925.)

Le Ministère estime que la ratification de cette convention serait facilitée si un amendement était apporté à la deuxième partie de l'article premier, à l'effet d'obtenir, par des accords spéciaux fondés sur la réciprocité entre les membres intéressés, le paiement d'indemnités dues :

a) Aux travailleurs étrangers victimes d'accidents qui quittent le pays où a lieu l'accident pour aller résider dans un autre pays ;

b) Aux ayants droit des victimes qui ne résident pas dans le pays où s'est produit l'accident.

En outre, on pourrait ajouter à la première partie de la recommandation, un paragraphe invitant les Gouvernements à conclure des accords de réciprocité tels qu'ils sont suggérés.

Par une communication ultérieure, le Ministère des Affaires sociales a transmis au Bureau International du Travail le texte suivant des amendements qu'il désire présenter :

« ARTICLE PREMIER, alinéa 2. — Rédiger comme suit cet alinéa :

« Cette égalité de traitement sera assurée aux travailleurs étrangers et à leurs ayants droit, sous condition » de résidence dans le pays où s'est produit l'accident.  
» Le paiement d'indemnités :

» a) Aux travailleurs étrangers victimes d'accidents,  
» qui quittent le pays pour aller résider dans un autre  
» pays ;

» b) Et aux ayants droit des travailleurs étrangers vic-  
» times d'accidents, qui ne résident pas dans le pays où  
» s'est produit l'accident, sera réglé par des accords spé-  
» ciaux fondés sur la réciprocité entre les membres inté-  
» ressés. »

» Pour le projet de recommandation :

» PARTIE I. — Insérer un nouveau paragraphe a) :

« a) Pour conclure avec les autres membres des accords  
» de réciprocité, tels qu'ils sont suggérés à l'article pre-  
» mier, alinéa 2, de la dite convention. »

» Les anciens paragraphes a), b) et c) ne sont pas  
changés, mais deviennent les paragraphes b), c), d). »

Plusieurs autres Gouvernements ont fait savoir au Bureau International du Travail qu'ils ne désiraient pas, pour le moment, présenter d'amendements ni formuler d'observations, mais qu'ils se réservaient d'examiner les amendements présentés par les autres Gouvernements ou qu'ils laissaient à leurs délégués le soin de se prononcer sur ces amendements.

Le Gouvernement du Chili a fait connaître qu'il approuvait les textes votés à la session de 1924.

Le Gouvernement de Cuba laisse à ses délégués le soin de se prononcer sur les amendements proposés.

Le Gouvernement français avait d'abord songé à présenter un amendement à l'avant-projet de convention, mais, désireux de faciliter l'adoption définitive de cet avant-projet, il a retiré cet amendement tout en réservant sa liberté d'action dans le cas où d'autres membres de l'Organisation auraient présenté des amendements analogues à celui qu'il s'était proposé de soumettre.

Le Gouvernement irlandais a nommé une Commission ministérielle chargée de présenter un rapport sur la meilleure méthode d'indemnisation des accidents du travail. En

attendant le rapport de cette Commission, le Gouvernement irlandais ne désire pas présenter d'amendements à l'avant-projet de convention.

Les amendements aux textes de l'avant-projet de convention et du projet de recommandation adoptés par la Conférence à sa sixième session se trouvent joints aux communications des Gouvernements.

Pour faciliter la connaissance de ces amendements, nous avons pensé qu'il serait utile d'extraire des communications de Gouvernements les textes votés par la Conférence en 1924.

Dans le tableau ci-dessous, on trouvera, article par article et, le cas échéant, alinéa par alinéa, les textes de l'avant-projet de convention et du projet de recommandation adoptés en 1924 avec, en regard, les textes des amendements proposés :

AVANT-PROJET DE CONVENTION CONCERNANT  
L'EGALITE DE TRAITEMENT DES TRAVAILLEURS  
ETRANGERS ET NATIONAUX VICTIMES D'ACCI-  
DENTS DU TRAVAIL.

TEXTE

ADOPTÉ PAR LA CONFÉRENCE

*Alinéa 1<sup>er</sup>*

Tout membre de l'Organisation Internationale du Travail, ratifiant la présente convention, s'engage à accorder aux nationaux de tout autre membre ayant ratifié la dite convention, qui seront victimes d'accidents du travail survenus sur son territoire, le même traitement qu'il assure à

AMENDEMENTS PROPOSÉS

Après les mots « sur son territoire », ajouter les mots « après la ratification ».

(Allemagne.)

ses propres nationaux. Il s'engage également à accorder aux ayants droit de ces travailleurs le même traitement qu'aux ayants droit de ses nationaux.

*Alinéa 2*

Cette égalité de traitement sera assurée aux travailleurs et à leurs ayants droit, sans aucune condition de résidence ; toutefois, en ce qui concerne les paiements qu'un membre aurait à faire en dehors de son territoire en vertu de ce principe, des arrangements particuliers pris avec les membres intéressés, régleront les dispositions à prendre.

Rédiger comme suit cet alinéa :

« Cette égalité de traitement sera assurée aux travailleurs étrangers et à leurs ayants droit sans condition de résidence dans le pays où s'est produit l'accident.

» Le paiement d'indemnités :

» a) Aux travailleurs étrangers victimes d'accidents, qui quittent le pays pour aller résider dans un autre pays ;

» b) Et aux ayants droit des travailleurs étrangers victimes d'accidents, qui ne résident pas dans le pays où s'est produit l'accident,

» Sera réglé par des accords spéciaux fondés sur la réciprocité, entre les membres intéressés. »

(Norvège.)

Rédiger comme suit la fin de l'alinéa :

« Toutefois, en ce qui concerne les paiements qu'un membre aurait à faire en dehors de son territoire, en vertu de ce principe, les mesures à adopter seront réglées par des arrangements particuliers pris avec les membres intéressés. »

(Grande-Bretagne.)

Supprimer tout ce qui suit les mots « sans aucune condition de résidence ».

(Inde.)

Ou :

Après les mots « des arrangements particuliers pris », insérer les mots « si c'est nécessaire ».

PROJET DE RECOMMANDATION CONCERNANT L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ET NATIONAUX VICTIMES D'ACCIDENTS DU TRAVAIL.

TEXTE  
ADOPTÉ PAR LA CONFÉRENCE

I

La Conférence recom-

AMENDEMENTS PROPOSÉS

Insérer un nouveau paragraphe a) :

mande qu'en vue de l'application de la convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail, chaque membre de l'Organisation Internationale du Travail prenne les mesures nécessaires :

a) Pour faciliter aux bénéficiaires d'indemnité qui ne résident pas dans le pays où cette indemnité leur est payable, le versement des sommes qui leur seront dues et pour assurer l'observation des conditions posées dans les lois et règlements pour le paiement de ces sommes.

« a) Pour conclure avec les autres membres des accords de réciprocité, tels qu'ils sont suggérés à l'article premier, alinéa 2, de la dite convention. »

(Norvège.)

Les anciens paragraphes a), b) et c) ne sont pas changés dans le texte proposé par le Gouvernement norvégien, mais deviennent les paragraphes b), c), d).

Le Gouvernement de l'Afrique du Sud a estimé que l'on devrait laisser à chaque pays le soin de définir le terme « accidents du travail ».

Le Gouvernement de la Hongrie a formulé des réserves dans le cas où le projet de convention s'appliquerait aux entreprises agricoles.

Toutefois, ces deux Gouvernements n'ont pas présenté de textes précis d'amendements.

---

## CHAPITRE VIII

---

# LE PROJET DE CONVENTION ET LA RECOMMANDATION LEURS TEXTES DÉFINITIFS <sup>(1)</sup>

---

Tenant compte de ces divers amendements et observations, la Conférence adopta, lors de la septième session, un projet de convention et une recommandation.

CONVENTION CONCERNANT L'EGALITE DE TRAITEMENT DES TRAVAILLEURS ETRANGERS ET NATIONAUX EN MATIERE DE REPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

La Conférence générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,  
Convoquée, à Genève, par le Conseil d'administration

---

(1) Projets de conventions et recommandations adoptés par la Conférence Internationale du Travail au cours de ses quatorze sessions, tenues de 1919 à 1930. - B. I. T. (Genève 1930).

du Bureau International du Travail et s'y étant réunie, le 19 mai 1925, en sa septième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail, deuxième question inscrite à l'ordre du jour de la session,

Et après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'un projet de convention internationale,

Adopte, ce cinquième jour de juin mil neuf cent vingt-cinq, le projet de convention ci-après à ratifier par les membres de l'Organisation Internationale du Travail, conformément aux dispositions de la partie treize du Traité de Versailles et des parties correspondantes des autres Traités de Paix :

#### ARTICLE PREMIER

« Tout membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à accorder aux ressortissants de tout autre membre ayant ratifié la dite convention, qui seront victimes d'accidents du travail survenus sur son territoire, ou à leurs ayants droit, le même traitement qu'il assure à ses propres ressortissants en matière de réparation des accidents du travail.

» Cette égalité de traitement sera assurée aux travailleurs étrangers et à leurs ayants droit sans aucune condition de résidence. Toutefois, en ce qui concerne les paiements qu'un membre ou ses ressortissants auraient à faire en dehors du territoire du dit membre en vertu de ce principe, les dispositions à prendre seront réglées, si cela est nécessaire, par des arrangements particuliers pris avec les membres intéressés.

#### ARTICLE 2

» Pour la réparation des accidents du travail survenus à des travailleurs occupés d'une manière temporaire ou intermittente sur le territoire d'un membre pour le compte d'une entreprise située sur le territoire d'un autre membre, il peut être prévu qu'il sera fait application de la législation

de ce dernier par accord spécial entre les membres intéressés.

### ARTICLE 3

» Les membres qui ratifient la présente convention et chez lesquels n'existe pas un régime d'indemnisation ou d'assurance forfaitaires des accidents du travail conviennent d'instituer un tel régime dans un délai de trois ans à dater de leur ratification.

### ARTICLE 4

» Les membres qui ratifient la présente convention s'engagent à se prêter mutuellement assistance en vue de faciliter son application, ainsi que l'exécution de leurs lois et règlements respectifs en matière de réparation des accidents du travail et à porter à la connaissance du Bureau International du Travail, qui en informera les autres membres intéressés, toute modification dans les lois et règlements en vigueur en matière de réparation des accidents du travail.

### ARTICLE 5

» Les ratifications officielles de la présente convention, dans les conditions prévues à la partie treize du Traité de Versailles et aux parties correspondantes des autres Traités de Paix, seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

### ARTICLE 6

» La présente convention entrera en vigueur dès que les ratifications de deux membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées par le Secrétaire général.

» Elle ne liera que les membres dont la ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

» Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque membre à la date où sa ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

#### ARTICLE 7

» Aussitôt que les ratifications de deux membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les membres de l'Organisation Internationale du Travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres membres de l'Organisation.

#### ARTICLE 8

» Sous réserve des dispositions de l'article 6, tout membre qui ratifie la présente convention s'engage à appliquer les dispositions des articles 1, 2, 3 et 4, au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1927, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

#### ARTICLE 9

» Tout membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à l'appliquer à ses colonies, possessions ou protectorats, conformément aux dispositions de l'article 421 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de Paix.

#### ARTICLE 10

» Tout membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

#### ARTICLE 11

» Le Conseil d'administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois tous les dix ans, présenter à la Conférence un rapport sur l'application de la

présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la révision ou de la modification de la dite convention.

## ARTICLE 12

» Les textes français et anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre. »

Voici maintenant le texte de la recommandation :

### RECOMMANDATION CONCERNANT L'EGALITE DE TRAITEMENT DES TRAVAILLEURS ETRANGERS ET NATIONAUX EN MATIERE DE REPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

La Conférence Générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée, à Genève, par le Conseil d'administration du Bureau International du Travail et s'y étant réunie, le 19 mai 1925, en sa septième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'égalité de traitement des travailleurs nationaux et étrangers victimes d'accidents du travail, deuxième question inscrite à l'ordre du jour de la session,

Et après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une recommandation,

Adopte, ce cinquième jour de juin mil neuf cent vingt-cinq, la recommandation ci-après, à soumettre à l'examen des membres de l'Organisation Internationale du Travail, en vue de lui faire porter effet sous forme de loi nationale, ou autrement, conformément aux dispositions de la partie treize du Traité de Versailles et des parties correspondantes des autres Traités de Paix :

## I

« La Conférence recommande qu'en vue de l'application de la convention concernant l'égalité de traitement des

travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail, chaque membre de l'Organisation Internationale du Travail prenne les mesures nécessaires :

» a) Pour faciliter aux bénéficiaires d'une indemnité, qui ne résident pas dans le pays où cette indemnité leur est payable, le versement des sommes qui leur sont dues et pour assurer l'observation des conditions prescrites par les lois et règlements pour le paiement de ces sommes ;

» b) Pour que, dans le cas de contestations sur le non-paiement, la suspension du paiement ou la réduction du montant de l'indemnité due à une personne qui ne réside pas dans le pays où son droit à indemnité a pris naissance, une action puisse être introduite devant les tribunaux compétents de ce pays, sans que l'intéressé soit tenu d'être présent en personne ;

» c) Pour que le bénéfice des exemptions de droits fiscaux, de la délivrance gratuite de pièces officielles et des autres avantages accordés par la législation d'un membre, en matière de réparation des accidents du travail, soit étendu dans les mêmes conditions aux ressortissants des autres membres ayant ratifié la convention ci-dessus mentionnée.

## II

» La Conférence recommande que, dans les pays où n'existe pas un régime d'indemnisation ou d'assurance forfaitaires des accidents du travail, les Gouvernements, jusqu'à l'institution d'un tel régime, facilitent aux ouvriers étrangers le bénéfice de la législation nationale de ces ouvriers en matière de réparation des accidents du travail. »

Comme on le voit, la Conférence Internationale du Travail crut bon de joindre une recommandation au projet de convention.

Bien que de la lettre de ces deux textes se dégage l'esprit dans lequel a été conçu cet édifice qui devait régir

l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail, il semble utile d'y ajouter quelques explications sur certains points.

Le projet de convention règle son application : la détermination quant aux personnes visées se trouve dans l'article premier ; l'article 2 fixe la détermination dans l'espace ; enfin, les dispositions de l'article 10 sont relatives à la détermination dans le temps.

L'article premier proclame l'égalité de traitement sans aucune condition de résidence. C'est là un principe de portée générale que des arrangements particuliers se chargeront de faire entrer dans le domaine de la pratique.

L'article 3 a, à notre sens, une importance capitale. C'est grâce à ses dispositions que les différents pays, encore dépourvus d'une législation sociale florissante, devront suivre la voie que leur ont tracée les États possédant une législation généreuse.

L'article 4 proclame l'interdépendance étroite qui lie les États entre eux. Ils devront, en effet, se prêter une assistance mutuelle en vue de faciliter l'application de la convention. C'est là la mise en œuvre de la solidarité internationale.

Les articles suivants n'ont pas la même portée. Ils visent plutôt des détails qu'ils n'affirment des principes.

L'article 5 prévoit que toute ratification du projet de convention devra être communiquée au Secrétaire général. Seuls, aux termes de l'article 6, sont liés par la convention les membres dont la ratification aura été enregistrée par le Parlement.

L'article 9 vise à l'extension aux colonies, protectorats et possessions du régime de la convention : Par là, on<sup>7</sup> a voulu atteindre un domaine d'application toujours plus grand.

La dénonciation est possible, mais seulement à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention.

Le contrôle de la mise en application de la Conférence sera assuré par un rapport présenté au moins une fois tous

les dix ans à la Conférence générale par le Conseil d'administration du Bureau International du Travail.

Le texte définitif de la recommandation est le même que celui adopté lors de la sixième Conférence.

Cette recommandation a pour but de faciliter l'application de la convention ; elle règle des questions de détail, notamment toute contestation sur le non-paiement, ainsi que le bénéfice des exemptions de droits fiscaux.

---

## CHAPITRE IX

---

### RATIFICATIONS DE LA CONVENTION

---

L'article 6 de la convention dispose que :

« La présente convention entrera en vigueur dès que les ratifications de deux membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées par le Secrétaire général. Elle ne liera que les membres dont la ratification aura été enregistrée au Secrétariat. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque membre à la date où sa ratification aura été enregistrée au Secrétariat. »

Il se dégage du texte de cet article que c'est moins la date de la ratification que l'enregistrement de cette même ratification qui revêt une grande importance. C'est, en effet, à partir de l'enregistrement au Secrétariat de la Société des Nations que la convention entrera en vigueur.

La première ratification enregistrée fut celle de l'Afrique du Sud, le 30 mars 1926. Mais la convention n'entra en vigueur que le 8 septembre 1926, date à laquelle fut enregistrée la ratification de la Suède. Il faut, en effet, pour qu'une convention entre dans le domaine de la pratique, qu'elle lie au moins deux Etats.

Voici un tableau indiquant, au 1<sup>er</sup> mars 1929, l'enregistrement des différentes ratifications.

| RATIFICATIONS<br>communiquées<br>et<br>date d'enregistrement<br>(par. 7)                                                                                                                                                    | DECISION<br>de l'autorité<br>compétente<br>(par. 7)<br>et date de<br>cette décision                                                                                                                                                      | ETATS ayant officiellement déclaré qu'ils ont soumis<br>la Convention à « l'Autorité compétente » (par. 5) et<br>date de la soumission |                                                                 |                                       |                                                                                                                                                                                                                            | ETATS<br>qui n'ont<br>communiqué<br>officiellement<br>aucune infor-<br>mation.                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                          | En proposant<br>la ratification                                                                                                        | En proposant<br>d'ajourner ou<br>de réserver<br>la ratification | En proposant<br>de ne pas<br>ratifier | Sans aucune<br>proposition                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                  |
| Belgique — 3-10-27<br>Cuba — 6-8-28<br>Espagne — 22-2-29<br>Hongrie — 19-4-28<br>Lettonie — 29-5-28<br>Luxembourg — 16-4-28<br>Pays-Bas — 13-9-27<br>Royaume des Serbes,<br>Croates et Slovènes<br>1-4-27<br>Suède — 8-9-26 | <i>Consentement :</i><br>Bulgarie - 9-2-29<br>Portugal - 9-3-29<br><i>Rejet :</i><br>Norvège - 27-6-27<br><i>Autres décisions,</i><br><i>Ajournement,</i><br><i>etc. :</i><br>Italie - 12-12-27<br>Suisse - 9-6-27<br>Venezuela - 4-6-26 | Estonie<br>4-11-25<br>Finlande<br>28-10-27<br>France<br>25-1-29<br>Grèce - 9-5-27<br>Pologne<br>12-12-26<br>Uruguay<br>23-3-28         | Autriche 1927                                                   | Grande-<br>Bretagne<br>1926           | Afrique<br>du Sud - 1925<br>Allemagne<br>décembre 1926<br>Brésil 1927<br>Canada<br>31-3-27<br>Danemark<br>1925<br>Inde 1926<br>Etat libre<br>d'Irlande<br>28-5-26<br>Nlle-Zélande<br>1927<br>Roumanie<br>1927<br>Siam 1927 | Albanie<br>Argentine<br>Bolivie<br>Chili<br>Chine<br>République<br>Dominicaine<br>Ethiopie<br>Guatemala<br>Haïti<br>Libéria<br>Lithuanie<br>Panama<br>Paraguay<br>Pérou<br>Perse |

Le tableau ci-après indique la date de l'enregistrement des différentes ratifications et des rapports fournis à ce jour :

| PAYS                 | DATE<br>de l'enregistrement<br>de la ratification | Rapports reçus |
|----------------------|---------------------------------------------------|----------------|
| AFRIQUE DU NORD      | 30-3-1926                                         | 2-12-1931      |
| ALLEMAGNE            | 18-9-1928                                         | 7-11-1931      |
| AUTRICHE             | 29-9-1928                                         | 4-11-1931      |
| BELGIQUE             | 3-10-1927                                         | 11-11-1931     |
| BULGARIE             | 6-9-1929                                          | 24-10-1931     |
| CUBA                 | 6-8-1928                                          |                |
| DANEMARK             | 31-3-1928                                         | 27-10-1931     |
| ESPAGNE              | 22-2-1929                                         | 30-11-1931     |
| ESTHONIE             | 14-4-1930                                         | 15-10-1931     |
| FINLANDE             | 17-9-1927                                         | 16-12-1931     |
| FRANCE               | 4-4-1928                                          | 26-2-1932      |
| GRANDE-BRETAGNE      | 6-10-1926                                         | 9-11-1931      |
| HONGRIE              | 19-4-1928                                         | 16-12-1931     |
| INDE                 | 30-9-1927                                         | 26-12-1931     |
| Etat Libre d'IRLANDE | 5-7-1930                                          | 16-12-1931     |
| ITALIE               | 15-3-1923                                         | 9-12-1931      |
| JAPON                | 8-10-1928                                         | 26-12-1931     |
| LETTONIE             | 29-5-1928                                         | 15-1-1932      |
| LUXEMBOURG           | 16-4-1928                                         | 19-11-1931     |
| NORVEGE              | 11-6-1929                                         | 24-10-1931     |
| PAYS-BAS             | 13-9-1927                                         | 8-10-1931      |
| POLOGNE              | 28-2-1928                                         | 25-11-1931     |
| PORTUGAL             | 27-3-1929                                         | 12-12-1931     |
| SUEDE                | 8-9-1926                                          | 5-10-1931      |
| SUISSE               | 1-2-1929                                          | 28-10-1931     |
| TCHECOSLOVAQUIE      | 8-2-1927                                          | 8-2-1932       |
| YUGOSLAVIE           | 1-4-1927                                          | 2-11-1931      |

Ce tableau groupe les pays qui avaient ratifié sans condition la convention avant le 1<sup>er</sup> juillet 1931 et qui devaient, en vertu de l'article 408 du Traité de Versailles, fournir des rapports pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 septembre 1931, ou pour une fraction de cette période.

En ce qui concerne l'Afrique du Sud, la Commission de l'article 408 note que le rapport fourni par le Gouvernement de ce pays ne contenait aucune information sur des arrangements spéciaux en vertu de l'article premier.

La Commission des Experts avait signalé qu'en 1929, le rapport fourni par la Belgique ne se réfère pas à la question de savoir si des arrangements ou accords, prévus aux articles premier et 2 de la convention, ont été conclus avec d'autres Etats. La Commission estima désirable de demander au Gouvernement des informations complémentaires sur ce point. Ces renseignements furent fournis par le Gouvernement aux termes d'une lettre du 17 mai 1929. Depuis l'adoption, en juillet 1927, de cette convention, la Belgique n'a conclu aucun arrangement ou accord avec d'autres Etats. Mais des dispositions conformes à celles prévues par les articles premier et 2 se retrouvent dans les traités conclus entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, en 1905 et 1906 ; la France, en 1906 ; l'Allemagne, en 1912, et la Hollande, en 1922. Il y a lieu, d'ailleurs, de ne pas perdre de vue que la législation belge a toujours mis sur le même pied les ouvriers belges et les ouvriers étrangers en matière de réparation des accidents du travail. La Commission de l'article 408 prit acte des renseignements complémentaires fournis par le Gouvernement belge en réponse à l'observation des experts.

Par une lettre en date du 29 octobre 1931, le Gouvernement de Cuba a fait parvenir au Bureau International du Travail les renseignements suivants :

« J'ai l'honneur de vous rappeler que, par les lettres des 12 juin et 25 novembre 1930 et 21 février 1931, je vous avais fait connaître que les rapports en question

ne vous seraient pas soumis, étant donné qu'une législation spéciale était en élaboration, destinée à établir le règlement comportant, à la fois, des sanctions pénales applicables en cas d'infraction aux dispositions des seize conventions (ratifiées par Cuba). L'approbation de la dite législation s'est trouvée retardée au Congrès du fait que son application occasionnerait une augmentation des dépenses budgétaires. L'intense crise économique que traverse le pays a provoqué des difficultés et occasionné la réduction du budget. Conformément à ce que nous vous avons exposé antérieurement, il n'est pas possible de donner suite à votre demande avant que le Congrès n'ait voté la législation dont il s'agit. »

Le Gouvernement polonais déclare dans un rapport que les ressortissants des Etats étrangers, ainsi que les ayants droit, bénéficient de tous les droits aux prestations et aux suppléments acquis par voie d'assurance sociale, même s'ils quittent le territoire polonais. Le Conseil des Ministres peut, toutefois, sur la proposition du Ministre du Travail et de l'Assistance Sociale, édicter des prescriptions restreignant les droits des ressortissants d'un Etat étranger au cas où cet Etat restreindrait les droits correspondants des nationaux polonais. Le rapport ajoute que le Conseil des Ministres n'a pas usé jusqu'ici de ce droit que lui confère la loi.

La Commission des Experts estime désirable de faire observer au Gouvernement qu'à l'égard des ressortissants des pays ayant ratifié eux-mêmes la convention, il lui serait impossible, sans violer celle-ci, de faire usage de la faculté mentionnée dans le rapport. Au cas où ces pays eux-mêmes ne respecteraient pas la convention, la Pologne pourrait seulement faire usage, à l'égard de ceux-ci, de la procédure prévue dans les articles 409 et suivants du Traité de Paix.

La Commission de l'article 408 prit acte de l'observation des experts. Le représentant du Gouvernement polonais a exposé devant la Commission que la loi du 6 juillet 1923, qui assure l'application complète de la convention, prévoit

l'égalité de traitement non seulement en ce qui concerne la réparation des accidents du travail, mais, en outre, en cas d'invalidité, de vieillesse, de décès et de chômage.

En vertu de cette loi, la législation sociale polonaise a réglé la situation légale des travailleurs étrangers dans toutes les branches des assurances sociales en posant le principe de l'égalité de traitement. La faculté de rétorsion à l'égard d'un pays qui restreindrait les droits des ressortissants polonais — faculté dont, d'ailleurs, le Gouvernement polonais n'a fait aucune application jusqu'ici — est prévue pour les diverses branches d'assurances, c'est-à-dire aussi bien pour l'assurance-accidents que pour l'assurance-chômage, vieillesse, etc... Il s'ensuit que ce droit de rétorsion peut être mis en application aussi bien dans le domaine de l'assurance-accidents visé par la convention que dans d'autres branches d'assurance. Le Gouvernement est d'ailleurs d'avis que ce droit de rétorsion ne saurait s'appliquer à des pays ayant ratifié la convention.

Le représentant du Gouvernement a attiré l'attention de la Commission sur le fait qu'il existe des différences d'interprétation et d'application de la convention en ce qui concerne la réparation des accidents survenus avant son entrée en vigueur. En effet, un certain nombre de pays, se basant sur les travaux préparatoires de la convention, soutiennent que les prescriptions de la convention ne s'appliquent qu'aux accidents survenus après l'entrée en vigueur de la convention dans les différents pays. Si ce point de vue était conforme à la convention, il faudrait admettre que les accidents du travail survenus avant l'entrée en vigueur de la convention ne sont pas visés par elle et que les pays qui ont introduit dans leur législation sociale le droit de rétorsion ont la faculté d'appliquer, le cas échéant, de telles mesures.

En définitive, le Gouvernement est d'avis que l'application du principe de rétorsion ne serait pas conforme à la convention :

a) En cas d'accidents du travail ;

b) A l'égard des ressortissants des pays ayant ratifié la convention ;

c) Depuis le moment de l'entrée en vigueur de la convention dans les pays dont il s'agit ;

d) Et si l'interprétation restrictive était adoptée en cas d'accidents survenus après l'enregistrement.

---



## CHAPITRE X

---

### LES RÉSULTATS DE LA CONVENTION <sup>(1)</sup>

---

Pour apprécier la portée pratique de la convention, nous allons examiner successivement les réponses faites par les Gouvernements aux différentes questions posées par le Bureau International du Travail. Nous connaissons ainsi les résultats consécutifs à la mise en vigueur de la convention :

#### I

*Première question.* — « Prière de donner la liste des lois et des règlements administratifs, etc., qui appliquent les dispositions de la convention ; annexer au rapport des exemplaires des dites lois, etc..., à moins que ces textes n'aient déjà été communiqués au Bureau International du Travail.

» Lorsque la loi nationale n'est pas en complète harmonie avec les dispositions de la convention, prière d'indiquer si la ratification de la convention a eu un effet juridique quelconque et en particulier :

---

(1) Rapports fournis par les différents Etats.

» a) Si et dans quelle mesure le seul acte de ratification est considéré comme ayant modifié la législation existant antérieurement ;

» b) Et par quels moyens l'observation des dispositions de la convention peut être assurée ? »

*Afrique du Sud.* — On peut citer la loi n° 25 de 1914 sur la réparation des accidents du travail, étendue par la loi n° 13 de 1917, pour prévoir une réparation dans le cas de certaines maladies industrielles ; la loi n° 29 de 1931, portant amendement à la loi ci-dessus, et les règlements en vertu de la loi de 1914.

*Allemagne.* — Le Code des Assurances du Reich (1924) et la loi du 21 juillet 1928 portant ratification de la convention.

*Autriche.* — Le Code sur l'Assurance des ouvriers contre les accidents ; la loi du 18 juillet 1928 sur l'assurance des travailleurs agricoles, amendée par la loi du 18 juillet 1929 ;

La loi sur l'assurance des employés.

Le rapport indique que, dans la mesure où les dispositions des lois ci-dessus n'étaient pas en harmonie avec la convention, elles sont considérées comme étant remplacées, dès la mise en vigueur de la convention, par les dispositions en question de celle-ci.

*Belgique.* — La loi du 24 décembre 1903 sur les accidents du travail.

*Bulgarie.* — La loi du 6 mars 1924 sur les assurances sociales.

*Danemark.* — La loi n° 331 du 22 décembre 1927 ;

L'arrêté royal du 27 avril 1928 ;

La loi du 14 juillet 1927 modifiant la loi sur l'assurance-accident.

*Espagne.* — Le Livre III du Code du Travail.

*Esthonie.* — Le Code du Travail industriel (chapitre 4 sur l'assurance des ouvriers contre les accidents) ;

L'arrêté du Gouvernement de la République du 2 juillet 1930 portant extension des prescriptions du chapitre sus-mentionné aux nationaux des Etats étrangers.

*Finlande.* — La loi du 17 juillet 1925 sur l'assurance des ouvriers contre les accidents ;

L'ordonnance du 13 mars 1926 modifiant l'article 38 de l'ordonnance du 30 novembre 1925 ;

La résolution du Conseil des Ministres, du 17 décembre 1925, concernant l'application aux travaux de l'Etat de la loi du 17 juillet 1925 ;

La loi du 18 décembre 1926 sur la réparation des accidents à accorder aux personnes employées par l'Etat ;

La résolution du Conseil des Ministres, du 18 décembre 1926, sur l'application de la loi du 18 décembre 1926.

*France.* — La loi du 30 mars 1928 tendant à la ratification du projet de convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail ;

Le décret du 16 mai 1928 portant promulgation de la convention ;

La publication au *Journal Officiel de la République Française* des pays qui ont ratifié la convention et de la date de la prise d'effet à l'égard de leurs ressortissants (c'est-à-dire la date de l'enregistrement de la ratification des divers Etats au Secrétariat de la Société des Nations).

*Grande-Bretagne.* — Les lois de 1897-1926 sur la réparation des accidents du travail ;

La loi de 1927 sur la réparation des accidents du travail (transfert des fonds) ;

La loi de 1930 sur la réparation des accidents du travail ;

La loi de 1931 portant amendement à l'article 9 de la loi de 1925 sur la réparation des accidents du travail.

*Hongrie.* — La loi n° 31 de 1928 incorporant la convention dans la législation hongroise ;

La loi n° 21 de 1927 sur l'assurance obligatoire contre la maladie et les accidents et les ordonnances rendues en vertu de la loi n° 31 de 1928 et soutenant des dispositions relatives à l'application de la convention dans l'industrie, le commerce, les mines et les transports ;

La loi n° 16 de 1900 sur les travailleurs agricoles soumis à l'assurance-accident obligatoire, et les règlements ayant force de loi qui complètent et modifient cette loi.

*Inde.* — La loi du 5 mars 1923 sur la réparation des accidents du travail.

*Etat libre d'Irlande.* — La loi du 22 décembre 1906 sur la réparation des accidents du travail ;

La loi du 21 août 1917 sur la réparation des accidents du travail ;

La loi du 23 décembre 1919 sur la réparation des accidents du travail.

*Italie.* — Le Code civil ;

La loi n° 41 du 31 janvier 1904 (texte unifié) ;

Le décret royal n° 1450 du 23 août 1917.

*Japon.* — La loi sur les fabriques, du 28 mars 1911, amendée le 29 mars 1923 et le 27 mars 1929 ;

Le décret impérial pour l'application de la loi sur les fabriques promulguée le 2 août 1916 par décret impérial n° 193, amendée le 5 juin 1926 par l'ordonnance impériale n° 153 et le 25 juin 1929 par le décret impérial n° 202 ;

La loi sur les mines, promulguée en mars 1905 et amendée en juillet 1924 ;

Le règlement pour l'emploi des mineurs et la réparation des accidents du travail dans les mines, promulgué le 3 août 1916, amendé par les ordonnances du 24 juin 1926, du 1<sup>er</sup> septembre 1928 et du 26 juin 1929 ;

L'ordonnance impériale sur les secours aux ouvriers

de l'Etat, promulguée en novembre 1918, amendée par les ordonnances impériales du 30 juin 1926, du 27 juin 1928 et du 1<sup>er</sup> juillet 1929.

*Lettonie.* — La loi du 1<sup>er</sup> juin 1927 sur l'assurance des travailleurs salariés contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

*Luxembourg.* — La loi du 17 décembre 1925 concernant le Code des Assurances sociales ;

La loi du 5 mars 1928 portant approbation des conventions qui ont été adoptées par la Conférence Internationale du Travail au cours de ses dix premières sessions (1919-1927).

*Norvège.* — La loi du 22 juin 1928 modifiant la loi du 13 août 1915 relative à l'assurance-accidents des travailleurs industriels ;

La loi du 24 juin 1931 sur l'assurance-accidents des travailleurs industriels.

*Pays-Bas.* — La loi du 2 janvier 1901 concernant l'assurance légale des ouvriers contre les conséquences pécuniaires des accidents dans des industries déterminées, modifiée par les lois du 2 juillet 1928, du 7 février 1929 et du 18 juillet 1930 ;

La loi du 29 novembre 1907 portant promulgation du traité conclu, le 27 août 1907, entre l'Allemagne et les Pays-Bas sur l'assurance-accidents ;

L'arrêté du 18 mai 1915 portant promulgation du traité conclu, le 30 mai 1914, entre l'Allemagne et les Pays-Bas et complétant le traité du 27 août 1907 ;

Les arrêtés des 4 juillet 1922, 22 mai 1906 et 16 avril 1928 portant promulgation des traités conclus avec la Belgique, la Norvège et le Danemark sur l'assurance-accidents.

*Pologne.* — La loi du 16 juillet 1923 portant extension des prescriptions légales concernant la réparation en cas

d'accident du travail, d'invalidité, de vieillesse, de décès ou de chômage aux nationaux des Etats étrangers.

*Portugal.* — Le décret n° 5637 du 30 mai 1919 sur l'organisation de l'assurance sociale obligatoire contre les accidents du travail dans toutes les professions ;

Le décret n° 20192 du 10 août 1931 déterminant que les ouvriers ou employés étrangers, victimes d'accidents du travail survenus au Portugal, ont droit aux pensions établies par la loi, même lorsqu'ils résident hors du territoire portugais, si un traitement égal est accordé aux ouvriers portugais par la législation des pays dont ils sont ressortissants.

*Suède.* — La loi du 17 juin 1916 sur l'assurance contre les accidents du travail, modifiée par les lois du 15 juin 1922, du 18 juin 1926 et du 24 mai 1928 ;

La déclaration du 12 février 1919, entre la Suède, le Danemark et la Norvège, établissant la réciprocité en matière de réparation des accidents du travail ;

L'accord du 11 septembre 1923 avec la Finlande sur le même sujet ;

Les décrets royaux de 1921 à 1930 accordant exemption de certaines dispositions de la loi du 17 juin 1916, modifiée en faveur des ressortissants de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, de l'Italie, des Pays-Bas, de l'Union de l'Afrique du Sud, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie, de la Belgique, de l'Inde, de la Pologne, de la France, du Luxembourg, de la Hongrie, de la Lettonie, de Cuba, de l'Allemagne, de l'Autriche, du Japon, de la Suisse, de l'Espagne, du Portugal, de la Norvège, de la Bulgarie, de l'Estonie et de l'Islande.

*Suisse.* — La loi fédérale du 13 juin 1911 sur l'assurance en cas de maladie et d'accident ;

La loi fédérale du 18 juin 1915, complétant la loi fédérale du 19 juin 1911, sur l'assurance en cas de maladie et d'accident ;

La loi fédérale du 9 octobre 1920 concernant la révision de certaines dispositions de la loi fédérale du 13 juin 1911 sur l'assurance en cas de maladie et d'accident ;

Les différentes ordonnances sur l'assurance-accidents (25 mars 1916, 20 août 1920, 8 décembre 1922, 8 novembre 1927, 3 décembre 1927, 2 mars 1928) ;

L'arrêté fédéral du 28 mars 1917 concernant l'organisation du Tribunal fédéral des Assurances et la procédure à suivre devant ce tribunal ;

L'arrêté fédéral du 9 juin 1927 portant ratification de la convention.

*Tchécoslovaquie.* — La loi du 28 décembre 1887, n° 1 du Code d'Empire de 1888, relative à l'assurance-accidents des ouvriers, avec la série des lois d'amendement ultérieures, valable pour la province de Bohême et la province morave silésienne ;

La loi hongroise n° 19 de 1907 sur l'assurance en cas de maladie et d'accident des travailleurs de l'industrie et du commerce, modifiée par une série de lois ultérieures, en vigueur pour les territoires de la Slovaquie et de la Russie sub-carpathique ;

La loi hongroise n° 16 de 1900 sur l'assurance-accidents des travailleurs et domestiques agricoles, modifiée par des lois ultérieures, en vigueur pour les territoires de la Slovaquie et de la Russie sub-carpathique ;

Les normes législatives édictées par la République tchécoslovaque pour compléter les textes fondamentaux cités ci-dessus.

*Yougoslavie.* — La loi du 14<sup>er</sup> mai 1922 sur l'assurance ouvrière ;

Le règlement de la Caisse d'Assurance-Minière pour les ouvriers et le personnel, ainsi que pour leurs familles et parents, occupés dans les entreprises assujetties à la loi sur les mines ;

L'ordonnance du Ministre des Transports et des Communications, du 30 mai 1922, sur l'assurance du personnel

des entreprises de transport et de communications de l'Etat en cas de maladie et d'accident.

## II

*Deuxième question.* — « Prière de donner des indications détaillées, pour chacun des articles suivants de la convention, sur les dispositions des lois et règlements administratifs mentionnés ci-dessus, ou sur toutes autres mesures touchant l'application de chacun des articles :

### ARTICLE PREMIER

» Tout membre de l'Organisation Internationale du Travail, qui ratifie la présente convention, s'engage à accorder aux ressortissants de tout autre membre ayant ratifié la dite convention qui seront victimes d'accidents du travail survenus sur son territoire, ou à leurs ayants droit, le même traitement qu'il assure à ses propres ressortissants en matière de réparation des accidents du travail.

» Cette égalité de traitement sera assurée aux travailleurs étrangers et à leurs ayants droit sans aucune condition de résidence. Toutefois, en ce qui concerne le paiement qu'un membre ou ses ressortissants auraient à faire en dehors du territoire du dit membre en vertu de ce principe, les dispositions à prendre seront réglées, si cela est nécessaire, par des arrangements particuliers pris avec les membres intéressés.

» Prière de donner des renseignements sur les arrangements particuliers qui ont pu être pris avec d'autres membres intéressés en fournissant des textes de ces arrangements. »

*Afrique du Sud.* — Aucune distinction n'est faite au sujet de la nationalité des travailleurs ayant le droit d'intenter une action en vue de la réparation des accidents du travail. Toutes les nationalités sont placées sur un pied d'égalité.

*Allemagne.* — La législation ne fait pas de distinction entre les nationaux et les étrangers dans le cas de travailleurs étrangers employés et résidant en Allemagne. Le rapport déclare que des arrangements particuliers avec d'autres pays n'ont pas été conclus en vertu de la convention. La ratification a, pour les ressortissants d'autres pays qui ratifient, le même effet que la conclusion d'un traité international, conformément à l'article 157 du Code des Assurances du Reich.

L'article 157 du Code des Assurances stipule que, si d'autres Etats ont organisé un système d'assistance correspondant à l'assurance du Reich, le Gouvernement peut, avec l'autorisation du Reichsrat et à condition de réciprocité, conclure des conventions fixant dans quelle mesure l'attribution des secours à des entreprises qui empiètent du territoire d'un Etat sur celui d'un autre, ainsi qu'aux assurés occupés temporairement dans le territoire de l'autre Etat, devra être réglée conformément au Code des Assurances du Reich ou d'après le système d'assistance de l'autre Etat.

Pareillement, s'il y a réciprocité, l'assurance des ressortissants d'un Etat étranger pourra être réglée en s'écartant du Code et l'administration du système d'assistance pourra être facilitée dans le territoire de l'autre Etat. Les présentes dispositions sont également applicables par analogie aux mesures de prévoyance qui remplacent l'assurance.

Les articles 596 et 615 (2) disposent, en outre, que le Gouvernement du Reich peut décider que les mesures restrictives prévues dans ces articles (suspension de rente, etc.) ne seront pas applicables à l'égard des ressortissants des Etats étrangers dont la législation garantit aux Allemands et à leurs ayants droit des secours équivalents.

*Autriche.* — Le rapport déclare que l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux, en matière d'assurance-accidents, était déjà prévue par les lois mentionnées dans notre premier paragraphe et que, dans la mesure où les dispositions de ces lois ne sont pas en har-

monie avec celles de la convention, elles sont considérées comme remplacées, dès la mise en vigueur de la convention, par les dispositions de celle-ci.

L'égalité de traitement s'applique aussi à la réparation des maladies professionnelles, quand celles-ci sont assimilées par les lois aux accidents du travail. L'article 42 de la loi sur l'assurance des ouvriers contre les accidents, l'article 84 (2) de la loi sur l'assurance des travailleurs agricoles et l'article 43, alinéa 2, de la loi sur l'assurance des employés qui permettent de racheter les versements périodiques par une somme forfaitaire, même sans le consentement de l'assuré lorsqu'il s'agit d'un assuré de nationalité étrangère ou résidant à l'étranger d'une façon permanente, ne peuvent être appliqués dans le cas de ressortissants des Etats qui ont ratifié la convention. Le rapport ajoute que les dispositions des articles 4 et 5 de l'accord sur les assurances sociales, conclu le 5 février 1930 entre l'Autriche et l'Allemagne, doivent être considérées comme un arrangement particulier au sens du paragraphe 2 de l'article premier de la convention.

Des arrangements à peu près identiques se trouvent dans l'accord du 21 juillet 1931 conclu avec la Yougoslavie et celui du 5 septembre 1931 conclu avec la Tchécoslovaquie. Toutefois, ces deux accords ne sont pas ratifiés.

*Belgique.* — La loi du 24 décembre 1903 ne fait, à aucun égard, de différence quelconque entre les victimes belges ou étrangères.

*Bulgarie.* — Le rapport déclare que, conformément à l'article 7 de la loi du 6 mars 1924 sur les assurances sociales, les ouvriers et employés étrangers sont obligatoirement assurés en cas d'accidents, de maladie et de maternité. Ils sont également assurés contre l'invalidité et la vieillesse, à condition que leur pays respectif assure les mêmes avantages aux ressortissants bulgares.

*Danemark.* — La législation danoise ne fait pas de

distinction entre les travailleurs nationaux et étrangers en ce qui concerne la réparation des accidents du travail. Le rapport déclare que les indemnités accordées aux étrangers sont celles que prévoit la loi sur l'assurance-accidents du 14 juillet 1927. En vertu de cette loi, les indemnités d'invalidité sont payées aux ouvriers étrangers indépendamment de ce qu'un accord a été conclu ou non avec le pays intéressé ou que ce pays a ratifié la présente convention. Par contre, les indemnités aux ayants droit sont limitées aux nationaux des pays étrangers qui ont conclu un accord avec le Danemark ou ont ratifié la convention.

Dans tous les cas, l'égalité de traitement est assurée aux travailleurs étrangers et à leurs ayants droit sans aucune condition de résidence. Des arrangements touchant la question qui fait l'objet de cet article ont été conclus, avant la ratification de la convention, avec la Suède, la Norvège, la Finlande, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Islande.

*Espagne.* — L'article 5 de la loi du 10 janvier 1922 sur les accidents du travail prévoit que « les ouvriers auront droit au bénéfice des dispositions de la présente loi, ainsi que leurs ayants droit résidant sur le territoire espagnol ; leurs ayants droit résidant à l'étranger au moment de l'accident bénéficieront également des dites dispositions si la législation de leur pays accorde le bénéfice de dispositions analogues aux ressortissants espagnols ou, par des traités spéciaux, garantit à ces derniers la réciprocité de traitement ».

Le rapport déclare que certains Etats, entre autres la Tchécoslovaquie, ont demandé au Gouvernement espagnol de donner plus d'ampleur à cette protection au moyen d'un échange de notes devant aboutir à un accord spécial.

Les négociations à ce sujet sont en cours et, si elles sont approuvées, elles seront suivies d'autres de même nature. En ce qui concerne le grand nombre de travailleurs espagnols employés au Portugal, la réciprocité a été observée depuis la ratification de la convention concernant la réparation des accidents du travail.

*Esthonie.* — L'article 439 du Code du Travail industriel prévoit que le Conseil des Ministres peut étendre les dispositions concernant l'assurance des ouvriers contre les accidents aux ressortissants des Etats qui accordent aux nationaux esthoniens des prestations correspondantes à celles prévues dans ces dispositions. Toutefois, une telle extension est liée aux conditions suivantes : 1° une rente ne peut être accordée qu'aux ayants droit d'un étranger qui résidait en Esthonie lors de l'accident survenu au chef de famille ; 2° si un étranger, ainsi que ses ayants droit, quittent l'Esthonie pour établir leur domicile permanent à l'étranger, leur rente sera remplacée par une indemnité se montant au triple de la rente annuelle.

Conformément à l'article 439 du Code du Travail industriel, le Gouvernement esthonien a décidé, le 2 juillet 1930, d'étendre les dispositions concernant l'assurance des ouvriers contre les accidents, sans les restrictions prévues aux paragraphes premier et 2 de cet article, aux ressortissants des Etats qui ont ratifié la présente convention. Le rapport ajoute que des arrangements particuliers sont contenus dans une convention sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail conclue entre l'Esthonie et la Finlande, le 10 décembre 1925.

*Finlande.* — La loi du 17 juillet 1925 ne fait pas de distinction entre les nationaux finlandais et les étrangers. La seule exception se trouve à l'article 47 qui dispose que, si la personne ayant droit à une rente n'est pas citoyen finlandais ni domicilié en Finlande, l'institution d'assurance peut cesser le paiement de la rente et lui verser, à titre de rachat, une somme égale à la moitié du capital représentatif de la rente. En cas d'accident mortel, si la victime n'est pas citoyen finlandais, ni domicilié en Finlande, l'indemnité pour frais funéraires n'est due que si le décès s'est produit dans les trois mois consécutifs à l'accident. Le rapport déclare, toutefois, que ces exceptions sont abolies, aux termes de la convention, en ce qui concerne les ressortissants des pays ayant ratifié la convention.

*France.* — Le rapport déclare qu'avant la ratification de la convention par la France, la législation française sur les accidents du travail ne prévoyait pas l'égalité de traitement en ce qui concerne notamment les étrangers et leurs ayants droit cessant de résider sur le territoire français et leurs représentants n'y résidant pas au moment de l'accident. Il n'avait été dérogé à cette exception que par des accords bilatéraux conclus dans les termes du dernier paragraphe de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, entre la France et les pays suivants : Belgique, Grand-Duché de Luxembourg, Italie, Grande-Bretagne, Saint-Marin, Pologne, Tchécoslovaquie et le Territoire du Bassin de la Sarre.

La loi du 30 mars 1928 et le décret du 16 mai 1928 sont considérés comme ayant, du fait de leur promulgation, introduit dans la législation française l'égalité de traitement à l'égard des ressortissants des pays ayant ratifié la convention, sans qu'il y ait lieu d'apporter aucune modification spéciale à cette législation. Les noms des pays dont la ratification a été enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations ont été portés à la connaissance des tribunaux et de tous les intéressés par les avis insérés au *Journal Officiel*.

En outre, une communication a été faite à ce sujet par M. le Ministre du Travail au Ministre de la Justice qui, par une circulaire adressée le 1<sup>er</sup> octobre 1930 aux Procureurs généraux, a confirmé l'interprétation du Ministre du Travail en ce qui concerne la date de prise d'effet de la convention à l'égard des ressortissants des divers Etats qui l'ont ratifiée.

Le rapport déclare qu'il n'a pas été jugé nécessaire de conclure, à la suite de la convention, des arrangements particuliers avec d'autres membres intéressés en ce qui concerne les paiements. Antérieurement à l'adoption du projet de convention, un règlement était intervenu entre la France et l'Italie pour l'exécution de l'accord signé entre les deux Etats le 9 juin 1906. Ce règlement, qui tranche la question des paiements, est toujours en vigueur.

*Grande-Bretagne.* — Conformément aux articles premier et 43 de la loi de 1925 sur la réparation des accidents du travail, l'employeur est tenu de payer une indemnité lorsqu'un « travailleur » employé par lui est tué ou rendu invalide par un accident ou une maladie industrielle énumérée par la loi, qui surviennent à la suite ou au cours de son emploi.

La définition du terme « travailleur » donnée à l'article 3, n'établit pas de discrimination entre les nationaux britanniques et les étrangers. Des arrangements particuliers n'ont pas été pris en exécution de cet article. Toutefois, l'attention est appelée sur les arrangements conclus, en 1909, avec la France et, récemment, avec le Danemark, qui ont trait, entre autres, aux paiements en dehors de la Grande-Bretagne.

Le rapport ajoute que des dispositions analogues sont en vigueur dans l'Irlande du Nord en vertu de la loi de 1927 sur la réparation des accidents du travail.

*Hongrie.* — En vertu de l'article 56 de la loi n° XXI de 1927, l'obligation de l'assurance contre les accidents du travail est maintenue sans distinction de nationalité. Cette loi ne fait aucune distinction entre les nationaux hongrois et les étrangers, en ce qui concerne la catégorie et le montant des indemnités.

Aux termes de l'article 89, les paiements dus à une personne assurée de nationalité étrangère, qui a transféré sa résidence dans son pays ou dans un autre Etat étranger, ne doivent être continués que si ce pays accorde la réciprocité de traitement aux travailleurs de nationalité hongroise. La même règle s'applique également aux ayants droit des personnes assurées de nationalité étrangère si, au moment de l'accident, leur résidence est à l'étranger ou s'ils s'y sont fixés ultérieurement. Les ayants droit peuvent réclamer le paiement de l'indemnité en une somme unique, pourvu qu'il existe la réciprocité.

Par suite de la ratification de la convention, la Hongrie observe, en ce qui concerne le paiement des réparations

aux nationaux étrangers, la réciprocité de traitement à l'égard de tous les pays qui ont ratifié la convention, de sorte que les nationaux de ces pays ayant été victimes d'un accident du travail dans une entreprise située sur le territoire hongrois, ainsi que leurs ayants droit, ont droit à une réparation sans aucune condition de résidence.

Un accord touchant la réciprocité, conclu entre la Hongrie et l'Italie et ratifié par la législation hongroise (loi n° XXI de 1911), est en vigueur.

En ce qui concerne l'assurance obligatoire des travailleurs agricoles contre les accidents du travail, la loi n° XVI de 1900 et les règlements ayant force de loi qui la complètent garantissent aux étrangers l'égalité de traitement en matière de bénéfices de l'assurance.

*Inde.* — Toute personne comprise par la définition du terme « salarié » telle qu'elle est donnée à l'article 2 de la loi du 5 mars 1928, bénéficie des dispositions de la loi, sans égard à sa nationalité ou résidence. Le rapport ajoute que, jusqu'ici, il n'a pas été considéré comme nécessaire de prendre des arrangements particuliers concernant les paiements à faire en dehors du territoire de l'Inde.

*Etat libre d'Irlande.* — Ni la loi de 1906 sur la réparation des accidents du travail, ni les lois de 1917 et 1919 portant des amendements de guerre ne font de discrimination entre les étrangers et les autres ouvriers. Les lois portant des amendements de guerre sont maintenues en vigueur par une législation adoptée d'année en année en vue de prolonger leur effet.

Aucun accord spécial n'a été, jusqu'à présent, conclu avec les autres membres intéressés.

*Italie.* — Le rapport déclare qu'aucune disposition spéciale n'a été nécessaire, en Italie, pour faire porter effet aux dispositions de la convention, étant donné que la législation spéciale de l'Italie sur la réparation des accidents du travail s'inspire du principe général de l'assimilation

absolue et sans condition des étrangers aux nationaux (article 3 du Code civil).

Aucune différence de traitement n'est prévue entre les étrangers et les nationaux en ce qui concerne l'assurance obligatoire contre les accidents du travail en vertu de la loi du 31 janvier 1904 qui s'applique à l'industrie et aux transports maritimes (texte unifié) et du décret-loi du 25 août 1917 qui s'applique à l'agriculture. Tous les sujets des Etats ayant ratifié la convention qui viennent en Italie sont traités sur un pied d'égalité absolue avec les nationaux, en vertu de la législation concernant la réparation des accidents du travail. Cette égalité est accordée sans aucune condition de résidence.

Aucun accord n'a été conclu pendant la période à laquelle se réfère le rapport, entre l'Italie et les Etats qui ont ratifié la convention, au sujet du paiement des réparations en dehors du pays. Toutefois, dès avant la guerre, des accords ont été signés avec la France (convention du 9 juin 1906) et avec la Hongrie (convention du 19 septembre 1909). Ces accords ont été renouvelés et sont en vigueur. Un autre accord fut conclu, après la guerre, avec la Yougoslavie, conjointement avec les conventions signées à Nettuno le 20 juillet 1926.

*Japon.* — La législation japonaise ne contient pas de disposition faisant de distinction entre les travailleurs nationaux et étrangers en ce qui concerne la réparation des accidents.

Le rapport déclare qu'il n'a pas été trouvé nécessaire de prendre des arrangements particuliers avec les Etats membres intéressés au sujet de paiements à effectuer en dehors du territoire du pays.

*Lettonie.* — La loi du 1<sup>er</sup> juin 1927 instituant l'assurance contre les accidents du travail prévoit, à son article 2, que les catégories de travailleurs visées par la loi sont assurées « sans distinction de sexe, d'âge et de nationalité ». Toutefois, l'article 31 dispose que les membres

de la famille d'un étranger décédé, qui n'avaient pas auprès de lui une résidence fixe en Lettonie, n'ont pas droit à la pension, sauf convention contraire à ce sujet avec l'Etat auquel ressortissait le défunt.

Si un pensionné étranger quitte définitivement la Lettonie, il lui est payé en échange de sa pension une indemnité globale égale à sa pension de trois ans, sauf convention à ce sujet avec l'Etat auquel ressortit le pensionné, mais en aucun cas plus que la somme à laquelle il aurait eu droit s'il était resté en Lettonie.

*Luxembourg.* — Le rapport déclare que la matière de cet article est réglée par l'article 119 de la loi du 17 décembre 1925, combiné avec les dispositions de la convention auxquelles la loi du 5 mars 1928 a conféré force de loi.

L'article 119 de la loi dispose que, « sauf les dérogations inscrites dans la présente loi, le bénéfice de la loi s'étend aux étrangers comme aux Luxembourgeois. Son application pourra cependant être suspendue par rapport aux nationaux des Etats dont la législation refuse aux Luxembourgeois le bénéfice de la protection similaire qu'ils accordent à leurs propres citoyens ».

L'article 112 de la loi prévoit que la pension accordée à la suite d'un accident du travail doit être suspendue pendant tout le temps où l'ayant droit étranger ne réside pas dans le Grand-Duché. Le Gouvernement peut toujours suspendre l'effet de cette disposition.

En vertu de l'article 113, les étrangers qui quittent le Grand-Duché peuvent être désintéressés par le paiement unique d'un capital égal au triple de la rente annuelle. Le Gouvernement peut également suspendre l'application de cette disposition.

L'article 107 prévoit que les ascendants, s'ils sont des nationaux luxembourgeois, auront droit, pendant le traitement du blessé à l'hôpital, à une rente de 30 % de son salaire annuel, à condition que le blessé ait pourvu d'une façon appréciable à leur entretien. La convention elle-même a force de loi au Luxembourg en vertu de la loi du 5 mars 1928.

*Norvège.* — Le rapport déclare qu'une complète égalité entre les travailleurs étrangers et nationaux a été établie par la loi du 22 juin 1928.

L'article 25 de la loi prévoit que toute personne ayant droit à réparation, qui élit domicile à l'étranger, perd le droit à la réparation. Si l'ayant droit à réparation est citoyen norvégien ou citoyen d'un Etat qui a ratifié la présente convention, ou avec lequel le roi a conclu un accord sur l'égalité de traitement, il aura néanmoins droit à recevoir la réparation annuelle, s'il fait une demande à cet effet, après avoir repris domicile en Norvège dans les vingt ans. Si, à la date de l'accident, l'ayant droit à réparation a résidé à l'étranger, sa pension d'invalidité qui a été définitivement établie, ou la pension qui a été éventuellement accordée à ses survivants, doit être payée en une somme unique égale à 50 % de la valeur capitalisée de la pension.

La disposition qu'un étranger ou ses survivants qui, à la date de l'accident, ne résidaient pas en Norvège, n'ont pas droit à réparation, ne s'applique pas aux citoyens des Etats qui ont ratifié la présente convention, ou avec lesquels le roi a conclu un accord sur l'égalité de traitement. Il est prévu, en outre, que la loi du 22 juin 1928 entrera en vigueur à une date qui sera fixée par le roi et qu'à la même date, sera abrogé le paragraphe 4 de l'article 5, disant que « les ayants droit d'un étranger n'ont pas droit à réparation si, à la date de l'accident, ils ne résidaient pas dans le pays ». (La loi est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1929.) Le rapport ajoute qu'aucun accord spécial n'a été conclu avec d'autres membres.

*Pays-Bas.* — La loi sur l'assurance-accidents ne fait aucune distinction entre nationaux et étrangers. Le travailleur étranger est assuré contre les accidents absolument de la même manière que les travailleurs nationaux. Les Pays-Bas n'ont pas conclu d'arrangement visé au paragraphe 2 de cet article de la convention.

*Pologne.* — La loi du 6 juillet 1923 prévoit que les pres-

criptions légales relatives aux assurances sociales et à la réparation en cas d'accidents du travail, d'invalidité, de vieillesse, de décès et de chômage, en vigueur sur tout le territoire de la République de Pologne, sont également applicables, en ce qui concerne l'obligation d'assurance et le droit à toutes les prestations (y compris tous les suppléments de vie chère et les suppléments pour charges de famille) aux ressortissants d'Etats étrangers employés sur le territoire de Pologne, ainsi qu'à leurs ayants droit, même s'ils sont domiciliés hors du territoire polonais.

Les nationaux des pays étrangers, ainsi que leurs ayants droit, bénéficient de tous les droits aux prestations et aux suppléments acquis par voie d'assurance sociale, même s'ils quittent le territoire polonais. Le Conseil des Ministres peut toutefois, sur la proposition du Ministre du Travail et de l'Assistance Sociale, édicter des prescriptions limitant les droits des ressortissants d'un pays étranger au cas où ce pays restreindrait les droits correspondants des nationaux polonais. Jusqu'à présent, le Conseil des Ministres n'a pas usé de ce droit. Il est toutefois entendu que le droit de rétorsion précité ne saurait être appliqué en ce qui concerne la réparation des accidents couverts par la convention.

Le Gouvernement n'a conclu jusqu'ici aucun arrangement ayant en vue l'application formelle de l'article premier de la convention et se rapportant exclusivement au règlement des paiements à faire par l'institution d'assurance de la Pologne sur le territoire d'un autre Etat et vice versa.

Le Gouvernement polonais a déjà conclu, avant et après la ratification de la convention, une série de traités avec d'autres Etats, en particulier avec la France et l'Allemagne, basés sur le principe de l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière d'assurance-accidents. Ces traités contiennent en même temps certaines dispositions concernant le système de paiement des rentes à l'étranger.

A cet égard, le rapport mentionne les conventions sui-

vantes : la convention polono-française relative à l'émigration et à l'immigration du 3 septembre 1919 ; la convention polono-française relative à l'assistance et à la prévoyance sociale du 14 octobre 1920 ; la convention polono-allemande du 15 mai 1922 sur la Haute-Silésie ; la convention polono-allemande du 24 novembre 1927 concernant les ouvriers agricoles polonais ; la convention polono-allemande sur les assurances sociales signée le 11 juin 1931, mais non ratifiée encore ; l'accord avec la Ville libre de Dantzig concernant les assurances sociales des ouvriers et employés de chemins de fer, du 13 janvier 1927.

Le rapport mentionne également un accord conclu avec la Caisse ouvrière de l'Assurance-Accidents hongroise concernant le paiement des prestations aux intéressés résidant en Pologne par l'intermédiaire de la Caisse postale d'Épargne polonaise.

*Portugal.* — Le rapport déclare que les dispositions de cet article sont appliquées au Portugal par l'article 24 du décret n° 5637 du 10 mai 1919 qui prévoit que « tous les ouvriers et employés victimes d'accidents du travail ou leurs représentants perdront le droit à une pension dès qu'ils cessent de résider sur le territoire portugais. Toutefois, s'il s'agit d'étrangers, ils auront droit, au moment de leur départ du Portugal, au paiement d'une somme unique égale au triple de la pension annuelle qui leur a été accordée. En cas de tel paiement, les bénéficiaires, s'ils ont des enfants au-dessus de onze ans, mais ne dépassant pas l'âge de quatorze ans, recevront une indemnité égale au montant de la pension qui leur aurait été versée s'ils avaient continué à résider au Portugal. Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité, à moins qu'ils n'aient résidé sur le territoire portugais au moment de l'accident. Ces dispositions peuvent être modifiées dans les limites de la réparation prévue par ce décret-loi en cas d'étrangers dont les pays garantissent aux ouvriers portugais des avantages équivalents ».

En outre, le deuxième paragraphe de l'article 24 con-

tient une disposition pour le cas où une législation étrangère accorde aux ouvriers portugais employés dans les pays respectifs une indemnité supérieure à celles accordées aux ouvriers étrangers au Portugal, étant prévu que, dans ce cas, le principe de l'égalité complète sera appliqué sous réserve de la limite fixée par la loi portugaise pour le montant maximum des pensions.

Les articles premier et 2 du décret n° 20192 du 10 août 1931 stipulent, d'autre part, que les ouvriers et employés étrangers victimes d'un accident du travail survenu au Portugal, ainsi que leurs ayants droit, auront droit aux pensions établies par la loi, même lorsqu'ils résident hors du territoire portugais, si un traitement égal est accordé aux ouvriers portugais par la législation des pays dont ils sont ressortissants.

Le rapport ajoute qu'aucun accord spécial n'est, jusqu'à présent, intervenu entre le Portugal et les autres membres de l'Organisation Internationale du Travail.

*Suède.* — L'article 27, paragraphe 3, de la loi sur l'assurance contre les accidents du travail prévoit que le Gouvernement peut, sous condition de réciprocité, autoriser les travailleurs étrangers à bénéficier du traitement accordé aux nationaux en matière de réparation des accidents du travail.

Le rapport déclare que de pareilles autorisations ont été accordées en vertu d'accords spéciaux aux ressortissants danois, norvégiens, britanniques, irlandais, italiens, hollandais et finlandais, ainsi que, en vertu de la convention, aux ressortissants de l'Union de l'Afrique du Sud, de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie, de la Belgique, de l'Inde, de la Pologne, de la France, du Luxembourg, de la Hongrie, de la Lettonie, de Cuba, de l'Allemagne, de l'Autriche, du Japon, de la Suisse, de l'Espagne, du Portugal, de la Bulgarie, de l'Esthonie, de l'Etat libre d'Irlande et de l'Islande.

*Suisse.* — L'article 90 de la loi fédérale du 13 juin 1911

stipule que les prestations d'assurances seront accordées aux assurés étrangers résidant en Suisse et à leurs survivants qui sont ressortissants d'Etats étrangers dont les lois offrent aux Suisses et à leurs survivants des avantages équivalents ; les assurés ressortissants d'autres Etats ont droit à recevoir des soins médicaux, une indemnité de maladie et des frais funéraires, mais ils n'ont droit qu'aux trois quarts de la rente d'invalidité et des rentes de survivants. De plus, seuls l'époux et les enfants peuvent prétendre aux rentes de survivants.

Le rapport déclare qu'en ratifiant la convention, la Suisse s'est obligée à traiter les assurés étrangers résidant en Suisse, ainsi que leurs survivants, en tous points à l'égal des nationaux et de leurs survivants. Mais cette extension du principe de l'égalité de traitement des étrangers et des nationaux ne nécessite pas la promulgation d'une loi séparée comme pour les autres conventions ratifiées par la Suisse.

En matière d'assurance contre les accidents, le Gouvernement peut appliquer immédiatement les prescriptions contenues dans la convention. Le Gouvernement n'a, à cette fin, qu'à prescrire à la Caisse nationale de se conformer à la convention. C'est ce qui a été fait, et la Caisse nationale applique actuellement en tous points le même traitement aux étrangers et aux nationaux.

En ce qui concerne le second paragraphe de cet article, le rapport déclare que la Caisse nationale s'y conforme en se mettant d'accord, par la voie administrative, avec les institutions similaires de l'étranger. Cette manière de procéder n'a pas eu d'inconvénient. Le rapport ajoute que la Suisse ne perdra pas de vue la question de savoir s'il est nécessaire qu'elle prenne des arrangements particuliers avec d'autres Etats. Des pourparlers préliminaires ont déjà été engagés à ce sujet avec certains Etats.

*Tchécoslovaquie.* — Le rapport déclare que l'égalité de traitement est garantie par la législation tchécoslovaque. L'égalité de traitement n'est pas liée à la condition de la

résidence permanente de l'étranger sur le territoire tchécoslovaque, de sorte que l'étranger titulaire de rente ne perd pas son droit à la rente-accident en quittant le territoire tchécoslovaque. Cependant, dans ce cas, l'article 42 de la loi n° 1 de 1888 réserve à l'institution d'assurance le droit de remplacer la rente par un capital approprié à titre de versement définitif.

En ce qui concerne les territoires de la Slovaquie et de la Russie sub-carpathique, l'article 95 (3) de la loi n° XIX de 1907 stipule que, si le titulaire de la rente est un étranger et s'il retourne dans son pays pour un séjour permanent, sa rente-accident devra lui être versée également par la suite, à condition que l'Etat respectif observe la réciprocité vis-à-vis des ressortissants tchécoslovaques.

En vertu de l'article 77 de la même loi, les parents de ressortissants étrangers morts à la suite d'un accident et assurés en vertu des dispositions de la présente loi qui, à l'époque de l'accident, ont leur résidence permanente à l'étranger, auront droit à une indemnité seulement si l'Etat respectif observe les mêmes procédés vis-à-vis des ayants droit habitant la Tchécoslovaquie, de ressortissants tchécoslovaques assurés et morts à l'étranger. Si les ayants droit d'un étranger qui bénéficient déjà d'une rente se rendent à l'étranger pour un séjour permanent, ils auront droit à une indemnité se montant au triple de leur rente annuelle ; en rentrant en Tchécoslovaquie, ils n'auront plus aucun droit à une rente. Pour le surplus, quant aux droits de ces ayants droit étrangers, la condition de la réciprocité est applicable.

Le rapport remarque que la transformation en capital-indemnité de la rente due à un étranger ayant quitté le pays ne se fait que très rarement et seulement sur demande du titulaire de la rente, et que c'est, en règle générale, la rente qui continue à être versée. L'égalité de traitement a été constatée, jusqu'ici, par échange de notes diplomatiques entre la Tchécoslovaquie, d'une part, et la Suède, la Finlande, les Pays-Bas, la France, le Japon, l'Esthonie et la Suisse, de l'autre. Une procédure analogue est actuellement

en cours entre la Tchécoslovaquie, d'une part, et la Belgique, Cuba, l'Espagne, la Hongrie, l'Etat libre d'Irlande, la Norvège, le Portugal et la Bulgarie, d'autre part.

En dehors du cadre de la convention, le paiement de rentes-accidents, y compris des allocations de vie chère, est réglé par voie administrative avec l'Allemagne, l'Autriche et la Pologne.

*Yougoslavie.* — L'article 8 de la loi du 14 mai 1922 stipule que les ressortissants d'Etats étrangers qui sont occupés dans les limites du territoire du royaume jouiront du même traitement que les ressortissants nationaux.

Le Ministre de la Politique Sociale et de la Santé Publique peut prescrire des dispositions particulières pour des ressortissants d'Etats dans lesquels les catégories d'assurances ouvrières en cas de maladie, d'invalidité, de vieillesse, de décès et d'accident sont instituées, qui n'accordent pas, toutefois, aux ressortissants de la Yougoslavie occupés dans les limites de leur territoire, le même traitement qu'à leurs ressortissants en ce qui concerne les dites assurances.

L'article 111 de la loi prévoit que le droit à pension ou allocation est suspendu si le bénéficiaire de la pension est ressortissant d'un Etat étranger et retourne dans sa patrie pour y établir son domicile permanent. A titre d'exception, la pension continuera à lui être versée si l'Etat intéressé garantit la réciprocité de traitement aux ressortissants yougoslaves. Si le bénéficiaire de la pension ou de l'allocation se rend à l'étranger pour y établir son domicile permanent, l'institution centrale d'assurances peut lui accorder, sur demande, dans les cas dûment motivés, un capital, à titre de versement définitif, égal à une année de sa pension. En cas de retour de l'intéressé, la pension ou l'allocation lui sera de nouveau versée ; toutefois, le capital payé à titre de versement définitif lui sera déduit par fractions ne devant pas excéder la moitié de sa pension ou allocation. Les ressortissants étrangers qui reçoivent une pension ou une allocation peuvent, lorsqu'ils se rendent à l'étran-

ger pour y établir leur domicile permanent et que, par suite, leur pension est suspendue, demander un capital, à titre de versement définitif, égal à la valeur de la pension ou allocation, mais dont le montant ne pourra toutefois excéder le triple de la pension annuelle.

Pour le surplus, le règlement définitif des autres ressortissants étrangers doit être conforme au principe de la réciprocité de traitement.

Le rapport ajoute que des arrangements particuliers sont contenus dans les conventions conclues entre la Yougoslavie et l'Italie, signées à Nettuno le 20 juillet 1925 et dans celles conclues, au sujet des assurances sociales, entre la Yougoslavie et l'Allemagne, le 3 octobre 1929.

## ARTICLE 2

« Pour la réparation des accidents du travail survenus à des travailleurs occupés d'une manière temporaire ou intermittente sur le territoire d'un membre pour le compte d'une entreprise située sur le territoire d'un autre membre, il peut être prévu qu'il sera fait application de la législation de ce dernier par accord spécial entre les membres intéressés.

» Prière de donner des renseignements sur les accords spéciaux qui ont pu être conclus en vertu de cet article, en fournissant des exemplaires des textes de ces accords. »

*Autriche.* — Un accord spécial dans le sens du présent article a été conclu avec l'Allemagne et des accords à peu près identiques ont été conclus avec la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie ; ces deux derniers, toutefois, n'ont pas encore été ratifiés.

*Danemark.* — Le rapport signale qu'à la Conférence de Politique sociale des quatre pays du Nord, qui a eu lieu à Copenhague, en 1928, des arrangements ont été pris pour fixer les principes d'un accord spécial entre ces pays. La question fait l'objet également d'accords conclus avant

la ratification de la convention avec les Pays-Bas et l'Islande.

*Finlande.* — Le rapport mentionne qu'un accord spécial a été conclu pour les pays du Nord — le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède — en ce qui concerne les travailleurs occupés d'une manière temporaire ou intermittente sur le territoire d'un Etat pour le compte d'une entreprise située sur le territoire de l'autre Etat.

Toutefois, l'accord n'est pas encore en vigueur.

*France.* — Le rapport indique qu'aucun accord spécial n'a été conclu en vertu de cet article, mais qu'il existe des accords de cette nature conclus antérieurement par le Gouvernement français avec la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et la Grande-Bretagne. Ces accords sont toujours en vigueur.

*Grande-Bretagne.* — Aucun accord spécial n'a été conclu en vertu de cet article. Toutefois, l'article 2 de la convention anglo-française contient certaines dispositions en ce qui concerne l'emploi temporaire ou intermittent à l'étranger.

*Etat libre d'Irlande.* — Aucun accord spécial n'a été conclu en vertu de cet article. La loi de 1909 sur la réparation des accidents du travail (convention anglo-française), dont les dispositions sont applicables dans l'Etat libre d'Irlande, contient certaines prescriptions en ce qui concerne l'emploi temporaire ou intermittent à l'étranger.

*Pays-Bas.* — Avant la ratification de la convention, le Gouvernement des Pays-Bas avait conclu des conventions avec l'Allemagne (27 août 1907 et 30 mai 1914) et la Belgique (4 juillet 1922) visant spécialement la prévention d'une double assurance.

De même, le Gouvernement a conclu une convention avec la Norvège (22 mai 1926) pour prévenir une assurance

double et concernant l'égalité de traitement des travailleurs.

Une convention semblable conclue avec le Danemark a été approuvée par la loi après la ratification de la convention (16 avril 1928).

*Pologne.* — Le rapport indique que la convention polono-allemande signée le 11 juin 1931 (mais non ratifiée jusqu'à présent) contient des dispositions de ce genre.

*Suède.* — L'article 28 de la loi sur l'assurance contre les accidents du travail prévoit que le Gouvernement peut conclure avec des Etats étrangers, sur la base de la réciprocité, des conventions relatives à l'application de la loi ou de lois de l'Etat étranger, lorsque les employeurs d'un des Etats exécutent, avec l'aide d'ouvriers, des travaux dans l'autre Etat.

Le rapport signale qu'aucun arrangement de ce genre n'a été conclu jusqu'à ce jour.

### ARTICLE 3

« Les membres qui ratifient la présente convention et chez lesquels n'existe pas un régime d'indemnisation ou d'assurance forfaitaires des accidents du travail conviennent d'instituer un tel régime dans un délai de trois ans à dater de leur ratification.

» Prière d'indiquer s'il existe déjà dans votre pays une législation sur la réparation des accidents du travail, sinon quelles sont les mesures prises pour donner suite aux dispositions de cet article. »

*Afrique du Sud.* — Des dispositions législatives avaient été prises dans l'Union avant la ratification de la convention par la loi de 1914 sur la réparation des accidents du travail.

*Allemagne.* — Le rapport indique que l'Allemagne possède, depuis 1885, une assurance-accidents réglementée par la législation du Reich.

*Suède.* — Le rapport mentionne que l'assurance contre les accidents du travail est presque générale en Suède.

Une législation existait déjà pour les pays suivants : Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, Esthonie, Finlande, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Inde, Etat libre d'Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

#### ARTICLE 4

« Les membres qui ratifient la présente convention s'engagent à se prêter mutuellement assistance en vue de faciliter son application, ainsi que l'exécution de leurs lois et règlements respectifs en matière de réparation des accidents du travail, et à porter à la connaissance du Bureau International du Travail, qui en informera les autres membres intéressés, toute modification dans les lois et règlements en vigueur en matière de réparation des accidents du travail.

» Prière de donner des renseignements sur toute modification dans les lois et règlements en vigueur en matière de réparation des accidents du travail et sur leur application, en fournissant des exemplaires des textes dont il s'agit. »

*Afrique du Sud.* — La loi de 1914, amendée par la loi n° 13 de 1917, a été de nouveau modifiée par la loi n° 29 de 1931, qui est entrée en vigueur le 9 juin 1931, sur la réparation des accidents du travail.

*Allemagne.* — Aucune modification de la législation relative à la réparation des accidents du travail et à l'application de la convention n'a été enregistrée en 1931.

*Finlande.* — En 1931, aucune loi ni ordonnance n'a été promulguée pour modifier les lois et ordonnances en vigueur en Finlande.

*France.* — Une loi du 1<sup>er</sup> janvier 1931, publiée au *Journal Officiel* le 4 janvier 1931, a modifié et complété la loi du 25 octobre 1919 étendant aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. Le texte de cette loi a été communiqué au Bureau International du Travail.

*Grande-Bretagne.* — En 1931, un amendement ayant trait aux travailleurs frappés d'une incapacité de travail partielle et se trouvant dans l'impossibilité de trouver un emploi, a été apporté à la loi de 1925 sur la réparation des accidents du travail.

*Hongrie.* — Le Gouvernement déclare qu'en 1931, aucune mesure législative n'a été prise en vue de modifier les lois et ordonnances en vigueur.

*Inde.* — Les lois, les amendements, les règlements et notifications édictés par l'Inde sont régulièrement communiqués au Bureau International du Travail.

*Etat libre d'Irlande.* — Aucune modification n'a été apportée au cours de l'année aux lois et règlements en question.

*Italie.* — L'obligation imposée par cet article de la convention est remplie à l'égard de tous les Etats. Pendant la période à laquelle se réfère le rapport, aucune modification n'a été apportée à la législation sur la réparation des accidents du travail.

*Japon.* — Au cours de 1931, deux lois ont été promulguées en la matière, l'une concernant la réparation des accidents du travail, l'autre concernant l'assurance contre les risques de la réparation des accidents du travail. Ces deux lois entrent en vigueur en janvier 1932.

*Norvège.* — Par la loi du 24 juin 1931, certaines modi-

fications ont été apportées à l'organisation du système d'assurance. Outre quelques réformes d'ordre administratif, ces modifications comportent une extension du champ d'application de la loi et la réadaptation des salaires de base de certaines catégories des assurés. Un exemplaire de cette loi a été communiqué au Bureau International du Travail.

*Portugal.* — Pour confirmer le principe de l'égalité de traitement qui avait été déjà observé en vertu de la législation existante, le Gouvernement a publié, le 10 août 1931, un décret déterminant que les ouvriers et employés étrangers victimes d'un accident du travail survenu au Portugal, ainsi que leurs ayants droit, auront droit aux pensions établies par la loi même lorsqu'ils résident hors du territoire portugais, si un traitement égal est accordé aux ouvriers portugais par la législation des pays dont ils sont ressortissants.

*Suède.* — Le Gouvernement indique que, par des accords conclus précédemment entre la Suède, le Danemark, la Norvège et la Finlande, il a été convenu, entre autres, que les autorités d'assurance compétentes des pays en question s'accorderont assistance en ce qui concerne l'assurance contre les accidents du travail, en procédant à des enquêtes et en payant des indemnités, le cas échéant. Dans ces cas, les frais seront remboursés.

Le rapport indique, en outre, que, par la loi du 24 mai 1928, a été abrogée la disposition antérieure prévoyant que, dans le cas où la perte ou la diminution de la capacité de travail dure 35 jours au plus, le devoir d'accorder aux victimes d'accidents une assistance médicale et un secours de maladie n'incombe pas à l'institution d'assurance, mais à l'employeur.

*Suisse.* — La Caisse nationale procède conformément à ces dispositions. Les lois et ordonnances dont il s'agit n'ont pas été modifiées au cours de l'année à laquelle le rapport se réfère.

*Tchécoslovaquie.* — Le Gouvernement s'efforce de développer une collaboration avec d'autres Etats en matière de réparation des accidents du travail. Elle satisfait ainsi pleinement à la disposition de l'article 4.

La Tchécoslovaquie s'apprête à réviser et à unifier ses normes relatives à l'assurance-accidents, ce dont le Ministère de la Prévoyance Sociale ne manquera pas d'informer en temps utile le Bureau International du Travail.

### III

*Troisième question.* — L'article 9 de la convention stipule que :

« Tout membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à l'appliquer à ses colonies, possessions ou protectorats, conformément aux dispositions de l'article 421 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de Paix.

» Prière d'indiquer, en exécution du paragraphe 2 de l'article 421 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de Paix, la décision prise pour chaque colonie, possession ou protectorat, en ce qui concerne l'application de la convention.

» Prière d'indiquer, autant que possible, les conditions qui ont motivé, soit la décision de ne pas appliquer la convention, soit celle d'en adapter les dispositions conformément au paragraphe premier du même article.

» Prière d'annexer les textes législatifs ou réglementaires, rapports, etc., s'ils n'ont pas encore été communiqués au Bureau International du Travail. »

*Afrique du Sud.* — L'Union n'a pas de colonie, protectorat ou possession. Le territoire sous mandat du Sud-Ouest africain est traité en conformité avec le mandat.

*Belgique.* — Le Département des Colonies procède à un

nouvel examen de la possibilité d'appliquer la convention au Congo belge et aux territoires sous mandat. Une décision sera prise avant l'envoi du prochain rapport annuel.

*Danemark.* — La convention ne s'applique pas au Groënland.

*France.* — La convention est appliquée à l'Algérie par un décret du 29 mars 1930. La convention n'est pas applicable aux colonies.

Dans le Protectorat de Tunisie, un décret du Bey, du 25 mars 1930, a promulgué le texte de la convention, en y donnant l'adhésion de la Tunisie.

Quant au Maroc, il existe, dans la zone française de l'Empire chérifien, une législation sur la réparation des accidents du travail, établie sur le modèle de la loi française du 9 avril 1898 (dahir du 25 juin 1927), et la convention est partiellement et indirectement appliquée en raison de la situation suivante : l'Italie, le Luxembourg, la Bolivie, le Danemark, l'Espagne, la Grèce, le Japon, le Paraguay, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Suède et la Suisse ont signé avec la France des conventions ou déclarations ayant trait à la suppression des capitulations dans la zone française de l'Empire chérifien et qui disposent que les traités de toute nature en vigueur entre la France et la nation signataire s'étendent de plein droit, sauf clause contraire, à la zone française du Maroc. Il en résulte que les nationaux de l'Italie, du Luxembourg, du Danemark, de l'Espagne, du Japon, des Pays-Bas, de la Suède et de la Suisse, pays qui ont adhéré à la convention, de même que la France, ne peuvent, en cas d'accidents du travail survenu dans la zone française du Maroc, se voir opposer les déchéances prévues par les derniers alinéas de l'article 3 du dahir du 25 juin 1927.

*Grande-Bretagne.* — En vertu de la législation en vigueur, la réparation des accidents du travail est due aux travailleurs étrangers dans les mêmes conditions qu'aux travailleurs nationaux, dans les dépendances suivantes :

Territoire de Tanganyika, Rhodésie du Nord, Somalie britannique, Nigérie, Gibraltar, Malte, Palestine, Barbade, Jamaïque, Trinité, Grenade, Saint-Vincent, Guyane britannique, Sainte-Hélène, Ile Maurice, Bornéo du Nord, Kenya, Ouganda, Sierra Leone, Chypre, Seychelles et Fidji.

En ce qui concerne Kenya, Ouganda, le Territoire de Tanganyika, Nigérie, Sierra Leone et l'ordonnance de Rhodésie du Nord applicable aux indigènes (il y a une ordonnance séparée pour les travailleurs non indigènes), les dispositions de la législation ne s'appliquent qu'aux indigènes d'Afrique, mais il n'est fait aucune distinction entre ceux-ci et des indigènes africains étrangers.

Quant à l'Ile Maurice, ainsi qu'à la nouvelle législation projetée en Bermudes, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent, Guyane britannique, Ceylan, les Etablissements du Détroit et les Etats Malais fédérés, il y est prévu une condition de résidence en cas de paiements périodiques, condition qui s'applique cependant également aux travailleurs nationaux.

*Italie.* — L'application aux colonies des dispositions prévues par la convention est assurée comme suit :

a) Pour la Tripolitaine et la Cyrénaïque, par l'article 4 du décret royal du 25 mai 1913 concernant l'extension à ces colonies de la loi du 31 janvier 1904, qui prévoit l'égalité de traitement entre les citoyens italiens et étrangers et les sujets indigènes italiens ou étrangers ;

b) Pour l'Erythrée, par une disposition analogue relative aux citoyens italiens et étrangers contenue dans l'article 5 du décret royal du 23 octobre 1922 sur l'assurance contre les accidents dans cette colonie ;

c) Pour les Iles de Rhodes, Kos et Leros, par l'article 4 du décret édicté par le Gouverneur, le 12 août 1928, qui a sanctionné l'application des règles concernant les accidents du travail aux sujets italiens et aux étrangers.

Pour les autres îles du Dodécanèse et pour la Somalie, les conditions locales n'ont pas encore permis l'adoption de dispositions spéciales sur la réparation des accidents du travail ni sur l'égalité de traitement.

*Japon.* — L'application de la convention dans les colonies est considérée comme inopportune en raison de leur situation qui est nettement différente.

*Pays-Bas.* — Dans les Indes orientales néerlandaises, il a été tenu compte de la convention dans le projet de règlement sur les accidents du travail publié en 1930 et qui est actuellement soumis à un nouvel examen. Le Gouverneur de Surinam a fait connaître que les conditions locales empêchaient l'application de la convention et qu'il était impossible d'y introduire des modifications qui l'auraient rendue applicable. A Curaçao, le Gouverneur a déclaré que la convention n'a pas été appliquée, une telle mesure n'étant pas nécessaire.

*Portugal.* — Le rapport déclare que la convention a été ratifiée sous réserve de décisions ultérieures en ce qui concerne son application aux colonies.

La question ne se pose pas pour les autres pays ayant fourni des rapports.

#### IV

*Quatrième question.* — « Prière d'indiquer à quelle autorité ou à quelles autorités est confiée l'application des lois et règlements administratifs mentionnés ci-dessus, etc., et les méthodes par lesquelles le contrôle de cette application est assuré. »

*Afrique du Sud.* — Le contrôle général de la loi sur la réparation des accidents du travail est du ressort du Ministère du Travail qui, par l'intermédiaire de son Bureau central et de ses représentants locaux, donne des renseignements et des conseils aux personnes intéressées qui font une demande d'assistance.

*Allemagne.* — Par sa ratification, la convention a pris

force de loi en Allemagne en tant que législation sur la réparation des accidents du travail. Son application est confiée aux Instituts d'Assurance-Accidents. En ce qui concerne cette application, ces Instituts sont soumis au contrôle de l'Etat dans la même mesure que pour les autres domaines de leur activité.

*Belgique.* — L'application de la loi du 24 décembre 1903 appartient à l'autorité judiciaire (Juge de Paix ou Commission arbitrale en premier degré, Tribunal de première instance en degré d'appel). Son exécution est confiée au Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale. Aucune méthode spéciale de contrôle n'a dû être instaurée, l'égalité de traitement des étrangers et des nationaux étant établie par la susdite loi même.

*Bulgarie.* — L'application de la loi sur les assurances sociales est confiée aux Inspecteurs du Travail.

*Danemark.* — Le contrôle de l'application des dispositions de la convention est confié au Conseil de l'Assurance contre les accidents du travail.

*Espagne.* — Le contrôle de l'application de la loi incombe aux Consuls des pays intéressés.

*Esthonie.* — L'application des lois et règlements dont il s'agit est confiée aux Institutions d'Assurances autonomes. Cette application est surveillée par le Ministre de l'Instruction Publique et des Affaires Sociales, par l'intermédiaire de la Division du Travail et des Assurances sociales et du Conseil d'Assurance.

*Finlande.* — Les assurances sont accordées par des Compagnies d'assurances privées ; en ce qui concerne les travailleurs employés par l'Etat, c'est la Commission permanente pour l'examen des accidents survenus au service du Gouvernement qui doit fixer et payer les indemnités.

Si la Compagnie ou la Commission permanente susmentionnée rejettent la demande comme dénuée de fondement, la résolution en la matière est soumise à la décision du Conseil des Assurances. C'est ce dernier qui constate le degré de l'invalidité et qui fixe la rente viagère, sur proposition de la Compagnie d'assurance respective.

Quant aux autres résolutions des Compagnies, on peut interjeter appel de ces décisions en s'adressant au Conseil des Assurances. Dans certains cas, on peut également interjeter appel des décisions du Conseil des Assurances à la Cour Suprême.

*France.* — L'application de la législation française concernant la réparation des accidents du travail est confiée aux tribunaux judiciaires. Les organismes d'assurance contre les accidents du travail sont assujettis à une surveillance exercée par la Direction du Contrôle des Assurances privées au Ministère du Travail qui a également dans ses attributions la solution de toutes les questions d'ordre législatif ou réglementaire se rapportant aux accidents du travail.

*Grande-Bretagne.* — L'application des dispositions mentionnées ci-dessus est contrôlée, d'une manière générale, par le Ministère de l'Intérieur (en Irlande du Nord, par le Ministère du Travail). Toutefois, toute action intentée en vue d'une réparation et toute autre question pouvant survenir dans des cas particuliers, conformément à la loi, sont réglées, s'il n'intervient pas un accord direct entre l'employeur et le travailleur, d'une manière normale par le Tribunal de Comté (en Ecosse, le Tribunal du Shérif), conformément à une procédure prescrite.

*Hongrie.* — Le soin de l'application des lois et règlements concernant la réparation des accidents du travail dans l'agriculture est confié au Ministère de l'Agriculture.

*Inde.* — La loi du 5 mars 1923 et les règlements édictés

en vertu de la loi sont appliqués par les Gouvernements locaux par l'intermédiaire de Commissaires désignés en conformité de la loi.

*Etat libre d'Irlande.* — Le Département de l'Industrie et du Commerce est responsable pour l'application des lois sur la réparation des accidents du travail, mais ce sont les juges et les officiers des tribunaux qui sont appelés à régler les affaires auxquelles des contestations peuvent donner lieu.

A défaut d'un accord entre l'employeur et l'ouvrier ou d'un arbitrage rendu par un Comité représentatif des employeurs et des ouvriers, ou par un seul arbitre, la solution des conflits relatifs à la réparation par les lois et des questions qui s'y rattachent rentre dans la compétence du Juge du Tribunal de District, contre la décision duquel les deux parties peuvent interjeter appel devant la Haute-Cour, avec la faculté d'user, en certaines circonstances, d'un nouveau recours à la Cour Suprême.

*Italie.* — Le contrôle est confié au Ministre des Corporations et, dans les colonies, au Ministre des Colonies.

*Lettonie.* — L'application de la loi sur l'assurance est confiée au Département de la Protection du Travail du Ministère de la Prévoyance Sociale.

*Norvège.* — L'application de la législation en question est confiée à l'Office d'Assurance de l'Etat et à ses organes locaux, soumis au contrôle du Département des Affaires Sociales. Cette législation est appliquée et surveillée d'après les mêmes méthodes que les autres dispositions de la loi relative à l'assurance-accidents des travailleurs industriels.

*Pologne.* — L'application des lois et règlements est confiée aux différentes institutions d'assurance dans les provinces de la Pologne. Cette application est surveillée par le Ministre du Travail et de l'Assistance Sociale sur

tout le territoire de la République de la Pologne, à l'exception de la partie haute-silésienne de la voïevodie de Silésie où ce contrôle appartient à l'Office provincial d'Assurances sociales, à Katowice.

*Suède.* — Le contrôle de l'application de la législation dont il s'agit est du ressort de l'Office d'Assurance de l'Etat, ainsi que du Conseil d'Assurance agissant en instance supérieure.

*Tchécoslovaquie.* — Le contrôle de l'application des dispositions législatives en question incombe au Ministère de la Prévoyance Sociale dans la mesure de sa compétence d'organe de contrôle auquel est subordonnée l'activité des institutions autonomes d'assurance-accidents.

## V

*Cinquième question.* — « Prière d'indiquer si des décisions de tribunaux judiciaires ou autres intéressant l'application de la convention ont été rendues. Dans l'affirmative, prière de fournir le texte de ces décisions. »

*Allemagne.* — Le rapport pour 1930 a fait mention de la décision judiciaire ci-après relative à l'application de la convention : le 29 août 1930, la Cour d'Appel de l'Office des Assurances du Reich a rendu un jugement confirmant une décision de l'Office supérieur de l'Assurance des mineurs, aux termes de laquelle la convention (article premier) concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail ne s'applique qu'aux accidents qui sont survenus depuis la date de l'enregistrement de la ratification de la convention par l'Allemagne, à savoir le 18 septembre 1928.

Le demandeur, un ouvrier polonais, qui avait été victime d'un accident, le 12 novembre 1896, et dont la pension a été suspendue par le défendeur, à partir du 1<sup>er</sup> février

1923, parce que le demandeur avait quitté l'Allemagne auparavant pour séjourner habituellement à l'étranger, a contesté que l'article 615, paragraphe 1<sup>er</sup>, n° 3, du Code des Assurances du Reich, sur lequel se basait le défendeur, était devenu inopérant en vue de la ratification de la présente convention par l'Allemagne et que la décision de suspendre sa pension constituait, en conséquence, une violation de l'esprit et de la lettre de la convention.

La Cour a rejeté l'appel en statuant que l'interprétation donnée par l'instance inférieure était correcte, étant donné les textes français et anglais de l'article premier de la convention qui, aux termes de l'article 12 de celle-ci, font foi, et étant donné les explications très nettes données sur ce point à la Conférence Internationale du Travail de 1925 par le rapporteur de la Commission spéciale qui a examiné le projet de cette convention. (*Compte rendu définitif de la septième session de la Conférence*, 1925, vol. I, p. 212.)

*France.* — Le jugement de la Cour d'Appel de Montpellier limite l'étendue du champ d'application de la convention. Elle a confirmé le jugement qui avait débouté la veuve Nikitine de sa demande en indemnité contre la Société Commentry-Fourchambault, pour accident du travail ayant causé la mort de son mari. En voici les dispositions (1) :

« Aux termes de l'article 30 de la loi du 9 avril 1898, est nulle de plein droit toute convention contraire à la dite loi. L'article 3 édicte que les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résident pas sur le territoire français, à moins qu'il n'existe un traité de réciprocité avec le pays d'origine de l'étranger.

» Il n'existe pas, entre la France et la Russie, de traité garantissant à nos nationaux des avantages équivalents à ceux qui résultent de la loi française sur les accidents du travail.

---

(1) Recueil international de Jurisprudence du Travail.

» Il s'ensuit que la stipulation du contrat de louage de services intervenu entre le sieur Nikitine et la Société Com-mentry-Fourchambault, à Decazeville, invoquée par la veuve de la victime, est inopérante à créer en sa faveur un droit à indemnité que lui refuse la loi, dès lors qu'elle ne dé-montre pas qu'elle résidait en France au moment de l'ac-cident, savoir le 6 août 1925.

» Elle ne saurait invoquer la loi du 30 mars 1928 qui tend à la ratification du projet de convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et natio-naux en matière de réparation des accidents du travail.

» A supposer que cette loi puisse avoir un effet rétro-actif, la convention internationale, dont le projet est en date du 24 juin 1924, n'est applicable, aux termes de son article premier, qu'aux ressortissants des Etats ayant rati-fié la dite convention. Or, il n'est pas justifié que la Russie ait procédé à cette ratification. »

Le rapport précédent a indiqué que deux décisions judi-ciaires intéressant l'application de la convention avaient été rendues en 1930 par les tribunaux :

1° Le Tribunal civil de Briey, par un jugement du 16 juin 1930, a refusé d'appliquer la convention aux ascen-dants, résidant en Allemagne, d'un ouvrier allemand vic-time en France, le 31 janvier 1930, d'un accident du travail, par ces motifs que cette convention constitue simplement un engagement international qui, pour produire effet, doit se traduire dans un texte formel de la législation nationale des parties et qu'au surplus, des arrangements particuliers doivent être pris entre les Etats intéressés préalablement à la mise en vigueur de la convention ;

2° Par contre, la Cour d'Appel de Riom, par un arrêt fortement motivé du 24 décembre 1930, a, dans une affaire concernant un accident mortel de travail survenu en France, postérieurement à la ratification de la convention par l'Es-pagne, à un ouvrier espagnol dont les ayants droit rési-daient en Espagne, dit et jugé que l'égalité de traitement des travailleurs espagnols et nationaux en matière de répa-

ration des accidents du travail se trouve assurée à ces travailleurs et à leurs ayants droits, sans condition de résidence, par le seul effet de la ratification commune à la France et à l'Espagne de la convention.

Le rapport fourni pour la période expirée le 30 septembre 1931 fait connaître que, le 6 mai 1931, le Tribunal de Lourdes, adoptant la thèse du Tribunal de Briey, a, de son côté, déclaré irrecevable la demande en rente de l'ascendante, résidant en Espagne, d'un ouvrier espagnol tué en France au cours de son travail. L'affaire a été portée en appel devant la Cour de Pau, qui a réformé le jugement et déclaré la convention applicable pour les motifs précédemment énoncés dans l'arrêt de Riom.

Le rapport ajoute qu'il est à présumer que la jurisprudence établie par ces deux arrêts se généralisera. Par ailleurs, le Ministère du Travail, toutes les fois qu'il est saisi par des ouvriers étrangers ou leurs ayants droit d'un litige basé sur l'application de la convention, ne manquera pas de les mettre en mesure de défendre leurs droits.

*Suisse.* — Les décisions rendues par l'autorité judiciaire fédérale sont publiées dans le *Recueil des Arrêts du Tribunal Fédéral des Assurances* qui est communiqué au Bureau International du Travail.

Les autres rapports fournis ne mentionnent pas de décisions de ce genre.

\*  
\*\*

« Prière de fournir, en outre, toutes observations générales jugées utiles sur la manière dont la convention est appliquée, en donnant, par exemple, et si les statistiques actuellement dressées le permettent, des précisions sur le nombre approximatif des travailleurs étrangers se trouvant sur le territoire national et sur leur nationalité, leur répartition sur le territoire et leur profession, le nombre et la nature des accidents relevés dans le cas de travailleurs étrangers, etc., à moins que ces renseignements n'aient été

déjà communiqués sous d'autres rubriques et en particulier sous le n° IV. »

*Allemagne.* — Pour l'année 1930, le rapport fournit les données provisoires suivantes au sujet des travailleurs étrangers occupés en Allemagne, de leur nationalité et de leur répartition sur le territoire.

Dans l'agriculture, 102.452 travailleurs étrangers ont été occupés en Allemagne, pour l'emploi desquels une autorisation spéciale a été accordée en 1930. En outre, il y eut 33.741 travailleurs étrangers qui possédaient une autorisation de travail permanente (porteurs de certificats d'exemption) pour la raison qu'ils se trouvaient en Allemagne depuis l'année 1913 ou qu'ils avaient droit au certificat d'exemption prévu par la convention germano-polonaise du 24 novembre 1927 sur les travailleurs migrants.

Les travailleurs du premier groupe se répartissent comme suit sur les districts des divers Offices fédérés du Travail : Prusse orientale, 3.360 ; Silésie, 4.556 ; Brandebourg, 10.800 ; Poméranie, 17.142 ; Marches du Nord, 12.065 ; Basse-Saxe, 8.387 ; Westphalie, 1.244 ; Rhénanie, 3.465 ; Hesse, 2.213 ; Allemagne centrale, 32.339 ; Saxe, 4.414 ; Bavière, 1.155 ; Sud-Ouest de l'Allemagne, 1.312.

La nationalité des porteurs de certificats d'exemption était comme suit : Polonais, 18.411 ; ressortissants d'autres Etats de l'Europe centrale, 2.674 ; Tchécoslovaques, 3.005 ; Yougoslaves, 178 ; Autrichiens, 45 ; Danois, 12 ; Suédois, 12 ; Français, 36 ; ressortissants d'autres pays, 3.892.

Le rapport indique en outre la répartition de ces travailleurs sur les districts des divers Offices de Travail des pays. Les travailleurs non agricoles, de nationalité étrangère, sont divisés en deux catégories, à savoir : les étrangers qui possèdent un certificat d'exemption parce qu'ils sont domiciliés en Allemagne au moins depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1919 et sont assimilés ainsi aux travailleurs allemands sur le marché du travail, d'une part, et les travailleurs étrangers dont l'emploi exigeait une autorisation spéciale des autorités, d'autre part.

La nationalité des porteurs de certificats d'exemption est montrée par la statistique suivante qui est élaborée par le Centre ouvrier allemand sur la base des certificats d'exemption délivrés : Polonais, 8.609 ; ressortissants des Etats de l'Est, 1.607 ; Tchécoslovaques, 25.326 ; Yougoslaves, 5.570 ; Hongrois, 1.289 ; Autrichiens, 6.602 ; Suisses, 1.886 ; Italiens, 3.507 ; Hollandais, 16.951 ; Belges, 862 ; Danois, 433 ; Suédois, 195 ; Norvégiens, 26 ; Français, 258 ; ressortissants d'autres Etats, 4.810. Total : 78.131.

Il convient d'ajouter à ces porteurs de certificats d'exemption environ 27.000 travailleurs étrangers qui sont occupés dans les Républiques de Bavière, Saxe, Wurtemberg, Bade, Hambourg, Oldenbourg et Brême et qui ne sont pas enregistrés par le Centre ouvrier allemand.

Le nombre total des travailleurs non agricoles pour l'emploi desquels il a été accordé une autorisation spéciale, en 1930, s'est élevé à 28.061. Ces travailleurs se répartissent comme suit : Polonais, 3.263 ; ressortissants d'autres Etats de l'Europe orientale, 1.178 ; Tchécoslovaques, 9.336 ; Yougoslaves, 533 ; Hongrois, 341 ; Autrichiens, 4.362 ; Suisses, 1.361 ; Italiens, 895 ; Hollandais, 3.804 ; Belges, 940 ; Français, 590 ; sans nationalité, 859 ; ressortissants d'autres pays, 1.199.

*Autriche.* — Il n'est pas possible de donner des indications sur le nombre et la nationalité des travailleurs étrangers occupés en Autriche, sur leur répartition territoriale, sur leur profession, ni sur le nombre et la nature des accidents survenus à des ouvriers étrangers, les Instituts d'Assurance ne recueillant pas les indications à ce sujet, étant donné l'importance tout à fait secondaire qu'il convient d'attribuer à la nationalité lors de l'application de l'assurance. Pour cette raison, il n'est pas possible de songer à demander aux Instituts d'Assurance de recueillir, à l'avenir, des indications de ce genre qui rendraient nécessaire un surcroît de travail considérable.

*Danemark.* — Il n'existe point de statistiques sur les

cas dans lesquels il a été versé une réparation aux survivants en vertu d'un accord général ou spécial.

*Esthonie.* — Les statistiques actuellement dressées ne permettent pas de donner des indications sur le nombre des travailleurs étrangers occupés en Esthonie, le nombre des accidents survenus à des travailleurs étrangers, etc...

*Finlande.* — Il est impossible d'obtenir des renseignements sur les travailleurs étrangers occupés à des travaux manuels en Finlande, étant donné que les listes des étrangers en question ne font aucune distinction entre les étrangers occupés à des travaux manuels et entre les autres ressortissants étrangers.

*France.* — Le rapport indique qu'une évaluation basée sur les premiers résultats du recensement quinquennal de la population, effectué en mars 1931, a permis de dégager un nombre approximatif de 1.266.000 travailleurs étrangers présents en France le jour du recensement.

A la fin de septembre 1931, par suite du mouvement des entrées et des sorties, le nombre pouvait être évalué à 1.250.000.

*Grande-Bretagne.* — La convention est appliquée comme partie de la loi générale sur la réparation des accidents du travail. Comme il n'a jamais été fait une discrimination entre les nationaux britanniques et les étrangers, aucune statistique séparée n'a été établie pour les travailleurs étrangers, leurs occupations et les accidents.

Des exceptions à cette règle ne se trouvent que dans les cas suivants : l'article 5 e) de la convention anglo-française prévoit que des rapports doivent être fournis sur les décisions judiciaires intervenues dans le cas de citoyens français. Le nombre des décisions prises jusqu'à la fin de 1930 se montent à 23. Jusqu'à la fin de 1930, une seule décision judiciaire est intervenue dans le cas d'un citoyen danois.

*Hongrie.* — Le rapport déclare qu'il est impossible de fournir les informations désirées, vu que les statistiques ne font pas de distinction entre les nationaux et les étrangers.

*Inde.* — On ne dispose pas de statistiques sur les travailleurs étrangers dans l'Inde britannique ; toutefois, on croit que leur nombre est très petit. Ils jouissent des mêmes droits que les nationaux relativement aux bénéfices accordés par la loi du 5 mars 1923.

*Luxembourg.* — Le rapport indique que le compte rendu de l'Association d'Assurance contre les accidents pour l'exercice 1930, qui contient des indications statistiques relativement à l'indemnisation des travailleurs étrangers, sera adressé au Bureau dès sa parution.

*Pays-Bas.* — Les statistiques ne font aucune distinction entre nationaux et étrangers, de sorte qu'il est impossible de fournir les renseignements demandés.

*Suisse.* — Le rapport informe que la convention est strictement observée en Suisse dans toutes ses parties. Quant aux étrangers soumis à l'assurance obligatoire, il est impossible de fournir les précisions désirées, parce que la Caisse nationale ne peut connaître, en raison du système d'assurance établi par la loi, la composition de son effectif d'assurés. On peut cependant tirer une conclusion approximative du rapport qui existe entre les accidents mortels dont furent victimes des Suisses et ceux survenus à des étrangers. Sur un total de 253 rentes de survivants attribuées du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 1931, à la suite d'accidents professionnels, 210 résultaient d'accidents survenus à des Suisses et 43 d'accidents survenus à des étrangers. La nationalité de ces 43 personnes indemnisées se répartit comme suit : Italiens, 28 ; Allemands, 9 ; Autrichiens, 3 ; Tchèques, 2, et Polonais, 1.

*Yougoslavie.* — Le rapport prétend que le nombre des ouvriers, ressortissants étrangers, n'est point tenu en évidence à l'Institution Centrale des Assurances ouvrières, du fait qu'ils sont traités de la même manière que les ouvriers nationaux.

---

## CONCLUSION

---

L'Organisation Internationale du Travail devait à sa dénomination même de donner les solutions aux différents problèmes si complexes qui se posèrent au monde économique et social de l'après-guerre. Elle n'a pas failli à son devoir. Elle a répondu, grâce au dévouement d'hommes comme M. Albert Thomas, le regretté directeur du Bureau International du Travail, aux espérances qu'avaient fondées sur elle les rédacteurs du Traité de Versailles. Inspirée par des techniciens auxquels il convient de rendre hommage, elle a exercé sa généreuse activité sur des questions multiples et épineuses, donnant aux difficultés, qui ne cessaient de se dresser devant elle, les solutions les plus conformes au droit et à la justice.

Les conventions qu'elle a élaborées, la perfection des textes qu'elle a soumis aux différents Gouvernements, le nombre croissant des ratifications de la part de ces derniers, constituent une œuvre sociale dont elle peut être fière à juste titre.

Nous avons pu voir, au cours de cette modeste étude, les perfectionnements qui n'ont cessé de naître et de se développer en matière de l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail. Fidèle à la méthode historique qui inspira notre plan, nous avons suivi les progrès réalisés dans les diffé-

rents pays, d'abord par les traités bilatéraux et multilatéraux, ensuite par l'adoption du projet de convention et de la recommandation.

Nous avons pu constater, aux différents stades des législations — loi nationale, traités, convention — que le statut des différents Etats s'harmonisait toujours mieux avec les conditions de la vie économique et que la loi morale de l'égalité tendait de plus en plus à être admise partout comme la règle du droit.

La valeur actuelle du système de convention adopté par l'Organisation Internationale du Travail est fonction du nombre des ratifications ; jusqu'à ce jour, 27 Etats ont ratifié le projet de convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail, et ont adopté les mesures de la recommandation.

Nous avons jugé, dans notre dernier chapitre, quel était le résultat pratique de cette convention : le mouvement législatif qui a suivi dans les différents pays la ratification de la convention, l'efflorescence des lois et des règlements administratifs pour chaque article de la convention, la mise en harmonie des législations nationales avec la convention.

Il est juste de mettre en valeur ici les dispositions de l'article 3 de la convention et de faire ressortir l'esprit dans lequel il a été conçu :

« Les membres qui ratifient la présente convention et chez lesquels n'existe pas un régime d'indemnisation ou d'assurance forfaitaires des accidents du travail conviennent d'instituer un tel régime dans un délai de trois années à dater de la ratification. »

Les rédacteurs de la convention n'ont pas voulu qu'un pays dépourvu de toute législation protectrice des accidents pût, par sa seule ratification, permettre à ses nationaux de bénéficier de la législation généreuse d'un autre pays, sans consentir en retour des avantages équivalents. Le résultat pratique de cet article est loin d'être négligeable : il tend, en effet, à la naissance et au développement des législations sociales dans les Etats qui en sont privés.

Cependant, la convention n'a pas limité aux Etats qui en adoptent le texte son champ d'application : « Tout membre, est-il dit, qui ratifie la convention s'engage à l'appliquer à ses colonies, possessions ou protectorats, conformément aux dispositions de l'article 421 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de Paix. » Par là encore, la convention vise à une extension toujours plus grande de l'adoption de ses dispositions.

Mais il n'existe de mesures efficaces qu'autant qu'une sanction véritable en garantit l'exécution. Notre dernier chapitre nous a renseignés sur les moyens de contrôle qu'avaient édifiés les différents Etats et sur les résultats qu'ils donnaient.

En matière d'application de la convention, la jurisprudence française a vécu trois époques différentes ou plutôt a subi trois stades dans son évolution.

Aux termes du jugement de la Cour de Montpellier, en 1928 (Veuve Nikitine contre Société Commentry-Fourchambault), la convention internationale n'est applicable qu'aux ressortissants des Etats ayant ratifié la convention. C'était se conformer à la lettre même de la convention.

Le Tribunal civil de Briey, par un jugement du 16 juin 1930, a refusé d'appliquer la convention par le seul effet de la ratification de deux pays : il exige que des accords particuliers soient pris en exécution de cette convention, ce n'est qu'à cette condition que les dispositions de cette dernière trouveront leur application.

Enfin, la jurisprudence semble être définitivement fixée dans un sens nouveau qui permet d'étendre encore la faculté d'application de la convention. La Cour d'Appel de Riom, par un arrêt en date du 24 décembre 1930, décide, en effet, que la seule ratification lie les Etats en dehors de tout accord particulier.

Une question se pose alors : Pourquoi ne pas considérer l'Organisation Internationale du Travail, ou plutôt la Société des Nations dont elle fait partie intégrante, comme un super-Etat ? Pourquoi l'O. I. T. moderne n'édicterait-elle pas, sur l'initiative même d'un Parlement international, des règles applicables aux Etats sans aucune ratification

de leur part et en vertu de leur simple qualité d'adhérent à l'organisme international ?

Plus de difficultés alors, plus de problèmes complexes à résoudre. La loi internationale deviendrait la loi nationale de par son essence même. Pour atteindre ce but, il faudrait supposer l'abandon partiel de leur souveraineté par les différents Etats ; il faudrait que les pays comprennent le lien d'interdépendance qui les unit et, faisant fi de leur susceptibilité nationale, qu'ils remettent le soin d'élaborer les règles du monde nouveau à un organisme international issu lui-même des différents Etats.

Est-ce là une chimère ? Il semble que, dans l'état actuel des choses, un tel projet soit difficilement réalisable. Souhaitons, sans trop l'espérer, que l'avenir nous apporte un démenti formel.

En définitive, la convention sur l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail a marqué le triomphe de l'Egalité.

L'ouvrier bénéficie d'avantages indéniables : il peut, selon la demande du travail, aller exercer son activité où celle-ci sera le mieux rétribuée, sans avoir à redouter la méconnaissance de son droit en cas d'accident. La grande loi économique de l'offre et de la demande trouve ainsi son plein développement. La production économique générale tend sans cesse à se développer sous d'aussi heureux auspices.

Il n'y a pas de droit digne de ce nom qui ne soit basé sur l'Egalité. En présidant aux destinées de la vie des travailleurs, cette loi humaine oriente les législations dans un sens toujours plus conforme au bien-être de l'humanité.

Faisant de cette règle la directive de ses dispositions, l'Organisation Internationale du Travail a répondu aux exigences de la morale, source du droit positif.

Vu : *Le Président*,  
W. QUALID.

Vu : *Le Doyen*,  
BERTHÉLÉMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :  
*Le Recteur de l'Académie de Paris*,  
CHARLETY.

## BIBLIOGRAPHIE

---

### I. — PUBLICATIONS DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

- La Réparation des accidents du travail.* — Analyse comparative des législations nationales. M. 2.
- La Réparation des accidents du travail.* — Septième session, Genève, juin 1925.
- L'Egalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail.* — Sixième session, Genève, juin 1924.
- L'Egalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail.* — Septième session, Genève, mai 1925.
- Rapport sur la réparation des accidents du travail.* — Septième session. — Genève, mai 1925.
- Rapport sur l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail.* — Sixième session, Genève, juin 1924.
- Conférence Internationale du Travail.* — Résumé des rapports annuels présentés en vertu de l'article 408. — Seizième session, Genève, 1932.
- Série législative.*
- Recueil international de jurisprudence du travail.*
- Projets de convention et de recommandation adoptés par la Conférence Internationale du Travail au cours de ses quatorze sessions tenues de 1919 à 1930.* — Genève, 1930.
- Emigration et immigration.* — *Législations et traités.*

### II. — ŒUVRES

- BLANCHARD-RALPH. — *La Réparation des accidents du travail aux Etats-Unis.*
- STEIN OSWALD. — *Le Droit international des assurances,*

III. — RAPPORTS DES ETATS REMIS AU B. I. T.

|                  |                       |
|------------------|-----------------------|
| AFRIQUE DU SUD.  | ETAT LIBRE D'IRLANDE. |
| ALLEMAGNE.       | ITALIE.               |
| AUTRICHE.        | JAPON.                |
| BELGIQUE.        | LETTONIE.             |
| BULGARIE.        | LUXEMBOURG.           |
| CUBA.            | NORVÈGE.              |
| DANEMARK.        | PAYS-BAS.             |
| ESPAGNE.         | POLOGNE.              |
| ESTHONIE.        | PORTUGAL.             |
| FINLANDE.        | SUÈDE.                |
| FRANCE.          | SUISSE.               |
| GRANDE-BRETAGNE. | TCHÉCOSLOVAQUIE.      |
| HONGRIE.         | YUGOSLAVIE.           |
| INDE.            |                       |

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                      | PAGES |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION .....                                                                                   | 5     |
| CHAPITRE PREMIER. — <i>Traitement des ouvriers avant la convention</i> .....                         | 27    |
| CHAPITRE II. — <i>Les traités spéciaux</i> .....                                                     | 83    |
| CHAPITRE III. — <i>Les origines de la convention internationale</i> .....                            | 103   |
| CHAPITRE IV. — <i>Principes généraux devant servir de base à la convention</i> .....                 | 109   |
| CHAPITRE V. — <i>Analyse des réponses des Gouvernements</i> .....                                    | 121   |
| CHAPITRE VI. — <i>Texte d'un avant-projet de convention</i> .....                                    | 159   |
| CHAPITRE VII. — <i>Communications des Gouvernements et amendements proposés</i> .....                | 165   |
| CHAPITRE VIII. — <i>Le projet de convention et la recommandation. — Leurs textes définitifs</i> .... | 177   |
| CHAPITRE IX. — <i>Ratifications de la convention</i> ...                                             | 185   |
| CHAPITRE X. — <i>Les résultats de la convention</i> ...                                              | 193   |
| CONCLUSION .....                                                                                     | 239   |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                                                  | 243   |
| TABLE DES MATIÈRES.....                                                                              | 245   |



## APPENDICE

---

### L'APPLICATION DE LA CONVENTION EN FRANCE

---

Dans le chapitre traitant des résultats de la convention internationale de Genève sur l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail, nous avons examiné rapidement son application dans les différents pays. Il nous reste à l'étudier d'une façon plus complète en France, où la question nous intéresse particulièrement.

Nous nous proposons, en conséquence, d'examiner tout d'abord le caractère de la jurisprudence française. Nous apprécierons ainsi la valeur de la convention de Genève, mise en lumière par l'arrêt de la Cour d'Appel de Riom du 24 décembre 1930, confirmé récemment par un arrêt de la Cour de Paris du 9 janvier 1933.

Mais l'examen de la jurisprudence française n'est pas le seul but de ce chapitre : la conséquence logique de son état actuel a fait naître de nombreuses questions très délicates d'un caractère constitutionnel. Nous verrons les rapports étroits qui unissent la convention internationale sur l'égalité de traitement des travailleurs

étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail et la loi française du 9 avril 1898, en étudiant spécialement le champ d'application de la convention au regard des dispositions de la loi et la façon la plus logique de concilier le texte international et la règle interne.

Nous nous demanderons ensuite comment il faut faire concorder la convention internationale et les traités bilatéraux du travail ? En d'autres termes, quelle est la valeur respective de la convention de Genève qui n'est, en définitive, qu'un traité multilatéral et des accords conclus d'Etat à Etat ?

\*\*

Le législateur de 1898 a, dans sa pensée, placé sur le même pied d'égalité les ouvriers français et étrangers qui sont victimes, en France, d'un accident du travail. Mais c'est là un principe d'ordre général qui souffre de nombreuses exceptions inspirées, semble-t-il, par un désir de protection de la main-d'œuvre nationale. C'est dans ce but qu'ont été rédigés les derniers alinéas de l'article 3, qui substituent à une rente périodique un capital égal à trois fois les arrérages annuels dans deux cas :

1° Lorsque l'ouvrier victime d'une incapacité permanente cesse de résider en France ;

2° Lorsque les ayants droit d'un ouvrier étranger victime d'un accident du travail quittent la France.

Bien plus, la loi de 1898 dispose qu'en cas d'accident mortel survenu à un ouvrier étranger, ses représentants ne bénéficient d'une indemnité que s'ils résidaient en France au moment où l'accident s'est produit. Mais le législateur de 1898 a tempéré ces mesures d'extrême sévérité en donnant au Gouvernement la possibilité d'en atténuer les effets par la conclusion de traités avec d'autres Etats. Toutefois, il a su limiter la faculté donnée au Gouvernement en prescrivant, d'une part, que l'éten-

due du droit reconnu aux étrangers ne pourra dépasser la limite des indemnités prévues par notre législation et, d'autre part, que l'Etat étranger avec lequel un traité est intervenu accorde à nos propres nationaux des avantages équivalents.

C'était appliquer à la législation sociale des accidents du travail le principe même de l'article 11 du Code civil qui édicte qu'un étranger peut jouir, en France, en vertu d'un traité, seulement des droits civils équivalents à ceux accordés aux Français dans le pays auquel cet étranger appartient.

Tel était l'état de notre législation nationale au moment où fut enregistré par le Secrétaire général de la Société des Nations la ratification de la France de la convention sur l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail.

Rappelons maintenant le texte de l'article premier, base essentielle de l'édifice nouveau :

« Tout membre de l'Organisation Internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à accorder aux ressortissants de tout autre membre ayant ratifié la dite convention, qui seront victimes d'accidents du travail survenus sur son territoire, ou à leurs ayants droit, le même traitement qu'il assure à ses propres ressortissants en matière de réparation des accidents du travail.

» Cette égalité de traitement sera assurée aux travailleurs étrangers et à leurs ayants droit sans aucune condition de résidence. Toutefois, en ce qui concerne les paiements qu'un membre ou ses ressortissants auraient à faire en dehors du territoire du dit membre, en vertu de ce principe, les dispositions à prendre seront réglées, si cela est nécessaire, par des arrangements particuliers pris avec les membres intéressés. »

Quelle interprétation fallait-il donner à cet article premier de la convention ? Quelle devait être la situa-

tion nouvelle pour la France qui y avait donné son adhésion ? La convention internationale s'est-elle substituée aux traités du travail d'Etat à Etat tels qu'ils ont été prévus dans la loi de 1898 ? Ceux-ci, de par la ratification même du Gouvernement français, ont-ils disparu pour faire place à la convention nouvelle, véritable traité plurilatéral ? La conséquence était importante : la réciprocité diplomatique, telle que l'avait conçue le législateur de 1898 et qu'avaient réalisée les nombreux traités bilatéraux qui liaient la France avec la Belgique (21 février 1906), le Luxembourg (27 juin 1906), l'Italie (9 juin 1906), la République de Saint-Marin (9 août 1917), la Grande-Bretagne (3 juillet 1909), les articles spéciaux du traité franco-italien du 30 septembre 1919 et du traité franco-polonais du 14 octobre 1920, devait-elle s'effacer pour être remplacée par une réciprocité nouvelle, résultant du seul fait de l'adhésion à la convention de deux Etats, même en l'absence d'accord particulier, et que M. le Professeur Barthélemy RAYNAUD a fort bien qualifiée de « réciprocité automatique » ?

En d'autres termes, allait-on voir s'instaurer le règne d'une réciprocité nouvelle, directe, en quelque sorte, indépendante de tout accord diplomatique ? ou bien, au contraire, allait-on voir s'affirmer avec force le principe contenu dans la loi du 9 avril 1898 qui avait réglementé le droit français pendant une trentaine d'années, à savoir : que, seuls, des accords diplomatiques librement conclus d'Etat à Etat pouvaient suspendre les dispositions rigoureuses de la loi française au bénéfice de l'Etat contractant ?

Sous une autre forme, la convention se suffisait-elle à elle-même et sa ratification par deux Etats impliquait-elle, de la part de ceux-ci, une observation rigoureuse de sa lettre, quand bien même elle serait en opposition directe avec les règles nationales ? Ce problème, si complexe en lui-même, renfermait, en effet, la question

délicate du conflit de la convention internationale et de la loi interne.

La jurisprudence française présente sur cette matière des solutions diverses et contraires :

Le Tribunal civil de Briey, par un jugement du 16 juin 1930, a refusé d'appliquer la convention aux ascendants, résidant en Allemagne, d'un ouvrier allemand victime, en France, le 31 janvier 1930, d'un accident du travail, par ce motif que cette convention constitue simplement un engagement international qui, pour produire effet, doit se traduire dans un texte formel de la législation nationale des parties et qu'au surplus, des arrangements particuliers doivent être pris entre les Etats intéressés préalablement à la mise en vigueur de la convention. « Le fait, par un Etat, indique le jugement, d'avoir ratifié la convention de Genève, signifie seulement que cet Etat accorde sur son territoire les mêmes réparations aux accidentés, nationaux et étrangers, mais n'autorise pas ses ressortissants à se prévaloir de la loi française sans condition de résidence ; qu'il faut encore, pour cela, qu'il ait conclu avec la France un traité spécial de réciprocité. »

Dans le même sens, on peut citer deux jugements récents rendus, l'un, par le Tribunal de Muret, le 23 juin 1932, l'autre, par le Tribunal d'Oran, le 5 novembre 1932.

D'après ces deux décisions, le système de la réciprocité automatique ne s'est nullement substitué à l'ancienne réciprocité diplomatique qui doit régir encore notre législation sociale.

Par contre, la Cour d'Appel de Riom, imitant en cela le Tribunal civil d'Orléans (22 mai 1930), a, par un arrêt fortement motivé du 24 décembre 1930, dans une affaire concernant un accident mortel survenu en France, après la ratification de la convention par l'Espagne, à un ouvrier espagnol dont les ayants droit résidaient en Espagne, jugé que l'égalité de traitement des travailleurs espagnols et nationaux, en matière de réparation des

accidents du travail, se trouve conférée à ces travailleurs et à leurs ayants droit, sans aucune condition de résidence, par le seul effet de la ratification commune à la France et à l'Espagne.

Tout dernièrement encore, le Tribunal civil de Lourdes, dans un jugement en date du 6 mai 1931, a fait sienne la thèse adoptée par le Tribunal de Briey : il a déclaré irrecevable la demande d'une rente formée par l'ascendante, résidant en Espagne, d'un ouvrier espagnol tué en France au cours de son travail. La Cour de Pau, devant qui l'affaire avait fait l'objet d'un appel, a réformé le jugement et déclaré la convention applicable, comme l'avait précédemment fait l'arrêt de la Cour de Riom.

La jurisprudence semblait donc s'affirmer dans le sens que la convention de Genève se suffisait à elle-même, en dehors de tout traité d'Etat à Etat. Cependant, le Tribunal de Versailles se prononçait en faveur de la nécessité d'accords pour mettre en pratique les données de la convention. Le Tribunal civil de la Seine se décidait en sens inverse.

L'appel de ces deux derniers jugements vint à la septième Chambre de la Cour d'Appel de Paris, le 9 janvier 1933. Il s'agissait de se prononcer sur le droit à indemnité d'ayants cause espagnols d'ouvriers de nationalité espagnole, morts en France à la suite d'accidents du travail. Les représentants de la victime n'avaient pas, au moment de l'accident, leur résidence en France. Nous avons déjà vu que la loi de 1898 refusait, dans ce cas particulier, tout droit à indemnité. Mais l'article premier de la convention de Genève se prononçait en sens opposé et ne faisait pas de la résidence une condition *sine qua non* de l'indemnité. Cette convention avait été ratifiée par la France, le 4 avril 1928, et, par l'Espagne, le 22 février 1929. Les deux Etats se trouvaient engagés l'un envers l'autre. Mais, dans quelles conditions ?

M. l'Avocat général LYON-CAEN, dans une étude très

documentée, étayant sa thèse sur le précédent arrêt de la Cour de Riom, a donné sur cette question une argumentation qui a décidé la Cour de Paris à se prononcer dans le sens d'une modification de la loi de 1898 par la convention de Genève (1).

Cet arrêt semble, à juste titre, devoir fixer la jurisprudence. Examinons, en effet, la lettre même de la convention et voyons, notamment, si, du texte, il ressort la nécessité de traités bilatéraux pour mettre en pratique les données de cette dernière.

L'article premier est clair. Un Etat dont la ratification a été enregistrée se voit dans l'obligation d'accorder aux ressortissants de tout autre membre ayant ratifié la convention ou à leurs ayants droit le même traitement qu'il assure à ses propres ressortissants en matière de réparation des accidents du travail. La convention se suffit à elle-même ; nulle part on exige la conclusion d'accords particuliers. Cette égalité de traitement est assurée sans aucune condition de résidence aux travailleurs étrangers et à leurs ayants droit, contrairement à ce qui était prescrit dans la loi française de 1898. L'entrée en vigueur de la convention n'est pas subordonnée à la conclusion d'un accord spécial. L'article 6 décide, en effet, que la présente convention entrera en vigueur dès que les ratifications de deux membres de l'Organisation Internationale du Travail auront été enregistrées par le Secrétaire général de la Société des Nations.

On a fait valoir contre la jurisprudence actuelle que la prévision de l'égalité de traitement, sans aucune condition de résidence, contenue dans l'article premier du projet de convention, n'est qu'un engagement général qui devait, pour porter effet, se traduire dans la législation nationale des parties. Mais ne peut-on se demander alors quelle serait la valeur pratique de la conven-

---

(1) *Gazette du Palais*, 8 février 1933.

tion, si l'enregistrement de la ratification de deux Etats était impuissant à les lier entre eux ? En d'autres termes, que faudrait-il penser de l'œuvre considérable édiflée depuis la guerre par l'Organisation Internationale du Travail si les Etats, bien qu'adhérant à la convention, avaient la possibilité de s'y soustraire en omettant de passer des accords particuliers ? Tout cet édifice social s'écroulerait de lui-même, car l'on comprendrait qu'il n'est qu'un trompe-l'œil. Il faut donc reconnaître à la convention une valeur intrinsèque, une valeur indépendante de tout traité postérieur à sa ratification. Subordonner la mise en œuvre de la convention à un accord d'Etat à Etat serait en anéantir toute la portée : la convention qui exigerait une telle condition pour son application perdrait tout crédit, car les Etats pourraient ainsi rendre inopérante leur ratification.

On ne voit pas, en outre, si l'on confine la convention dans des limites aussi restreintes, l'intérêt qu'auraient pu avoir la France et l'Espagne, par exemple, à sa ratification. Les législations des deux pays (article 3 de la loi française de 1898 et loi espagnole du 10 janvier 1922) disposent que le Gouvernement a la possibilité de conclure des accords qui auraient pour but de soustraire les ouvriers étrangers aux rigueurs des lois nationales. Comment comprendre alors l'adhésion de ces deux pays à la convention de Genève si l'on n'attribue à cette dernière aucune valeur en elle-même ? N'était-il pas inutile pour les Gouvernements français et espagnols de ratifier la convention internationale ainsi comprise, puisqu'ils tenaient de leurs lois internes la possibilité d'en atténuer les rigueurs par voie de la réciprocité diplomatique ?

Il convient de replacer la convention internationale dans le cadre où elle a été conçue : nous avons vu, dans le chapitre II, les progrès tout à fait appréciables que la conclusion des divers traités bilatéraux a permis de réaliser en matière de protection des travailleurs étrangers victimes d'accidents du travail dans le sens d'une

atténuation des mesures restrictives des lois internes et de l'assimilation totale des étrangers aux nationaux. Il est de toute évidence que, si l'application de certains de ces accords n'avait pas été troublée par la guerre, la majorité des pays industriels de l'Europe se trouverait maintenant englobée dans un réseau de traités assurant réciproquement à leurs ressortissants une égalité en matière d'accidents du travail.

A notre avis, la convention a donc pour but de remédier à l'insuffisance de ces traités bilatéraux en conférant, grâce à une réciprocité automatique et directe aux ressortissants des pays qui ont ratifié, une assimilation complète aux nationaux. Elle a suppléé à ce que l'on peut appeler la faillite des traités bilatéraux en substituant à l'ancien ordre de chose une façon de procéder plus simple, plus logique et aussi plus efficace. On ne voit donc pas vraiment comment la convention internationale aurait besoin, pour sa mise en pratique, d'accords nouveaux, puisqu'elle s'efforce précisément de suppléer à la carence de ces derniers. Elle a abouti, en fait, pour les Etats qui l'ont ratifiée, à la conclusion de traités bilatéraux, et cela par le jeu d'une simple ratification.

Les travaux préparatoires de la loi du 30 mars 1928 portant ratification de la convention de Genève, les discussions préalables du vote de cette loi, l'interprétation qu'en ont donnée diverses autorités, nous paraissent confirmer cette thèse.

L'exposé des motifs du projet de loi soumis aux Chambres par le Gouvernement en vue de l'approbation du projet de convention nous fournit de précieux renseignements (1). « La question — est-il dit — se pose pour le Gouvernement français de savoir si notre législation nationale est conforme aux dispositions du pro-

---

(1) *Journal Officiel*. — Documents parlementaires 1927, n° 4673, page 1238.

jet de convention, et si le Gouvernement peut, en l'état actuel de cette législation, en proposer immédiatement la ratification. »

Il découle logiquement, de ce qui précède, que le projet de convention sur l'égalité de traitement, en matière d'accidents du travail, peut, sans aucune difficulté, être ratifié sur-le-champ par le Parlement français : la raison en est que la lettre même de la convention ne prévoit aucun changement dans nos lois internes sur l'égalité de traitement.

Il n'est pas douteux que, dans l'esprit même du Gouvernement français, l'application de la convention ne devait susciter aucune modification préalable à nos dispositions internes, ni la conclusion d'accords bilatéraux. Si le Gouvernement avait jugé utile de passer de tels traités pour mettre en pratique la convention, il n'aurait pas manqué d'exposer son point de vue au Parlement. Mais il n'a pas cru devoir comprendre ainsi l'application de la convention, et c'est pour cette raison, sans doute, qu'il ne fait aucune mention de cette manière de voir dans son exposé des motifs.

Un autre document du plus haut intérêt est le rapport très documenté présenté à la Chambre des Députés par M. LEBAS. Le rapporteur s'exprime en ces termes (1) : « Le principe humain de l'égalité de traitement se trouve ainsi affirmé ; mais, tout de suite, on le limite aux travailleurs des Etats qui ont ratifié la convention. En fait, dans la plupart des Etats qui ont une législation sur la réparation des accidents du travail, tous les salariés, étrangers et nationaux, sont traités de la même façon. Quoi de plus juste ? L'égalité de traitement se généralise rapidement parce qu'elle répond à la fois à des besoins économiques et à un sentiment de justice et d'humanité. Depuis la guerre, sur-

---

(1) *Journal Officiel*. — Documents parlementaires 1927, n° 5234, page 427.

tout, de grands mouvements de migration, plus ou moins entravés par les Gouvernements, se sont produits. Les Etats qui ont une main-d'œuvre déficitaire ont recruté des émigrants dont ils ont le plus grand besoin. La situation de ces travailleurs étrangers ne laisse pas indifférents les Etats auxquels ils appartiennent, et ainsi s'explique que la condition qui leur est faite tende à égaler celle des nationaux. La convention internationale dont il s'agit ne pourra que hâter l'heure de l'égalité complète de traitement. »

De la lecture même de ce texte se dégage la pensée du rapporteur : selon lui, en effet, les législations internes inspirées par des sentiments humanitaires s'efforcent de réaliser une égalité véritable entre tous les travailleurs, sans distinction de nationalité. Cependant, cette égalité, au dire du rapporteur, risque d'être troublée par l'effet même de la guerre qui a développé dans de notables proportions le mouvement migratoire. La France, notamment, manquant de bras pour mettre en œuvre sa puissance économique, devient un gros importateur de main-d'œuvre. Le but de la convention internationale, d'après M. LEBAS, est précisément de favoriser l'égalité de traitement et de l'orienter vers un développement toujours croissant. Mais, alors, que faudrait-il penser de la convention de Genève si, en dehors de l'enregistrement de sa ratification, il lui fallait attendre, pour avoir une portée pratique véritable, une mise en harmonie de la loi interne ou la conclusion d'accords bilatéraux ? Vouloir subordonner l'application de la convention à de telles conditions, c'est méconnaître l'esprit dans lequel elle a été conçue, c'est nier sa lettre, c'est anéantir sa valeur propre.

Rappelons le texte de l'alinéa 2 de l'article premier :

« Cette égalité de traitement sera assurée aux travailleurs étrangers et à leurs ayants droit, sans aucune condition de résidence. Toutefois, en ce qui concerne les paiements qu'un membre ou ses ressortissants auraient

à faire en dehors du territoire du dit membre en vertu de ce principe, les dispositions à prendre seront réglées, si cela est nécessaire, par des arrangements particuliers pris avec les membres intéressés. »

M. LEBAS commente ce texte en ces termes :

« C'est la règle de la réciprocité appliquée aux Belges, Luxembourgeois, Polonais et Tchécoslovaques à la suite des traités conclus avec les Etats de ces ressortissants. » « Ces traités, poursuit-il, correspondent aux arrangements particuliers prévus à l'article premier, alinéa 2, de la convention. »

Que faut-il penser des paroles du rapporteur ? A-t-il voulu mettre sur le même pied les traités bilatéraux conclus avec la Belgique, le Luxembourg, la Pologne et la Tchécoslovaquie, en vertu de la loi de 1898, et les « arrangements particuliers » tels qu'ils sont prévus à l'article premier de la convention ? En d'autres termes, doit-on considérer ceux-ci sur le même plan que ceux-là ? Vraisemblablement, sur un point tout au moins, les accords prévus par la convention de Genève correspondent aux anciens traités passés d'Etat à Etat : c'est dans la mesure où ces derniers réglementent la façon de procéder aux paiements qu'un membre de l'Organisation Internationale du Travail, ou ses ressortissants, auraient à effectuer à l'étranger. En ce cas, il y a, semble-t-il, une assimilation complète entre les deux sortes de traités.

Toutefois, il faut distinguer : les traités bilatéraux n'ont pas pour but principal de régler la question des paiements à effectuer à l'étranger. S'ils traitent de ce point particulier, ce n'est qu'incidemment. La véritable raison d'être de leur existence se trouve dans le désir du Gouvernement français d'atténuer la rigueur de certaines des dispositions de la loi interne vis-à-vis des étrangers. Ils ont un champ d'application beaucoup plus

étendu que les arrangements particuliers prévus par la convention de Genève : ils visent des questions plus importantes en ce sens que c'est tout le problème de la réparation des accidents survenus aux étrangers qu'ils englobent ; les autres, au contraire, ne touchent en rien au principe même de la réparation ; ils ne traitent que de simples questions de détail.

Un autre caractère sépare ces deux sortes de traités. La loi de 1898 reconnaît au Gouvernement la faculté de lever, par des accords conclus avec un autre Etat, les dispositions restrictives de son texte. C'est là la seule façon d'écarter vis-à-vis des étrangers la rigueur de la loi française. Ces traités empruntent ainsi un véritable caractère d'obligation. Bien mieux, leur conclusion est liée à l'observation des deux conditions suivantes : 1° L'étendue du droit reconnu aux étrangers ne pourra dépasser la limite des indemnités prévues par notre législation ; 2° l'Etat étranger contractant assurera à nos propres nationaux des avantages équivalents.

Dans les « arrangements particuliers », tels qu'ils sont prévus à l'article premier de la convention de Genève, on ne trouve pas ce caractère obligatoire. L'avant-projet de convention s'exprimait ainsi sur ce point particulier : « En ce qui concerne les paiements qu'un membre aurait à faire en dehors de son territoire, des arrangements particuliers pris avec les membres intéressés régleront les dispositions à prendre. » Ce texte, comme nous l'avons noté précédemment, donna lieu à différents amendements de la part des Gouvernements et notamment de celui de l'Inde. Les Gouvernements comprirent que des difficultés pourraient se produire pour l'interprétation des « arrangements particuliers ». Le texte de l'alinéa 2 de l'article premier, tel qu'il fut adopté à la Conférence Internationale du Travail, à sa septième session, tint compte, dans une grande mesure, des différents amendements qui lui furent soumis. « En ce qui concerne les paiements qu'un membre ou ses ressortissants auraient à

faire en dehors du territoire du dit membre, en vertu de ce principe, les dispositions à prendre seront réglées, si cela est nécessaire, par des arrangements particuliers pris avec les membres intéressés. » Plus de doute, alors. Les mots « si cela est nécessaire » plaçaient les arrangements particuliers dans leur cadre véritable. Ils deviennent ainsi de simples accords facultatifs réglant des questions de détail et se différenciant ainsi nettement des traités bilatéraux.

La Commission des Affaires étrangères de la Chambre, par la voix de M. MISTRAL, rapporteur, mentionna la similitude de vue qui unissait notre législation interne avec le texte de la convention internationale : « Rien ne s'oppose — est-il dit dans ce rapport — à ce que le Parlement autorise cette ratification, notre législation nationale est conforme aux dispositions du projet (1). »

Que faut-il penser des différents textes que nous venons d'étudier ? En résumé, on peut dire qu'aucun argument ne nous permet de conclure à la nécessité d'accords bilatéraux ou à l'adaptation de la loi interne pour la mise en vigueur de la convention. Bien plus, on est en droit d'affirmer qu'une telle façon de comprendre la question est en opposition directe avec les travaux préparatoires.

L'interprétation donnée par différentes autorités semble bien devoir confirmer de façon indiscutable les conclusions que nous venons de tirer de l'étude des travaux préparatoires. Une circulaire à cet égard nous paraît caractéristique. C'est un avis du Ministère du Travail communiqué par le Bureau International du Travail et dont voici le texte (2) : « L'égalité de traitement est acquise aux ouvriers étrangers victimes d'accidents du travail sur le territoire français ou à leurs ayants droit ressortissants des Etats qui ont ratifié la

---

(1) Chambre des Députés. — Documents parlementaires 1928, annexe 5334, page 110.

(2) *Journal Officiel*, 16 février 1929.

convention. Ils jouissent des mêmes droits et garanties que les ouvriers français ; il suffit que l'accident soit postérieur au 4 avril 1928 pour tous les Etats qui ont ratifié avant cette date et pour ceux qui l'ont ratifié après, postérieur à la date de leur ratification. » Il ressort de la lecture de ce texte que la seule condition requise pour que les travailleurs étrangers puissent bénéficier du régime de l'égalité de traitement est la ratification de la convention de Genève par les Etats dont ils ressortissent.

Certes, il ne faut pas attribuer à ce simple avis une portée absolue. Néanmoins, on y trouve l'interprétation de la convention telle que la conçoit le Gouvernement français.

Le *Journal Officiel* du 14 avril 1930 signale la réponse faite par le Ministère du Travail à une question écrite que lui avait posée M. le Député YBARNEGARAY : « L'Espagne ayant ratifié la convention de Genève, cette ratification ayant été enregistrée le 22 février 1929, les déchéances prévues par la loi de 1898 ne sont plus opposables aux ouvriers espagnols victimes, en France, d'accidents du travail depuis le 22 février 1929 et qui cesseraient de résider sur le territoire français, ni à leurs ayants droit ne résidant pas en France. Ils jouissent, en quelque lieu qu'ils résident, des mêmes droits et garanties que les travailleurs français et leurs ayants droit. »

\*\*\*

Si le problème de l'application en France de la convention de Genève semble résolu, ce n'a pas été, toutefois, sans faire naître de délicates questions d'un caractère constitutionnel. Quels sont, en effet, les rapports de la loi interne et de la convention internationale ? Quelle doit être la sphère d'application de chacune d'elles ? En d'autres termes, quelle est la valeur pratique d'une convention internationale dont le texte

ne serait pas en concordance exacte avec les dispositions de la loi nationale ?

M. le Professeur RAYNAUD a émis sur cette question une opinion tout à fait personnelle (1) : Sa théorie est basée sur la prétendue souveraineté de la loi interne : cette dernière serait supérieure à la convention internationale et celle-ci serait impuissante à modifier celle-là. D'après le savant professeur, avant toute promulgation d'une convention internationale, la loi nationale devrait être mise en harmonie avec le texte international. Celui-ci n'aurait aucune valeur en lui-même : ce n'est que lorsque ses dispositions passeront dans la loi interne qu'elles auront force obligatoire. C'est ainsi que la loi nationale subsisterait, même après l'enregistrement de la ratification d'une convention internationale. Seule, une nouvelle loi pourrait abroger une loi existante et substituer à cette dernière les dispositions de la convention. En faisant application de cette théorie au cas particulier qui nous occupe, les ouvriers espagnols, malgré la ratification par leur Gouvernement de la convention de Genève, ne pourraient nullement bénéficier des dispositions de celle-ci en l'absence de tout traité bilatéral entre l'Espagne et la France.

Que faut-il penser de cette thèse ? La question qui se pose est de savoir si une convention internationale, dûment ratifiée et promulguée, et dont certains termes sont en opposition directe avec la loi nationale, peut, dans cette mesure, abroger les prescriptions de cette dernière. Sur ce point, nous n'hésiterons pas à répondre par l'affirmative. A la vérité, on ne voit pas pourquoi la convention internationale, ratifiée par la loi du 30 mars 1928 et promulguée par le décret du 16 mai 1928, n'aurait pas la même force qu'une loi ordinaire et ne pourrait pas modifier une loi en ce qui concerne au moins les dispositions qui y sont contraires.

---

(1) J. Clunet, 1930, pages 322 et suivantes.

M. le Professeur NIBOYET a résumé ces idées dans une pensée très juste : « Dans le conflit entre une loi ancienne et un traité nouveau, dit-il, celui-ci neutralise celle-là dans la mesure nécessaire (1). » Prétendre que les règles édictées par la loi du 16 avril 1898 n'ont pas été abrogées, c'est soutenir qu'un texte international ne peut anéantir une loi interne, c'est affirmer que cette dernière ne peut être modifiée que par un nouveau texte législatif. Mais, la question étant ainsi posée, on voit immédiatement le défaut du raisonnement : en effet, la convention internationale a été ratifiée par la loi du 30 mars 1928 et promulguée par un décret du 16 mai de la même année. La loi du 30 mars, en ratifiant la convention internationale, a entendu en adopter les prescriptions, et ainsi la loi de 1898 se trouve implicitement modifiée par la loi nouvelle.

Dans l'esprit même des rédacteurs du traité de Versailles, l'Organisation Internationale du Travail devait être une force véritable réglementant le monde social de l'après-guerre. Reléguer les conventions internationales au titre de simples écrits sans conséquence et sans valeur, c'était ruiner les espérances qu'avaient fondées sur elles les rédacteurs du traité de Versailles. En outre, la loi de 1898 donne, nous l'avons vu, la faculté au Gouvernement de conclure des traités bilatéraux pour déroger aux mesures qu'elle prévoit vis-à-vis des étrangers : mais qu'est-ce donc que la convention de Genève ? C'est un traité multilatéral qui unit entre eux les différents Etats qui l'ont ratifiée. Ainsi, n'est-on pas logiquement incité à prétendre qu'un traité multilatéral doit avoir au moins les mêmes effets qu'un accord conclu entre deux Etats dans la limite, bien entendu, des Etats qui y ont adhéré ? Ne peut-on pas, alors, conclure que la loi de 1898 peut être modifiée par un traité pluri-latéral aussi bien que par un simple accord bilatéral ?

---

(1) *Revue Droit International privé* 1929, p. 592 et suivantes.

En dehors de l'esprit du traité de paix, il y a sa lettre. La forme à donner aux propositions de la Conférence est régie par l'article 405 dans son alinéa premier. En voici le texte : « Si la Conférence se prononce pour l'adoption de propositions relatives à un objet à l'ordre du jour, elle aura à déterminer si ces propositions devront prendre la forme : a) d'une « recommandation » à soumettre à l'examen des membres, en vue de lui faire porter effet sous forme de loi nationale ou autrement ; b) ou bien d'un projet de convention internationale à ratifier par les membres. »

Ce texte est clair : si la recommandation doit être suivie d'une loi, aucune mesure semblable n'est prévue pour le projet de convention qui demande seulement à être ratifié.



Quels sont les rapports de la convention internationale et des traités particuliers ?

La ratification de la France, nous le savons, a été enregistrée le 4 avril 1928. Or, depuis cette époque, la France a signé un accord avec l'Autriche, le 27 mai 1930. A la lecture de ce traité, il semble ressortir un argument contre la thèse que nous défendons, à savoir qu'une réciprocité automatique, directe, résulte de la convention de Genève, en dehors de tout accord, et cela par le simple jeu de la ratification.

On trouve, dans cet accord, une clause très nette de réciprocité relativement aux accidents du travail. Comment se fait-il qu'une telle disposition soit mentionnée dans un accord bilatéral, si la convention de Genève est autre chose qu'un simple texte réclamant de nouveaux arrangements pour sa mise en application ? L'Autriche, en effet, a ratifié la convention sur l'égalité de traitement ; cette ratification a été enregistrée le 29 septembre 1928 et, depuis cette date, cet Etat est lié à la France par les termes mêmes de la convention.

Comment expliquer, alors, l'existence d'un traité postérieur au 29 septembre 1928 affirmant la survivance du principe de la réciprocité diplomatique ?

M. l'Avocat général LYON-CAEN a résolu le problème de la manière suivante : « Si la convention de Genève, dit-il, rend désormais superflues les conventions particulières d'Etat à Etat, elle ne les prohibe pas. *Quod abundat non vitiat*. Qui peut le plus peut le moins. Elle n'interdit pas à deux Etats, même ayant ratifié, de prendre isolément — séparément, entre eux — des arrangements particuliers, à la condition, bien entendu, que ces derniers soient conformes aux dispositions de la convention de Genève ; et l'intérêt qu'ils peuvent avoir à traiter ainsi, en dehors du cadre même de la convention de Genève, apparaît aisément, soit qu'ils veuillent convenir mutuellement des modalités et garanties des indemnités (ceci est prévu par l'alinéa premier de la convention de Genève), soit qu'ils désirent s'assurer contre la dénonciation possible de la convention prévue par l'article 10 à l'expiration d'une période de 10 ans, soit, enfin, qu'ils viennent à résoudre la question du conflit des lois, à laquelle la convention de Genève est tout à fait étrangère et qui prête à de sérieuses controverses, notamment la question de savoir, quand l'accident atteint un ouvrier travaillant sur le territoire de l'un des Etats au profit d'une entreprise établie dans l'autre Etat, quelle loi est applicable, la loi du lieu de l'accident ou la loi de la situation de l'entreprise (1). »

M. LYON-CAEN indique que, si la convention de Genève de 1925 constitue bien l'élément stable, essentiel, de l'assimilation internationale en matière d'accidents du travail, et bien que les traités bilatéraux passent désormais à l'arrière-plan, ils peuvent encore présenter une utilité, même à l'égard d'Etats ayant ratifié l'acte de Genève.

---

(1) *Gazette du Palais*, 8 février 1933.

Cette explication, pour si subtile qu'elle soit, ne nous donne pas entière satisfaction. Certes, il est logique que des Etats unis par la convention de Genève puissent en régler les modalités d'application par des traités particuliers. Cela — au moins dans un cas — est prévu par l'alinéa 2 de l'article premier. Mais la clause insérée dans le traité franco-autrichien du 27 mai 1930 dépasse ce cadre étroit ; elle ne vise pas de simples questions de détails, mais englobe tout le problème de la réciprocité : c'est une véritable question de principe qui y est insérée. Faut-il en conclure que l'acte de Genève réclame l'existence de traités bilatéraux pour sa mise en pratique ? Tel n'est pas notre avis. Il faut voir un simple rappel à la convention : l'accord avec l'Autriche confirme le texte international et il est logique d'y voir insérer la clause de réciprocité sans attribuer la naissance de cette dernière à la conclusion du traité bilatéral.

Le problème des rapports de la convention internationale et des traités bilatéraux a un double aspect. Nous venons de voir comment il faut concilier le traité plurilatéral avec les traités bilatéraux conclus après la ratification du premier. Il importe d'examiner, maintenant, le cas où l'accord conclu entre deux Etats est antérieur à la ratification de l'acte de Genève.

Voici, par exemple, la France et la Belgique qui sont liées par le traité du 21 février 1905 concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail ; ces deux Etats ont également ratifié la convention internationale : la France, le 4 avril 1928, et la Belgique, le 3 octobre 1927.

La question se poserait dans les mêmes termes pour l'Italie, le Luxembourg, la Grande-Bretagne, la Pologne et la République tchécoslovaque, qui ont signé des accords avec la France et adopté ensuite les dispositions de la convention.

Il s'agit de savoir, dans ces différentes hypothèses, quelle est la valeur actuelle du traité bilatéral ?

Dans une première opinion, on pourrait soutenir l'annulation du traité conclu entre deux Etats en prétendant que l'adhésion à la convention l'a implicitement abrogé en lui substituant le texte international.

Dans une seconde opinion qui est la nôtre, il semble préférable de concilier les deux accords.

Il ne nous paraît pas douteux que la convention internationale puisse modifier une clause contraire insérée dans un traité. Mais ce cas-là n'est guère susceptible de se produire, étant donné qu'un même esprit d'égalité a inspiré les deux textes. Bien plus, le traité bilatéral, encore qu'antérieur à la convention et à la recommandation, répond aux prescriptions de ces dernières.

L'accord franco-belge du 21 février 1906 est, nous l'avons dit, le traité-type de cette matière. Son article premier pose, en principe, l'assimilation complète des parties contractantes et, implicitement, le principe de l'application de la loi du lieu de l'accident auquel l'article 2 apporte deux exceptions relatives aux ouvriers détachés à titre temporaire et au personnel ambulancier des entreprises de transport.

Il n'est rien dit de contraire dans les deux premiers articles de la convention. Aussi est-on en droit de prétendre que l'article 2 du traité franco-belge n'est que la mise en application de l'article 2 de la convention, ainsi conçu : « Pour la réparation des accidents du travail survenus à des travailleurs occupés d'une manière temporaire ou intermittente sur le territoire d'un membre pour le compte d'une entreprise située sur le territoire d'un autre membre, il peut être prévu qu'il sera fait application de la législation de ce dernier par accord spécial entre les membres intéressés. »

L'article 2 du traité garantit la réciprocité des exemptions fiscales : il se conforme ainsi au désir exprimé par le paragraphe c) de la recommandation, aux termes duquel chaque membre de l'Organisation Internationale du Travail est invité à prendre des mesures né-

cessaires « pour que le bénéfice des exemptions de droits fiscaux, de la délivrance gratuite de pièces officielles et des autres avantages accordés par la législation d'un membre, en matière de réparation des accidents du travail, soit étendu dans les mêmes conditions aux ressortissants des autres membres ayant ratifié la convention ».

Enfin, l'article 4 du traité, comme l'article 4 de la convention, invite les contractants à se prêter mutuellement leurs bons offices.

En résumé, il nous apparaît que le traité bilatéral reste en application sur le même plan que la convention internationale qu'il complète, d'ailleurs. Rien, en effet, dans cette dernière, ne nous permet de supposer qu'elle a voulu mettre fin à ces accords ; tout nous laisse croire, au contraire, qu'il est logique de concilier les deux sortes de traités.

\*\*

Nous avons déjà fait ressortir l'esprit dans lequel était conçu l'article 3 de la convention.

En voici le texte : « Les membres qui ratifient la présente convention et chez lesquels n'existe pas un régime d'indemnisation ou d'assurances forfaitaires des accidents du travail, conviennent d'instituer un tel régime dans un délai de 3 ans. »

Une question délicate peut alors se poser : l'engagement résultant de la promulgation de la convention en France peut-il être opposé par le ressortissant d'un pays qui, n'ayant pas un régime d'indemnisation ou d'assurances forfaitaires des accidents du travail, n'en aurait pas institué un dans les trois ans de la ratification de la convention, conformément aux prescriptions de l'article 3 ? Cette inexécution des engagements pris ne pourrait-elle pas constituer une fin de non-recevoir au national du pays en faute ?

On pourrait supposer qu'à la suite d'une réclama-

tion, un Etat ayant ratifié la convention soit invité par l'Organisation Internationale du Travail à prendre toute mesure nécessaire en vue de l'application stricte du texte international. Mais ce n'est pas là le problème qui nous intéresse. Supposons qu'aucune plainte n'ait été déposée, quels sont, alors, les droits du ressortissant de l'Etat fautif ? Sans doute, on peut faire valoir qu'aucune sanction n'est prévue dans le texte de la convention, mais il n'en est pas moins vrai, à notre avis, qu'un tel dédain des prescriptions de la convention est de nature à justifier une sanction.

Il y a, en quelque sorte, un double engagement dans la convention. Un Etat ne peut bénéficier des avantages du texte de celle-ci qu'autant qu'il se conforme à ses directives. Si l'on reconnaissait le droit à indemnité au ressortissant de l'Etat qui n'a aucune législation sur la matière qui nous occupe, quels seraient, en contre-partie, les avantages qu'auraient les nationaux de l'Etat possédant une législation généreuse en cas d'accident du travail survenu dans le premier Etat ? L'égalité de traitement se trouverait ainsi rompue au bénéfice de l'Etat qui ne se conforme pas aux prescriptions de la convention. Il semble donc bien qu'un tel sans-gêne entraînerait, pour l'Etat coupable, l'absence de tout droit à se prévaloir d'un texte qu'il a ratifié, mais dont il a méconnu à la fois la lettre et l'esprit.

A ce raisonnement, on peut objecter qu'en fin de compte, il n'est pas indispensable que l'Etat étranger possède une législation prévoyant la réparation des accidents du travail au bénéfice des étrangers. En ratifiant la convention, un Etat s'engage, par ce fait, à accorder l'égalité de traitement.

Toutefois, une telle interprétation ne va pas sans soulever de sérieuses difficultés : prenons comme exemple un Etat dont la législation sociale est moins avancée que la nôtre, n'ayant pas adopté le principe du risque professionnel et laissant à la victime le fardeau de la preuve en cas d'accident du travail. Cet Etat, en outre,

n'a prévu aucune mesure en faveur des travailleurs étrangers. La conséquence de la ratification de la convention de Genève sera la mise sur le même pied d'égalité des étrangers et des nationaux. On voit donc que le Français victime dans ce pays d'un accident du travail sera moins bien traité que l'étranger victime, en France, d'un accident semblable. De plus, le travailleur français ne bénéficiera pas des mêmes avantages que si l'accident lui était survenu en France.

En résumé, une véritable égalité de traitement ne s'établira d'un Etat à un autre Etat qu'autant qu'à l'intérieur de chacun d'eux existera un régime identique sur la réparation des accidents du travail. C'est le désir formulé par l'article 3 de la convention de Genève ; c'est la condition *sine qua non* d'une égalité parfaite. En ne se conformant pas au vœu exprimé dans l'article 3, les Etats détruisent l'œuvre de la convention qui réclame une unification complète des législations nationales, sinon dans les détails, du moins dans le principe même de la réparation. Aussi bien nous semble-t-il que de tels Etats ne puissent réclamer des autres une égalité absolue de traitement en s'appuyant sur leur adhésion à la convention dont ils n'ont pas respecté les prescriptions.

\*\*

Répondant aux nécessités économiques de la nation, l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail, proclamée par la convention de Genève, a favorisé le mouvement d'immigration en France. Ne peut-on alors, dans la période actuelle où le chômage se développe dans de notables proportions, où de nombreux ouvriers français se trouvent sans travail, voyant leurs emplois occupés par des étrangers, soutenir avec raison que la prétendue règle humaine n'a, en fait, que trompé les espérances de nos ressortissants ?

Telle n'est pas, à notre sens, la conséquence de l'égalité de traitement. Il faut, en effet, distinguer la loi du 11 août 1926 sur le contrat de travail des étrangers et la convention de Genève. C'est à la loi interne de fixer les conditions d'admission des ouvriers étrangers, de restreindre ou de favoriser l'immigration suivant les conditions du moment. Mais, une fois que l'ouvrier est admis à travailler en France, il est de toute équité qu'il puisse bénéficier d'un traitement égal à celui du national.

APPROUVÉ :

*Le Président,*

W. OUALID.

---



---

Imprimeries Mont-Louis - Clermont-Ferrand  
1933

---





---

Imp. MONT-LOUIS - Clermont-Fd  
*Février 1933*

---